LE CALVAIRE DE CIMIEZ

DEUXIÈME PARTIE (1)

VALENTINE

Le Vendredi Saint, Béatrice d'Aumont, retombée dans l'incertitude, s'en fut le matin et l'après-midi à l'église franciscaine de Cimiez écouter la voix qui lui rendrait le courage et inspirerait sa résolution. Entendit-elle au profond du cœur l'hymne de l'adoration de la Croix : *Crux fidelis, inter omnes arbor una nobilis, nulla sylva talem profert, fronde, flore, germine*?... ou chercha-t-elle à se dérober ? Le corps du Christ, promené à l'heure du sacrifice du Calvaire selon le rite de Jérusalem, sur une civière toute jonchée d'œillets et de roses, l'engagea-t-il au suprême renoncement, quand elle avait accepté toute la douleur de l'amour brisé ?

Lorsqu'elle rentra à la villa, il ne lui restait plus que la fin de la journée pour prendre une décision, car il fallait songer, en cas de départ, au soin des bagages, commander une voiture, téléphoner à la compagnie de navigation pour retenir les places à bord. Comme une bête blessée qui cherche un fourré où cacher son agonie, elle échoua dans la pièce même où elle avait connu la plus grande souffrance, ce cabinet de travail de son mari où la veille elle avait récapitulé ses années heureuses ou presque heureuses sans trouver la force d'aller au delà. La petite Renée ne devant rentrer de sa pension que pour le dîner, elle

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier.

avait encore quelques heures devant elle. Cette fois, elle ouvrit le secrétaire.

Le paquet des lettres était là, avec des photographies de Valentine de Croisy qui se répandirent hors de la grande enveloppe: une Valentine élancée et flexible comme une tige de fleur, en robe de flanelle blanche, celle qu'elle devait porter lors de l'expédition clandestine sur la côte des Maures et aux îles d'Hyères, une Valentine en toilette de bal, sa lumineuse épaule à nu, et les yeux, les grands yeux sombres de sirène du nord perdus dans un rêve trop sensible. Pourquoi donc avoir gardé ces témoignages? Béatrice n'osait les toucher, comme s'ils devaient lui brûler les doigts. Tant de chaleur y demeurait enclose! Pourquoi ne pas les avoir détruits dès la découverte? Était-ce parce qu'ils contenaient le secret de la naissance adultère et pour l'ignorance où elle était de l'inutilité d'un tel aveu au point de vue légal? Crainte superstitieuse peut-être, mais peut-être aussi obscur sentiment dont elle n'avait pas nettement conscience, et qui confinait à l'épouvante et au respect ensemble. Elle s'était trouvée subitement en présence d'une telle domination d'amour qu'elle en avait été saisie d'une sorte de terreur sacrée.

Une fois encore, elle évoqua la dernière semaine de sa vie conjugale. C'était au début du printemps, quand les montagnes sont encore couvertes de neige et que des souffles chauds passent néanmoins sur la Riviera. Ailleurs, l'hiver règne, mais il n'y a guère de place pour lui sur la Côte d'azur. Cependant il faut prendre des précautions, et dans son propre jardin René avait senti le froid le pénétrer au coucher du soleil. Une grippe légère, c'est l'occasion pour une femme de mieux entourer et câliner son mari. Mais la fièvre, soudain, augmenta. De mauvais germes, après la guerre, demeuraient dans l'organisme et compliquaient les maux. Le thermomètre marquait plus de quarante degrés quand un jour, maître de lui et rebelle au délire, il voulut, profitant d'une courte absence de Béatrice qui lui préparait un remède, se lever pour mettre en ordre, expliqua-t-il plus tard, un dossier d'archives importantes. Elle le retrouva étendu au pied de son secrétaire ouvert, ayant perdu connaissance. Dès lors, le mal empira, qui trouvait un terrain préparé par l'usure de la trop longue campagne et par d'autres blessures plus cachées. Elle se rappelait l'immense,

l'infinie mélancolie du malade qui devait se sentir touché par la mort, pour l'avoir vue trop souvent rôder autour de lui pendant quatre années. Si tendrement il la remerciait de ses attentions, et même un jour il lui recommanda, gravement, d'être indulgente après lui. Après lui : elle n'admettait pas de telles paroles et ne prit pas garde à la recommandation qui était, elle le devinait maintenant, une humble prière de pardon. N'en pouvant supporter davantage, elle avait doucement, d'une main caressante, clos la bouche qui désirait parler encore. Que voulait-il lui dire ? Et comme il n'avait plus guère de forces, il n'avait pas tenté de lui résister. Mais il avait caressé les boucles de l'enfant et, avant de la renvoyer, il avait murmuré :

— Elle est aussi à toi, Béatrice.

Ce qu'elle avait interprété alors comme une mise au rang maternel de Valentine de Croisy, tandis qu'il lui léguait la petite Renée, sa fille.

Une nuit, comme il semblait hors d'affaire et que le médecin, l'estimant sauvé, avait jugé inutile la présence d'une garde, il était mort, seul, sa femme reposant dans la chambre voisine dont la porte demeurait ouverte, et d'un sommeil si léger qu'elle avait perçu la respiration ralentie et s'était précipitée comme il soupirait une dernière fois, sans bruit, le visage apaisé, ce beau visage où passaient si vite les frissons nerveux de la vie.

Cette séparation, Béatrice avait cru plus tard qu'elle n'était pas la plus cruelle, que l'autre, celle du cœur, était pire. Non, ce n'était point vrai : elle eût tout accepté de lui pour le revoir. Qu'avait-il parlé de pardon ? Qu'il revînt : elle le comprendrait mieux, elle serait indulgente comme il le lui avait recommandé, elle attendrait patiemment de le reconquérir tout entier à force de passionnée tendresse et d'intelligence attentive. Mais n'avait-elle pas été, à travers les heures sombres, *son amie, sa grande amie, sa seule amie*, de cette amitié qui ne se distingue pas essentiellement de l'amour, sauf qu'elle est libérée de tout le poids de la chair? A moins que ce poids de la chair ne fût essentiel à l'amour, et pourquoi avait-elle laissé se creuser entre eux ce divorce des sens qui livre la place aux passions, s'il n'est pas le signe que la place leur est déjà livrée?... Qu'il revînt, qu'il voulût bien revenir... Mais Valentine était vivante, et voici qu'elle avait recouvré la raison...

Et puis, les tristes jours avaient succédé, après la mort, aux jours tristes. La présence de l'enfant grandissante avait seule empêché la veuve de se murer dans sa douleur. Ni le printemps, ni l'été, elle ne s'était décidée à quitter la villa. Sur la colline de Cimiez un peu de vent rafraîchit constamment la terre, et les chênes verts apportent leur ombre assez épaisse pour tamiser les rayons du soleil. A l'automne, un confrère de son mari à l'Académie des Inscriptions lui écrivit pour lui demander si René d'Aumont n'avait pas laissé des notes manuscrites sur le « dieu des pays étrangers » sorti des ruines d'un temple découvert à Biblos, en Syrie. N'était-ce point cela, ces archives importantes qu'il avait voulu ranger un soir de fièvre au risque de sa vie? Ce fut l'occasion du malheur. Elle ouvrit le bureau-secrétaire qu'elle n'avait encore ouvert que pour y trouver, en évidence, dans le premier tiroir, un testament en sa faveur, avec un legs important à l'enfant de Valentine de Croisy, et d'autres pièces utiles qui se rapportaient à l'administration de leur fortune. Alors elle commença le classement des papiers. Ainsi la correspondance des deux amants tomba-t-elle entre ses mains. A l'intérieur, une seconde enveloppe usée à quoi elle n'avait pas pris garde portait un ordre de destruction, et sans doute était-ce cette enveloppe-là qui, durant la guerre, était au dehors, indiquait la volonté du combattant en cas de malheur.

Quel cri d'angoisse elle avait poussé ce soir-là, enfermée après le dîner dans le cabinet de travail et assurée du sommeil de l'enfant! Quel cri vite étouffé, afin que personne ne l'entendît, afin que personne ne s'avisât de lui porter secours, afin qu'elle épuisât dans la solitude cette douleur que nul ne connaîtrait jamais, qui ne serait jamais livrée à personne, sauf au prêtre dans le confessionnal! Un instant elle avait hésité devant cette lecture, comme devant une chose défendue. Avait-elle le droit de s'emparer de ces lettres qui ne lui appartenaient pas, de violer un secret qui n'était pas le sien? Accoutumée aux délicatesses, et même aux scrupules, sa conscience se cabrait, l'avertissait de son imprudence, de son audace offensante pour la plus chère mémoire, de sa faute même. Elle céda pourtant, et la barrière de sa conscience, d'habitude si solide, fut emportée comme par un torrent. Il y avait donc aussi en elle de ces forces ténébreuses qui nous mènent comme malgré nous vers

notre destin? Et après avoir repoussé le calice d'amertume, elle le vida jusqu'à la lie, avec une sorte de volupté sauvage dans la douleur. Le cœur arraché, les yeux meurtris par les larmes trop souvent et trop brutalement essuyées, elle avait tout lu, sans rien omettre.

C'était l'amour de Valentine de Croisy et, à travers cet amour, comme une image à demi recouverte et visible pourtant, l'amour pareil de René. Pareil? non, pourtant, plus grave, plus recueilli, plus contraint, plus mêlé de réflexions, de résistances, de remords même, et n'abolissant rien du reste du monde, ni du reste du cœur. Jamais Béatrice n'avait imaginé la passion sous cette forme absolue et despotique. Lorsqu'elle avait rencontré celui qu'elle devait épouser et qui serait désormais son unique pensée après avoir été son attente, elle s'était peu à peu senti envahir par une douce chaleur inconnue qui lentement prenait possession de tout son être intime. Le don d'elle-même, accepté d'avance, ne se pouvait comprendre qu'après une cour et une conquête progressives et la consécration du sacrement. Il y avait un monde entre le premier baiser timide et court des fiançailles et le total abandon après la bénédiction nuptiale, tout frémissant et pudique, et si réservé et chaste encore. Tandis que là, deux êtres qui se reconnaissaient semblables se précipitaient l'un vers l'autre, l'un contre l'autre, comme deux guerriers dont retentit le choc des boucliers, avec cette même frénésie du combat. Là, aucune hésitation, aucune retenue, aucune réserve, aucune pudeur. Et pourtant cette impudicité même disparaissait devant une attirance invincible, une fatalité qui ne tolérait aucun obstacle, sauf pour le briser.

Ces drames, ces tragédies, ces opéras où elle avait assisté à l'éclosion soudaine de l'amour, à peine expliqué ou justifié parfois par la supposition symbolique d'un breuvage où quelque philtre eût été versé, *Roméo et Juliette*, *Phèdre*, *Tristan et Yseult*, ce n'était donc point des fables inventées par l'imagination d'un Shakspeare, d'un Racine ou d'un Wagner, ainsi qu'elle le supposait, ou des simplifications de poètes destinées à la rapidité d'une action contenue entre les barrières de quelques scènes? Pourtant les fleurs ne poussent pas en une nuit. Il faut au printemps même les souffles précurseurs des vents qui l'annoncent et l'autorisent. L'homme aurait-il donc, seul, comme un dieu, le privilège de supprimer le temps et l'espace

pour accomplir en lui-même l'œuvre renversée des saisons? Elle n'en pouvait croire ses yeux, ses pauvres yeux saignants qui se blessaient aux pages démoniaques.

Les fleurs ne poussent pas en une nuit, et pas même l'amour le plus inévitable et le plus affranchi de toutes règles. Rien n'échappe aux nécessités des préparations et les dénouements sont déjà contenus dans les désirs, les rêves et les élans vers la seule réalité de chaque être, si rarement atteinte et secrètement convoitée, sauf par ceux qui sont d'avance assujettis à leur sort médiocre et à leur existence limitée. Comment Béatrice eût-elle soupçonné que le principal artisan de cet amour, soudainement éclaté comme une rose rouge au lever du jour, n'était autre qu'Hubert de Croisy qui n'avait cessé de célébrer aux oreilles attentives de sa femme déçue par le mariage la supériorité de son ami lointain et attardé aux rivages de Syrie par les fouilles de Biblos, comme il avait confié à ce même lointain ami son émerveillement en présence de la beauté blanche de Valentine, et le doute qu'il avait de lui-même pour combler cette jeunesse trop souvent silencieuse et énigmatique, — énigmatique peut-être à cause de ses origines étrangères, les races découvrant toujours quelque gêne dans leur connaissance réciproque lorsqu'elles se mélangent? Ainsi avait-il servi, le maladroit, de truchement entre les deux futurs amants, pareillement avides et pareillement irrassasiés, les présentant l'un à l'autre à distance, et chacun d'eux comme incomparable. Les prédestinations ont ainsi parfois leur source naturelle. Mais quand la source est cachée ou inconnue, rien ne demeure plus que leur apparence de fatalité. Les eaux cheminent sous terre, comme les désirs et les attentes dans la partie inconsciente de nous-mêmes, et l'on n'aperçoit que le torrent issu de ce long et grossissant cheminement souterrain.

Le tutoiement avait été immédiat, dès la première lettre où Valentine écrivait ce récit demeuré à peu près textuellement dans la mémoire de Béatrice outragée :

« ... Quand tu es entré dans mon salon, je n'ai plus vu personne et je me suis sentie défaillir. Qui étais-tu donc, toi que je reconnaissais et qui m'appartenais depuis toujours ? Tu as à peine ouvert la bouche, pour regretter ton absence à mon mariage et pour me montrer que tu savais, par quelle divination ? tant de particularités de ma vie et de mon caractère, et

moi, je suis devenue muette pour te mieux regarder et dévorer. Puis les autres, qui n'existaient déjà plus, se sont retirés comme des ombres. Et je suis venue à toi, comme si ce n'était pas moi, mais une autre femme contenue en moi, la seule, la vraie, et je t'ai mis, sans pouvoir m'en empêcher, par quel besoin irrésistible et quelle secrète audace? les bras autour du cou, tandis que tu me serrais contre toi. — Je t'attendais, ai-je murmuré, je t'ai toujours attendu... Et toi, tu m'as répondu : Mon amour... »

Était-il donc possible qu'il eût suffi d'un geste sans pudeur de la misérable pour envoûter à ce point son mari à la chair fragile comme tous les hommes et pour le lui prendre ? Son mari, son bien, son tout!

La misérable ! Les deux complices, ainsi donnés l'un à l'autre, s'étaient réveillés dans la vie, tous deux liés, tous deux esclaves de la paix domestique, des lois nécessaires, des obligations sacrées. Alors avait commencé leur supplice, et ce supplice, peu à peu, restituait à leur passion ces voiles qu'ils avaient rejetés. Valentine, plus inconsciente ou plus audacieuse, avait tout de même essayé de briser les barreaux de la cage et proposé la fuite à deux, n'importe où, hors du monde. A deux le bonheur dans la liberté et dans la solitude. La réponse qui manquait avait passé les menottes aux chères mains nues. « Ah ! soupirait-elle à son amant, c'est toujours toi qui as raison et qui vois plus haut. Tu es le cœur de mon cœur, et mon souffle, et ma vie, et je me soumettrai toujours à ta volonté. Un amour comme le nôtre ne peut être que lumière et le mal lui est interdit. Que la souffrance soit pour nous, et non pour eux ! Jamais, me dis-tu, jamais tu ne consentiras à quitter celle dont tu as la garde et que tu n'as pas cessé de chérir et de protéger. Ah ! quels mots cruels tu oses employer, mais ton devoir me dicte le mien. Qu'il est humiliant, néanmoins, d'accepter le mensonge, quand on souhaiterait d'afficher son amour et d'en connaître au grand jour l'épanouissement ! Le mensonge, c'est la torture de l'amour coupable, — et le nôtre l'est-il ? — c'est la rançon de nos félicités si brèves et si contrariées. Acceptons-le humblement, puisque tu l'exiges... »

Ils avaient cueilli tout de même quelques jours, quelques nuits à eux, rien qu'à eux : un voyage sur la côte des Maures et à Port-Cros, l'une de ces îles d'Or, en face d'Hyères, qui semblent

des îles de la Grèce apportées par les vagues et abandonnées. Quelles précautions, quelles combinaisons, quels préparatifs secrets avait exigés ce départ ! Jusqu'au dernier moment, ils n'y pouvaient croire. Et quand ils s'étaient rencontrés à Toulon, leur joie avait été si forte que Valentine avait dû l'écarter de la main quelques instants pour retenir, pour contenir son cœur bondissant. Le souvenir de ces heures enchanteresses, uniques, impossibles peut-être à retrouver, remplissait des pages entières de la correspondance comme si l'amant avait pu les oublier, comme s'il avait besoin qu'on les lui rappelât ! Mais se souvenir tout haut, en présence de l'autre, même si cette présence n'est qu'imaginaire, n'est-ce pas revivre le passé presque physiquement? Promenades sur la petite plage d'Aiguebelle près du Lavandou et surtout dans l'île qui leur appartenait, car il n'y avait que des pêcheurs indifférents ou complaisants, par des sentiers perdus, à peine tracés, dans l'entrelacs des branches, repas emportés en des clairières qui les enfermaient comme des chambres aux fenêtres ouvertes sur la mer, navigations à la voile qu'il savait manier, bains dans une anse de sable fin cachée à tous les regards, ces quelques jours éclataient de joie comme ces fruits gonflés dont la peau se fend. Et c'était la célébration de la beauté de l'homme, à la manière du Cantique des Cantiques. Là, Béatrice dut s'arrêter, perdant le souffle, et suspendre sa lecture. Ses yeux, ses yeux saignants s'injectaient de haine. Elle eût compris la fureur du meurtre. Jamais elle n'eût même supposé qu'une femme, — qu'une femme bien née, — osât rappeler si crûment ces intimités qui imposent le secret à défaut de la pudeur et dépeindre comme une statue vivante la venue de son amant. Révoltée, indignée, scandalisée, elle reculait d'horreur et mesurait la faute qu'elle avait commise en déchirant une double enveloppe qu'elle aurait dû détruire sans l'ouvrir avec tout son contenu ou dès qu'elle l'avait ouverte. Là encore, elle n'avait jamais rapproché de la réalité ces poursuites des faunes et des nymphes dans les bois, et ces bacchanales orgiaques qu'elle estimait le partage d'êtres grossiers et, comme les dieux agrestes de l'antiquité, à demi engagés dans le corps et l'instinct des animaux. Là encore, il lui fallait un effort pour comprendre, quand elle était toute dressée par son éducation, par ses habitudes morales, par sa délicatesse intime, à répudier et mépriser ces âpres violences comme

des jeux attentatoires à la dignité de la personne humaine. Et puis, du fond de soi, elle entendait monter, comme le chant douloureux et poignant des crapauds dans la nuit au bord des étangs, la nostalgie de tout ce qu'il y a de trouble et d'inconnu dans la sensualité humaine la plus disciplinée.

« René, mon René ! » suppliait-elle, quand elle le sentait si loin, quand elle cessait de le reconnaître tel qu'elle l'avait connu au cours de leur existence commune. Y avait-il donc, dans l'existence la plus étroite et la plus rapprochée, une telle part de mystère ? Fallait-il donc que son mari lui fût révélé dans toute une part de lui-même, et la plus secrète, par une correspondance étrangère ? Mais non, elle refusait de croire qu'il fût ainsi, ou qu'il fût seulement ainsi. Il y avait en lui tant d'intelligence, — et ses livres d'orientalisme en faisaient foi, — tant de courage et de calme dans les circonstances qui en exigeaient le plus, — et ses citations à la guerre l'attestaient, — tant de gentillesse et de simplicité dans les rapports de tous les jours, et mieux que personne elle en pouvait témoigner ! Un homme peut-il être si complexe et divers qu'il diffère avec chacun, qu'il change selon les milieux, selon les événements, selon les amours, selon l'amour ?

« Mais, René, ce n'est pas possible ! Mais n'étais-je pas à toi ? Mais ce que tu aurais souhaité que je fusse, je l'eusse été pour toi ! N'étais-je donc plus assez belle, ni assez jeune auprès de ta Valentine ? N'aurais-je pas tout accepté de toi ? Pourquoi m'avoir écartée ? Pourquoi m'avoir délaissée ? Pourquoi m'avoir abandonnée ?... »

En aucun cas il ne l'avait abandonnée, en aucun cas il ne l'eût abandonnée. D'autres pages de la correspondance en apportaient le reflet et la preuve. Sa maîtresse faisait allusion plus d'une fois à des ordres, à des décrets qu'il avait dû formuler dans le domaine de la passion. On n'était pas digne d'aimer, affirmait-il, si l'on n'était pas capable de porter son amour. Le porter au besoin comme une croix sur le chemin du supplice. L'amour ne méritait-il pas qu'on souffrît pour lui ? S'en plaindre, quelles que fussent ses rigueurs, n'était qu'une lâcheté, et de même en imposer la charge ou la douleur à ceux qui nous étaient liés par des serments. Mais accepter les séparations, les mauvais jugements, les condamnations, les outrages, et compter assez sur l'autre pour ne jamais en aucune occasion, et malgré

les apparences mêmes, douter de lui, cela, oui, c'était l'amour Et Valentine, rehaussée par une si exigeante autorité, mais si tendre, promettait de se soumettre et conformer à de telles règles de conduite et de refréner en public et jusque chez elle son cœur exalté.

Et puis la correspondance, une fois encore, changeait de ton, s'engageait, comme un chevreuil poursuivi par la chasse, dans le chemin qui conduit aux fontaines rafraîchissantes. Valentine avait senti ses entrailles tressaillir. Ah ! quand Béatrice en était venue à ces craintes bientôt transformées en certitude, elle avait éprouvé toutes les affres d'une autre jalousie. Craintes de courte durée, et qui s'achevaient en un cri de triomphe. Leur amour fleurirait, leur amour prendrait une forme vivante, et rien ne les pourrait plus séparer. Cependant, l'amant avait dû répondre : « Notre enfant ne sera pas à moi... » Et, de nouveau, elle avait proposé le départ. Et cette fois encore, il avait refusé, mais cette fois, il avait senti la tentation. Un de ces débats angoissants et lamentables, qui sont la punition des liaisons adultères, avait dû s'élever entre eux. Le partage avec Hubert de Croisy, comment avait-elle pu, auparavant, s'en accommoder? Mais aucun doute ne pouvait subsister : — « ... *Il* est de toi, *il* est à toi. Je le sais, je le crois, j'en suis sûre. *Il* te ressemblera. *Il* sera toi quand tu ne seras pas là. *Il* m'appartiendra pour toujours, comme le gage du cher absent... » Et, dans son exaltation, pour la première fois, et la seule, elle s'attaquait à sa rivale : « ... Béatrice n'a pas d'enfant. Ne me préféreras-tu pas à Béatrice ? Emmène-moi, je t'en supplie : n'es-tu pas las de notre séparation, de notre sacrifice?... » Mais il devait promettre de la soutenir, de l'aider, de la protéger, afin de la calmer, tant elle était impatiente, tout en éloignant doucement la pensée de cette fuite. « Ah ! que tu tiens donc à ta Béatrice !... » murmurait-elle, découragée. Et puis, elle se reprenait, soumise, repentante, adorante : « Je m'incline, je me soumets, je suis ton esclave. Oui, tu dois avoir raison. L'avenir de notre enfant ne doit pas être compromis. Et nous-mêmes, il nous faut rester attachés, comme de pauvres chiens de garde qui ne peuvent courir dans la montagne... »

Béatrice, mordue, dévorée d'envie en présence de cette maternité dont le secret lui était révélé, se rappelait dans tous ses détails l'accouchement de Valentine, la naissance de cette

petite fille, dont la mère avait exigé qu'elle fût tenue par René sur les fonts baptismaux. Mais, le père légal, c'était Hubert de Croisy. Pourquoi ne serait-il pas le père véritable? Pourquoi Valentine, dans sa folie amoureuse, — déjà sa folie! — ne se serait-elle pas abusée en attribuant la conception à son amant, pour se plaire à elle-même et pour l'enchaîner davantage? Qui jamais connaitrait le secret? Béatrice ne voulait pas que l'enfant appartînt à son mari. Il lui semblait qu'elle perdrait celui-ci un peu plus, si vraiment, comme prétendait sa rivale, leur amour avait fleuri. Elle se raccrochait désespérément à toutes les impossibilités de percer le mystère. N'y tenant plus, elle avait quitté le cabinet de travail où elle s'abîmait dans sa lecture pour gagner, à pas de loup, sa chambre voisine où dormait la petite Renée qui n'avait encore que cinq ans. Comme Psyché, courant avec sa lampe pour surprendre le visage divin et terrible de l'Amour, elle avait éclairé la pièce d'un jet de lumière... L'enfant se réveilla et ses yeux blessés palpitèrent, telles des ailes d'oiseau frappé du lever du jour. Avidement, elle se pencha sur elle, et la regarda comme elle ne l'avait pas encore regardée. Et brusquement, elle étouffa un cri. La ressemblance était indéniable : malgré la mollesse des traits, les contours s'affirmaient pareils, et plus encore, certaines expressions de la bouche dans les contrariétés ou la tristesse qu'elle connaissait bien. L'enfant, gagnée par la peur, se mit à pleurer. Et les larmes de Béatrice se mêlèrent à ces larmes puériles et sans cause, jusqu'à ce que la fille de son mari se rendormît...

Et puis, sur la preuve attendrissante et meurtrissante ensemble de cette paternité, elle avait regagné sans bruit, comme une voleuse, le cabinet de travail où gisait, en ordre, la correspondance. Avant de reprendre sa cruelle lecture, cherchant à éloigner le calice, elle s'était agenouillée. Qu'allait-elle faire désormais? Garder l'enfant dont la naissance était pour elle un affront? Ou s'en séparer? Mais Valentine de Croisy n'avait qu'un frère aîné qui ne s'était pas marié, et des parents lointains, âgés, égoïstes. Non, elle ne commettrait pas cette lâcheté. Jusqu'au bout elle accepterait, elle aussi, son destin. Déjà, ne s'était-elle pas liée, depuis quatre ans, à la petite Renée, par ces soins quotidiens et diligents qui n'appartiennent qu'aux mères? La question ne pouvait même pas se poser : car la vraie mère, c'était elle, et même, depuis sa découverte, sa

maternité s'augmentait, puisque le sang de son mari courait dans les veines de cette enfant. Elle lui prouverait mieux ainsi son pardon et, plus que son pardon, son amour, — un amour plus grand que l'autre, l'adultère, et capable de résister au pire outrage. Ainsi, l'infinie douleur de la trahison posthume s'adoucissait-elle dans une sorte d'attendrissement, à la pensée d'avoir recueilli cette petite créature qui ne connaîtrait jamais ses origines, mais qui croîtrait dans la maison de son père où une volonté providentielle l'avait ramenée. Valentine enfermée et folle, incurable selon la condamnation des médecins, ne reparaîtrait pas et resterait dans l'ombre, laissant après son œuvre de ténèbres l'œuvre lumineuse de l'esprit s'accomplir.

Calmée soudainement par cette révélation, par cette soumission au sort, par cette acceptation pleine de tendresse, Béatrice s'était à nouveau interrompue de lire pour retourner s'asseoir au chevet de l'enfant, après avoir tourné le commutateur d'une lampe en veilleuse qui ne pouvait réveiller la dormeuse obstinée. Elle la veillait, comme une malade, mais c'était son propre cœur malade qu'elle veillait. Accoutumée peu à peu à la demi-obscurité, elle ne pouvait se tenir de manger du regard le visage reposé, et d'épier sur les traits détendus la ressemblance avec le cher visage d'homme, toujours tourmenté et curieux des choses de la vie. Cette ressemblance était si frappante qu'elle se demandait comment elle ne s'en était pas aperçue auparavant. La petite, à la longue, sentit cette présence et rouvrit les yeux. Elle reconnut, sourit et murmura :

— Maman !

L'arrêt était prononcé. Elle était, elle serait, elle demeurerait la mère, la seule, la vraie. N'avait-elle pas, elle aussi, enfanté dans la douleur, et dans la pire douleur, celle de tout l'être brisé, fendu en deux, écorché ?...

On avait frappé à la porte plusieurs fois. La jeune fille-enfant, ne recevant pas de réponse, entra dans le refuge où Mme d'Aumont s'était claustrée. Elle avait un peu la démarche légère, aérienne de Valentine, sa mère de chair :

— Mais il est tard, maman. A quoi penses-tu ? Est-ce que tu ne veux rien manger le Vendredi Saint? Tu sais, maintenant, je suis en vacances.

Et, tout en gazouillant, elle s'était approchée du secrétaire où

Béatrice en hâte, comme si elle avait été surprise dans une opération indélicate, remettait les lettres dans la grande enveloppe, mais pas assez vite pour que les photographies ne fussent pas aperçues. Renée, indiscrète comme on l'est à son âge, s'en empara :

— Oh! la jolie dame! la jolie dame!

Et gravement, elle se corrigea, devenant sérieuse tout à coup au lieu de rire :

— Belle plutôt. Où regarde-t-elle avec ces yeux-là?

Il y avait dans cette contemplation un tel sentiment admiratif, que Béatrice en fut percée comme d'une arme.

— Laisse, ordonna-t-elle presque impérieusement.

Renée, abandonnant sa proie, étonnée de cette rigueur inattendue et si rare, demanda presque bas :

— Qui est-ce?

Allait-on lui répondre : *ta mère*? L'occasion se présentait encore de révéler la vérité. Pour la seconde fois, Béatrice s'y déroba. Mais elle s'y déroba cette fois avec la ferme volonté de s'y dérober :

— Tu ne connais pas, répondit-elle.

Et les images, les belles images disparurent. Pourquoi ne les avait-elle pas brûlées avec la correspondance, comme elle en avait le devoir? Rien ne devait demeurer de cette liaison adultère : rien, et pas même la trace de la paternité véritable? Le soir même, elle accomplirait enfin cette exécution qui n'avait que trop tardé, après le coucher de Renée, — de Renée, la fille de Valentine, non, non, la fille de René son mari et la sienne. Ne venait-elle pas de ressentir, comme dans l'inoubliable nuit d'autrefois, la torture de la jalousie maternelle, en voyant celle-ci s'extasier sur les photographies, comme si le fantôme de celle qui lui avait pris son mari allait encore achever sa conquête en lui prenant tout ce qui lui restait de lui : l'enfant?

Et presque aussi brusquement, elle lui annonça leur départ :

— Tu es en vacances, Renée, depuis ce soir. Eh bien! je vais t'offrir un voyage.

— Un voyage? Où donc?

— Nous irons en Corse. Nous partirons demain matin.

— Oh! quel plaisir!

Et la jeune fille-enfant battit des mains. Un changement de lieux, à cet âge, représente déjà du bonheur, comme l'augmentation d'une vie que l'on absorbe par tous les pores.

— C'est un secret, ajouta Béatrice. Il ne faut le confier à personne.

Toutes deux sourirent de cette complicité, mais le sourire de Mme d'Aumont se changea bientôt en signe de détresse. Dans le cabinet de travail de son mari, devant elle, ne venait-t-elle pas d'apercevoir un Christ? C'était un Christ d'ivoire du XVe siècle italien ; l'avait-on placé là comme œuvre d'art ou comme signe religieux? Elle ne se l'était jamais demandé, mais tout à coup elle songeait que ce jour de Vendredi Saint, elle refusait de porter sa croix, la trouvant trop lourde.

LETTRES D'AMOUR

Après le dîner, laissant la petite Renée conduire ses imaginations dans les allées du jardin éclairées, comme dans un jour atténué, par la lune qui glissait dans le ciel pur à la façon d'un lent avion lumineux, Béatrice rentra dans la villa pour appeler au téléphone la Compagnie de navigation, afin de retenir deux places sur la *Ville de Bastia* qui appareillait le lendemain matin pour la Corse :

— Toutes les places sont prises, lui fut-il répondu par le secrétaire.

Cette réponse l'atterra, au point qu'elle faillit raccrocher l'appareil, ne trouvant plus rien à dire. Ainsi, la fuite qu'elle avait préparée, à quoi elle se rattachait désespérément, devenait-elle impossible. L'employé, cependant, se morfondait en excuses à cause de l'importance de la clientèle, puis il ajouta :

— Mais tout peut s'arranger encore, madame. A cause des vacances de Pâques, et en raison de l'affluence, un autre bâtiment de la Compagnie, le *Général-Bonaparte*, partira demain dans la soirée. Faut-il vous retenir une cabine, une cabine à deux lits? La meilleure est libre encore. Vous seriez à Ajaccio dimanche matin.

— Dimanche matin de bonne heure?

— Oui, madame, avant huit heures.

Elle voulait s'assurer de la messe de Pâques. Après un instant d'hésitation, elle se rendit :

— C'est cela. Retenez-moi la cabine. N'inscrivez pas mon nom : je désire voyager sans être connue.

La promesse lui en fut donnée. Elle rejoignit Renée, qui s'était cachée sous le feuillage du chêne et qu'elle dut chercher parmi les massifs.

— Pourquoi te caches-tu ?

— Pour avoir peur. Si tu ne m'avais pas trouvée, j'aurais pleuré.

Elle expliqua à l'enfant le retard. Mais on se coucherait dans le bateau à Nice et l'on se réveillerait en Corse : ainsi ne perdrait-on pas de temps.

— Pendant la nuit, déclara Renée, je veux voir la mer.

— Ne la vois-tu pas tous les jours?

— Ce n'est pas la même chose, quand on est sur elle. Quand on est sur elle, on est le jouet des flots.

— Où as-tu pris cette phrase?

— Dans mes exercices de style.

— Eh bien ! nous serons le jouet des flots, mais pas longtemps, heureusement.

— Pourquoi pas longtemps? N'es-tu pas allée en Syrie avec papa? Tu m'as raconté.

— Bien sûr.

— Et tu n'aimais pas la mer?

— Pour aller, si. Elle était calme, unie comme un miroir. Et puis, c'était le départ, la nouveauté, l'inconnu.

— Et au retour?

— Au retour, la Méditerranée nous a un peu secoués. Et puis, c'était le retour.

— Tu n'aurais pas voulu revenir?

— Si. Mais nous laissions là-bas une tombe, et des souvenirs.

— Ah! oui, mon petit frère. Il s'appelait François, dis? Les souvenirs, on les emporte, je pense.

L'enfant était toute fière de cette conversation de grandes personnes, et tout émoustillée par la perspective du voyage. Cependant elle s'attristait de le voir reculer :

— Tu sais, maman, je suis en vacances. Alors, demain, qu'est-ce que nous ferons avant de partir?

— Tu joueras dans le jardin.

— Le jardin, ce n'est pas pour les vacances. C'est trop connu.

— Veux-tu que nous fassions une excursion en automobile ?

— C'est cela. C'est cela.

— Entendu, Renée, Va vite te coucher, et je t'emmènerai demain déjeuner à Saint-Paul.

— Me coucher? Puisque je suis en vacances...

La petite voix suppliait, et Mme d'Aumont résista d'autant moins à son appel qu'elle redoutait de se retrouver seule dans le cabinet de travail de son mari où il lui restait une tâche à accomplir. Elle prolongea la soirée dans le jardin, puis sur la terrasse mieux abritée de l'air jusqu'à ce que les yeux de l'enfant se fermassent d'eux-mêmes. Quand Renée eut regagné sa chambre, elle sentit brusquement le poids de la solitude et retrouva le drame où elle se débattait. Lentement, presque sans courage, après avoir fermé les persiennes pour se séparer mieux du dehors et de toute la clarté lunaire qui lui voulait tenir compagnie, elle reprit sa place devant le bureau-secrétaire qui lui avait livré le douloureux secret. De nouveau, elle en retira la grande enveloppe, mais cette fois pour en brûler le contenu. Le feu était préparé. Elle en allumait quelquefois dans cette saison, quand elle devait veiller, à cause de la fraîcheur du vent qui venait de la mer. Elle accomplit enfin, après avoir tout lu, tout dévoré, et jusqu'aux pires poisons, ce qu'elle aurait dû faire avant de lire.

Le Père Placide, quand elle lui avait confié au confessionnal cette autre nuit de détresse et d'agonie, lui avait reproché d'avoir ouvert une enveloppe qui ne lui était pas destinée. « Mais, s'était-elle révoltée, ce qui est à mon mari est à moi. — Vous voyez bien que non, avait répondu le religieux. Chacun peut avoir son mystère. — Mon mari n'en avait pas le droit. — Je ne l'excuse pas, ma fille, mais sa faute relève de Dieu, non de vous. — Elle est contre moi. » Alors, le vieux prêtre s'était presque fâché. L'église était déserte. Il avait pu s'exprimer sans contrainte.

Non, les papiers des morts n'appartenaient pas aux survivants sans réserve. Pourquoi? parce que les morts n'étaient plus là pour les expliquer, les commenter, réparer leurs erreurs, leurs exagérations, leurs oublis, prendre leur propre défense méconnue, et parce qu'on n'y pouvait jamais trouver qu'une sincérité momentanée. Des lettres, une correspondance

ne contiennent qu'une parcelle du cœur et du cerveau d'un être humain. Cet être humain peut avoir, dans le même temps, d'autres soucis, d'autres pensées, d'autres sentiments. Personne, et pas même la confidente la plus légitime et la plus rapprochée, ne peut lui arracher tout son secret. Lui disparu, ce secret prend un caractère définitif que peut-être, que la plupart du temps il n'a point en réalité : le secret doit disparaître avec le mort. Il faut le laisser tranquille. Il ne faut pas douter des morts, si l'on n'a pas douté des vivants, car il est trop tard pour élucider sans eux l'obscurité de la vie. Et d'ailleurs, le geste même de René d'Aumont commandait ce respect, ordonnait cette destruction. Mourant, ne s'était-il pas relevé et traîné, — elle-même, se souvenant, le reconnaissait, l'avait raconté au confesseur, — pour ouvrir le meuble fatal et n'était-il pas tombé, pris de syncope, n'ayant pu accomplir sa volonté? Cette volonté était nette et impérieuse. Elle avait l'autorité d'un testament. Il aurait fallu s'y soumettre.

Cependant, elle ne s'était pas soumise immédiatement. Elle n'admettait pas l'ordre du prêtre, l'ordre du mort. Ou plutôt, elle l'avait admis sur le tard, quand tout le mal était accompli, et parce que Valentine allait revenir. Le Père Placide lui-même, la voyant si désemparée et torturée par la connaissance tardive de la trahison, s'était employé plutôt à la redresser qu'à la quereller sur un tort dont elle retirait tant de douleur. Mais les anciennes paroles de reproche lui revenaient à la mémoire, maintenant qu'elle se décidait, après tant d'années, à détruire le témoignage du passé.

Les photographies de sa rivale apparurent les premières. Images cruelles, de trop de beauté, où le corps libre, dans sa robe de sport ou dans sa toilette de soir, révélait hardiment sa flexibilité, sa souplesse, son eurythmie, où le visage resplendissait comme s'il avait la transparence de l'albâtre et qu'il fût éclairé de l'intérieur, où les yeux sombres, ombragés de longs cils, avaient encore le pouvoir de lancer la flèche du regard et de percer à distance. Ah! ces yeux avides, dont l'emprise sur les objets était si forte et dont on sentait presque physiquement les atteintes, comme elle eût souhaité, au fond d'elle-même, les savoir fermés ou tout au moins à jamais perdus dans le monde incertain et vague de la démence, tandis qu'ils se rouvraient à la réalité, tandis qu'elle en sentait déjà la menace peser sur

elle, et plus encore sur sa fille, sur leur fille! Elle passa un long temps à fixer les portraits ennemis, à les scruter, les pénétrer, les absorber, à s'en délecter ou s'en empoisonner, car la haine et l'amour se ressemblent dans leur violence. Avait-elle vraiment pardonné? A son mari, oui, mais à celle-ci qu'elle accusait de tout le mal, qu'elle chargeait de tout le poids des responsabilités, de toutes les traîtrises et de toutes les perfidies?

Saisissant enfin les images, elle les approcha de la flamme, mais ce fut pour les retirer aussitôt et les ranger de côté, ne pouvant se décider à les détruire, soit qu'elle fût vaincue par tant de grâce et de séduction, — mais non, elle seule y pouvait résister, — soit que, par ces scrupules dont elle était sans cesse tourmentée, elle s'inclinât devant la véritable mère de la petite Renée dont elle ne pouvait anéantir les traits. Plus tard, elle déciderait. Mais le sort des lettres compromettantes était plus pressant.

Elle commença de puiser dans le flot que versait la grande enveloppe soulevée, et ses mains en sortirent frémissantes comme au contact de la neige ou du feu. C'était une écriture droite, mais peu régulière et serrée, avec des fléchissements dans les lignes qui tantôt montaient et tantôt redescendaient. Tandis que les premières lettres grésillaient, avivant la flamme du foyer, se tordant avant de se consumer et noircir, contrainte d'attendre qu'elles fussent réduites en cendres, Béatrice ne put se tenir, bien qu'elle se sentît coupable, de relire au hasard l'un ou l'autre fragment. Y a-t-il donc un attrait de la douleur comparable à l'attrait de la volupté? Elle savait qu'elle souffrirait et ne résistait pas à la souffrance. Elle savait qu'elle s'empoisonnait et recherchait les poisons. Elle savait qu'elle ne parviendrait pas à haïr jamais son cher mort à qui elle pardonnait tout, et s'excitait à une haine farouche qui aboutissait à l'abîme et au néant. Elle aussi, elle avait donc sa folie. Elle aussi perdait l'équilibre dans ce domaine des passions qu'elle ne connaissait que par autrui, et par les plus effrayantes confidences surprises sans droit et condamnées par son confesseur. C'était donc un domaine réservé où il ne fallait pas entrer, où quiconque, fût-ce par mégarde, une fois entré, n'était plus le maître de son esprit, cessait de se gouverner. Or elle y entrait sans y être invitée et à la suite d'un couple adultère qui la voulait repousser.

Tous ces fragments criaient les mêmes ardeurs, le même don absolu, le même abandon total à l'amour, et elle en était secouée comme de décharges électriques. Elle se trouvait au centre d'un orage dont les éclairs l'aveuglaient, l'enveloppaient, la frôlaient, la touchaient. Elle en recevait des étincelles et dans son épouvante elle ne se dérobait pas au spectacle d'horreur et de beauté.

« ... Ah! pendant que nous sommes ensemble, j'ai l'idée fixe que jamais je ne te dirai assez combien je t'aime, combien tu me manques, combien ta présence m'est chère. Et j'ai besoin aussi que tu me le dises, car je ne le saurai jamais assez... »

« ... Non, je ne regrette rien, si ce n'est de me séparer de toi... »

« ... Rappelle-toi ces sentiers envahis par les feuilles mortes. Tu me parlais de ton automne, méchant, quand je n'ai fleuri que par toi. Je mets comme dans un sanctuaire nos caresses, nos étreintes, nos causeries, nos rires, et toute la lumière qui émane de toi... »

« ... Quand tu me quittes, je ne sens pas immédiatement la solitude et la tristesse. Cruelle, me diras-tu? Non, mon amour, je demeure comme enveloppée de ta présence, de ta personne, de ton charme et ce n'est que peu à peu, et lentement, que je découvre que tu n'es plus là. Tu es comme marqué en moi. Je ne suis pas distincte de toi. Est-ce que je vis dans l'absence? Si, je vis pour t'attendre, pour te désirer, pour t'appeler. Je suis ton esclave. Tu es mon univers et mon infini. Je t'aime sous toutes les formes de l'amour, la volupté, la tendresse, l'extase, la soumission, l'adoration. Ma chair, mon cœur, mon esprit sont pareillement à toi. Je t'aime comme tu n'as jamais été aimé, comme tu ne le seras jamais, comme personne n'a jamais aimé, avec mon corps, mon âme, avec tout moi... »

« ... Je te devine même, comme un chien sent son maître à distance. Et quand je te vois enfin, il me semble que je ne résisterai pas à ma joie. Sais-tu que je désire t'éloigner, du moins quelques instants, pour reprendre haleine, pour m'habituer à cette sensation trop forte? Te revoir, tes yeux, ta bouche, ton visage, ta marche légère vers moi, te revoir, sauras-tu jamais comment ces deux mots retentissent dans mon corps, dans mon cœur, dans ma vie? Non, tu ne connaîtras pas les puissances de mon amour... »

« ... Tu exiges de moi le calme, tu trembles pour la Béatrice que tu ne veux pas quitter et dont je suis jalouse. Rassure-toi, mon amour. Jamais je ne te ferai le moindre mal. Devrais-tu me broyer le cœur, tu n'entendras aucune plainte. Mais il n'y aura plus de soleil ni de chaleur pour moi, et sans mourir je serai déjà comme morte... »

« ... Te souviens-tu des bois de Port-Cros tout humides de rosée et tout parfumés? Il n'y avait personne. Ils étaient à nous, nous étions à nous, nous étions nous, un seul être en deux, appuyés, joints, unis. Pourquoi nous être détachés, quand la mer était là pour nous recevoir?... Mais non, je sais que tu ne veux pas. Je suis folle : pardonne-moi... »

« ... Non, mon amour, nous ne sommes pas coupables. Pourquoi ces remords que je ne puis éprouver, ces regrets, ces alarmes, et toutes ces ombres qui t'envahissent et gagnent ton front, comme les brumes qui atteignent la cime des montagnes? Peut-on lutter contre cette force divine qui nous a précipités l'un contre l'autre? Crois-tu que, libre, je n'aurais pas désiré te rencontrer libre et faire avec toi le rêve que toute femme désire réaliser et ne sais-tu pas que ce sera le grand regret de ma vie? Mais quoi? Nous nous sommes rencontrés. L'amour domine tout, triomphe de tout. Il est violent et brutal, avec des élans chastes et la beauté fière et saine qui magnifie et purifie tout. A tel point que, lorsque nous sommes ensemble, une atmosphère de paix, de calme, de plénitude heureuse nous entoure... »

Fallut-il qu'elle l'aimât pour lui écrire si souvent et si passionnément, même lorsqu'ils habitaient la même ville et pouvaient se rencontrer, même quand les risques étaient si grands!

Béatrice, envoûtée et horrifiée ensemble, jetait au feu les lettres déjà brûlantes, mais après s'en être repue jusqu'au vomissement. « Assez! assez! voulut-elle crier. Taisez-vous. Ne m'avez-vous pas fait déjà assez de mal? Ne voyez-vous pas que vous m'écorchez et me torturez? Et de quel droit osez-vous glorifier votre amour coupable, votre amour adultère et charnel et le préférer au mien? Disparaissez à jamais, témoignages honteux d'une complicité où la femme la plus dépravée entraîna son lâche compagnon... » Elle eût voulu crier cela, mais au fond d'elle-même une autre voix protestait : « Oui, ils se sont

aimés d'un amour que tu n'as pas connu, que tu ne pouvais pas donner. Tu te trouves en présence de quelque chose de mystérieux et d'inexplicable pour toi. Tu as beau t'agiter et condamner : tu ne peux pas juger. Cette femme si coupable, elle a aimé... » Et puis le dialogue s'engageait : « Non, non, on ne prouve l'amour que par le dévouement... » Et comme si l'absente prenait sa part, voici qu'un fragment de lettre répondit :

... « Que pourrais-je faire pour toi, qui dépasse en douleur et sacrifice ce qui s'est jamais fait? La volupté même ne doit rien être auprès de la joie de la souffrance qu'on donne à l'être aimé. D'avance, je m'immole toute pour toi. Ah! pour que les ombres ne montent plus jusqu'à ton front, je serais prête à disparaître de ta vie, mais cette disparition ne laisserait-elle pas des ténèbres plus épaisses encore?... »

Haletante, Béatrice répliquait tout bas : « Des mots, des phrases, des protestations romantiques. Un délire tout chargé de frénésie sensuelle. Mais qu'a-t-elle jamais fait pour lui? Douleur et sacrifice, moi seule les ai connus. Moi seule, dans une nuit d'agonie, ai suivi le calvaire du pardon. Elle l'a entraîné, dépravé, avili. Sans elle, sa vie eût été noblesse et grandeur... »

« Avilir! » mais le mot se trouvait dans les lettres. C'est donc que René d'Aumont l'avait osé prononcer. Il avait révolté Valentine de Croisy. Révolté, non pas même, il l'avait frappée en plein cœur : « Pourquoi parler ainsi, mon amour? Je respecterai tes idées, tes croyances et ta vie, si différentes qu'elles soient des miennes, afin de n'être jamais pour toi une cause de diminution ou de déchéance. Que je mette mon cœur à nu, pour que tu le voies tout saignant. Il n'y a en lui que toi, ma lumière, ma chaleur, mon bonheur. Eh bien, quand tu le voudras, je disparaîtrai. Mais, hors de toi, rien n'existera plus pour moi et j'entrerai pour toujours dans le froid, la nuit et la brume... »

L'éternelle cantilène reprenait jusqu'à satiété. Et Béatrice repuisait sans cesse dans le flot qui peu à peu s'étalait comme une vague au rivage :

...« Quand je te rencontrerai à Toulon, j'ai peur de me sentir pétrifiée. Mes jambes ne pourront me porter à la gare, tant je serai ivre de joie. Ce sera tout d'abord ton regard qui me

pénétrera, qui me prendra déjà sur le quai; puis ce sera ta voix trop caressante qui me grisera comme un parfum, et puis ce sera toi. Je t'adore et te désire... »

...« Je souffre de tous ces gens qui t'approchent, qui te voient, qui te parlent, et qui ne savent pas quel bonheur ils me dérobent : ils font cela tout naturellement sans se douter de l'importance qu'ont pour moi seule ta présence et ta personne... »

Ces lettres toutes chargées d'ardeur physique torturaient spécialement Béatrice, parce qu'elles lui révélaient une sorte d'amour qu'elle avait mal connu, dont elle avait honte et qui, dans cette honte même, la blessait et l'attirait ensemble, comme si le mal était contagieux. Elle s'expliquait mieux la protestation du Père Placide contre une lecture dont, à distance et par l'expérience même du confessionnal, il devinait le danger et les puissances corruptrices. Ainsi voulut-elle réagir contre sa propre faiblesse dans l'horreur, et jeter, pour en finir, tout le reste de la correspondance au feu qui tantôt crépitait et tantôt se mourait. Mais elle dut constater qu'elle n'était pas sans péché, puisqu'elle se complaisait dans le péché d'autrui jusqu'à en être éclaboussée, puisqu'elle se roulait dans la douleur qui lui venait de cette faute comme dans une haie d'épines, avec une sorte de furieux délice.

Cependant, après la naissance de la petite Renée, voici que le ton des lettres se modifiait, devenait plus tendre, plus apaisé, plus grave, sinon moins ardent. Un sentiment nouveau s'était introduit dans l'amour, et comme la participation secrète à quelque chose de sacré. Il n'était plus question d'une séparation possible. Un lien indestructible les unissait désormais. Valentine apparaissait plus soumise, plus douce et comme résignée à ne plus secouer les barreaux de sa cage, afin d'assurer l'avenir de l'enfant. Mais elle tombait parfois dans une dépression presque maladive, et l'on pouvait deviner qu'il s'ingéniait à lui restituer le courage et la confiance.

Puis, l'on arrivait au mois de juillet 1914, révélé sans date par la menace de la guerre. Ce n'étaient plus alors que de courts billets haletants, précipités, hagards, exigeant la présence immédiate, réclamant d'incessantes visites, et portant la trace d'un cruel et injuste débat. Une phrase ou l'autre révélait la révolte dressée contre le destin, et aussi la différence de race et

de religion qui repoussait le devoir et méconnaissait la patrie. Avec une sorte de contentement intérieur, Béatrice relevait ces indices. Ah! non, Valentine n'avait pas compris tout ce qu'il y avait chez René de sain, de noble et de fort! Valentine, tout de même, demeurait l'étrangère qui n'est pas de plain-pied avec notre sensibilité, avec notre nature profonde, et voici que dans la grande crise nationale ses origines reparaissaient. Un instant relevée dans son humiliation, la femme légitime connut un bref triomphe. Mais l'étrangère, vaincue, dans la dernière lettre se soumettait jusqu'à implorer sa grâce et son pardon, s'agenouillait devant l'aimé et lui jurait d'être calme, d'être maitresse d'elle-même et de ses nerfs jusqu'au dernier moment, jusqu'au départ...

Cette lettre d'adieux, humble et déchirante, fut à son tour livrée à la flamme. A son tour, elle se consuma, noircit et tomba en cendres. Béatrice, de la pelle, dispersa ces cendres, afin de les empêcher de s'envoler dans la cheminée. Puis elle demeura, la pelle en main, dans cette position penchée, ne pouvant remuer, comme paralysée, anéantie par un effort trop grand pour ses bras, par un poids trop lourd pour ses épaules. Rien ne demeurait plus maintenant de cet amour de René et de Valentine dont la découverte l'avait remplie d'horreur, mais aussi d'une sorte d'envie. Rien? et les lettres de son mari, qu'avaient-elles pu devenir? Elle ne pouvait se méprendre au souvenir d'une conversation qu'elle avait eue avec le comte Axel Flygare, après l'internement de Mme de Croisy. Au cours de cette conversation, le comte lui avait appris d'un air indifférent, et presque négligemment, qu'il avait brûlé, pour s'en débarrasser, tous les papiers inutiles de sa sœur et mis en ordre ceux qui devaient servir à l'administration des biens. Elle n'avait pas pris garde, tout d'abord, à une déclaration qu'elle estimait sans importance par elle-même et qui, de toute évidence, signifiait qu'il avait détruit toutes les lettres dangereuses. Il l'avertissait pour le cas où elle eût soupçonné ou connu la liaison de son mari et, pour le cas où elle en fût ignorante, l'avertissement tombait de lui-même. Ainsi avait-elle la certitude que de part et d'autre ne subsistait plus aucune preuve, ne restait plus aucun témoignage.

Voici que, loin de s'en contenter, elle fut presque atterrée de cette constatation. Les événements ont des répercussions

profondes dans les âmes scrupuleuses. Car cette correspondance disparue contenait un aveu de paternité. Renée, la petite Renée, était dépouillée de son vrai père et restituée au père légal. N'était-ce pas juste et légitime, puisque la liaison adultère se trouvait supprimée? Béatrice, malgré tout, en ressentit un malaise, et comme une sorte de singulier remords. Elle avait fini par s'accoutumer à l'idée que la petite Renée, fille de son mari, était presque sa fille. La rendre à Hubert de Croisy lui paraissait une injustice, une monstruosité. Jamais elle n'avait parlé d'Hubert à l'enfant. Tandis qu'elle l'entretenait dans le culte de René d'Aumont, presque sans le vouloir, et sans le savoir. Presque sans le vouloir et sans le savoir, elle s'était rendue complice des illégitimes amours. Elle avait accepté le lien adultère. Elle avait donné, elle aussi, l'enfant d'Hubert à son propre mari et n'entendait pas le lui reprendre. Dans quel inextricable labyrinthe nous précipite le mensonge!

Béatrice, s'arrachant enfin au voisinage du foyer qui peu à peu s'éteignait, se leva et poussa les persiennes. Elle respira avidement l'air pur qui venait du jardin, comme si elle se sentait étouffée par un parfum trop fort, venu de fleurs trop capiteuses dans une serre trop échauffée. Le cabinet de travail de son mari ne donnait pas sur la mer, mais sur les montagnes, du côté d'Aspremont et de Saint-Martin Vésubie. Les collines et les contreforts des Alpes, avant les Alpes mêmes, formaient une série d'ondulations qui, sous la lumière nocturne, apparaissaient vaporeuses et légères. La lune courait en plein ciel, achevant de composer un paysage de rêve et de légende. Il y avait si peu de rapport entre la paix de la terre, à cette heure avancée de la nuit, et le tourment où elle se débattait, que la malheureuse éprouvait le désir de repousser tout ce calme et toute cette beauté en s'enfermant à nouveau. Mais peu à peu elle en éprouva le rafraîchissement et l'amollissante influence. Et, détendue, elle commença de pleurer.

Les larmes l'avaient toujours soulagée. Elles lui ôtaient cette dureté, cette sévérité, cette haine que la trahison soulevait en elle. Elles lui restituaient sa faiblesse, sa douceur de femme et son tendre amour. Alors Béatrice ne se défendait plus contre son passé, ne songeait plus à l'abolir, acceptait qu'il fût atteint, mais non supprimé. Et même elle s'y découvrait en faute. Oui!

des fautes sans doute de peu de poids apparent auprès de la culpabilité de son mari, mais qui peut-être avaient contribué à le laisser dans cet état de solitude où retentissent plus aisément, à l'heure où la jeunesse commence d'être menacée en nous, les appels des passions. Depuis leur retour de Syrie, n'avait-elle pas cultivé en elle, au lieu de l'écarter résolument, cet alanguissement dangereux où l'on se laisse couler comme dans un bain tiède? N'était-elle pas devenue quasi indifférente à cette vie des sens qui tantôt s'éveille tard et tantôt se perd de bonne heure chez les sensibilités féminines, ou tantôt, au contraire, repousse l'âge et profane la vieillesse, sans prendre garde que, refroidie ou rejetée, elle libère peu à peu le compagnon qui n'a pas partagé cette indifférence et se découvre trop fier pour tenter de la vaincre. Elle aimait son mari et s'en rapportait aux anciens témoignages de leur amour. Elle n'imaginait pas que cette affection tranquille et tout amicale lui pût devenir un jour insuffisante. Elle n'avait pas réfléchi, pas médité, pas compris, comme tant de maris et de femmes qui substituent peu à peu au plus grand amour une accoutumance monotone et régulière où n'entrent bientôt plus en commun que les tracas journaliers et les ennuis domestiques et qui sont tout étonnés, un beau jour, sans cause apparente, de s'apercevoir d'un éloignement dès longtemps préparé et devenu irréductible. Car les séparations et les divorces se consomment, la plupart du temps, au début du mariage ou, au contraire, après de longues années de vie étroite, tantôt parce que les caractères, mal connus, se sont heurtés, et tantôt parce qu'on a oublié de s'occuper de l'essentiel, le maintien, l'entretien de la flamme sans quoi il n'est point de véritable foyer.

Non, pourtant, elle ne pouvait se reprocher d'avoir oublié l'essentiel. Elle était demeurée en toute occcasion la confidente dévouée des travaux, des ambitions, des espérances. S'il avait réclamé davantage, comme elle se fût empressée de l'offrir! Non, non, il y avait eu dans la rencontre de Valentine de Croisy un de ces chocs imprévus et fulgurants qui déconcertent toutes les prévisions et sont destinés à bouleverser les existences. Fallait-il croire qu'*ils* fussent créés l'un pour l'autre, qu'*ils* s'attendissent l'un l'autre et qu'*ils* fussent incapables de résister l'un à l'autre? Elle ne pouvait pas en admettre l'idée, elle préférait s'accuser d'avoir mal gardé le cœur de René. Elle

se raccrochait aussi désespérément à cette certitude, — que les lettres même n'entamaient pas, — que jamais il ne l'avait écartée, que toujours il lui avait maintenu sa place, — la première tout de même, — contre sa maîtresse, contre sa Valentine, quand celle-ci réclamait le départ à deux, et plus tard le départ à trois, avec l'enfant née de leurs amours, en jetant bas, une bonne fois, les hypocrisies, les mensonges, les conventions.

Pour se raffermir dans cette conviction, elle regagna sa chambre où elle chercha et ouvrit une autre correspondance, la sienne, qu'elle avait tout entière classée année par année. Année par année? il y avait de grands vides, d'heureux vides, toutes les années qu'ils avaient passées ensemble, voyageant ensemble, ne se quittant pas, si unis et rapprochés qu'ils n'avaient pas l'occasion de s'écrire. Mais les lettres de la période de fiançailles étaient là, vives, gaies, spirituelles, confiantes, tendres et amoureuses, avec une fraîcheur toute juvénile, une grâce un peu romanesque, et ce charme auquel la terrible Valentine devait faire plus tard si souvent allusion, mais que celle-ci du moins n'avait pas connu tout paré de jeunesse. Et puis c'était, — après des cartes et des billets pendant l'une ou l'autre absence, — le tas, la masse des lettres envoyées pendant la guerre. René, de l'armée, écrivait presque tous les jours, tantôt brièvement, quand ses occupations ne lui laissaient pas de loisir, tantôt avec de longs détails sur sa vie, avec des recommandations, avec des souvenirs, avec des considérations sur l'avenir et le retour. Béatrice y puisa, pour y trouver le dérivatif qu'elle cherchait, pour s'assurer de sa part dans ce cœur d'homme qu'elle avait ouvert tout grand, au point d'y voir couler le sang des blessures secrètes.

Cette part, tout d'abord, lui apparut par constraste si minime, si médiocre et misérable au regard de la passion sans mesure que les témoignages de Valentine laissaient supposer, qu'elle ressentit comme une honte intime de se découvrir aussi pauvrement traitée. Que ces phrases de confiance et d'harmonie lui parurent grises, ternes, décolorées, auprès des soubresauts, des élans, des violences et des éclats de l'autre correspondance! Là, point d'expressions retentissantes, point de déclarations à retenir pour leur éblouissement d'éclair. Mais voici que peu à peu elle recommençait de se laisser prendre à cette affection

qui n'avait jamais varié, ni dans le bonheur, ni dans l'épreuve, qui venait à elle comme à *l'amie*, la *grande amie*, la *seule amie*, qui n'avait jamais douté d'elle, et qui était faite de tant de jours tissés ensemble, de tant de pensées entrelacées, de joies et surtout de deuils portés en commun. Sa vie tenait là-dedans, sa vie qu'elle n'aurait pas souhaitée différente, qu'elle jugeait la plus heureuse du monde avant qu'elle eût surpris le ver dans le beau fruit.

Cette correspondance de la guerre la replongea dans les affres de la séparation. Du moins, cette séparation n'était-elle déjà plus troublée. Valentine internée avait cessé de nuire. Elle remarqua, dans sa nouvelle lecture, que René, pas une fois, ne lui parlait d'elle, ne s'informait d'elle, tandis que pendant ses permissions il lui rendait visite, épiant sur le visage égaré le retour à la lucidité et s'efforçant d'y découvrir des symptômes de guérison possible. Il avait la pudeur de taire à sa femme jusqu'au nom de sa maîtresse quand il eût été naturel que, sachant l'ignorance où elle était, il lui réclamât des nouvelles. Et Béatrice vit dans cette délicatesse une intention particulière.

En revanche, il ne cessait pas de se préoccuper de l'enfant, de son enfant. Presque dans chaque lettre il s'intéressait à sa santé, à ses progrès, à ses premiers pas, à ses premiers mots. Il l'appelait : *ma petite filleule*, ne pouvant l'appeler sa fille. Comment l'attention de Béatrice n'avait-elle pas été éveillée par les indications trop sensibles et multipliées de cette paternité ? Mais tout est pureté aux purs, et ignorance aux ignorants. Elle n'avait vu là que le signe d'une bonté naturelle qu'elle lui connaissait bien et le remplacement de ce petit être qu'ils avaient laissé au cimetière de Damas et à qui longtemps il avait souhaité un successeur.

Surtout, à distance, il soutenait sa femme alarmée, lui restituait la foi dans la victoire, lui rendait le courage nécessaire pour supporter l'absence, la conjurait de relever autour d'elle le moral affaibli. Dans ces phrases sans recherche, toutes simples et presque terre à terre, peu à peu son accent mâle se faisait jour. On devinait une force calme et mesurée dont le temps ni les circonstances ne viendraient à bout. La grandeur qui en émanait agissait au loin. Elle se souvenait qu'elle ne recevait jamais ces lettres, au cours de la longue campagne de quatre années, sans un sourire de reconnaissance, parce qu'elle savait

d'avance que leur lecture la fortifierait, la détendrait, lui ôterait toute nervosité, toute faiblesse. Et voici qu'elle y découvrait encore une sorte de stoïcisme supérieur à la durée de l'épreuve, et un retour, — bien timide et lointain, — à la foi religieuse dont il s'était dès longtemps écarté, dont il n'avait jamais tenté de l'écarter elle-même, respectant ses pratiques les plus étroites et même paraissant les encourager. Telle ou telle lettre écrite à la veille d'une attaque, ou au lendemain d'une meurtrière action, pendant les journées interminables de Verdun, ou pendant la première phase, — la phase défensive et angoissante, — de la bataille de 1918, révélait un cheminement intérieur qui, des dieux épars de l'Asie et de l'idée presque panthéiste du divin à quoi ses travaux archéologiques l'avaient conduit non sans un certain scepticisme, le ramenait au Dieu agissant, créateur et providentiel. Parfois elle pouvait encore surprendre quelque mélancolie, quelque désenchantement qu'il se hâtait de repousser. Sans doute, le profil perdu de Valentine lui apparaissait-il à ces heures de détresse dont, visiblement, il ne voulait pas faire confidence. Quels abîmes que ces cœurs humains où les plus hautes vertus peuvent cohabiter avec les pires égarements, où une telle dualité peut subsister toute une vie !

Il était plus de deux heures du matin que Béatrice lisait encore. Elle se décida à quitter son secrétaire, mais elle était rassérénée. De nouvelles larmes coulaient, mais qui n'étaient plus amères. Et se mettant à genoux sur son prie-Dieu, elle s'adressa directement à lui, comme s'il pouvait l'entendre :

— René, mon René à moi, ne crois pas que je t'aie moins aimé. Elle était plus belle et plus séduisante que moi, et plus digne peut-être de te plaire. Mais elle était l'étrangère, et moi, j'étais soutenue par ta patrie et par la foi des tiens qui renaissait en toi. Pour le deuil de Damas, il n'y avait que nous deux. Et pour ton enfant, tu vois, je suis encore là. Je te la garderai, je te le jure, et j'en ferai ta vraie fille, notre fille. Si j'ai douté de toi, pardonne-moi...

Car il y avait une autre force que l'amour, cette force qui avait retenu son mari près d'elle, malgré l'amour de Valentine, et que l'amour pour Valentine n'avait pu réussir à briser, cette force qui maintient le foyer jusque dans la tempête et qui, dans l'ancienne société, plus ordonnée et moins détraquée, isolait la femme légitime des maîtresses les plus idolâtrées et refusait de

confondre le mariage avec la passion. Ainsi garderait-elle l'enfant. Ne la lui avait-il pas léguée? La revenante ne la lui arracherait pas.

RENÉE

— Maman, vous allez être en retard pour l'office du Samedi Saint qui est bien long, et nous serons en retard pour aller déjeuner à Saint-Paul comme vous me l'avez promis hier.

La petite Renée ou plutôt la grande Renée, — car elle était haut poussée pour son âge, et un peu trop flexible comme ces sarments de vigne qui ont besoin de ligatures, — s'était glissée dans la chambre de Mme d'Aumont qui s'habillait en hâte, n'ayant dormi que quelques heures et s'étant assoupie sur le matin au delà de son habitude. Elle était rayonnante à cause des vacances, si rayonnante que Béatrice l'arrêta au passage pour en réjouir ses yeux qui avaient tant pleuré dans la nuit :

— Comme tu ressembles... commença-t-elle.

— A qui?

Mais elle n'acheva pas. Elle n'avait pas osé dire : *à ton père.* La jeune fille-enfant se montra moins timorée :

— Pas à toi, malheureusement. C'est donc à papa.

Que lui répondre? Cette ressemblance n'était pas la seule. Renée avait la démarche aérienne de sa mère, le velouté des yeux dans un visage de blonde, la promptitude des gestes sous l'action de la sensibilité. Mais cette sensibilité même, plus d'une fois sa mère adoptive s'en alarmait, redoutant une hérédité si menaçante. Elle en avait eu la révélation, quelques années auparavant, par un petit incident de pensionnat. L'enfant, externe libre, s'était livrée à une de ces imaginations précoces dont s'étonnent les personnes qui manquent d'attention, de psychologie ou de curiosité. Une maîtresse s'en était offusquée, l'accusait de mensonge, exigeait une réparation. Béatrice avait cru devoir punir sévèrement. Alors la petite Renée, consciente de l'injustice commise à son égard, s'était repliée sur elle-même, comme atteinte prématurément de mélancolie et de mutisme. Il avait fallu des mois et des soins assidus, et toutes les délicatesses de l'affection, pour la ramener et la ressaisir, et

la crainte qu'elle avait causée n'avait plus dès lors abandonné Mme d'Aumont, dans les moindres détails d'une éducation qu'elle avait su rendre ensemble tendre et fortifiante.

De nouveau, ce fut l'envahissement :

— Maman, le déjeuner est servi sur la terrasse. Viens-tu? Puis-je manger de la confiture? C'est de l'abricot : tout ce que j'aime. On n'est plus obligé de faire des sacrifices comme pour le Vendredi Saint...

La veille, elle s'était contentée d'une tasse de thé. Mais toutes les consignes étaient levées. Déjà la pierre du tombeau s'ébranlait pour la Résurrection.

C'était une matinée ineffable sur la colline de Cimiez : une mer que l'éclat du jour n'avait pas encore foncée et dont le bleu pâle rejoignait celui du ciel. Nice repliée et blanche en bordure de la baie des Anges, le dôme de Montboron d'un vert vif encadrant le blanc cimetière, et plus près le jardin tout frais de son réveil après la fraîcheur nocturne, avec ses corbeilles d'œillets, sa pergola de roses, le savant dessin des parterres en tapis persans, la bordure de ses oliviers aux feuilles pâles, et le grand chêne vert qui partageait la vue de la mer. Les fleurs chantaient comme des oiseaux, ou le chant des oiseaux fleurissait dans le jardin.

Ces dames, bien qu'habituées, en furent frappées :

— Quel beau jour de Pâques nous aurons en Corse ! s'exclama Renée. Car nous partons ce soir, n'est-ce pas, maman?

Ce voyage retardé l'inquiétait.

— Sans doute, la rassura Béatrice.

— Sur le *Général-Bonaparte*? Il paraît que c'est le meilleur bateau de la Compagnie. Je me coucherai tout habillée dans la cabine, parce que je veux nous voir marcher la nuit. Je monterai sur le pont.

— Avec moi.

— Oh ! tu dormiras.

— Je ne vais pas te laisser toute seule.

— Pourquoi ? Il me semble que je suis faite pour les navigations. Un jour ou l'autre, j'irai en Syrie, comme toi, comme papa.

Elle se découvrait une petite âme marine, comme ces Wikings dont elle était peut-être la descendante.

— Dépêchons-nous, la pressa Mme d'Aumont comme l'enfant

beurrait encore une tartine, sans quoi nous arriverons les dernières à l'église et n'y trouverons plus de place.

— A qui la faute, maman ?

— Je me suis couchée très tard.

— Encore des prières ?

— J'ai rangé des papiers.

— De papa ?

— Oui, répondit évasivement Béatrice.

— Pourquoi, reprit impitoyablement la voix, mal posée encore, d'enfant qui mue, toujours des robes noires ? Tu le regretterais aussi bien dans une robe mauve ou blanche. Cela t'irait mieux.

— Tu n'aimes pas le noir ?

— Pas beaucoup.

— Je suis déjà vieille.

— Pas du tout, maman. Seulement, tu ne t'appliques pas assez.

— A quoi bon ?

— Mais pour moi.

— Eh bien ! je te le promets.

Déjà Béatrice cherchait son chapeau, son ombrelle, son livre d'heures. Renée mettait les bouchées doubles, mais sans rien perdre, et la bouche pleine assurait qu'elle était prête. De fait, elle attrapa son béret et sa quinzaine de Pâques et rejoignit sa mère adoptive avant la sortie du jardin. Par un petit chemin étroit, en bordure du bois de chênes et de cyprès qui couronne le promontoire de Cimiez, ces dames gagnèrent l'église toute proche des Franciscains. A la porte, arrivait précisément, venant de l'intérieur, un grand cortège. Le Père Placide qui officiait, revêtu par-dessus son aube d'une étole et d'un pluvial violet, précédé, accompagné ou suivi d'autres religieux et diacres aux mêmes couleurs, des sous-diacres portant la Croix et des acolytes portant l'eau bénite, l'encensoir, la navette de l'encens et les cinq grains destinés au Cierge pascal, venait en procession bénir le feu nouveau. Béatrice se souvenait de la prodigieuse cérémonie de Jérusalem où ce feu nouveau, guetté et ravi, est emporté en ouragan. Elle expliqua à l'enfant le symbole de la cérémonie.

— Vois-tu, petite, la pierre de laquelle on tire du feu représente Jésus qui, persécuté par les Juifs et mort sur la

croix, a envoyé sur son église le Saint-Esprit en forme d'étincelle pour l'illuminer. On allume et bénit le feu hors du sanctuaire, parce que Notre Seigneur est mort hors la ville de Jérusalem.

— J'aime quand tu expliques, répondit l'enfant qui, sans le commentaire, se fût désintéressée de tous ces détails.

Elles entrèrent à la suite du cortège qui rapportait le feu nouveau dans l'église où tous les cierges éteints allaient être rallumés. La procession, par bonds calculés, remontait l'allée centrale au chant du *Lumen Christi*. A l'autel, après la bénédiction du Cierge, le célébrant, après avoir quitté le pluvial, revêtit le manipule et la chasuble violette, et la lecture des Prophéties commença.

Tandis que Renée, distraite, écoutait mollement, Béatrice s'abîmait dans son livre d'heures. Elle savait assez de latin pour suivre les citations de la Genèse, d'Isaïe, de Baruch, d'Ézéchiel, de Jonas, de Daniel. Mais surtout elle s'arrêta au cantique qui accompagne la bénédiction des Fonts baptismaux : *Sicut cervus desiderat ad fontes aquarum, ita desiderat anima mea ad te, Deus meus*. Oui, Dieu était bien la source vivante après quoi elle soupirait, comme le cerf altéré soupire après l'eau des fontaines. Ne l'avait-elle pas trop oublié la veille, ce jour de Vendredi Saint qu'elle avait passé dans sa méditation de révolte et dans la lecture de cette correspondance qui la déchirait, la blessait, la rassasiait d'une douleur où elle se délectait complaisamment, comme pour y exaspérer sa haine de la revenante, de l'intruse qui venait de si loin, et même du royaume de la folie, pour lui disputer l'enfant? Chaque fois qu'elle franchissait le seuil de l'église, chaque fois qu'elle consultait le Père Placide, elle rencontrait ce même ordre ou ce même conseil de soumission, d'abandon aux exigences d'un destin voulu par Dieu. Pouvait-elle les accepter? Devait-elle renoncer à la fuite en Corse? Lui faudrait-il recevoir Valentine de Croisy, l'accueillir en comprimant sa jalousie, en dissimulant sa connaissance du passé? Non, le calice qu'on lui tendait contenait trop d'amertume. Elle ne pouvait pas y tremper ses lèvres, à plus forte raison le vider jusqu'à la lie.

« Si je revois le Père Placide à la fin de l'office, se disait-elle, revenue à l'inquiétude et même à la terreur, il insistera pour obtenir mon adhésion. Il exigera sans pitié que je me broie

le cœur. Ce n'est pas possible. Je m'en irai avec Renée sans le demander à la sacristie. Aussi bien n'avons-nous que le temps d'aller déjeuner à Saint-Paul. Et d'ailleurs notre cabine est retenue sur le *Général-Bonaparte*... »

Le diacre chanta, les mains levées, l'Évangile selon saint Mathieu qui est déjà l'aurore de Pâques et annonce la Résurrection : *Angelus enim Domini descendit de cœlo et accedens revolvit lapidem et sedebat super eum. Erat autem aspectus ejus sicut fulgur et vestimentum ejus sicut nix*...

Mme d'Aumont se pencha sur Renée qui était distraite et ne suivait pas le latin :

— Lis, conseilla-t-elle, la traduction française. Vois comme c'est beau.

Et l'enfant se laissa prendre en effet au récit de Marie Madeleine et de l'autre Marie venant au sépulcre dont la pierre a été roulée. Sur cette pierre un ange est assis dont le regard fulgure et dont le vêtement est blanc comme la neige.

— N'ayez pas peur, dit-il aux femmes, Jésus que vous cherchez et qui a été crucifié est ressuscité des morts. Il vous précédera en Galilée...

Nolite timere vos. Béatrice s'arrêta sur cette parole de l'Ange : *Ne tremblez pas*. Ces pauvres femmes, ne trouvant plus Jésus dans le tombeau, pouvaient trembler en effet. Ce qu'elles avaient de plus cher leur était ravi. Mais voici que le Christ était ressuscité.

« Ne vient-on pas, songeait-elle dans l'obsession de son esprit, me demander ce que j'ai de plus cher au monde? Mais personne ne peut me rassurer. »

La messe s'acheva sans qu'elle sortît de son doute. Elle avait perdu ses puissances de décision. Ce qui était préparé suivrait son cours : l'excursion à Saint-Paul du Var, et le départ, le soir, pour la Corse. Mais ce programme ne lui souriait déjà plus, comme si elle prenait conscience de la lâcheté de cette fuite devant l'inconnue. Était-ce le désir de ce Christ qu'elle invoquait avec tant de foi, qui avait porté les maux et les péchés des hommes et qui était sorti de la mort pour répandre l'éternelle vie? Était-ce le désir de son cher mari à qui, sur l'autre rive, elle tendait les bras pour l'assurer de son amour, malgré la trahison? Mais quoi! voulait-on, pouvait-on lui imposer le contact avec cette femme? voulait-on, pouvait-on lui

imposer l'abandon de la petite Renée qui lui devait, sinon la vie, du moins la protection des années périlleuses et toute l'orientation de l'esprit et du cœur? Le Père Placide qui officiait se tourna vers les fidèles pour *l'Ite missa est* qui, le Samedi Saint, est déjà accompagné d'*alleluias*.

Alleluia, alleluia. Elle ne pouvait se livrer à cette allégresse de Pâques. Le lendemain, dans ses scrupules, elle ne pourrait recevoir le corps du Christ à la Sainte Table. Et le Père Placide, se retournant pour bénir le peuple, dut l'apercevoir, car il étendit la main bénissante dans sa direction comme s'il avait une intention particulière de la calmer et rasséréner. Mais, l'office terminé, elle emmena l'enfant sans aller à la sacristie demander le vieux prêtre. Elle avait peur devant lui comme les saintes femmes devant l'Ange assis sur la pierre. Elle se sentait si désemparée qu'elle eût cédé sans nul doute à son conseil de rester à Cimiez et d'y attendre Valentine de Croisy.

— Allons-nous-en, vite, dit-elle sur le chemin. L'automobile doit nous attendre.

L'automobile était en effet rangée devant la villa. Ces dames se hâtèrent de poser leurs livres d'heures, de revêtir des manteaux de voyage, et la voiture démarra comme pour une course pressée.

Quelle erreur ne commettent pas les innombrables visiteurs, pour la plupart étrangers, de la Riviera : ils ne voient en elle qu'un décor banal de la féerie moderne, stations balnéaires, casinos, théâtres, palaces, dancings, restaurants, maisons de jeux, cinémas, caressé par la douceur du climat et la vue de la mer accessoire, quand se cache à peine sous ces apparences frivoles un vieux pays vigoureux, aux retraites profondes et même sauvages, et tout chargé d'une histoire sanglante et brillante ensemble! Entre le Var et le Paillon, au delà même du Var, après un premier plan de collines boisées, s'étagent, avant les Alpes neigeuses que Saint-Martin Vésubie précède, les contreforts accidentés où sont perchés d'antiques villages fortifiés à la manière des petites villes italiennes de la Toscane ou de l'Ombrie. C'est ainsi que Saint-Paul-du-Var évoque dans le souvenir San-Gimignano aux sept tours.

En choisissant Saint-Paul-du-Var pour but de la première journée de vacances, Mme d'Aumont se conformait comme

naturellement au vœu de son mari qui avait toujours manifesté sa prédilection pour la vieille cité épiscopale déchue de son glorieux passé et qui lui avait transmis, au cours des conversations quotidiennes, son goût de l'archéologie et même une part de son érudition.

— Mais nous quittons la mer ! protesta la petite Renée.

— Sans doute. La montagne, tu verras, nous réserve d'autres surprises.

Après Cagnes, l'automobile s'engagea sur la route de Grasse, et bientôt, à la montée, la ville d'autrefois apparut avec sa double ceinture d'orangers et de pierres. Aux abords des remparts, une auberge provençale qui porte cette enseigne pacifique : *A la colombe d'or*, sollicite au passage les touristes. Là s'arrêtent les voitures sur une place abritée de l'éclat du jour par le feuillage de quelques platanes.

— Nous y déjeunerons, déclara Béatrice. Veux-tu retenir une table. Et pendant qu'on nous préparera le repas, nous ferons le tour de Saint-Paul.

— Oh ! comme c'est joli ! s'exclama l'enfant.

Les tables étaient rangées sur une terrasse plantée d'orangers qui domine le vallon creusé bas. Une suite de jarres rebondies, d'où sortaient des giroflées, servait de balustrade. Des pigeons blancs se posaient çà et là sur le toit, sur les vases, jusque sur les tables, familièrement, attendant leur nourriture des clients. Le tout, sous le soleil, prenait un aspect aimable et bon enfant.

Aspect aimable et bon enfant qui contrastait avec la vieille ville.

— Entrons, dit Mme d'Aumont après avoir commandé un déjeuner conforme au goût de sa compagne, c'est-à-dire que l'entremets y occupait la place principale.

Ces dames franchirent les remparts qu'ornaient des touffes de marguerites jaunes.

— Figure-toi qu'ils datent du XIe siècle, expliqua Béatrice, mais ils ont été refaits sous François Ier.

— Comme tu es savante, maman !

Elle s'excusa modestement :

— Je n'y suis pour rien, ou presque rien.

L'enfant se mit à rire de l'excuse singulière.

— On m'a appris, murmura-t-elle confuse.

Qui, *on*? Pourquoi ne pas avouer, comme elle l'avait sur les lèvres : *Je dois toute ma science à ton père*? D'où lui venait cette pudeur soudaine? Elle avait si souvent parlé à l'enfant de son père véritable sans même prendre garde qu'elle l'accoutumait à sa naissance illégitime. La destruction des témoignages épistolaires avait-elle pour effet de retirer cette paternité? Ou le travail commencé dans son esprit par l'office du matin se continuait-il inconsciemment? N'était-elle déjà plus certaine de garder la fille de Valentine de Croisy?

Elles montèrent la ruelle étroite et pavée, serrée entre les maisons hautes, de l'ancienne cité qui n'est plus qu'un village, et parvinrent à la Collégiale qui couronne la colline.

— Explique, maman, réclama Renée.

— Je n'ose pas, sourit Mme d'Aumont. J'ai peur de te paraître pédante, et puis tu es en vacances.

— Oh! toi, tu n'es pas un professeur. Et puis, dehors, en plein air, ce n'est plus un cours, c'est une promenade avec de la dentelle.

— De la dentelle?

— Oui, des variations, des fioritures, des airs de flûte et de violon. Tu te charges de la musique. Sans ça, tous ces gros murs, ça ferait comme une prison.

— Eh bien! voilà. Cette collégiale qui date du XIe siècle...

— Comme les remparts.

— Oui, comme les remparts... a remplacé une vieille église du Ve siècle. Les évêques de Saint-Paul et Vence résidaient ici. Alors, il avait fallu leur bâtir un beau monument. Ils dépendaient du roi de Provence, mais les rois de France sont venus en visite : François Ier, Henri III, Louis XIV. Ils sont venus, et ils ont laissé des cadeaux. Faisons le tour des chapelles latérales, et tu retrouveras leurs cadeaux et leur souvenir. La plus belle est celle-ci avec ses boiseries et ses plafonds du temps du Grand Roi. Il n'y a pas de style plus noble, s'il en est de plus élégant. Tiens, regarde ces encadrements de bois, avec des raisins. Et ces tableaux de l'École vénitienne qui rappellent les Paul Veronèse avec leurs couleurs, — bien qu'elles se soient assombries, — et les plis des robes et des manteaux. Et cette petite Vierge d'albâtre, comme elle presse l'Enfant Jésus d'un geste tendre! Personne ne pourra le lui prendre.

— Mais personne ne veut le lui prendre, maman.

— Ah ! si, on le lui prendra. Les enfants, on finit toujours par vous les prendre.

— Pourquoi pleures-tu, maman ? Moi, on ne me prendra à toi, je t'en réponds.

— Qu'en sais-tu ?

— Mais je le sais. Parce que je suis grande et forte, parce que tu es toute seule, parce que je t'aime tant. Qu'est-ce que tu as ce matin ? Je ne t'ai jamais vue comme ça.

Par un retour étrange, c'était l'enfant qui soutenait Béatrice. Celle-ci, mécontente d'elle-même et de ses larmes absurdes, — comme si elle était menacée, puisque toutes deux partaient pour la Corse ! — fit effort pour dominer ses nerfs.

— Ce n'est rien, petite. J'avais regardé cette statue d'albâtre avec mon mari, autrefois.

— Avec papa ?

Pourquoi ce : *mon mari* ? Elle disait habituellement : *ton père*. Il faut prendre garde à l'observation enfantine qui ne laisse rien échapper. En hâte, elle ajouta :

— J'ai froid dans cette église. Il y aurait bien encore le trésor à voir, à cause de ses beaux reliquaires d'argent. Mais allons chercher le soleil et notre déjeuner.

Elles regagnèrent au delà des remparts l'auberge provençale et s'installèrent au bord de la terrasse, au-dessus du ravin, à la table qu'avait choisie Renée. Pendant tout le repas, Béatrice parla à peine, répondant seulement aux questions de sa fille adoptive. Avec une sorte de peur qui la tenait suspendue, attentive et bouleversée, elle assistait en elle-même, comme à un spectacle auquel elle ne pouvait prendre part, au développement continu de la pensée de soumission déposée par l'office du matin. L'Ange au regard fulgurant et au vêtement couleur de neige l'avertissait de la disparition du corps. Mais c'était la petite Renée qui s'en allait. Elle ne pouvait la retenir. On était venu la chercher. On l'emmenait. Elle savait maintenant qu'elle ne se défendrait pas, qu'elle ne résisterait pas, que le voyage en Corse ne s'accomplirait pas. Une force inconnue lui barrait la route. Inconnue ? était-elle inconnue ? Ne l'avait-elle pas toujours rencontrée au cours de sa vie ? Ne lui devait-elle pas déjà le pardon accordé, une nuit d'agonie, à la trahison ? Devait-elle se réjouir ou s'attrister d'y céder ? Et cette force ne lui venait-elle pas de son cœur religieux ?

Mais, si la fuite était abandonnée, il ne lui restait plus alors qu'une demi-journée pour préparer la petite Renée au sort nouveau qui serait désormais le sien. Il fallait sans retard l'avertir. Comment l'avertirait-elle ?

— Écoute, murmura-t-elle au dessert, étonnée elle-même de ce qu'elle osait entreprendre, il n'est pas encore certain que nous partions ce soir pour la Corse.

— Oh ! pourquoi, maman ? protesta l'enfant qui, cependant, — par quel pressentiment obscur ? — avait toujours mis en doute leur départ.

— Voilà. J'aurai peut-être une visite demain.

— Ne le savais-tu pas ?

La pauvre Béatrice chercha une justification :

— Je n'en étais pas sûre. Elle doit m'être confirmée ce soir, à notre retour.

— Quelle visite ?

— Une dame. Une cousine à moi. Celle dont tu as vu hier les portraits.

— Celle qui est si belle ?

— Justement. Elle a peut-être un peu vieilli. Il y a longtemps que je ne l'ai pas vue. Elle a été malade, très malade. Maintenant elle est guérie.

— Elle ne pouvait pas attendre la semaine prochaine ?

— Il y a longtemps déjà qu'elle attend, ma petite. C'est une histoire bien douloureuse. Il te faudra être bonne pour elle.

— Oh ! pendant un après-midi c'est facile, maman.

— Ce ne sera peut-être pas seulement pour un après-midi.

— Elle restera plusieurs jours, une semaine ?

— Non, elle ne restera pas à Cimiez. Mais peut-être t'emmènera-t-elle.

— Je ne veux pas m'en aller. Pense donc, maman : je ne la connais pas. Et puis, qu'est-ce qu'elle me veut ? Et puis toi, qu'est-ce que tu dirais ? Tu me laisserais partir ? Tu ne m'aimes donc plus ?

— Ah ! Renée, peux-tu me parler ainsi ?

L'enfant s'était animée subitement, si subitement que M[me] d'Aumont en fut épouvantée, redoutant une crise de cette sensibilité trop fine et trop ardente, et sans doute chargée du poids de sa lourde hérédité.

— Calme-toi, petite Renée, murmura-t-elle doucement, comment peux-tu douter de mon affection?

Il fallut qu'elle la prît sur ses genoux, malgré sa longue taille, comme un bébé, et qu'elle la laissât pleurer sur son épaule, et qu'elle la grondât sur le ton des paroles d'amour maternel :

— Voyons, voyons, il ne faut pas te monter ainsi. Tu n'es pas raisonnable. Là, reste encore un peu. Il n'y a personne. N'es-tu pas bien, tout contre moi? Comme ton petit cœur bat! Je t'en prie, calme-toi. N'as-tu plus confiance en moi?

L'enfant, entre deux sanglots, livra sa pensée secrète :

— Ah! vois-tu, maman, j'ai peur. Cette Madeleine de Portes...

— Quelle Madeleine de Portes?

— C'est une petite fille de mon cours. L'autre jour elle m'a dit que je n'avais pas le même nom que toi.

— Eh bien?

— Eh bien! je ne sais pas, moi. Tout à l'heure, quand tu as parlé de cette dame qui venait pour m'emmener, j'ai pensé à l'autre.

— Quelle autre?

— Celle qui a un autre nom. Moi, je ne sais pas. Mais j'ai peur.

Et, nouant ses bras minces autour du cou de sa mère adoptive, elle la serra passionnément :

— Ah! je ne veux jamais te quitter. Jamais, jamais. Tu n'as personne, tu es toute seule, puisque mon papa est mort. Alors, il ne faut plus me menacer.

— Je ne t'ai pas menacée, Renée.

— Si, tout à l'heure.

Et, desserrant les bras, elle fit le geste d'écarter des ombres. Pouvait-on laisser cette enfant en présence du mystère de naissance qu'elle soupçonnait, qui l'agitait, sur lequel son imagination travaillait? car les imaginations enfantines ne sont jamais inactives et frôlent très souvent la vérité, même quand cette vérité les dépasse. Les grandes personnes qui croient leur cacher aisément la réalité des choses, si souvent en sont pour leurs frais! Ne reprenait-elle pas avec une sorte de violence :

— L'autre dame, qui veut m'emmener, qu'est-ce que c'est?

Les petites filles, personne ne peut les emmener, excepté leur maman. On n'a pourtant pas deux mamans...

Béatrice interdite se taisait devant cette explosion inattendue qui dévoilait toute une enquête intérieure menée depuis la révélation faite au cours par cette Madeleine de Portes. La petite n'avait-elle pas rapproché du racontar de sa compagne les portraits de l'étrangère et l'annonce de la visite dangereuse? Elle avait réfléchi bien au delà de son entourage. Tout de suite elle avait vu clair dans les pauvres préparations de Mme d'Aumont et se ruait au travers. Brusquement, sans lui donner le temps de songer à une riposte, elle acheva :

— Je ne veux pas une autre maman que toi. Et papa, c'est peut-être un autre aussi ?

— Tais-toi, supplia Béatrice crucifiée. Tais-toi, je t'en conjure. Tu ne sais pas ce que tu dis.

— Mais si, je sais.

Renée mesurait sa victoire à la chère figure décomposée. Prise de pitié, elle n'en abusa pas et même, avec une surprenante aisance, elle sourit dans ses larmes, comme une plante mouillée brille au soleil, et parut oublier instantanément le thème suspect de la conversation, ce qui aida Mme d'Aumont à se remettre elle-même d'une alerte si imprévue. Quel retentissement peuvent avoir, sur des cerveaux et des cœurs d'enfants, ces amours hors les règles qui brouillent les naissances et viennent compliquer les sentiments naturels! Quel parti prendre en présence de cette révoltée déjà avertie, déjà presque renseignée, et si nette et formelle? Attendre, tergiverser, patienter. Béatrice regrettait son ancienne décision de fuite, mais elle y avait définitivement renoncé. Elle ne se chargerait plus elle-même de révéler à l'enfant sa filiation véritable. Elle s'en rapporterait à la vraie mère. Elle renseignerait Valentine de Croisy sur le danger que cette révélation comportait. Ensemble toutes deux chercheraient la solution. Ensemble? Elle en serait donc réduite à conclure un pacte d'alliance avec sa rivale, avec son ennemie! C'était le chemin qui s'offrait, celui qu'avait montré le Père Placide. Non seulement elle recevrait l'ancienne maîtresse de son mari, mais elle devrait s'entendre avec elle au sujet de l'enfant. Non seulement elle lui cacherait sa connaissance du passé, mais elle devrait la guider dans sa maternité sur le tard renaissante. Le sacrifice exigerait-il son renonce-

ment absolu? Elle n'osait pas se le demander. Elle n'allait pas jusque-là et ne voulait pas voir si loin. La petite Renée consentirait-elle d'ailleurs à ce renoncement? Et malgré le doute et la douleur, elle s'aperçut que, depuis que sa résolution était prise de tenir tête à l'orage et d'accueillir la revenante, elle retrouvait au fond d'elle-même la paix qu'elle avait perdue. L'Ange au regard fulgurant et au vêtement couleur de neige console les saintes femmes de l'absence de Jésus, car Jésus est ressuscité. Se pouvait-il qu'avec tant de bonne volonté le jour de Pâques lui apportât, au lieu de la résurrection, la mort maternelle?

Au retour, qui se fit par la route de Vence, Renée fut distraite par les préparatifs d'une bataille de fleurs qui se livrerait l'après-midi de Pâques. La population des villages que traversait l'automobile était toute rassemblée autour des chars que les jeunes filles paraient adroitement, à l'imitation des cortèges de Nice, avec toutes les fleurs de leurs jardins, roses, œillets, jonquilles, marguerites, iris et même guirlandes de mauves glycines, de bougainvilles et de jasmins de Virginie. C'étaient des rires dans le soleil, et l'enfant vite oublieuse partagea cette allégresse. Mme d'Aumont se réjouit de la voir ainsi refleurir. Mais comme il serait difficile de lui révéler ses origines!

« Que Dieu me donne le courage nécessaire! priait-elle tout bas. Je me soumettrai, je ne penserai qu'à l'enfant, non à moi-même, à la fille de mon mari. Et je recevrai Valentine, j'en trouverai la force... »

A l'arrivée, on lui remit une lettre dont elle reconnut l'écriture et que la petite Renée évalua d'un regard hostile. Valentine de Croisy était à Cimiez, à l'hôtel le plus proche, celui où descendait autrefois la reine Victoria et qui est caché au fond d'un parc. Elle ne la décacheta que lorsqu'elle fut seule dans sa chambre. Ce n'était qu'un billet très court, une simple confirmation de la correspondance précédente :

« Cimiez, ce samedi.

« Ma chère cousine, me voici. Le voyage ne m'a pas trop fatiguée. Je me présenterai demain après-midi, comme il est convenu, à la villa Béatrice. Je tremble un peu pour ma fille, pour notre fille, et aussi pour moi. Vous avez été si bonne et

accueillante pour l'enfant, vous le serez aussi pour la mère. Bien affectueusement.

« VALENTINE DE CROISY. »

Elle répondit en hâte, plus brièvement encore, et fit porter sa réponse :

« Ce samedi saint.

« Ma chère cousine, je vous attends. Vous serez la bienvenue. Notre tâche sera difficile, mais Dieu nous aidera. Votre dévouée

« BÉATRICE D'AUMONT. »

Puis elle appela au téléphone la Compagnie de navigation, afin de décommander la cabine retenue pour la Corse. Les demandes étaient si nombreuses que les places lui furent reprises sans difficulté. Ainsi abandonna-t-elle sa ligne de retraite. Dès lors, elle acceptait l'entrevue de quoi sa dépossession maternelle dépendait. Et comme il arrive après les longues irrésolutions et les pénibles incertitudes, une fois sa décision prise irrévocablement, elle connut enfin le calme qui, depuis une semaine, la fuyait. Et il ne lui parut plus impossible, ni même redoutable de recevoir celle que son mari avait tant aimée...

HENRY BORDEAUX.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LES DERNIERS JOURS DU TSAR

A TSARSKOIÉ-SÉLO

11 MARS — 14 AOUT 1917

Depuis l'époque de Catherine la Grande, les Benckendorff, d'origine esthonienne, n'ont cessé de jouer un rôle important à la cour de Russie. L'un d'eux, le comte Alexandre Christophorowitch, aide de camp général de l'empereur Alexandre Ier, puis de l'empereur Nicolas Ier, dirigea pendant plus de vingt ans la Chancellerie privée, où venaient aboutir tous les rouages secrets de la police impériale; il avait pour sœur la célèbre princesse de Liéven, l'amie de Metternich et de Guizot.

L'auteur des pages qui suivent, le comte Paul Constantinowitch, exerçait, sous le règne de Nicolas II, les hautes fonctions de Grand Maréchal de la cour. Ce poste de confiance l'associait quotidiennement à la vie intime des souverains. Il s'est donc trouvé au premier rang pour les servir et les protéger, quand la révolution du 12 mars 1917 précipita la Russie dans l'abîme. Ainsi fut-il le témoin le plus direct des événements tragiques dont le palais de Tsarskoïé-Sélo devint alors le théâtre. Fort heureusement pour l'histoire, il a noté au jour le jour les faits qui se déroulèrent sous ses yeux, les moindres détails de l'existence douloureuse à laquelle les augustes captifs furent astreints comme pour les préparer à leur martyre d'Ékatérinebourg. Ce journal, rédigé de la façon la plus objective, sans le moindre souci de littérature ou de publicité, n'en est que

plus émouvant : il constitue un document capital pour l'agonie du tsarisme.

Obligé de quitter la famille impériale, quand elle fut transférée à Tobolsk, le 14 août 1917, le comte Paul de Benckendorff connut quelque temps la dure épreuve des prisons bolchéviques. Après sa libération, il se réfugia en Esthonie, où il mourut de tristesse et de misère, dans un hôpital en ruines, près de Narva, le 28 janvier 1921.

Le comte Paul Constantinowitch était le frère du comte Alexandre, qui fut ambassadeur à Londres. Il avait épousé la princesse Marie Serguéïewna Dolgorouky, veuve du prince Alexandre Dolgoroukow.

JOURNAL DU GRAND MARÉCHAL DU PALAIS

I

LA FAMILLE IMPÉRIALE AU PALAIS ALEXANDRE

Tsarskoïé-Sélo, 11 mars.

Dans la journée du dimanche 11 mars (1), la révolution, qui grondait depuis quelques jours à Pétrograd, a contaminé les troupes de la garnison. La foule se montra de plus en plus rétive et tumultueuse.

A Tsarskoïé-Sélo, le calme régnait encore. Vers dix heures du soir, le général Grotten, commandant du Palais, vint me dire que le ministre de la Guerre, le général Béliaew, venait de lui téléphoner que, pendant une séance du Conseil des ministres, à laquelle assistait le président de la Douma, Rodzianko, ce dernier avait déclaré que l'Impératrice était en danger et qu'Elle devait partir au plus vite, car on ne pouvait plus répondre de sa sécurité pendant la journée du lendemain.

Nous montâmes, Grotten et moi, à la station téléphonique et nous mîmes en communication avec le général Woyéïkow, à Mohilew (2). Après lui avoir dit que toute la ville de Pétrograd était au pouvoir de l'émeute et lui avoir communiqué ce

(1) Les dates sont celles du calendrier grégorien.
(2) Où se trouvait l'Empereur, avec le Grand-Quartier général.

qu'avait dit Béliaew, je le priai de prendre les ordres de l'Empereur au sujet du départ de l'Impératrice et de ses enfants, qui, presque tous, avaient la rougeole. L'Empereur me fit répondre de préparer le train, mais de ne rien dire à l'Impératrice avant le lendemain matin : d'ailleurs, lui-même partait dans la nuit pour Tsarskoïé-Sélo, où il pensait arriver le mercredi, 14 mars, de grand matin. Nous nous concertâmes aussitôt avec Grotten pour préparer secrètement le départ du lendemain.

Dans la nuit du 11 au 12 mars, vers cinq heures du matin, le général Khabalow (1) me téléphona qu'il occupait le Palais d'hiver avec les dernières troupes restées fidèles et que ces troupes mouraient de faim : il me suppliait donc de leur faire distribuer les provisions de la Cour qu'il croyait être au Palais. Je lui répondis qu'il y avait très peu de choses et que j'allais donner l'ordre de tout leur livrer. Le ton désespéré du général, la panique qui perçait dans toutes ses paroles, me prouvèrent que la résistance allait bientôt finir.

12 mars.

Le 12 mars, à neuf heures du matin, Apraxine (2), que j'avais appelé, la veille, à Tsarskoïé-Sélo, me téléphona que la capitale était entièrement au pouvoir de la révolution.

L'Impératrice nous reçut à dix heures du matin. Après que nous l'eûmes mise au courant de ce qui s'était passé la veille et que nous lui eûmes appris que l'Empereur comptait arriver à Tsarskoïé-Sélo le lendemain matin, Sa Majesté nous répondit qu'en aucun cas elle ne consentirait à partir seule ; que, du reste, l'état de ses enfants, surtout celui de l'Héritier, rendait le départ avec eux complètement impossible. En conséquence, il fut décidé qu'on ne partirait pas et que l'on attendrait l'Empereur.

Vers onze heures, arriva Apraxine qui déjeuna chez nous et nous raconta les événements survenus à Pétrograd ces jours derniers. A onze heures et demie, Grotten vint me dire que l'administration des chemins de fer lui avait fait savoir que d'ici à deux heures toutes les lignes seraient coupées et que, si l'on songeait encore à partir, il fallait le faire immédiatement. Le départ, en un si court espace de temps, était inexécutable ; nous ne le proposâmes même pas.

(1) Gouverneur militaire de Pétrograd.
(2) Le comte Pierre Nicolaïéwitch Apraxine, secrétaire de l'Impératrice.

La journée du 12 se passa assez tranquillement à Tsarskoïé-Sélo. On voyait cependant arriver de Pétrograd beaucoup d'automobiles amenant des soldats, qui venaient prêcher la révolte à la garnison.

Après le dîner, vers huit heures, on vint me dire que l'on entendait des coups de feu du côté des casernes. Puis, nous entendîmes de la musique et des chants. Poutiatine (1), interrogé par moi sur ce qui se passait, me dit qu'une compagnie du régiment de la Garde, de Pétrograd, qui n'avait pas voulu se rendre aux émeutiers, était arrivée aux casernes, ce qui avait provoqué des rixes; mais comme cette compagnie avait reçu l'ordre de partir pour Gatchina, il croyait que tout allait se calmer. Peu après, nous apprîmes que la garnison tout entière était sortie des casernes, en armes, sans les officiers, et que l'Escorte de l'Empereur, le Régiment combiné (2), bref, toutes les troupes affectées à la défense personnelle des souverains, se rassemblaient dans la cour du palais Alexandre. Nous partîmes alors, ma femme et moi, dans le traîneau de Poutiatine pour le palais Alexandre.

Dans la cour et le jardin du Palais, nous trouvâmes déjà réunies les troupes suivantes : 2 bataillons du Régiment combiné; 1 bataillon de l'Équipage de la Garde, fort de 1200 hommes ; 2 escadrons de cosaques de l'Escorte de l'Empereur; 1 compagnie du 1er régiment de chemins de fer et 1 batterie lourde. Ces troupes étaient sous les ordres du général à la suite, Grotten remplaçant le général Woïéïkow, commandant des Palais, qui se trouvait au Quartier-général avec l'Empereur. On entendait sans cesse des cris, des chants, de la musique et des coups de feu dans la direction des casernes de la garnison. On savait que les bataillons de réserve des trois régiments de tirailleurs de la garde étaient sortis en armes des casernes, avaient délivré les détenus des prisons, poussaient des cris séditieux et faisaient cause commune avec les émeutiers de Pétrograd. Tantôt, ils s'approchaient de l'enceinte du Palais, puis s'en éloignaient de nouveau. La nuit se passa dans l'attente d'une attaque, mais, heureusement, cela se borna à une

(1) Le prince Michel Serguéïéwitch Poutiatine, chef de l'administration des Palais impériaux.

(2) Unité d'élite, dont tous les hommes étaient choisis dans la Garde impériale.

échauffourée entre une patrouille et des rôdeurs. Néanmoins, les officiers étaient très inquiets, car l'esprit de l'Équipage de la Garde, de l'artillerie et des troupes de chemins de fer n'était pas bon. Les cosaques et le Régiment combiné étaient dans un ordre parfait et tout prêts à faire leur devoir.

On attendait l'arrivée de l'Empereur à six heures du matin. Au Palais, nous trouvâmes l'Impératrice dans le corridor. Elle fit entrer ma femme dans son salon et lui proposa d'y passer la nuit. Les personnes suivantes se trouvaient au Palais : la baronne de Buxhoewden, Mlle Schneider, le comte Apraxine, le comte Adam Zamoÿski, aide de camp de l'Empereur; le prince Poutiatine, le général Dobrowolsky, le docteur Botkine, le docteur Déréwenko; M. Gilliard, précepteur du grand-duc héritier. Le général Grotten et les commandants des régiments étaient dans la chambre du téléphone, où des nouvelles arrivaient sans cesse.

L'Impératrice consentit à ma proposition de passer la revue des troupes, réunies dans la cour, pour les saluer. Elle sortit donc, accompagnée de la grande-duchesse Marie-Nicolaïewna; du comte Apraxine et de moi. Quelques hommes répondirent mal, cela nous fut très pénible. Il faisait dix-huit degrés de froid. Comme les troupes souffraient beaucoup, on les faisait entrer par escouades dans le corridor du sous-sol, afin de les réchauffer avec du thé. L'Impératrice allait des chambres, où ses enfants étaient malades, au salon, où se trouvaient ma femme et la baronne Buxhoewden; elle y apportait des coussins et des couvertures pour les dames; on y servit du thé.

La nuit, Sa Majesté se coucha tout habillée sur son lit; elle se levait sans cesse pour entrer au salon et communiquer les nouvelles qui lui parvenaient. Entre autres choses, elle nous apprit que les émeutiers avaient cherché le comte Fréedericks (1) à Pétrograd et que, ne le trouvant pas, ils avaient incendié sa maison; que la comtesse Fréedéricks, malade, avait été transportée à l'hôpital de la Garde à cheval.

Apraxine et moi, nous passâmes la nuit dans la chambre du valet de chambre de l'Empereur. Vers deux heures du matin, le bruit près des casernes s'étant calmé, une partie de nos troupes fut renvoyée dans leurs quartiers.

(1) Ministre de la Cour.

13 mars.

Le 13 mars, à cinq heures du matin, le général Grotten vint me dire que le train de l'Empereur était arrêté à Malaïa-Vitchéra; l'Empereur ne pourrait donc arriver qu'après midi. Mais, dans la journée, nous apprîmes que le train de Sa Majesté avait dû rebrousser chemin et qu'il se dirigeait sur Pskow. Le choix de cette direction a été funeste. Si l'Empereur était retourné à Mohilew, ou s'il s'était rendu soit au quartier général du général Ewers, soit dans l'armée formée par les trois corps de la Garde, jamais les événements déplorables qui ont suivi ne seraient arrivés. Le général Ewers avait formé des troupes, qui étaient déjà en wagon, prêtes à partir pour étouffer la révolution à Pétrograd et à Moscou. Les corps de la Garde avaient fait de même. L'esprit dans la troupe était encore intact et nettement monarchique. Le général Ivanow aurait pu facilement avec ces troupes écraser les émeutiers des capitales. L'Empereur ne serait pas tombé sous l'influence néfaste du général Roussky, qui lui-même était nettement républicain et dont l'armée avait le plus souffert par la propagande révolutionnaire. Ainsi, l'Empereur, entouré de troupes dévouées, aurait pu parler et agir tout autrement que sous l'influence d'un milieu déjà contaminé par les idées révolutionnaires.

14 mars.

La journée du 14 mars s'écoula paisiblement au Palais. L'Impératrice comprenait toute la gravité de la situation et s'alarmait de ne plus rien savoir au sujet de l'Empereur. Les télégrammes n'arrivaient plus. Les nouvelles de Pétrograd étaient très vagues, mais toujours mauvaises. On distinguait déjà que, à côté du Gouvernement provisoire, se formait un « Soviet d'ouvriers et de soldats », dont les tendances étaient redoutables. Vers dix heures du matin, nous rentrâmes, ma femme et moi, au Lycée et ne retournâmes au Palais qu'à trois heures de l'après-midi. Nous nous installâmes dans le logement de la comtesse Hendrikow, et Apraxine dans la petite chambre à côté. Je passai les trois premières nuits tout habillé sur une chaise longue, car, tout le temps, il y avait des alertes.

Vers cinq heures de l'après-midi, le grand-duc Paul vint chez l'Impératrice. Il était dans un état de surexcitation violente. Il dit quelques mots aux troupes rassemblées dans la

cour; ses paroles firent sur nous tous une pénible impression. La conversation avec Sa Majesté fut des plus vives.

Outre les personnes déjà nommées, il y avait au Palais à demeure, Mme Wyroubow, malade elle aussi de la rougeole. Elle était soignée par une sœur de charité, par une amie, Mme Denn et par ses parents, M. et Mme Tanéiew. Tout ce monde occupait, dans l'aile gauche du Palais, les appartements dits Anglais. Leur présence était une grave complication. Les accusations très fondées, portées contre eux, à la suite des événements du mois de décembre, le rôle que Mme Wyroubow avait joué dans ces événements et dans ce qui les avait fait naître (1), avaient excité au plus haut point la haine et le mépris publics. Il était absolument nécessaire de les faire partir au plus vite; mais ce n'est qu'au bout de quelques jours que je parvins à faire partir M. et Mme Tanéiew. Mme Wyroubow et Mme Denn ne quittèrent le Palais que quelques semaines plus tard, quand elles furent arrêtées.

15 mars.

La nuit du 14 au 15 mars fut très agitée, parce que des trains circulaient sans cesse entre Pétrograd et Tsarskoïé-Sélo. Constamment, des patrouilles de cosaques nous informaient que des troupes révolutionnaires se rassemblaient pour attaquer les Palais. Il n'en fut rien, heureusement. Vers le matin, on apprit que la compagnie du régiment des chemins de fer de la Garde avait assassiné ses deux officiers et était partie pour Pétrograd afin de se réunir aux émeutiers.

Le bataillon de l'Équipage de la Garde avait quitté Tsarskoïé-Sélo, sur un ordre venu de Pétrograd (on dit que cet ordre émanait du grand-duc Cyrille), en laissant à Tsarskoïé son drapeau et tous ses officiers; ces derniers restèrent fidèles à leur devoir jusqu'à l'abdication de l'Empereur (2). Le moral des troupes baissait sensiblement. Le 15 mars, les chefs conclurent avec la garnison de Tsarkoïé-Sélo une sorte d'armistice. On convint des deux côtés, que les troupes portant un brassard blanc n'entreprendraient rien les unes contre les autres et que le palais Alexandre ne serait pas attaqué.

(1) Elle était l'amie intime de Raspoutine, assassiné le 30 décembre 1916.

(2) Le grand-duc Cyrille s'était prononcé en faveur de la révolution et avait mis les Équipages de la Garde, dont il était le chef, à la disposition du pouvoir insurrectionnel.

Vers onze heures du matin, pendant que j'étais chez l'Impératrice, le général Grotten entra et lui remit de la part du grand-duc Paul une enveloppe contenant un projet de manifeste, octroyant une constitution au peuple russe. Ce projet avait été rédigé dans la nuit par le prince Poutiatine. L'Impératrice, cette fois, écarta toute idée de concessions à faire pendant la guerre ; elle prit ce papier, après que je lui en eus donné lecture, et jamais on ne le revit.

Aucune nouvelle de la ville ne nous parvenait, parce que les téléphones ne fonctionnaient plus entre Tsarskoïé-Sélo et Pétrograd. Le général Grotten et ses officiers se tenaient en permanence au Palais dans la chambre du téléphone. Des désordres avaient éclaté à Tsarskoïé-Sélo. On pillait les marchands de vin et il y avait déjà beaucoup d'ivrognes.

16 mars.

Le 16 mars, dans l'après-midi, un bruit vague circula : on prétendait que l'Empereur avait abdiqué. Vers quatre heures, ce bruit acquit une telle précision que je crus devoir en avertir l'Impératrice. Sa Majesté n'admit pas un instant que l'Empereur se fût décidé aussi brusquement à un acte de cette importance, surtout sachant que l'Héritier était si malade. Mais, sur le coup de cinq heures, des feuilles imprimées à la hâte en ville et que nous reçûmes, annoncèrent l'abdication de l'Empereur, en faveur de son frère le grand-duc Michel; ces feuilles affirmaient également que le grand-duc Michel avait renoncé au trône jusqu'à ce qu'une assemblée nationale l'y eût appelé. Quelques moments après, le grand-duc Paul arriva au Palais pour annoncer ce terrible événement à l'Impératrice. Il était très ému; son excitation de la veille l'avait tout à fait abandonné et il communiqua la nouvelle à Sa Majesté avec tous les ménagements possibles. En sortant, il me dit que tout était perdu, que la Russie était entre les mains des pires révolutionnaires et qu'il fallait que les souverains essayassent de partir aussi vite que possible pour l'étranger. La consternation était générale. Les officiers avaient les larmes aux yeux.

Après le dîner, vers neuf heures, la baronne de Buxhoewden, le comte Apraxine et moi, nous passâmes chez l'Impératrice. Elle était très courageuse; elle nous disait que l'Empereur avait mieux aimé renoncer au trône que de manquer au

serment qu'il avait prononcé lors de son couronnement, *le serment de maintenir intact le pouvoir autocratique, tel qu'il l'avait reçu de son père, et de le transmettre intact à son héritier*. L'illégalité qu'il avait commise en abdiquant au profit de son frère et en sacrifiant les droits de son fils, ne l'avait pas frappée : comme l'Empereur, elle se refusait à se séparer de leur fils, ce qui aurait nécessairement eu lieu, s'il avait été proclamé empereur. A l'instant où nous sortîmes de sa chambre, je vis qu'elle s'appuyait à une table et qu'elle éclatait en sanglots.

La nuit fut de nouveau très agitée parmi les troupes. L'Impératrice, ses enfants et les autres habitants du Palais purent néanmoins dormir tranquilles.

17 mars.

Les jours suivants, l'esprit de notre garnison devint détestable. Les soldats commençaient à dire que, l'Empereur ayant abdiqué, ils étaient relevés de leur serment et qu'ils devaient se rallier au Gouvernement provisoire. Les officiers finirent par acquiescer à leur désir. Une députation, composée d'officiers et soldats, fut envoyée, le soir, à Pétrograd ; elle portait une adresse de ralliement au nouveau régime, mais aussi la déclaration que la garnison ferait jusqu'au bout son devoir pour protéger la famille impériale. Cette députation fut reçue dans la nuit par le président de la Douma, Rodzianko, qui leur dit quelques paroles approbatives. Cela fait, le moral des troupes se rétablit et le service marcha comme par le passé. Le lendemain la police du Palais et aussi les valets de service firent, avec mon consentement, la même démarche.

Ces journées furent très mouvementées et angoissantes, à cause des nombreuses arrestations qui avaient lieu à Tsarskoïé-Sélo. Ainsi, on arrêta le prince Poutiatine, le général Dobrowolsky, le général Ghérardi, chef de la police, et en dernier lieu, le général Grotten. Ces personnes furent détenues pendant quelques jours au Gymnase de Tsarskoïé-Sélo, puis transférées à Pétrograd, à la forteresse. En traversant la gare, elles furent insultées et molestées par la foule.

Le colonel Ressine, commandant le Régiment combiné, prit alors le commandement du Palais. Nous n'avions plus aucune communication avec les nouvelles autorités. Je proposai d'envoyer quelqu'un en ville, chez Rodzianko, pour entrer en rela-

tions avec le Gouvernement provisoire. L'Impératrice choisit le capitaine Liniéwitch, aide de camp de l'Empereur. Par téléphone on convint avec Rodzianko que cet officier serait reçu sous le drapeau parlementaire et ramené de la même façon à Tsarskoïé-Sélo. Il partit..., et jamais plus nous n'entendîmes parler de lui. Le docteur Botkine, médecin de l'Empereur, faillit aussi être arrêté en ville, chez un malade.

18 mars.

Le 18 mars, vers dix heures du soir, on vint me dire que le nouveau ministre de la Guerre, Alexandre Goutchkow (1), et le général Kornilow, arrivé le même jour du front pour assumer le commandement des troupes de la capitale, se présenteraient ce même soir au Palais pour voir l'Impératrice. Sa Majesté fit appeler aussitôt le grand-duc Paul, que l'on fut obligé d'attendre une demi-heure, car il était déjà couché. Vers onze heures, arrivèrent Goutchkow et le général Kornilow, accompagnés d'une vingtaine de personnes faisant partie de la nouvelle municipalité de Tsarskoïé-Sélo, officiers, soldats et ouvriers. Goutchkow me demanda s'il nous manquait quelque chose, surtout comme soins médicaux. Je lui répondis que matériellement nous ne manquions de rien, mais que nous étions très embarrassés de ne pouvoir entrer en rapport avec le nouveau régime, car toutes les personnes que nous envoyions étaient arrêtées et que, par téléphone, on ne nous répondait pas. Goutchkow reconnut le bien fondé de cette observation et me dit que, dès le lendemain, un officier serait envoyé par lui, que cet officier demeurerait au Palais et se tiendrait en continuelle correspondance avec lui.

L'Impératrice reçut Goutchkow et le général Kornilow en présence du grand-duc Paul. Elle leur dit qu'elle avait tout ce qu'il fallait comme soins médicaux, mais que, pour le repos de ses enfants, si malades, elle demandait qu'on maintînt l'ordre et le silence autour du Palais, que les troupes qui en avaient la garde ne fussent pas attaquées, enfin que les hôpitaux de la ville, dont elle s'était occupée durant toute la guerre, fussent régulièrement approvisionnés. Goutchkow lui en fit la promesse. Pendant l'audience, une partie des personnes qui

(1) Ancien président de la Douma.

accompagnaient les deux envoyés se répandit dans le Palais et tint aux domestiques comme aux sentinelles des propos abominables. Heureusement, la sortie de Goutchow mit fin à cette scène qui devenait scandaleuse.

Les alertes se répétaient chaque nuit. Aucune nouvelle de l'Empereur ; nous le savions à Mohilew, mais nous n'avions aucune communication avec lui. Nous apprîmes seulement que le comte Fréedericks et le général Woyéïkow avaient été obligés de partir, le premier pour la Crimée, le second pour ses terres de Penza. Mais, dès son arrivée à Moscou, Woyéïkow fut arrêté et mené à Pétrograd. Quand au vieux Fréedericks, il n'alla pas plus loin que Gomel, où il fut reconnu et insulté par la foule. On le ramena lui aussi à Pétrograd, où, vu son grand âge, on l'interna dans un hospice.

20 mars.

Deux jours après sa visite à l'Impératrice, Goutchkow nous envoya le capitaine de Kotzebue pour établir la liaison entre le Palais et le Gouvernement provisoire. Kotzebue avait servi autrefois au régiment des lanciers de la Garde, dont l'Impératrice était chef. Il avait quitté le régiment, n'était rentré au service que rappelé pour la guerre. C'était un homme intelligent, bien intentionné, mais embarrassé par la fausse position dans laquelle il se trouvait. Je lui fis donner un logement.

Pendant ces jours avait paru à Pétrograd le fameux prikaze n° 1, qui devait produire si rapidement la décomposition complète de l'armée. Les troupes qui formaient notre garnison procédèrent aussitôt à l'élection de leurs officiers. Les cosaques de l'Escorte confirmèrent leurs anciens commandants, et dans les deux escadrons qui étaient à Tsarskoïé-Sélo, tout se passa correctement. Au contraire, le Régiment combiné blackboula son commandant, le colonel Ressine, l'aide de camp du régiment et l'un des chefs de bataillon, le colonel baron Græveniłz. Le colonel Lazarew fut élu commandant du régiment; les autres officiers n'étaient pas édifiés sur sa conduite à cette occasion, et l'accusaient d'intrigues, etc. A partir de ce moment, le moral du régiment fut ébranlé et le service s'en ressentit. Le colonel Ressine, privé de son emploi, resta encore au Palais

pendant quelques jours comme intermédiaire avec les troupes de la garnison ; son rôle était réduit à rien.

Le général Ivanow avait été envoyé du Grand Quartier général pour commander les troupes qui devaient rétablir l'ordre à Pétrograd. Mais, après l'abdication de l'Empereur, toutes ces troupes avaient repris le chemin du front. Lui-même, il était arrivé jusqu'à Tsarskoïé-Sélo avec le bataillon des chevaliers de Saint-Georges. Il vint une fois chez l'Impératrice, lui expliqua que, privé de ses troupes, il se trouvait obligé de retourner à Mohilew, et lui esquissa un tableau très noir de la situation. Cette visite, interprétée par la malveillance qui entourait le nom de la tsarine, lui fit grand tort : on l'accusa d'avoir poussé Ivanow, que les révolutionnaires représentaient comme un bourreau, à répandre le sang du peuple. Ce fut un incident très fâcheux.

Les journaux rouges, contenant des invectives et des caricatures ignobles, arrivaient en masse au Palais, et nous avions toutes les peines du monde à empêcher qu'ils ne vinssent à tomber entre les mains de la famille impériale. Nous recevions tous des nuées de lettres anonymes, dangereuses en ce sens qu'elles feignaient d'établir des relations entre l'Impératrice et l'Allemagne, en vue de négocier une paix séparée. Depuis longtemps, cette infamie se propageait dans le pays. Or, rien n'était plus faux, plus abominable. Jamais l'Empereur ni l'Impératrice n'ont songé à faire la paix au détriment des Alliés. La suite a bien prouvé que les souverains avaient tout intérêt à bien terminer cette guerre, qui nous avait été imposée par les puissances germaniques, et que le sort de toute la dynastie dépendait du résultat final. Le peuple et l'armée, au contraire, étaient dégoûtés de la guerre et, dès que le pouvoir impérial eut disparu, l'armée se désagrégea.

Goutchkow, lors de sa première visite, m'avait dit que la suite de l'Empereur, qui avait l'honneur de porter le chiffre impérial sur ses épaulettes, devait continuer à le porter ; que lui-même était très partisan des emblèmes dynastiques : tout ce qui pouvait rappeler les gloires d'autrefois était sacré à ses yeux. Peu de jours après, le colonel Ressine et le comte Zamoÿski, tous les deux aides de camp de l'Empereur, ôtèrent leur chiffre et vinrent me prier d'en faire autant. Ils disaient

qu'à la municipalité de Tsarskoïé, il avait été question de nous, que les menaces pleuvaient, que notre obstination pouvait attirer sur le Palais des colères et des violences. Je leur répondis que, pour un changement de tenue de cette importance, il nous fallait un ordre soit de l'Empereur, soit du ministre de la Guerre ; que nous n'entendions rien dire de la ville, où la position de la suite devait être bien plus difficile qu'au palais Alexandre ; que les menaces dont ils parlaient deviendraient de plus en plus violentes à mesure que nous nous soumettrions, et qu'elles porteraient sur autre chose quand nous aurions ôté nos chiffres. Le lendemain, je reçus de Pétrograd la circulaire qui ordonnait d'enlever les chiffres, autorisait le port de la tenue civile, et permettait aux aides de camp généraux de donner leur démission, malgré la guerre. L'Impératrice, alors, nous engagea à changer d'épaulettes, ce que je fis.

Deux jours auparavant, Mme Narischkine (1) était venu de Pétrograd s'établir au palais Alexandre; elle occupa les chambres de feu la princesse Orbéliani. Presque en même temps, la comtesse Hendrikow (2) arriva de Kislowotzk, d'où elle était partie dès la première nouvelle de la révolution.

21 mars.

Le matin du 21 mars, on vint me dire que le général Kornilow, commandant en chef de la garnison de Pétrograd, se présentait au Palais, accompagné de plusieurs officiers. Il me dit qu'il désirait voir l'Impératrice pour lui communiquer une décision du Gouvernement provisoire. Puis il me fit lire le document, dont il était porteur : c'était l'ordre d'arrêter l'Empereur et, comme il était dit, « sa femme ».

Kornilow ajouta que c'était là une mesure de prudence ; que, sitôt la santé des enfants rétablie, la famille impériale serait transportée à la côte de Mourman, sur l'Océan arctique, où un croiseur anglais l'attendait pour la conduire en Angleterre.

Je montai prévenir l'Impératrice de cette visite. Elle reçut Kornilow et ses officiers en présence du comte Apraxine et de moi. Il lut à haute voix l'ordre d'arrestation. Après quoi, il nous pria tous de sortir et il resta seul avec l'Impératrice. J'ai su depuis qu'il lui avait donné les mêmes assurances qu'à moi,

(1) Grande-maîtresse de la Cour, attachée à la personne de l'Impératrice.
(2) Demoiselle d'honneur de l'Impératrice.

c'est-à-dire, qu'il lui avait représenté l'arrestation comme une mesure de prudence destinée à prévenir les excès qu'on pouvait craindre de la part des troupes. Celles-ci, grisées par le prikaze n° 1, échappaient complètement aux mains de leurs chefs. Dominées par le Soviet des ouvriers et soldats, elles étaient désormais capables des pires extrémités. Après avoir pris congé de l'Impératrice, le général Kornilow réunit les commandants de l'Escorte et du Régiment combiné, leur déclara que leur service au Palais était fini; que, dans le cours de la journée, ils seraient relevés par les troupes de la garnison de Tsarskoïé et que le capitaine de Kotzebue était nommé commandant du Palais. Il nous dit enfin que les personnes qui exprimeraient le désir de rester au Palais, seraient soumises au même régime et qu'à partir d'aujourd'hui personne ne pourrait plus entrer ni sortir. Interrogé sur mes intentions, je déclarai vouloir rester et que je demanderais aux dames, aux médecins et aux gouverneurs ce qu'ils comptaient faire. Tous répondirent qu'ils étaient décidés à rester. Le colonel Ressine, n'ayant plus aucune fonction, fut prié de partir le jour même. Le comte Zamoÿski était parti la veille pour Mohilew, rappelé à son poste du Grand-Quartier général.

Cela fait, le général Kornilow, en ma présence, donna au commandant du Palais, le capitaine de Kotzebue, les ordres nécessaires pour le régime à établir. Toutes les portes du Palais furent fermées à clef et scellées, sauf trois, la première, qui accède au bâtiment des cuisines, la seconde sur la façade, réservée aux personnages officiels, la troisième, ouvrant sur le jardin. Au début, cette dernière porte devait être aussi scellée, car le général Kornilow ne voulait pas consentir aux promenades des souverains et des autres personnes demeurant au palais. Ce n'est qu'après de vives insistances de ma part, qu'il consentit enfin à fixer un petit espace du jardin, borné par un canal et quelques pièces d'eau, dans lequel on pourrait prendre un peu d'exercice. Toutefois, la clef de ladite porte devait rester chez le commandant du corps de garde et les sorties n'étaient permises qu'à des heures fixées; l'Empereur devrait, dans ces promenades, être toujours accompagné par un officier et ne jamais franchir la ligne des sentinelles. Les autres personnes qui voudraient prendre l'air devraient sortir et rentrer en même temps que l'Empereur. Puis le général m'enjoignit de diminuer autant

que possible le nombre des domestiques, ce que je fis dans le courant de la journée : le personnel des serviteurs fut diminué de moitié. En partant, le général Kornilow nous recommanda une soumission parfaite aux ordres du commandant du Palais, le capitaine de Kotzebue, qui lui était soumis directement et, par lui, au ministre de la Guerre. Toute notre correspondance devait passer par ses mains; nous devions lui remettre nos lettres non cachetées et il devait décacheter celles que nous recevrions. Toutes les communications téléphoniques furent coupées.

Après le départ de Kornilow, j'allai voir l'Impératrice; je la trouvai calme, très brave, mais les yeux très rouges, ayant beaucoup pleuré. Je pus enfin lui annoncer le retour de l'Empereur pour le lendemain; puis je la mis au courant des dispositions prises par le général. Elle me dit que, vis-à-vis d'elle, il avait été très correct et qu'elle lui avait dit, qu'ayant été si longtemps lui-même prisonnier de guerre en Autriche, il devait comprendre combien la mesure était dure. Il l'assura que c'était uniquement une mesure de prudence, pour donner satisfaction aux éléments extrêmes et par là les empêcher de se porter à des excès; que la durée de l'arrestation dépendrait uniquement de la santé des enfants impériaux et qu'un croiseur anglais attendait déjà, sur la côte de Mourman, pour transporter la famille en Angleterre (1). J'engageai vivement l'Impératrice à faire de suite tous les préparatifs nécessaires pour ce voyage, et l'on commença en effet les emballages.

C'est de ce jour que date notre détention au palais Alexandre. Notre société se composait de Mme Narischkine, de ma femme, de la baronne Buxhoewden, de la comtesse Hendrikow, de Mlle Schneider (2), des docteurs Botkine et Déréwenko, de M. Gilliard, du comte Apraxine (qui nous quitta au bout d'une semaine), enfin de moi-même. Le lendemain, arriva, dans le train de l'Empereur, mon beau-fils, le prince Dolgoroukow (3). Nous attendions aussi le général Narischkine, chef de la Chancellerie militaire de Sa Majesté, le général comte Alexandre Grabbe, commandant les cosaques de l'Escorte, et le

(1) Cette nouvelle était fausse.
(2) Lectrice de l'Impératrice.
(3) Le prince Basile Alexandrowitch Dolgoroukow, major-général à la suite de Sa Majesté.

colonel Mordwinof, aide de camp de l'Empereur : ils ne parurent pas.

Il y avait encore au Palais Mme Wyroubow, malade, et Mme Denn, mais elles vivaient à l'écart.

Nous étions établis dans l'aile gauche du Palais et nous prenions nos repas en commun.

Ce même jour, 21 mars, à deux heures de l'après-midi, une compagnie du 1er régiment des tirailleurs de la Garde vint relever le Régiment combiné. Tous les postes furent ainsi relevés, sauf les postes intérieurs qui furent abolis. Vers trois heures, la compagnie du Régiment combiné se forma devant le perron et reçut le drapeau du régiment qui était toujours conservé chez l'Empereur. Lugubre cérémonie; tout le monde pleurait. Après de longues années de loyaux services, le Régiment combiné, qui réunissait l'élite de la Garde et de l'armée, était obligé de céder sa place à une horde révolutionnaire, dont la vue seule faisait horreur. Pour la dernière fois, le drapeau passa le seuil du palais. Dieu sait ce qu'il est devenu!

Les soldats de la nouvelle garde étaient répugnants à voir. Débraillés, criards, ils cherchaient querelle à tout le monde; les officiers, qui avaient peur d'eux, avaient la plus grande peine à les empêcher de rôder à travers le Palais et d'entrer dans toutes les chambres. Ces officiers, de simples sous-lieutenants, n'étaient au service que depuis la guerre, il n'y avait parmi eux aucun officier de l'ancienne armée. Les premiers qui montèrent la garde, nous firent une mauvaise impression. Ils étaient tous imbus des idées nouvelles et ne ménagèrent rien pour nous faire sentir qu'ils étaient les maîtres. Il y eut beaucoup de querelles avec la domesticité, à laquelle ils reprochaient la livrée et les soins qu'elle donnait à la famille impériale. Cette journée et cette première nuit furent très dures pour nous tous. On entendit des coups de feu dans le jardin : c'étaient les factionnaires qui s'amusaient à tirer sur les biches apprivoisées qui erraient dans le parc; ils en tuèrent trois. Peu de temps avant son départ pour le Grand-Quartier général, l'Empereur avait passé en revue les bataillons de réserve de ces régiments. Les hommes avaient très bon air, acclamant Sa Majesté, comme de coutume; les officiers que l'Empereur avait rassemblés pour leur parler, se montraient pleins de zèle et de loyalisme. Rien ne faisait alors prévoir que quelques semaines

plus tard, ces mêmes troupes auraient l'air de hordes sauvages et que ces mêmes soldats auraient la prétention de gouverner la Russie !

Je vis l'Impératrice encore une fois dans la soirée. Elle était profondément triste, angoissée par le voyage de l'Empereur. Dans la journée, elle avait demandé un prêtre, afin de réciter des prières pour l'heureuse issue de ce voyage. On lui refusa cette consolation, les portes du Palais étant déjà fermées. Je dus, par la suite, solliciter de Goutchkow la permission de faire venir, les dimanches et les jours fériés, un prêtre et des chantres pour célébrer, dans la chapelle du Palais, la messe et les autres offices. J'obtins cette permission très difficilement, deux semaines plus tard. Les entrées et les sorties du clergé furent d'ailleurs soumises à des formalités et à des surveillances odieuses.

Vers la fin du jour, nous apprîmes avec certitude que l'Empereur arriverait à Tsarskoïé-Sélo, le lendemain matin, à onze heures. Il était parti de Mohilew, à deux heures, accompagné par trois commissaires de la Douma.

L'Héritier et la grande-duchesse Marie Nicolaïewna souffraient beaucoup de leur rougeole. Les deux grandes-duchesses aînées se remettaient peu à peu; mais la grande-duchesse Anastasie venait de tomber malade à son tour.

L'ARRIVÉE DU TSAR

22 mars.

Le 22 mars, vers onze heures du matin, je me rendis avec le comte Apraxine au premier perron, pour attendre l'arrivée de l'Empereur. J'avais prié le capitaine de Kotzebue d'avoir soin que les automobiles pour sa Majesté, la suite et les bagages, fussent envoyées à la gare.

Les officiers de garde étaient tous sur le perron, où beaucoup de soldats, la casquette sur la tête, fumant et très débraillés, se trouvaient aussi, malgré les efforts faits par les officiers pour les renvoyer. Le commandant de la garde avait ordonné de fermer à clef la grille du Palais et de lui téléphoner si quelqu'un demandait à entrer. La grille est à cinquante pas du Palais. Vers onze heures un quart, l'automobile impériale

arriva devant la grille et fut arrêtée par la sentinelle qui donna au commandant le signal convenu. Il sortit alors sur le perron et demanda à haute voix : « Qui est là? » La sentinelle lui cria : « Nicolas Romanow! » — « C'est bien, laisse entrer! » lui répondit l'officier. Après cette comédie répugnante, l'automobile arriva devant le perron et l'Empereur en descendit, avec mon beau-fils Dolgoroukow. L'antichambre était remplie de monde et cette vue fit à notre souverain une impression affreuse. Il traversa cette foule en saluant militairement, me tendit la main ainsi qu'à Apraxine; puis, sans dire un mot, il entra dans les chambres de l'Impératrice.

Dolgoroukow était ému jusqu'aux larmes de cette scène inattendue. Je le menai tout de suite chez sa mère, où il nous raconta tout ce qui s'était passé à Pskow, à Mohilew et pendant le voyage. Son récit dramatique nous émut jusqu'au fond de l'âme. Nous ne réussîmes pas à comprendre que l'Empereur, qui, jusqu'alors, n'avait jamais pu se décider à promulguer une constitution et même à instituer la responsabilité de ses ministres devant la Douma, eût renoncé aussi rapidement à la couronne. Le rôle des généraux et des états-majors, dans cette circonstance, nous apparut comme une trahison.

Vers deux heures, j'allai chez l'Empereur. C'est avec déchirement que je passai le seuil de ce cabinet, dans lequel, pendant tant d'années, j'avais vu mon souverain au comble de la puissance humaine! Il était lui-même très ému. Après m'avoir embrassé cordialement, il me confia toutes les péripéties de son abdication. Il me montra les télégrammes des généraux commandants en chef des différents fronts, qui tous, comme s'ils s'étaient concertés, lui affirmaient que le seul moyen de sauver la monarchie était d'abdiquer en faveur du Césaréwitch. Même le grand-duc Nicolas Nicolaïéwitch lui exprimait cette opinion : il le suppliait *à genoux* de renoncer au trône. Le télégramme du général Sakharow, commandant le front de Roumanie, était le seul qui se prononçât contre la révolution.

Sa Majesté se plaignit surtout vivement de l'insistance presque grossière avec laquelle le général Roussky lui avait parlé, à Pskow. Depuis lors, l'Empereur avait pu élucider que les arguments du général étaient, pour la plupart, une pure invention. Pendant des heures consécutives, Roussky avait fait pression sur Sa Majesté sans lui laisser un seul instant de réflexion. Vers

dix heures du soir, le 14 mars, il avait quitté notre souverain pour aller téléphoner par fil direct avec Rodzianko. Cette conversation avait duré deux heures et le résultat en avait été transmis au général Alexéïew (1), vers une heure du matin. Ce dernier le télégraphia immédiatement à tous les commandants d'armée, en sorte que, dès huit heures du matin, les réponses de ces généraux étaient déjà parvenues à l'Empereur. La rapidité des réponses et leur unanimité suffiraient à prouver que le coup était monté d'avance ou, du moins, que si tous les commandants d'armée n'avaient peut-être pas machiné personnellement cette félonie, les états-majors étaient tous du complot et avaient su dominer leurs chefs. Quoi qu'il en soit, la responsabilité de la trahison pèsera éternellement sur eux. Ainsi, l'Empereur, chef suprême de l'armée, en pleine guerre et devant l'ennemi, a été trahi par ses généraux et il a dû céder à leur pression, parce que le dernier appui de la monarchie, l'armée, passait à la révolution ! D'un scandale pareil, l'histoire ne cite pas d'autre exemple.

L'Empereur me raconta ensuite qu'il avait d'abord abdiqué en faveur de son fils et qu'il avait même déjà remis cet acte entre les mains du général Roussky, avant que les envoyés de la Douma, Goutchkow et Schoulguine, fussent arrivés à Pskow. C'est une conversation avec le professeur Fédorow (2) qui le fit changer d'avis. Sa Majesté croyait d'abord qu'il lui serait possible de se retirer avec sa famille à Livadia, de garder son fils auprès de lui et de pourvoir à son éducation. Fédorow lui démontra, non sans raison, qu'un souverain, qui a renoncé au trône, ne peut demeurer dans le pays; que les événements, qui s'annonçaient tragiques, le forceraient certainement à partir bientôt pour l'étranger; enfin, que jamais les nouveaux gouvernants ne lui confieraient l'éducation du jeune empereur et que, par suite, il devait dès maintenant accepter l'obligation de s'en séparer. Interrogé sur la santé du Césaréwitch, le professeur avoua que, à son avis comme à celui de toutes les autorités médicales qui l'avaient examiné, le grand-duc héritier ne guérirait pas; que, à force de soins et de ménagements, on réussirait sans doute à prolonger ses jours; mais que jamais il ne serait valide; que jamais il ne pourrait monter à cheval ni

(1) Chef d'état-major général des armées russes.

(2) Chirurgien de la Cour, qui soignait particulièrement le jeune Césaréwitch.

supporter la moindre fatigue. Pour résumer sa pensée, le docteur Fédorow dit que l'Empereur, l'Impératrice et les jeunes grandes-duchesses devraient partir pour l'étranger aussitôt que possible, après avoir confié le Césaréwitch à la Régence qui allait être instituée. Cette conversation décida l'Empereur à reprendre son premier acte d'abdication et, sans en parler à personne, il rédigea le texte qu'il remit le soir à Goutchkow et par lequel il abdiquait en faveur de son frère, le grand-duc Michel. L'illégalité de cet acte lui échappait complètement.

Pour terminer, j'informai l'Empereur de toutes les dispositions qu'avait édictées le général Kornilow et le suppliai de s'y soumettre scrupuleusement, afin d'éviter toute contestation avec les soldats, qui, on le sentait déjà, étaient les véritables maîtres. Dans la journée, Sa Majesté fit avec Dolgoroukow sa première sortie dans le jardin. Comme rien n'était encore réglé, l'Empereur dut attendre, près de vingt minutes, l'officier de service et la clef de la porte qui ouvrait sur le balcon. Il fit une promenade d'une heure dans l'enclos indiqué, qui était entouré de sentinelles. Il était suivi d'un officier, qui en lui parlant l'appelait : « Monsieur le colonel ». Il se produisit plusieurs incidents avec les fonctionnaires. L'Empereur leur disait « Bonjour » ! Les uns répondaient : « Monsieur le colonel »; quelques autres : « Votre Majesté Impériale ». Plusieurs ne répondirent pas du tout. Quelques-uns ne voulurent pas le laisser passer, malgré la présence de l'officier.

Vers cinq heures du soir, on vint à la hâte m'appeler, de la part du commandant du Palais. Je le trouvai très ému. Il me dit qu'un certain lieutenant d'artillerie, Mankowsky, était arrivé de Pétrograd avec trois automobiles blindées, remplies de soldats, et qu'il se disait chargé d'emmener l'Empereur à la forteresse ; qu'il s'exprimait avec violence et que les officiers de garde avaient toutes les peines du monde à lui résister. Ils avaient cependant obtenu de lui qu'il renonçât à emmener l'Empereur, si on le lui montrait en personne, afin qu'il pût affirmer à ses mandataires que Sa Majesté se trouvait effectivement à Tsarkoié-Sélo, ce qui semblait fort douteux aux révolutionnaires. J'allai donc trouver l'Empereur chez ses enfants malades : je le mis au courant de ce qui se passait, et je le priai de descendre, puis de passer par le grand corridor, qui va du salon de l'Impératrice au vestibule des valets

de chambre. C'est ce qu'il fit, un quart d'heure plus tard. Pendant ce temps le commandant du Palais, tous les officiers de garde, Apraxine et moi, nous nous plaçâmes au bout du corridor, près de l'ascenseur, de manière à séparer Sa Majesté de Mankowsky. Le corridor était éclairé à giorno ; l'Empereur le traversa lentement, d'une porte à l'autre. Mankowsky se déclara satisfait : « Maintenant, dit-il, je peux rassurer mes mandataires. » Et il partit avec ses automobiles blindées. Cet incident nous impressionna tous vivement.

La journée et la soirée s'achevèrent dans le calme. Je parvins à faire acheter des journaux, ce qu'on nous avait d'abord interdit. L'Empereur s'intéressait par-dessus tout aux choses militaires. Aussi était-il très froissé que l'ordre du jour, par lequel il avait pris congé de l'armée, n'eût pas été publié (1). Il augurait favorablement de la campagne qui allait s'ouvrir et du grand effort qui allait être fait en commun avec les Alliés. Notre armée, disait-il, n'avait jamais été aussi nombreuse et aussi bien approvisionnée.

Dans les jours suivants, nous ne fûmes pas longs à constater que le Gouvernement provisoire et la Douma étaient débordés par les extrémistes révolutionnaires.

Ainsi, l'attitude de nos gardiens devenait de plus en plus insolente. Leurs querelles avec la domesticité se répétaient chaque jour. Ils se croyaient en droit de faire des observations sur le service des Majestés; ils trouvaient leur table trop abondante, quoiqu'elle fût des plus simples. Ils rôdaient à travers le Palais, osant pénétrer dans toutes les chambres, de sorte que nous dûmes fermer toutes les portes à clef. Les médecins consultants et spécialistes qui venaient soigner nos malades, étaient toujours accompagnés d'un officier et d'un soldat, qui ne les perdaient pas de vue. Au début même, on prétendit que les officiers et soldats entrassent dans les chambres, où les jeunes

(1) Ce message d'adieu à l'armée russe, daté du 21 mars et que Nicolas II écrivit entièrement de sa main, se terminait par ce noble appel : « O mes troupes ardemment aimées! L'heure est proche où la Russie, dans un élan commun avec ses valeureux alliés, brisera la suprême résistance de l'adversaire. Cette guerre inouïe doit être menée jusqu'à la victoire complète. Celui qui maintenant songe à la paix, celui-là est un traitre. Votre amour pour notre grande patrie n'est certes pas éteint dans vos cœurs, ô mes chers soldats! Que Dieu vous bénisse et que saint Georges, le grand martyr victorieux, vous conduise à la victoire! »

grandes-duchesses malades étaient couchées. Nous obtînmes à grand peine qu'ils se contentassent de rester sur le seuil de la porte ouverte.

Les jours se succédaient, monotones et tristes. Le comte Apraxine, après une semaine de séjour, nous quitta, le 25 mars, non sans nous avoir promis de nous écrire souvent et de travailler pour nous à Pétrograd. Jamais plus nous n'entendîmes parler de lui!

La Semaine Sainte et l'époque où Leurs Majestés avaient coutume de faire leurs dévotions, approchaient. J'écrivis au ministre de la Guerre, Goutchkow, pour qu'il nous permît de faire venir les prêtres et les chantres. Longtemps, je ne reçus pas de réponse et ce n'est qu'au début de la Semaine Sainte, qu'on laissa venir le père Bélaïew, un diacre, un sacristain et quatre chantres, à condition qu'il ne sortissent plus du Palais. Ils y restèrent trois semaines. Dans la suite, ils venaient le samedi soir pour les vêpres, et repartaient le lendemain, après la messe.

2 avril.

Le 2 avril, le capitaine de Kotzebue, qui s'était rendu à Pétrograd pour régler quelques affaires, ne revint pas. On nous dit même qu'il était arrêté, ce qui se trouva faux. Les soldats l'accusaient d'être trop aimable envers nous tous : ils lui reprochaient principalement ses nombreuses visites à l'Impératrice et à Mme Wyroubow. En outre, l'Empereur l'avait chargé de demander au prince Lwow, président du Conseil, ou à Goutchkow, de venir lui parler. Or cette demande fut rejetée. Par son entremise également, j'avais écrit au prince Victor Kotchoubey (1) et au général Wolkow (2) pour les prier d'être les représentants de l'Empereur dans le règlement de sa fortune privée. Ma lettre me fut renvoyée, avec une décision du général Kornilow, interdisant de la faire parvenir aux destinataires.

Nous demeurâmes quelques jours sans pouvoir nous expliquer la disparition de Kotzebue, quand, à la première visite de Kérensky, nous comprîmes trop bien ce qu'elle signifiait.

(1) Directeur général des Apanages impériaux.
(2) Directeur du Cabinet privé de Sa Majesté.

UNE VISITE DE KÉRENSKY

3 avril.

Le 3 avril, vers deux heures, le ministre de la Justice du Gouvernement provisoire, Kérensky, vint au Palais, suivi d'une quinzaine de personnes. Il entra par les cuisines, rassembla dans le couloir tous les hommes du poste et leur tint un discours ultra-révolutionnaire, qui choqua même les officiers de notre garde. Puis, s'adressant aux serviteurs qui assistaient à cette scène, il leur dit qu'ils ne servaient plus leurs anciens maîtres, et que leur devoir était de surveiller tout ce qui se passait dans le Palais, afin d'en instruire le commandant. Après cette harangue agressive, Kérensky se fit rendre compte des mesures prises pour la surveillance des internés. Je l'attendais dans la salle d'attente de l'Empereur; je le vis arriver bientôt.

Chaussé de grandes bottes, vêtu d'une casaque bleue, étroitement boutonnée, qui ne laissait voir aucun linge, il se donnait l'air d'un ouvrier endimanché. Ses manières étaient brusques et cassantes; il ne marchait pas, il courait à travers les chambres, parlant très haut, très vite. Son regard était fuyant; toute sa physionomie antipathique.

Sachant que Leurs Majestés étaient encore à déjeuner, je lui proposai de commencer par inspecter le Palais. Il se fit ouvrir les chambres privées de l'Empereur, toutes les armoires, tous les placards, toutes les portes. Pour la visite du premier étage, il ne prit avec lui qu'un petit nombre de personnes et chargea les autres d'examiner les souterrains. D'abord, il entra chez ma femme, où se trouvait Mme Narischkine; il se nomma, sans rien dire de plus. Ensuite, il pénétra chez la baronne Buxhoewden. Enfin, il se fit conduire chez Mme Wyroubow.

En apprenant l'arrivée de Kérensky au Palais, Mme Wyroubow, quoiqu'elle fût déjà guérie de sa rougeole, s'était mise au lit. Elle avait maladroitement gardé auprès d'elle une liasse de papiers importants : elle s'empressa de les brûler dans sa cheminée, qui était ainsi pleine de cendres. Comme elle refusait de recevoir le ministre, il força la porte. Après s'être enquis de sa santé, il lui dit, sans même attendre sa réponse, qu'elle devait s'habiller, prendre quelques effets et le suivre à Pétrograd. De la chambre voisine, j'entendais leur dialogue. Elle déclara, d'une voix tremblante, qu'elle était malade et ne pouvait sortir.

Il reprit sèchement qu'il allait en parler aux médecins, qu'elle se disposât néanmoins à partir. Il chargea le colonel Kobylinsky, commandant la garnison de Tsarskoïé-Sélo, de la mener à la gare avec sa femme de chambre, qui lui était indispensable, car elle marchait encore sur des béquilles à la suite de son accident de chemin de fer en janvier 1916. Il recommanda à Kobylinsky de monter en automobile avec elle et de mettre un soldat dans la voiture, un second à côté du chauffeur, tous les deux armés de fusils. Ces dispositions prises, il continua sa route à travers le Palais et s'arrêta dans la chambre du docteur Déréwenko, où il demanda qu'on appelât le docteur Botkine. Il me dit alors qu'après avoir parlé aux médecins, il désirait voir « Nicolas Alexandrowitch » et « Alexandra Féodorowna ». Je courus chez Sa Majesté pour la prévenir et lui annoncer l'arrestation de Mme Wyroubow. L'Empereur me dit qu'il recevrait Kérensky, en présence de l'Impératrice, dans la chambre d'études des enfants. Pendant ce temps, le ministre questionnait les docteurs Botkine et Déréwenko sur l'état de Mme Wyroubow : « Croyaient-ils qu'on pût la mener à Pétrograd » ? Tous les deux répondirent qu'elle était en état de quitter le Palais. Ainsi, la question fut tranchée.

En passant devant la chambre du précepteur Gilliard, Kérensky entra chez lui et, le sachant de nationalité suisse, il lui dit familièrement : « Tout va bien. » Il croyait sans doute que l'établissement de la république en Russie lui ferait plaisir.

J'entrai le premier dans la chambre d'études pour voir si Leurs Majestés étaient prêtes à recevoir le ministre. L'Empereur et l'Impératrice y étaient déjà avec le Césaréwitch. Kérensky entra seul. Un de ses officiers lui fit observer qu'il avait pour consigne de ne jamais le quitter. Il maintint son ordre et me suivit, seul. S'arrêtant sur le pas de la porte, il fit une espèce de salut et se nomma : « Le ministre de la Justice. » Agité, les mains tremblantes, comme s'il avait la fièvre, il ne tenait pas en place; il touchait à tous les objets qu'il apercevait sur la table; des paroles incohérentes lui sortaient de la bouche : il avait l'air d'un fou.

S'étant ressaisi un peu, il me pria d'introduire le colonel Korowitchenko et de faire appeler le docteur Botkine. Le colonel entra le premier et fut présenté à Leurs Majestés comme le nouveau commandant du Palais. L'Empereur lui adressa quel-

ques paroles et le questionna sur son service passé. Dès que Botkine fut arrivé, Kérensky lui dit que la reine de Danemark avait télégraphié au Gouvernement provisoire pour s'enquérir de la santé de l'Impératrice et qu'il priait le docteur de lui dire quelle réponse l'on pouvait donner. Botkine répondit que Sa Majesté souffrait, depuis plusieurs années, d'une hypertrophie du cœur, que cet état se maintenait, mais que présentement l'Impératrice allait aussi bien qu'elle pouvait aller dans sa position actuelle et après les angoisses que lui avait causées la maladie de ses enfants. L'Impératrice ne parut pas satisfaite de cette réponse optimiste. Kérensky, s'adressant alors à l'Empereur, le pria de passer dans la pièce voisine, car il devait lui parler, seul à seul. Je quittai donc la chambre d'études avec le colonel Korowitchenko et j'attendis la fin de l'entretien, dans le corridor, avec les autres officiers.

Quand le ministre vint nous rejoindre, il avait l'air encore plus fébrile qu'auparavant. Il me demanda s'il avait bien visité tout le Palais. Je lui dis qu'il ne restait plus à voir que les chambres particulières de l'Impératrice. Il me déclara qu'il y entrerait seul avec moi. Arrivé à la porte, il se ravisa brusquement et fit demi-tour. Lorsque nous traversâmes l'antichambre, il adressa de nouveau quelques paroles déclamatoires aux domestiques. Enfin, il prit congé de nous et sortit précipitamment.

L'impression de cette visite nous fut pénible. Outre l'arrestation de Mme Wyroubow, arrestation qui désolait l'Impératrice, nous sentions que notre régime allait empirer, car nous constations l'énorme différence qu'il y avait entre la personnalité de Goutchkow ou de Kornilow et celle de Kérensky. Surtout, le nouveau commandant nous remplissait de méfiance. Comme jeune officier d'infanterie, il était entré à l'École militaire de jurisprudence, puis il avait donné sa démission et s'était fait inscrire au barreau, où, suivant l'exemple de Kérensky, il s'était spécialisé dans la défense des accusés politiques, ce qui l'avait mené à de nombreux conflits avec les autorités impériales, et même en prison. C'était un homme profondément aigri, peu intelligent, socialiste-révolutionnaire : la joie de voir réussir la révolution et d'y jouer un rôle débordait de tout son être.

Pendant ce temps, Mme Wyroubow s'habillait lentement, et le colonel Kobylinsky apposait des scellés sur ses papiers. Je fus chargé de remettre à l'Impératrice quelques icones et menus

objets, que l'on ne voulait pas laisser dans son logement, et de lui dire que, d'ici un quart d'heure, Anna Alexandrowna serait amenée dans une chambre voisine pour prendre congé d'elle. Cette entrevue se passa en présence des colonels Korowitchenko et Kobylinsky. L'Empereur n'y assista pas.

L'Impératrice et son amie n'échangèrent que peu de paroles; puis, après des adieux bien tendres, Mme Wyroubow, sur ses béquilles et soutenue par deux domestiques, fut menée à la voiture. Nous sûmes qu'on avait ordre de la conduire à la Douma.

Avant le dîner, je reçus la visite du nouveau commandant, qui me demanda de lui faire connaître les habitudes de Leurs Majestés et l'organisation du service à l'intérieur du Palais.

Voici ce que l'Empereur m'a ensuite confié de l'entretien qu'il avait eu seul avec le ministre de la Justice. Kérensky lui avait dit: « La plupart de vos anciens ministres, qui sont actuellement traduits devant la Haute-Commission extraordinaire d'enquête, invoquent à chaque instant, pour se disculper, des rapports qu'ils vous auraient adressés ou des ordres suprêmes qu'ils auraient reçus de vous. Mais, ces rapports et ces ordres, nous n'en trouvons aucune trace écrite. Pourriez-vous chercher, dans vos papiers ou dans vos souvenirs, quelques précisions qui nous seraient utiles? » Kérensky n'avait abordé aucun autre sujet.

L'Empereur me parut n'attribuer nulle importance à cette demande. J'eus, au contraire, la forte impression que c'était un moyen subtil de mêler Sa Majesté à l'enquête, ce qui aboutirait facilement à une mise en accusation. La Haute-Commission extraordinaire d'enquête était celle qui avait été instituée le 17 mars pour déterminer les responsabilités du gouvernement impérial dans les derniers événements politiques et militaires. Nous nous évertuâmes donc, Dolgoroukow et moi, à persuader l'Empereur de reviser tout de suite ses papiers : il s'en occupa aussitôt. Nous lui conseillâmes également de songer au choix d'un défenseur, pour le cas où il serait cité devant la Haute-Commission, et nous lui proposâmes de confier ses intérêts à Me Kohn : Sa Majesté eut l'air d'approuver notre suggestion.

Paul de Benckendorff.

(*A suivre.*)

NOS GRANDES ÉCOLES

XIV (1)

SAINT-MAIXENT

Le voyageur qui, les yeux bouffis de sommeil, tout raidi par le froid du matin, prend en gare de Poitiers le train de 4 heures 58, en direction de Niort et de la Rochelle, somnole bien souvent pendant la première heure du trajet. Il n'entend pas les noms de Colombiers, de Pamproux, de Lusignan (dont la gare, candide, s'orne du buste d'un guerrier croisé);... mais, à la Mothe-Saint-Héraye, un long arrêt le tire de son demi-sommeil. Il se secoue, dissipe du doigt la buée de la vitre et regarde curieusement le paysage dont les lignes, dans l'obscure clarté du matin, commencent à se révéler: murs en pierres sèches qui séparent les champs et les prairies, étroits cimetières protestants que clôt une haute muraille et d'où, pressés, s'élancent les noires colonnes des cyprès. Puis un halo de blancheur, et, soudain, à un coude que fait la voie, la régularité géométrique de nombreux parallélogrammes de lumière qui trouent la nuit: ce sont les fenêtres de vastes bâtiments que l'on devine plutôt qu'on ne les voit, tapis en contre-bas dans la vallée. Quels sont ces bâtiments? L'École militaire d'infanterie et des chars de combat de Saint-Maixent... Encore quelques tours de roues :

(1) Voyez la *Revue*, 1er février 1926 — 1er décembre 1927.

on voit surgir d'une agglomération confuse la flèche d'une église monumentale, et c'est l'arrêt ; « Saint-Maixent-l'École » !

La gare de Saint-Maixent ! Carlyle a écrit quelque part qu'il y a des lieux tout chargés d'âme. Cette gare est un de ces lieux dont parle le penseur anglais. Cette longue file de peupliers qui, bordant les prairies que la Sèvre indolente arrose, font au paysage un premier plan tout frissonnant d'élégante verdure, ces rails dont le rigide parallélisme d'acier clair va se perdre là-bas à l'horizon, que d'yeux se sont fixés sur eux depuis cette année 1882 qui vit partir la première promotion : la *promo* Sfax-Kairouan !

Sur le quai de cette gare, — après une année passée à l'École, — se sont embarqués, riches de leur petite cantine noire, la cantine réglementaire, mais riches aussi de l'épopée qu'ils portaient en puissance, les élèves de plus de quarante promotions.

LA LISTE GLORIEUSE

Épopée prosaïque et sans gloire de ceux, parmi les Saint-Maixentais, qui, trop âgés pour pouvoir jamais aspirer aux plus hauts grades, ont vécu la « vie de garnison », cette vie faite de servitude et d'obscure grandeur : la vie de sacrifices ignorés, de dévouements anonymes, d'héroïsmes cachés, d'abnégations silencieuses. Qui dira la vie de ces officiers subalternes dont les grandes âmes s'évertuèrent dans de petits destins? Par le scrupuleux accomplissement des moindres détails du service, par la foi robuste et tenace qui maintenait leurs yeux fixés sur l'idéal le plus beau qui puisse être offert à l'activité d'un homme : « servir », par le don total qu'ils ont fait d'eux-mêmes à celle pour laquelle il est si doux de s'offrir en holocauste, à l'armée, ils ont, ces officiers que la mort ou la retraite ont surpris avant l'aube de 1914, ils ont, eux, les obscurs, les résignés, les anonymes, contribué à gagner cette victoire que leurs cadets, formés par leur effort et leur exemple, ont ramenée sous nos drapeaux.

Épopée toute chaude des soleils du Tchad ou des cieux d'Indo-Chine, de ces jeunes qui, ardents à la vie, prompts à l'enthousiasme, prêts à l'essor, sont allés conquérir à la France

d'autres Frances asiatiques et africaines. Combien de nos Saint-Maixentais jalonnent de leurs os les étapes de ce chemin de gloire : le Niger, le Tchad, l'Oubanghi, le Nil, les plateaux de Madagascar, les forêts du Tonkin ! Renan, sous le coup de la défaite, avait dit que la France, riche de son passé, n'avait plus, après le désastre, qu'à s'envelopper de bandelettes comme une princesse égyptienne et à s'enfermer dans un cercueil de verre... et voici que des jeunes en qui les Cavelier de la Salle, les Champlain, les Dupleix, pouvaient se reconnaître, contribuaient à conquérir à la France un nouvel Empire colonial aussi beau que celui qu'elle avait perdu un siècle auparavant ! S'il veut connaître les noms des Saint-Maixentais morts en terre lointaine et de ceux qui, avec leurs camarades de Saint-Cyr, ont mis leur signature sur ce monument qui s'appelle « l'Empire colonial français », qu'il vienne dans notre salle d'honneur, le petit Français de quatorze à seize ans qui rêve de gloire militaire, qu'il lise les noms inscrits sur nos tables de marbre, qu'il feuillette les pages du livre d'or qui relate toutes nos gloires ! Un exemple : en 1896, les rares croix d'officiers de la Légion d'honneur portées par des capitaines le sont toutes par d'anciens Saint-Maixentais.

Épopée de ceux, — heureux ! deux fois heureux, ceux-là, — qui après avoir, sur l'enclume des expéditions lointaines, forgé l'épée victorieuse de la France de 1914, ont contribué à réaliser le vœu formulé, dans son testament, par le grand Vosgien qui dort face à la « Ligne bleue » à laquelle on pensait toujours. Pour reprendre les provinces perdues, pour combattre dans la juste guerre qui défendait le Droit et la Liberté, plus de 2622 Saint-Maixentais sont tombés : 5 généraux, 6 colonels, 33 lieutenants-colonels, 356 commandants, 1264 capitaines, 704 lieutenants, ou sous-lieutenants, 254 aspirants.

« Depuis sa création jusqu'en 1914, treize mille officiers venus de toutes les provinces françaises et appartenant à tous les milieux sociaux étaient sortis de cette maison. Au début de la guerre, 5200 comptaient dans les armées. 2622 sont morts ! La moitié. Et parmi eux, les trois cinquièmes de ceux qui, admis en 1914, allaient entrer ici quand la mobilisation les emporta sur la frontière. » (Extrait du discours prononcé par le général Rondenay le 2 mai 1926.)

Épopée aussi de ceux (car les morts vont vite !) de ceux, —

mes chers élèves d'hier, — têtes pensives alourdies par le travail, physionomies éclairées par la joie de vivre, chères promotions d'après guerre, comme votre souvenir est resté vivace dans les cœurs qui vous ont connus, en moi qui vous ai tant aimés, — épopée de ceux qui ont été tués dans les combats d'hier, en Cilicie, au Djebel-Druse, au Riff! De ces promotions de jeunes plus de cinquante sont tombés déjà et la liste, hélas! n'est pas complète!

L'HISTORIQUE DE L'ÉCOLE

... Quels sont ces gens qui se font tous tuer?

demande le général espagnol au quatrième acte de *Cyrano de Bergerac.*

Ce sont les cadets de Gascogne!...

répond Cyrano, dans l'immortelle tirade. Eux! ce sont les cadets de toutes nos provinces françaises. De Cyrano, sans doute, ils ne portent pas le panache; le panache, au xxe siècle, c'est à l'âme qu'on le porte, et non pas à la coiffure comme au temps des mousquetaires et de la guerre en dentelle; mais ils ont, quand ils sont en grande tenue, un képi, le képi réglementaire qui doit, par ordre, arborer un centimètre et demi de rouge au-dessus du manchon, une tunique bleu-horizon, ou kaki s'ils sont de la coloniale, sur la manche un long galon qui serpente, rouge et or, et, au côté gauche, les jours de sortie, un sabre.

La tenue d'exercice rappelle celle de la troupe, — de la troupe dont ils sont sortis. Leur tenue de ville annonce celle de l'officier, — de l'officier qu'ils seront demain.

Le Saint-Maixentais est le sous-officier élève officier.

Le Saint-Maixentais est l'officier sorti du rang.

Jusqu'en 1872, les sous-lieutenants d'infanterie se recrutaient à deux sources différentes : l'école de Saint-Cyr et, sans aucun intermédiaire, le rang.

L'ordonnance de 1832 accordait le tiers des vacances de sous-lieutenant dans les corps de troupe aux sous-officiers des corps où avaient lieu ces vacances. Le sous-officier (adjudant, sergent-major, sergent) passait sous-lieutenant dans le régiment où il avait servi comme sous-officier.

Le régiment avait donc intérêt à ne choisir et ne choisissait,

d'ailleurs, on le comprend, que les sous-officiers les plus dignes; mais il arrivait bien souvent que ces sous-officiers, qui s'étaient révélés dans les camps excellents instructeurs, sur le champ de bataille magnifiques soldats, n'avaient eu ni le temps, ni les moyens de développer, autant qu'il aurait été nécessaire, cette culture intellectuelle qui est aussi indispensable au métier des armes que les connaissances professionnelles. De ce fait résultait pour eux, vis-à-vis de leurs camarades sortis d'une école, une infériorité regrettable.

Ces sous-officiers sortis du rang pouvaient donc se sentir inférieurs : ils se sentaient, en tout cas, des isolés. Il leur manquait ce je ne sais quoi, cet impondérable qui fait la force de tous ceux qui ont été marqués par l'empreinte d'une école De cette empreinte que donne toute école, quelle qu'elle soit, beaucoup ont médit. « L'empreinte (ainsi qu'un de nos meilleurs romanciers l'a fort justement prouvé) peut avoir ses mauvais côtés; elle peut tuer l'initiative, le goût de la responsabilité; elle peut effacer la personnalité, faire de l'individu le numéro « tant » d'une série, réduire tous, petits ou grands, au gabarit de son lit de Procuste... Mais, depuis quand ne peut-on juger une tapisserie que par son revers? L'empreinte d'une école m'a toujours paru indispensable, de même que m'a toujours paru s'apparenter de très près à certain renard gascon (d'autres disent normand), dont parle La Fontaine, celui qui croit avoir, d'une épingle définitive, classé un homme dans son « casier à papillons », quand il a formulé ce jugement : « Il a l'esprit de Normale... — Il a l'esprit de l'X... — Il a l'esprit Saint-Maixentais... »

Appartenir à une école, c'est entrer dans une grande famille, c'est s'enorgueillir de papiers de famille dont on se doit de grossir la liasse, c'est avoir des traditions dont il faut rester digne; des « grands anciens » qu'il faut tenter non seulement d'imiter, mais encore de dépasser; des « recrues » qu'il faut dresser et à cause de qui, puisqu'on est un modèle, il faut s'efforcer d'être l'*Idéal*.

Ce n'est pas que les gouvernements qui ont précédé la III[e] République n'aient pas songé à pallier cette infériorité forcée où se trouvait le sous-officier promu, de plain-pied, sans le passage dans une école, au grade de sous-lieutenant.

En 1830, le maréchal Gérard, voulant donner des gages au

parti du mouvement, propose (sans être écouté d'ailleurs, et heureusement!) que l'on fasse de Saint-Cyr une école de sous-officiers, élèves officiers qui ne se recruteraient que par l'admission de sous-officiers.

En 1832, par l'ordonnance du 20 septembre, l'on admet à Saint-Cyr, outre les candidats civils, c'est-à-dire, les jeunes gens qui ont satisfait à l'examen d'entrée, un certain nombre de candidats militaires, c'est-à-dire, des sous-officiers ou des soldats qui sont présentés par leur corps et qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Ce système qui, dès qu'il reçut un commencement d'application, se révéla défectueux, dura cependant pendant tout le règne de Louis-Philippe, sous la IIe République et, avec des modifications, pendant tout le règne de Napoléon III.

Nécessité s'imposait donc, avant de leur coudre sur la manche la ficelle dorée, de grouper en une école les sous-officiers jugés dignes d'être nommés sous-lieutenants.

Chose curieuse! C'est à la création d'une école d'engagés conditionnels, élèves officiers de réserve (on disait alors officiers auxiliaires), qu'est due la naissance de l'école de Saint-Maixent, école de sous-officiers, élèves officiers d'active. Le général Ducrot avait fondé une école pour futurs officiers de réserve et c'est une école pour futurs officiers d'active qui en est sortie. Ou, pour être plus exact, le général Ducrot avait confié au sol deux graines : la seconde n'était qu'à titre d'essai, mais elle était si vivace, l'ambiance était si favorable à son développement, qu'elle étouffa la première et que c'est elle qui finalement germa, crût et devint le bel arbre que nous savons. Mais, comme nous le verrons plus loin, par un juste retour des choses d'ici-bas, l'arbre plus qu'à moitié centenaire qu'est l'école de Saint-Maixent, abrite, depuis 1921, une autre école sous ses rameaux : l'école des élèves officiers de réserve, les E. O. R.

La loi de 1872 créait des « engagés conditionnels » d'un an. Le législateur pensa que l'on pourrait trouver parmi ces engagés conditionnels les éléments de ces « officiers auxiliaires » qui, en temps de guerre ou pendant les périodes d'instruction, devaient commander la quatrième section de chaque compagnie. Pour obtenir le grade d'officier, on leur imposerait l'obligation de contracter un rengagement d'un an.

Le général Ducrot, commandant le 8e corps, eut l'idée de grouper tous ses « engagés conditionnels », rengagés en une école régionale où l'on pourrait unifier et intensifier les méthodes d'instruction. De plus, il profita de la création de cette école pour y envoyer ceux de ses sous-officiers d'active qu'il jugeait susceptibles de devenir plus tard officiers.

C'est donc par raccroc que les sous-officiers d'active se trouvaient faire partie de cette école pour futurs officiers de réserve. Elle ne devait pas tarder, on va le voir, à devenir une école de sous-officiers élèves officiers d'active.

Le 15 novembre 1873 s'ouvrait, au camp d'Avor, le premier cours de l'école. Il comprenait cent vingt-huit engagés conditionnels, et seulement vingt-deux sous-officiers. Trois cours se succèdent, puis, le 4 décembre 1874, l'orientation définitive de la nouvelle institution se marquait nettement. Le ministre décide le maintien de l'école. « Elle servira de modèle à une autre qui sera créée aussitôt que possible dans une localité ultérieurement choisie. » De plus, née école pour futurs sous-lieutenants de réserve, elle devient exclusivement : école pour futurs sous-lieutenants d'active.

La période des tâtonnements terminée, c'est la première période de l'histoire de l'école dite : période pré-maixentaise ou période du camp d'Avor. Elle s'ouvre le 7 janvier 1875 et verra se succéder cinq promotions. Le 15 décembre 1879, l'encombrement, passager d'ailleurs, du tableau d'avancement est tel qu'une décision ministérielle suspend les cours; elle ajoute qu'ils seront ultérieurement ouverts à Saint-Maixent, où la nouvelle école doit être transportée, dès que seront suffisamment avancés les travaux d'installation.

Le 10 avril 1881 arrivaient à Saint-Maixent les premiers élèves. La période dite des « temps modernes » s'ouvrait; elle allait se terminer le 2 août 1914.

Mais quelle est donc cette ville de Saint-Maixent qui va avoir l'honneur de donner son nom à une partie des officiers de France, les Saint-Maixentais?

« Saint-Maixent, disent les dictionnaires de géographie, chef-lieu de canton, département des Deux-Sèvres : 5 345 habitants, arrondissement de Niort, sur la Sèvre Niortaise ». Pour plus amples détails, je renvoie mon lecteur au livre du commandant Meyrialle : *Saint-Maixent l'École*. On y lira l'histoire de

la ville et celle du château sur l'emplacement duquel furent construits les bâtiments de l'École en 1880.

Il est pourtant une légende, que je veux rappeler ici. Elle nous prouve qu'il n'était que de toute justice que fût placée sous le vocable de Saint-Maixent la future école d'élèves officiers. Je l'emprunte à l'article consacré à l'École de Saint-Maixent, dans l'*Encyclopédie régionale du Centre-Ouest de la France*, publiée sous la direction de Tourneur-Aumont :

« Or donc, en l'an 507 après Jésus-Christ, sur les rives de la Sèvre, là où la rivière indolente accueille en son sein l'onde du Lesson, vivait dans l'humide forêt un moine que l'odeur de ses vertus, jointe à la profonde expérience qu'un passé, court mais orageux, lui avait acquise sur les hommes et sur les choses, avait désigné aux suffrages de ses frères pour devenir le supérieur du monastère encore dans les langes.

« Cependant, franchissant le seuil du Poitou, l'armée franque de Clovis s'en vient livrer bataille au Wisigoth hérétique, à l'arien Alaric. L'armée campe à quelque distance du monastère. Sans doute le service de la gendarmerie aux armées laissait-il fortement à désirer dans l'armée franque ; toujours est-il qu'un parti de maraudeurs parvint à se glisser jusqu'aux communs du monastère, et là, sans daigner user du droit que leur confère le « Règlement sur la réquisition en campagne », ils dérobent, le glaive au poing et le blasphème sur les lèvres, poulets et moutons, animaux domestiques de poil et de plume. Deux moines qui s'opposent au pillage sont massacrés... et déjà les maraudeurs s'estompent à l'orée de la clairière, quand le moine Maixent, accouru au bruit, étend le bras dans un geste de malédiction et les pillards tombent raides morts.

« A l'appel du soir, quand Clovis connut l'absence, puis la mort de ses soldats, — les meilleurs de son armée ! (une divinité narquoise a décrété, pour toujours, hélas ! que dans tous les siècles et dans toutes les armées, il n'y aurait pas de soldat parfait sans un léger condiment de chapardage), — il en fut véhémentement marri. C'était l'appoint de bonnes et fières épées qui allait lui manquer pour la bataille prochaine.

« Il s'en vint trouver Maixent, et celui-ci, se laissant fléchir, n'eut qu'à toucher de sa crosse le cadavre des maraudeurs pour que, revenus à la vie, ils fussent à nouveau calligraphiés sur le contrôle des « présents au corps ».

« Pareil prodige ne se fit pas sans être bientôt connu de tous. Un miracle aussi éclatant avant la bataille! voilà qui augmente singulièrement le potentiel de forces morales d'une armée! Aussi, quand, quelques jours plus tard, la rencontre eut lieu, Clovis et ses soldats écrasèrent-ils complètement les Wisigoths du roi Alaric.

« Le moine Maixent avait été l'animateur de la victoire : n'était-il pas juste, quinze siècles plus tard, de placer sous le vocable de ce saint, l'École militaire que l'on se proposait de fonder? (1) »

Certes, il n'est point dans notre idée de faire ici même l'histoire de l'école; le travail est achevé (2), mais comment ne pas s'attarder, au long de quelques pages, à parler du passé? Connaître le passé, c'est comprendre mieux le présent et, d'un geste plus large, soulever les voiles de l'avenir.

De 1881 à 1914, onze lieutenants-colonels sont appelés à commander l'école. Nous ne pouvons prétendre raconter en détail le consulat de chacun d'eux; mais c'est un fait que, lorsqu'on étudie l'œuvre de chacun des commandants de l'École, l'esprit qui a présidé à leur activité, ils se révèlent souvent complémentaires les uns des autres.

Sans doute, le lecteur n'a-t-il pas présente à la mémoire la page où l'historien Florus, faisant dans un bref raccourci la synthèse des règnes des sept rois de la Rome primitive, montre que, si les sept rois de Rome ont tous possédé des qualités différentes, le total de ces qualités s'est trouvé constituer le tout harmonieux qui était nécessaire pour que la ville naissante pût vivre, croître, et porter en elle, robuste, son destin futur.

Ce souvenir de mon lointain bachot, je l'évoquais, le 2 mai 1926. Le maréchal Foch était venu inaugurer notre monument aux Morts. Au cours de la journée, je me trouvais dans la salle d'honneur et j'écoutais les réflexions d'un certain nombre de vieux Saint-Maixentais, représentants de presque toutes les promotions, qui, arrêtés devant les photographies de nos anciens

(1) *Animateur d'armée et patron d'École militaire*, par le capitaine René Jeanroy.

(2) Mon successeur, le général Rondenay, fut l'animateur de deux œuvres qui contribueront à donner à nos gloires le rayonnement qui convient et à nos morts le culte qui leur est dû : la composition d'un *Historique de l'école* et la création d'un Musée du souvenir. L'École est présentement commandée par le général Andréa dont la magnifique conduite en Syrie est connue de tous.

commandants de l'École, se remémoraient leurs souvenirs et, par touches successives, faisaient sortir de l'ombre et dressaient en pleine lumière, et presque vivants, leurs anciens chefs.

« ... La belle tête à la Chanzy du « grand ancêtre », Bourboulon (1873-1876); Costes, avec sa crinière de cheveux blancs à la Canrobert (1876-1879); la haute et fière stature de Lebrun (1881-1884); les longues moustaches noires de Marchand (1) (1884-1888); Tournier, élégant et fin (1888-1891); Lacoste, dont l'œil taciturne s'allumait dès que sur le terrain les Saint-Maixentais faisaient du service en campagne (1891-1894); la mâchoire volontaire de Robiquet (1894-1898); Rodel, à la physionomie ouverte, sympathique et distinguée (1898-1901); la grande taille aristocratique et droite, toujours cambrée, de Sarrail (1901-1904); le lorgnon spirituel de Sourd (1904-1907); l'inoubliable visage de Lavisse dont la transparence s'illumine d'une belle flamme intérieure, clarté et chaleur rayonnantes (1907-1911); la bonhomie narquoise d'Aimé (1911-1913); le masque austère de Neltner (1913-1914). »

De 1881 aux années 1900, l'École de Saint-Maixent est, a-t-on dit, une Académie de maniement d'armes. Détestable puissance des formules! Plus elles sont frappées en médaille, mieux elles font image; mais la joie d'avoir trouvé une expression pittoresque se paie presque toujours par un sacrifice de la vérité!

Que, dans les premières années de l'École, — où en majeure partie l'âge des sous-officiers élèves ne faisait pas supposer qu'ils puissent dépasser les grades subalternes et où l'on pouvait croire qu'ils seraient, avant tout, les instructeurs et, pour ainsi dire, les « moniteurs » de l'école du soldat, de l'école d'escouade ou de l'école de section, — on ait particulièrement insisté sur le maniement d'armes; que l'on ait exécuté alors en l'espace d'une semaine plus de : « Remettez la baïonnette » que l'on n'en fait en l'an de grâce 1927, au cours des dix mois d'école; que, si l'on en croit M. Gaston Chérau, les badauds soient accourus de Niort (20 kilomètres) et de Poitiers (51 kilomètres) pour venir remplir leur prunelle d'une belle prise d'armes sur la Place Denfert, soit! nous voulons bien le croire. Mais que les officiers, commandant l'École (dont la majeure partie avait fait la guerre et qui, presque tous, avaient vu le feu dans nos expé-

(1) Le colonel Marchand n'est pas le capitaine (plus tard général) Marchand, héros de la « geste épique » de Fachoda.

ditions coloniales) aient eu à ce point des œillères et que les généraux inspecteurs venus à Saint-Maixent aient eu assez peu le sens des réalités, pour avoir laissé l'École devenir le dernier refuge du « drill », de ce drill abandonné à peu près partout dans les armées d'Europe, l'hypothèse ne se soutient pas.

Concluons! A l'époque dont nous parlons, dans toutes les écoles, dans tous les pelotons d'instruction, on faisait du maniement d'armes, on en faisait certes plus qu'à l'époque actuelle, et on avait de très bonnes raisons pour agir ainsi. On a fait du maniement d'armes à Saint-Maixent, et on en a fait ni plus ni moins qu'ailleurs. Telle est la vérité.

Il suffit d'ailleurs de rechercher dans quelles conditions était donnée l'instruction générale au cours de ces mêmes années pour se rendre compte que l'école était autre chose et plus qu'une académie de maniement d'armes. La lecture des programmes des cours d'histoire, de géographie, d'études littéraires que l'on professait alors le prouve surabondamment.

Dans les années 1900-1914, l'instruction donnée aux élèves, comme le remarque le commandant Taboureau dans le premier Historique de l'École que je l'avais prié de faire en 1923, est modifiée vers une conception plus large et plus souple du rôle de l'officier en temps de paix comme en temps de guerre. La guerre des Anglais au Transvaal, la guerre russo-japonaise ont souligné l'importance du commandant de compagnie et du chef de section qui, isolés dans ce qu'on a appelé, avec tant de justesse, « le désert du champ de bataille », ont plus que jamais besoin de ces qualités de sang-froid, de rectitude et de rapidité de jugement, d'initiative intelligente que les nécessités de la guerre moderne rendent indispensables à tous les échelons, si humbles soient-ils, de la hiérarchie militaire.

Ajoutons que le colonel Lavisse avait appelé à l'École, pour y faire des conférences, des maîtres renommés, comme Gaston Boissier, Ernest Lavisse, frère du colonel, des professeurs de l'Université de Poitiers et de celle de Bordeaux, des Dufourcq, des Lapie, des Camena d'Almeida, des Boissonnade, des Welsch, des Arnould, des Carré, et tant d'autres!

Dans la préface du livre *la Fusion* où il a rassemblé la plupart des conférences faites à l'École par des maîtres étrangers, le colonel Lavisse écrivait : « En faisant appel à des maîtres réputés de l'Université, je voulais procurer aux élèves officiers

des distractions intellectuelles capables de stimuler leur curiosité et de développer leur goût pour le travail; augmenter leur instruction générale, jeter dans leur cerveau des idées utiles, saines et fortes ; leur donner des sujets élevés de réflexion, de lecture, de conversation ; ouvrir à leur esprit des horizons nouveaux et attrayants; orienter leurs efforts en vue d'un progrès constant; concourir, en un mot, avec l'enseignement des officiers instructeurs et professeurs à former, par un entraînement intellectuel bien compris, des officiers tels que les veut l'armée aujourd'hui, dévoués corps et âme à leur métier qu'ils doivent aimer comme le plus beau qui soit au monde, mais conscients de ce qui se passe dans la nation et du rôle qu'ils ont à y jouer. » Paroles plus vraies peut-être encore à l'heure actuelle.

Dès l'année 1921, j'ai pu reprendre la tradition; la leçon inaugurale a été faite par M. Prévot-Leygonie, de la Faculté de droit de Poitiers. Elle a continué, je le sais, avec mon successeur et ami, le général Rondenay, et elle continuera avec l'actuel commandant de l'École, le général Andréa. Tous les mois dans nos *amphis* de Brach et Bugeaud, en *missi dominici* de la bonne, profonde et élégante parole, viennent parler les maîtres de l'Université de Poitiers.

Quand éclata la guerre, 432 sous-officiers se trouvaient reçus à l'examen d'entrée. Ils ne devaient rejoindre qu'en octobre 1919. Mais que de vides! le monument spécial que la promotion d'Alsace-Lorraine a élevé à ses morts porte cette inscription laconique et impressionnante : « A la mémoire de nos camarades morts au champs d'honneur — Hommage des 178 officiers élèves de la promotion 1914-1920; survivants des 432 candidats admis. »

Pendant la guerre, les bâtiments de l'École servirent d'hôpital militaire, puis on en fit un centre d'instruction pour aspirants.

En avril 1919, l'auteur de ces lignes prenait le commandement de l'École. S'il se permet de signaler ici même les difficultés de la tâche de reconstruction qui lui incombait, ce n'est certes pas pour en tirer vanité : la joie de vous avoir commandées, chères promotions d'Alsace-Lorraine, des deux Marnes, des deux Croix du drapeau, du Cinquantenaire, de la Flamme du Souvenir, du Monument aux morts, est la plus belle récompense de l'effort que j'ai pu accomplir! Si j'en parle, c'est uniquement pour rendre l'hommage qui leur est dû aux

officiers qui furent mes collaborateurs de la première heure.

En mars 1919, l'École reçut près de 1 000 jeunes gens, candidats à Saint-Cyr, et à l'Institut agronomique; 400 environ étaient officiers, beaucoup étaient décorés, presque tous avaient la Croix de guerre : période épique où, avec une vingtaine de professeurs, l'École fut une sorte de « four à bachot » où l'on chauffa l'instruction générale de cette belle jeunesse ardente et travailleuse, mais à laquelle plusieurs mois ou plusieurs années de guerre avaient fait oublier leurs programmes. J'ai conservé de ces jeunes gens, qui constituèrent par la suite, à Saint-Cyr, les promotions des « Croix de guerre » et des « Derniers de la Grande guerre », le meilleur des souvenirs. Ils montrèrent en reprenant leurs études, si peu de temps après avoir quitté le champ de bataille, un remarquable sentiment de discipline.

Puis, en novembre 1919, vinrent à l'École les 178 survivants des 432 candidats reçus en 1914. Surpris par le 2 août 1914, ils avaient été cinq ans à l'école de la guerre avant de pouvoir s'asseoir sur les bancs de l'École. Promotion de capitaines et de lieutenants qui presque tous portaient sur la poitrine, avec la Croix de guerre, la Légion d'honneur ou la Médaille militaire! Vrai « parterre de rois ».

L'ARRIVÉE DES E. O. R.

En novembre 1920, la vie normale reprenait : la première promotion d'après guerre entrait à l'École. Il fallait accomplir une tâche matérielle compliquée : rallumer les feux éteints dans une usine qui a chômé est une opération que l'on n'aime guère; il fallait, de plus, restituer à l'École sa physionomie, rappeler son âme et la lui rendre telle qu'elle était jadis, tout en la rajeunissant et en l'adaptant aux temps nouveaux : renouer les traditions et vivre le présent!

Des visiteurs de marque vinrent témoigner de leur intérêt à l'École. C'est, en 1921, accompagné de M. Raoul Péret, M. René Doumic, qui, pour marquer l'événement si important de l'arrivée des premiers E. O. R. à l'École, prononçait dans l'*amphi* de Brack un émouvant discours sur « l'officier français »; c'est, en 1922, M. Millerand, président de la République, venant conférer au Drapeau de l'École, la Croix de

chevalier de la Légion d'honneur : c'est, en 1923, M. Maginot, ministre de la Guerre, le décorant de la Croix de guerre avec Palme ; c'étaient le maréchal Pétain, le général Nivelle, le général Maistre, les généraux Graziani, Guillaumat, Lagrue, Serrigny, Niessel, Philipot, Dupont, Tanant, Le Rond, Thureau, Boullaire.

Il était réservé à mon successeur, le général Rondenay, d'accueillir, le 2 mai 1926, les invités à l'émouvante cérémonie de notre monument aux morts. Le maréchal Foch la présidait; l'École de Saint-Maixent s'inclinait profondément devant lui, l'illustre commandant en chef des armées alliées, lui, le père de l'aspirant Foch, saint-maixentais de la promo d'Alsace-Lorraine, mort au champ d'honneur dans les premiers jours de la guerre.

Le 15 octobre 1920, le ministre décidait la création, à Saint-Cyr et à Saint-Maixent, de cours spéciaux pour les futurs officiers de réserve, les E. O. R.

En jumelant à l'école des sous-officiers, élèves officiers d'active, un cours d'élèves officiers de réserve, ne revenait-on pas à l'idée première du général Ducrot quand, en 1873, il créait, au camp d'Avor, l'École dont nous avons parlé plus haut? En tout cas, on ne peut qu'applaudir à cette mesure qui fait que sous les plis glorieux d'un même drapeau, — drapeau de Saint-Cyr, drapeau de Saint-Maixent, — futurs officiers d'active et futurs officiers de réserve apprennent à mieux se connaître et, partant, à mieux s'estimer.

Tous les ans, depuis janvier 1921, les bâtiments du vieux monastère de Canclaux et les constructions neuves de la caserne Coiffe voient se succéder deux promotions d'E. O. R. Les E. O. R. Saint-Maixentais sont de beaucoup plus nombreux que les E. O. R. Saint-Cyriens (il n'y a à Saint-Cyr que les E. O. R. des corps d'armée de la région du Nord); la promotion d'hiver (novembre-mai) compte en moyenne 750 à 800 élèves ; la promotion d'été (mai-octobre) 200 à 250. Étudiants, instituteurs, séminaristes, docteurs en droit, licenciés ès lettres, élèves de l'Institut agronomique, premiers prix du Conservatoire, normaliens, c'est toute la fleur intellectuelle de la jeunesse française qui passe ainsi à l'École six mois de bonne camaraderie avec les officiers d'active de demain. Fait symbolique : les promotions d'E. O. R. portent le même nom que la promotion

« contemporaine d'E. O. A. » Officiers d'active, officiers de complément, la France n'a qu'une seule et même épée et elle est forgée du même métal !

J'ajoute que, depuis 1921, l'École a reçu, pour des stages dont la durée a varié d'un mois à un an, des officiers étrangers parmi lesquels beaucoup d'officiers supérieurs : Polonais, Japonais, Espagnols, Danois, Norvégiens, Argentins, Géorgiens, Persans, etc.

Saint-Maixentais, qui, de si alerte façon, portes à ton côté le sabre, symbole du grade que tu auras demain, Saint-Maixentais, qui es-tu ? d'où viens-tu ?

— Je suis le fils d'un officier, j'ai mon bachot, je me suis présenté à Saint-Cyr, car, dans la famille, on « sert » de père en fils. C'est vous dire que je ne pouvais avoir d'autre métier que celui des armes. Malheureusement, il en a été de moi comme des camarades que vous voyez là-bas, admissibles à Navale, et de cet autre ancien enfant de troupe, admissible à Polytechnique : nous avons été refusés à l'oral. J'étais à la limite d'âge, je n'ai pas eu la marge nécessaire pour faire comme les autres et me présenter à nouveau. Je me suis engagé, j'ai préparé Saint-Maixent et me voici. J'ai tout juste deux ans de retard, mais je travaillerai et comme, dans la poitrine, j'ai le cœur solidement accroché, une course de fond ne me fait pas peur; je rattraperai mon *handicap*.

— Moi, je n'ai pas pu me présenter à Saint-Cyr, n'étant pas bachelier. Mes parents, qui sont fonctionnaires, ne sont guère riches, la guerre a été dure aux fortunes moyennes; je me suis engagé ; j'ai préparé Saint-Maixent. Je remplacerai les diplômes qui me manquent, si je le puis, par celui de « breveté ». Je tenterai de me présenter à l'École de guerre.

— Et moi ! je suis un E. O. R. « qui a mal tourné », je me destinais à l'enseignement. L'*Alma Mater* me faisait signe. Élève officier de réserve, j'ai vécu à Saint-Maixent, six mois côte à côte avec mes camarades élèves officiers d'active ; puis, sous-lieutenant de réserve, j'ai, pendant six autres mois, vécu au régiment la vie des officiers d'active. J'ai trouvé mon chemin de Damas. J'ai renoncé à la Faculté des lettres et à la licence. Mes six mois de sous-lieutenant terminés, j'ai demandé à rester dans l'armée : j'ai fait, en gardant mon galon de sous-lieutenant,

le stage (1) prévu dans l'armée active et, au bout des deux ans réglementaires, je me suis présenté aux examens de l'École. Et dans cette ville de Saint-Maixent où j'ai porté, au col, le liséré rouge et or de l'E. O. R., je porte maintenant, sur la manche, le galon de l'E. O. A.

— Moi, je suis le fils d'un cultivateur, je n'ai pas, comme ce camarade que vous voyez là-bas, un diplôme de licencié; j'ai, en tout et pour tout, mon certificat d'études. Au régiment, je me suis pris d'un grand amour pour mon lieutenant. Il m'a remarqué. Il m'a aidé. J'avais tant soif d'apprendre! En ai-je eu du mal pour dérouiller ma cervelle! Une fois sergent, j'ai suivi les cours que, dans chaque régiment, on fait pour les candidats : histoire, géographie, français, algèbre, arithmétique, physique, chimie, etc... Ça a duré trois ans, 1er, 2e, 3e degré. J'ai passé l'examen d'entrée avec succès et, tenez, pas plus tard qu'hier, le commandant Saintard, chef du Cours d'histoire, m'a mis un 19, regrettant de ne pouvoir me donner un 20 : « Profond et droit, je tâcherai de tracer mon sillon... »

— Moi, je suis fils d'ouvrier, j'avais la tête chaude et je l'ai gardée telle. L'école buissonnière! L'ai-je fréquentée souvent! Rien à faire! La passion des aventures était plus forte que mes bonnes résolutions. Tout gamin, je savais par cœur un livre où l'on racontait l'assaut, par nos coloniaux, du « Continent noir », Marchand l'Africain, Binger, Largeau... (des Saint-Maixentais, mais ils sont trop), les missions qui sillonnèrent l'Afrique, cette mission Foureau-Lamy dont fit partie notre commandant actuel, le lieutenant Rondenay, et tant d'autres! Bref, je brûlais de les imiter. Dès que j'ai eu l'âge, je me suis engagé dans la coloniale; j'ai fait les colonies, j'ai administré, j'ai commandé des petits postes, j'ai bâti des ponts; le soir, pour me délasser, j'apprenais le français aux petits des Indigènes. Je me suis battu, j'ai entendu la chanson des balles et, comme ce Charles XII dont on nous a raconté l'histoire, je me suis dit que ce serait là, désormais, avec le chant des Marsouins, « ma seule musique... »

(1) Récemment encore, au bout de six mois de sous-lieutenant, un E. O. R. qui désirait rester dans l'armée devait rengager comme sergent. Par le rectificatif du 5 mars 1927, l'E. O. R. garde son grade de sous-lieutenant pendant son stage dans l'active et ne le perd qu'au moment où, reçu aux examens d'entrée, il devient E. O. A.

Je m'arrête. Est-il nécessaire de pousser plus avant pour prouver que notre École est une France en raccourci : élèves des lycées ou élèves des écoles primaires, fils d'officiers et de généraux illustres, maréchal Foch, général de Castelnau, général Pau, général de Langle de Cary ou fils de mécaniciens-ajusteurs, anciens étudiants ou anciens apprentis, instituteurs ou ouvriers, représentants de toutes les classes et de tous les métiers, tous, dans le creuset qu'est l'École, se préparent, dans une étroite et digne communion d'âme (1) à servir, à vivre et mourir pour la France !

« Alors, que faut-il pour être admis à Saint-Maixent? Il faut être sous-officier depuis depuis deux ans et satisfaire aux épreuves du concours d'entrée. Et puis! il faut avoir la foi ! »

Lorsque Prévost-Paradol écrivit au cours d'un de ses articles sa fameuse apostrophe aux lettres : « Salut, lettres chéries, douces et puissantes consolatrices, etc... » toute une promotion de Normale, m'a-t-on dit, l'apprit par cœur et certains les récitaient en guise de prière, avant de se mettre au travail. Toi, candidat Saint-Maixentais, il est une page, qu'avant de venir chez nous, tu dois savoir par cœur et dont tu dois être pénétré. Elle a été écrite depuis plus de cent vingt-cinq ans par le prince de Ligne dans ses *Fantaisies militaires* et, telle qu'elle est, elle est le commentaire avant la lettre de la devise de l'École : « Le travail pour loi, l'honneur pour guide. »

« Fussiez-vous du sang des héros, fussiez-vous du sang des Dieux (s'il y en avait), si la gloire ne vous délire pas continuellement, ne vous rangez pas sous ses étendards... Aimez le métier militaire au-dessus des autres, à la passion, oui, passion est le mot ; si vous ne rêvez pas militaire, si vous ne dévorez pas les livres et les plans de guerre, si vous ne baisez point les pas des vieux soldats, si vous ne pleurez pas au récit de leurs combats, si vous n'êtes pas morts presque du désir d'en voir, quittez vite un habit que vous déshonorez. Si l'exercice même d'un seul bataillon ne vous transporte pas, si vous ne sentez pas la volonté de vous y trouver partout, si vous y êtes distrait, si vous ne tremblez pas que la pluie empêche votre régiment de manœuvrer, donnez-y votre place à un jeune homme tel que je

(1) La Sainte-Maixentaise est trop connue pour que je dise ici l'activité de cette société dont le général Bataille est l'ardent et vigoureux président.

le veux : c'est celui qui sera fou de l'art de Maurice de Saxe, et qui sera persuadé qu'il faut faire trois fois plus que son devoir pour le faire passablement. Malheur aux gens tièdes! Qu'ils rentrent au sein de leur famille! etc... »

Avoir la foi, tout est là. Jeune homme qui me lis, si tu as foi dans le métier militaire, foi dans sa beauté, foi dans sa grandeur, foi dans son utilité, engage-toi et viens à nous.

LE NOUVEAU STATUT

Le maréchal Randon avait coutume de dire que, dans l'École militaire qu'il rêvait pour les sous-officiers, la durée du séjour serait de deux années : la première, employée à compléter, à fortifier, à étendre la culture de l'esprit, une année employée, somme toute, à « achever » l'homme ; la seconde, consacrée à faire l'officier.

Qu'il y ait, actuellement, disproportion entre la durée du séjour à l'École d'un côté, et de l'autre, la multiplicité toujours croissante des connaissances professionnelles qui sont réclamées à l'officier pour bien faire son métier, et le développement de la culture générale qu'il doit posséder pour tenir son rang dans la nation, aucun bon esprit ne peut le nier et d'ailleurs ne le nie.

Que l'on compare la somme de connaissances professionnelles réclamée à l'officier d'avant, et à celui d'après-guerre!

L'officier doit connaître l'outil dont il se sert : l'homme ; l'outil dont l'homme se sert : le matériel. Avant 1914, l'homme est presque un soldat de métier : trois ans de service militaire ont fait de lui un soldat discipliné, connaissant son métier, possédant le réflexe des gestes qu'il faut faire ; quant au matériel dont se sert l'homme, il se réduit au fusil. Mais voici qu'à l'heure actuelle, où le service à court terme est envisagé, où le soldat ne restera sous les drapeaux qu'un minimum de temps, où le matériel s'est perfectionné, multiplié, spécialisé, où la conduite au combat de la section et de la compagnie réclame du chef d'être le technicien non pas seulement d'un matériel, mais de plusieurs matériels, on réclame de l'officier de troupe un art pédagogique plus consommé, un ensemble plus complexe de connaissances professionnelles. Connaissances techniques et aussi culture intellectuelle! Par ces connaissances techniques

l'officier s'imposera à ses hommes, c'est bien mais ce n'est pas tout : l'officier a un rôle à jouer non seulement vis-à-vis de ses subordonnés, mais encore et plus que jamais vis-à-vis de ses camarades officiers de réserve et, par eux, vis-à-vis de la nation.

Si l'officier doit avoir une culture intellectuelle étendue, ce n'est pas seulement pour tenir son rang, ce n'est pas pour qu'il puisse, en marge de ses connaissances professionnelles, cultiver, comme on l'a dit, — en dilettante, — quelque violon d'Ingres, c'est parce que, plus sa culture générale sera étendue, meilleur officier, c'est-à-dire, meilleur chef de section ou meilleur commandant de compagnie il sera.

« Je crains l'homme d'un seul livre », a-t-on dit. Je le crains parce qu'il a l'esprit forcément étroit et que son jugement sera faux. Je crains le spécialiste parce qu'il n'est que spécialiste, parce qu'il n'est plus que la moitié d'un homme. Comme l'a dit le général Debeney, « plus il est nécessaire de recourir à la technique, plus il est indispensable de bannir l'esprit technicien ». Que l'officier sache son métier, il le faut ! mais, de grâce, ouvrez-lui, sur le monde extérieur, vers les quatre points cardinaux de la pensée humaine, de vastes baies, de larges fenêtres.

Et puis, que l'on songe que la guerre, ce n'est plus seulement la rencontre de deux armées sur un champ de bataille terrestre ou naval ; en même temps que sur le terrain militaire, la guerre se déroule sur d'autres terrains : terrain industriel, économique, financier, moral, « alimentaire », etc... De même que le fantassin doit avoir des clartés sur le métier que font ses camarades de guerre, l'artilleur, le sapeur, l'aviateur, le cavalier, de même l'officier doit avoir des vues sur le travail qui sera accompli sur les autres terrains de la « guerre totale ».

Si l'on veut bien admettre ces principes, que l'on juge de la tâche qui incombe aux professeurs (connaissances générales, connaissances professionnelles) pour arriver dans le court espace de dix mois d'école à approcher de cet idéal.

Ils sont trop, trop ! disaient en tombant, le 30 mars 1814, les braves gens qui, à la porte de Clichy, tentaient, avec le général Mortier, d'arrêter les colonnes prussiennes et russes qui pénétraient dans Paris. Ils sont trop, c'est bien la phrase qui vient à l'esprit, quand on feuillette le programme d'instruction militaire et d'instruction générale de l'École ! Ils sont trop pour

qu'on puisse les assimiler réellement et utilement en dix mois. Ils sont trop; et pourtant, « ces programmes, quelque étendus qu'ils soient, ne le sont pas encore suffisamment eu égard au bagage scientifique et technique que doit posséder aujourd'hui un officier. »

La nécessité se pose donc, inéluctable. Puisque les programmes sont de beaucoup plus étendus et de beaucoup plus complexes que les programmes d'avant-guerre; puisque, tels qu'ils ont été dressés, ils sont encore loin d'embrasser l'étendue et de répondre à la complexité des connaissances qu'il est normal d'exiger d'un jeune homme tout frais émoulu de l'École; puisqu'il s'agit aussi, ne l'oublions pas, d'une empreinte à donner et qu'une empreinte doit être une et prolongée, ce que nous désirons, c'est que le sous-officier nous arrive tel qu'il se présente à l'École à l'heure actuelle, avec ses lacunes et ses défectuosités; tel qu'il est nous l'acceptons, mais alors, qu'il nous reste deux ans. Un décret du 25 novembre 1927 porte, en effet, à deux années la durée des études à l'École militaire d'infanterie, faisant ainsi cesser une situation préjudiciable à l'armée. Rendons à ce sujet un hommage reconnaissant à M. le général Debeney, ainsi qu'à l'état-major général de l'armée, à qui nous sommes redevables de cette mesure.

La France est pacifique. Après la plus formidable des guerres qui ait jamais menacé son existence, ensanglantée, meurtrie, couverte de son voile de deuil, à nouveau, elle déclare la paix au monde. Sur l'autel de la réconciliation des peuples, elle est prête à faire tous les sacrifices. Mais encore faut-il que ses paroles soient écoutées.

Le billet de banque d'un État, pour avoir cours, doit être couvert par une solide encaisse métallique. Pour que les paroles de paix françaises aient cours et s'imposent partout, pour qu'elles gardent, sans danger de baisse, leur valeur intégrale en face d'autres paroles de moindre aloi et, pour tout dire, moins saines, il leur faut l'encaisse métallique, l'encaisse de clair et franc métal, acier et or : notre Armée, nos Écoles militaires.

GÉNÉRAL L. BORIE.

MONSIEUR VINCENT
AUMÔNIER DES GALÈRES

III (1)
CHEZ LES MISÉRABLES

CE QUE FEMME VEUT...

Si M. et Mme de Gondi avaient été également désespérés du départ précipité de M. Vincent, c'était elle pourtant qui souffrait le plus de la perte de son directeur. Loin de cacher son affliction, elle l'avait d'abord versée dans le sein de son mari, et ensuite étalée partout. Elle s'en faisait une sorte d'orgueil et de gloire amère, espérant qu'à la rendre ainsi de notoriété publique, celle-ci parviendrait jusqu'à l'absent qui ne pourrait s'empêcher d'en être confondu. Impuissante à se résigner, elle entreprit, avec la fièvre qu'elle apportait à cette affaire, de tout mettre en œuvre pour arracher Vincent de Châtillon et le contraindre à revenir occuper dans sa maison la seule place qui lui semblait digne d'elle et de lui.

Elle alla s'en ouvrir à M. de Bérulle. Après l'avoir écoutée et calmée : « Eh bien! lui déclara-t-il, puisque vous me demandez conseil, écrivez donc à Vincent de Paul tout ce que vous venez de m'exposer et de la même façon que vous me l'avez fait, sur ce même ton de prières et lui dépeignant votre désarroi. » Elle le fit aussitôt. Sa lettre est trop longue pour

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier.

la donner en entier. Elle déborde d'une émotion qui met les larmes aux yeux et dut faire couler les pleurs de celle qui l'écrivait : «... Je me vois désormais en pitoyable état... Mes enfants dépérissent tous les jours... Le bien que vous faisiez chez moi et à sept ou huit mille âmes qui sont en mes terres ne se fait plus !... Vous savez pourtant le besoin que j'ai de votre conduite, soit en la vie, soit en la mort... M. de Bérulle m'a promis de vous écrire et j'invoque Dieu et la Sainte Vierge de vous rendre à notre maison !... Je vous supplie encore une fois ! » Et en post-scriptum, cette menace : « Si après cela vous me refusez, je vous chargerai devant Dieu de tout ce qui m'arrivera et de tout le bien que je manquerai à faire, faute d'être aidée. »

Il est évident que sa douleur lui faisait perdre un peu le sens et qu'elle exagérait. Ces deux jeunes coqs de Gondi, fiers sur ergots, emportés et hautains, tout bouillants d'indépendance, on se les représente mal « dépérissant tous les jours » du fait que le bon monsieur Vincent n'est plus là pour les maintenir en vie et en componction. Et, de même, les huit mille âmes « qui étaient dans les terres » de l'excellente grande dame, quoique plus atteintes sans doute par le congé de celui qui avait commencé leur redressement, n'avaient pourtant pas reperdu encore tout le gain acquis. Mais la peine de Mme la générale est si réelle qu'elle se communique et qu'on excuse, en faveur du motif, son manque de mesure. Il est permis d'admirer dans sa lettre, en en souriant, l'astuce féminine avec laquelle est lancé, — telle la flèche du Parthe, — le pieux trait de la fin. En prévenant charitablement son aumônier que, s'il ne cède pas à sa prière, exprimée avec tout l'accent d'une volonté, elle le rendra responsable de ce qui en résultera de fâcheux pour son salut, elle fait là ce qu'on nous pardonnera d'appeler « du chantage d'âme », imitant, dans un ordre d'idées supérieur et de la plus noble intention, ce que font en matière d'amour profane les rusés du désespoir quand ils disent à celui ou à celle qu'ils veulent ramener à eux et convertir à leurs raisons : « Si vous me résistez, je me tue sous vos yeux ! je me jette par la fenêtre... »

En lisant la lettre de Mme de Gondi qu'il prévoyait et connaissait avant de l'avoir reçue, M. Vincent fut sans doute très touché, mais nullement inquiet du sort de sa pénitente

en ce monde et dans l'autre, pas plus qu'il ne se crut en rien coupable à son égard. Il connaissait trop, sous ses dehors exaltés, la valeur de cette belle âme pour être certain qu'en son absence, elle ne courait aucun risque. Il lui écrivait donc tout ce qu'il jugeait capable de la rassurer, et il ne bougea pas. Châtillon le tenait. Il avait tant d'ouvrage sur place à parachever ! Et toujours des conversions en train qui chauffaient, qu'on ne devait pas laisser refroidir, soit d'hérétiques de conséquence ou de vieux guerriers si intéressants, racornis sous le cuir de la Religion, ayant tué, pillé, mené tous les dégâts et qu'il s'agissait de ramener prisonniers en douceur dans les filets de la Foi ! Pouvait-il lâcher tout cela?

Mais Mme la générale n'était pas de celles qui s'affaissent. La résistance de Vincent l'excita, la fit rebondir. Elle trouva, dans le désir de la vaincre, la seule raison capable désormais d'absorber sa vie. Le vieux proverbe impie : « Ce que femme veut, Dieu le veut » était-il déjà en cours ? Nous ne savons. En tout cas, jamais il n'eût pu mieux s'appliquer que dans la circonstance à la délaissée. Engageant Dieu ainsi d'autorité, le mettant de son parti, elle pensa qu'inévitablement le saint était battu. Si fort qu'on le supposât, que ferait-il contre Dieu ?... et contre elle ? Redoublement d'activité, démarches, visites, lettres sur lettres, où elle adjure son mari, son beau-frère, l'évêque de Paris, le P. de Bérulle et bien d'autres encore d'intervenir auprès du transfuge. Elle se multiplie.

Au service de sa maison se trouvait un gentilhomme plein d'esprit et de sagesse et pour qui elle ressentait de plus une estime particulière. C'était lui qui avait fait autrefois entrer Vincent chez la reine Marguerite et que Vincent, à son tour, avait fait placer auprès de M. de Gondi, comme secrétaire. Elle résolut, en fin de compte, de recourir à ses offices. Longuement stylé, d'ailleurs tout dévoué à sa cause, il partit pour Châtillon, porteur de toutes les lettres dont la générale avait pu le munir. Elle avait fait choix, en ce du Fresne, du plus fin des ambassadeurs. Celui-ci connaissait bien en effet, par expérience, le caractère de l'homme, entêté toujours du plus grand devoir, qu'il s'agissait de convaincre ; il glissa sur la générale et sur ses ennuis dont il ne parla qu'incidemment et comme pour remplir une commission de politesse ; et tout de suite il attaqua M. Vincent sur ce qu'il croyait l'essentiel et être seule-

ment susceptible de le secouer : c'est-à-dire la comparaison et la différence, qui sautait aux yeux, de ce qu'il y avait *pour demain* à faire d'une part à Châtillon et de l'autre à Paris. Il n'eut pas de peine à lui démontrer que le bien de Châtillon serait tout petit. Le plus difficile d'ailleurs y étant déjà fait, il suffisait maintenant d'un bon prêtre ordinaire pour achever le reste. En revanche, s'il consentait à rentrer chez les Gondi, quelle œuvre plus vaste l'y attendait et autrement fructueuse! Œuvre immense à accomplir et non seulement dans cette grande maison comptant des milliers de sujets, mais à Paris, à la Cour, et dans toute la France!

Bien portés, et au bon endroit, ces arguments frappèrent Vincent de Paul. Néanmoins, il voulut réfléchir encore, prendre avis de ses conseillers, et puis, ne rencontrant partout qu'une même opinion, conforme à celle de M. du Fresne, il s'inclina et remit à ce dernier deux lettres pour M. et Mme de Gondi où il annonçait son prochain retour.

A cette nouvelle, ce fut dans toute la Bresse une consternation suivie aussitôt d'un désespoir navrant, universel : « Nous perdons tout en perdant notre Père! » répétait chacun avec accablement. On pleurait. On criait. Quelques-uns se révoltaient, disant qu'il ne s'en irait pas, qu'ils le retiendraient, qu'ils l'enfermeraient. Les derniers hérétiques eux-mêmes, qu'il n'avait pas eu le temps de faire capituler, et qui n'étaient pas fâchés de le voir partir, proclamaient sa vertu : « Ah! en perdant votre curé, déclaraient-ils non sans malice aux catholiques qu'ils apostrophaient, vous perdez la meilleure pierre de votre religion! C'est dommage!... »

L'AUMONE — LES CONFRÉRIES

ÉTABLIR des associations et des confréries de charité, fut ce à quoi, dès son retour, il s'appliqua d'abord. Au lieu de laisser comme une épave aller au hasard et se disperser sans surveillance l'aumône, il résolut en premier lieu de la provoquer, sans l'attendre dans le repos, ensuite de la diriger, de la réglementer et enfin d'en assurer non seulement la durée, mais la perpétuité. Elle devait être, dans sa pensée, une organisation, un roulement ordonné et ininterrompu. Pour atteindre tous ces buts, il ne comptait pas seulement sur lui. Sans doute il avait décidé d'y

employer tous ses moyens, mais il entendait aussi y intéresser les autres, les atteler à l'œuvre. Il fallait, pour qu'elle marchât, que chacun de ses auxiliaires se mît à la tâche à son exemple et la fît sienne, personnelle... Il espérait beaucoup et même presque tout de cette initiative privée sans laquelle rien ne se fait ; et cet effort quotidien, cette participation du corps, du cœur et de l'esprit, il ne les considérait pas comme la vertu du luxe et le devoir exclusif des riches, il les réclamait autant des pauvres. Ses obligés avaient à s'en mêler à leur manière, autant que les bienfaiteurs. Ils devaient les aider autrement, mais donner, eux aussi, et secourir le prochain jusque dans leur pauvreté, et en proportion de ce qu'ils recevaient. Attacher le riche au pauvre, le pauvre au riche, les faire se chercher, se découvrir et se fréquenter, se connaître, se juger sainement, loyalement, sans injuste sévérité ni fausse complaisance, et les amener ainsi à une nouveauté d'estime et d'amitié réciproques lui semblait une chose bonne et belle et plus qu'utile, nécessaire. N'avaient-ils pas, le fortuné et le déshérité, un égal besoin l'un de l'autre? Ils ne pouvaient rien séparément. Isolés, ils restaient tout froids et sans mérite.

A quoi donc servait la confrérie? A cela, à les rapprocher, et à les unir, à leur apprendre à se donner la main avant d'arriver, plus tard..., à se prendre par le bras. La confrérie leur enseignait « dans la pratique », en même temps que les devoirs, le rôle et le profit moral, et social, de la charité. Il fallait que le pauvre et le riche se sentissent faits l'un pour l'autre et étroitement solidaires pour accepter chacun, du côté où ils se trouvaient, leur condition respective, celui-ci dans l'humilité, la générosité, le détachement de ses biens, celui-là sans amertume ni envie, dans la douceur et la reconnaissance. Il n'y avait pas, selon Vincent, d'autre façon de concevoir, malgré la différence de leur sort, l'*égalité* des riches et des pauvres, et de réaliser leur union fraternelle, impossible en dehors de l'esprit de l'Évangile. Mais avant d'arriver aux hommes par les hommes, l'aumônier savait que le plus sûr chemin était d'avoir recours aux femmes, surtout dès qu'il s'agissait de traiter et de servir ces êtres à vif que sont les pauvres. Il s'adressa donc à elles d'abord. L'association des Dames de Châtillon-les-Dombes fut l'origine des Confréries de la Charité, en même temps que, dans les terres des Gondi, à

Villepreux, à Joigny, à Montmirail, et ailleurs encore, d'autres étaient fondées, toutes pareilles.

On pourrait croire que ces confréries, qui sont restées les modèles du genre, Vincent avait eu beaucoup de peine à en imaginer le plan et à en fixer la composition? Point du tout. Spontanément, dans la lucidité de son bon sens et la simplesse de son cœur, il en avait, du premier coup, trouvé tout seul la formule. Elle fit le sujet de ses premiers sermons et tenait en peu de mots. S'adressant aux personnes aisées une fois réunies et ayant accepté, sous la direction de dignitaires choisies par elles, d'observer certaines règles, il leur demandait, partout où, à leur connaissance, il y avait des pauvres, d'aller tout droit à eux, chez eux, et de les assister en leur sacrifiant tout ou partie d'un superflu auquel ils avaient droit; et il les priait d'être en plus, sans se tenir quittes envers eux par ces soins tout naturels, leurs amies, leur conseil, de telle sorte qu'ils sentissent en elles une famille leur apportant tous les secours dont ils étaient privés. Il inventait ainsi, à son insu, l'Assistance publique, et entendons, — sans médire de l'autre telle qu'elle existe aujourd'hui et fait de son mieux, — qu'il créait la plus large et la plus complète, celle qui soigne tout et avec le plus de chances de tout guérir, parce que, seule, elle possède, plus efficace que la meilleure sollicitude de l'État, le remède qui ne trompe point : la charité chrétienne, irrésistible et impérissable, étant d'essence divine.

Ces sermons obtinrent un tel succès que trente confréries furent fondées presque coup sur coup. Mmes de Gondi et de Maignelais, aux côtés de Vincent, se prodiguaient, entraînant leurs recrues où frayaient toutes les conditions : femmes de qualité, bourgeoises, marchandes, servantes, femmes du peuple et de la Cour, mêlées sans honte aussitôt que les réclamait la misère. Rien ne devait, selon le vœu du créateur de l'œuvre, être capable de les rebuter. Toutes les tares des pauvres, physiques et morales, il les avait prévues. Il savait leur saleté, leur mauvais accueil, la résistance aux soins qu'on voulait leur donner, leur méchanceté même et leurs injures; également il n'avait pas manqué, pour aguerrir ses troupes, de leur peindre à l'avance la hideur des plaies, le spectacle affreux des maladies, le fréquent danger de la contagion. Mais l'étalage de ces ennuis n'était en son dessein que pour communiquer

plus de force à l'ordre qu'il donnait de n'en tenir nul compte, et, quoi qu'il arrivât, de ne pas réfléchir, de ne pas s'arrêter, d'aller toujours.

Elles allaient donc, les braves, les saintes femmes. Elles marchaient dans le cloaque sans regarder où se posaient leurs pieds, ne voyant que le but clair et délectable où les conduiraient les ornières de boue. Elles mettaient, à la lettre et sans gants, « la main aux pauvres ». Elles les nettoyaient, les peignaient, les levaient, les couchaient, les tiraient de leur grabat qu'elles refaisaient et tapaient au grand air ; elles fermaient les portes et ouvraient les fenêtres; elles balayaient et donnaient à manger, à boire, à aimer, à croire, à espérer ; elles séchaient des pleurs, produisaient du sourire et versaient du sommeil.

Cette étonnante besogne, Mme de Maignelais l'accomplissait vêtue de gros linge et de sombre laine, elle qui, naguère, en son temps de joie si rapide, éblouissait sous l'or de ses brocarts. Elle avait vendu sa vaisselle d'argent, remplacée par des plats de grossière faïence, afin de se rapprocher davantage, même en mangeant, des pauvres dont à présent elle partageait souvent les repas et faisait sa seule compagnie, que maintenant elle appelait « la bonne ». C'était à eux, à leur soulagement que passaient tous ses revenus, 350 000 livres, au moins trois millions d'aujourd'hui. Comme il lui fallait bien circuler dans Paris et à de lointaines distances, elle usait, en le regrettant, d'un carrosse, mais alors, celui-ci, sans armoiries ni laquais, et conduit par un seul cocher, le tout si simple qu'une commerçante, à peine à son aise, en eût rougi. Telle était sa manière.

Mme de Gondi en avait une autre qui, au lieu de s'abîmer comme son amie dans un absolu renoncement, consistait à mener de front une double existence. Habillée de grand matin, elle commençait sa tournée d'indigents et de malades, et non de ces passages en tourbillon où fonctionne seul le corps et qui s'expédient par ce qu'on appelle si improprement « acquit de conscience ». Les visites de madame la générale étaient assises, sérieuses, de vraies stations au chevet des malheureux qu'elle ne se bornait pas à soigner, mais qu'elle interrogeait, les entreprenant sur tout ce qui pouvait encore les intéresser, et les raccrocher à la vie. Et quand elle avait ainsi « fait son marché », elle rentrait chez elle, où parée alors et

reprenant son rang, elle présidait la table de M. de Gondi et dirigeait ensuite dans ses salons les causeries sur les lettres, les arts, la Cour et la ville, et maints autres sujets qu'elle animait de sa grâce et d'un piquant esprit à travers lequel rayonnait toujours le charme de sa bonté. Pensez maintenant qu'elle était mal portante, aussi délicate que belle, et vous apprécierez mieux tout le courage qu'il lui fallait pour pratiquer cette double et dévorante vie, ne fût-ce que pour soutenir ces deux conversations d'un tour si différent dans les deux sociétés qui se partageaient ses jours et ses nuits.

Mais M. Vincent était là qui lui-même, souvent malade et fatigué, entraînait tous ceux qu'il s'avisait de marquer pour le suivre. Il leur rendait d'ailleurs la tâche presque facile ou qui la leur semblait, par le soin méticuleux, le souci touchant avec lesquels il la leur avait préparée. Montaigne assurait : « La vie nous mâche. » On pourrait dire de Vincent que lui « mâchait la vie », la sienne et celle des autres, de ceux-là seuls qu'il aidait de tout le possible à la condition que d'abord ils s'aidassent eux-mêmes. Alors, rien ne lui coûtait pour les alléger dans leur rude devoir. Il leur mâchait la besogne et la leur apportait si bien triturée qu'elle était comme faite aux trois quarts. Tout ce qu'il a créé, fondé, une fois conçues l'idée première et les grandes lignes qui, elles, jaillissaient en quelques instants de géniale lueur, fut ensuite longtemps creusé, médité, pris et repris et par-dessus cela poli encore et repoli à petits coups. Toujours il y revenait, ne pensant jamais : « c'est fini ! c'est la perfection », même quand ça l'était. On n'imagine pas jusqu'où il poussait l'art et la science de la mise au point. Il avait le don de tirer le meilleur parti des êtres et des choses, une puissance incroyable pour embrasser à la fois l'ensemble et le détail, et régler chaque compartiment. Organisation, archives, dépenses, qu'il s'agît de loger, de vêtir, de nourrir, il n'oubliait rien. Tout était tracé à l'avance, jusqu'à la façon de traiter les pauvres dans le courant le plus humble et le plus terre-à-terre : comment il convenait d'apprêter leurs mets, de les servir à table, de les tenir en bonne hygiène et propreté, selon leur âge et selon la saison, les soins spéciaux pour les enfants, les femmes, les vieillards, mille petits moyens de les amuser ; et il repoussait la tristesse, étant d'avis que la gaîté rendait plus aisée la vertu.

Lui-même, pour se conformer à ce précepte, avait toujours le sourire à la bouche et aux yeux, un sourire qui, au lieu de se figer dans une immobilité béate, avait des rayons, pétillait, sous les gros sourcils, de malice gasconne et d'enjouement affectueux. Ce qui, tout d'abord, avait confondu, c'était la tranquillité, la présomption semblait-il, avec laquelle il s'embarquait dans ses croisières pour le bien et comme sans savoir où mettre le cap.

D'aucuns en plaisantaient, d'autres en montraient de l'effroi. « Quel bon cœur ! gémissaient-ils, mais quelle cervelle ! Il est fou. C'est un de Gascogne. *Il se croit.* Comment pourrait-il arriver au bout de tout ce qu'il entreprend ? »

Il les laissait dire et suivait en paix son chemin. Jamais il n'avait l'air d'être en retard ou en avance, ni inquiet, ni essoufflé. Chaque chose en son temps. Ne pas vouloir aller trop vite était pour lui la garantie d'arriver le plus tôt. Il avait coutume de répéter « qu'il ne fallait point enjamber sur la Providence, mais dès que la Providence avait ouvert la voie, alors on pouvait quitter le pas, et on devait courir ».

CE QUE VINCENT VOULAIT FAIRE DU PAUVRE

En propageant, le plus loin possible, au prix de maintes difficultés et parfois d'assez grands dangers, la méthode du saint, ses disciples avaient la conscience de remplir son vœu le plus cher, d'opérer le travail d'*instruction* qui était, à ses yeux, la seule clef permettant d'ouvrir toutes les portes : instruction dans tous les sens, religieuse, intellectuelle et morale. Secourir les pauvres, les soigner, quoique l'on eût raison de commencer par là, n'était cependant pas suffisant et ne terminait rien. Ce qui restait à faire s'imposait comme le principal. Il fallait leur apprendre, s'ils devaient toujours demeurer des pauvres, à l'être du moins autrement, avec dignité. Après qu'en bonne justice on n'avait pas craint de leur dévoiler leurs droits, il fallait leur montrer et leur commander leurs devoirs, les relever vis-à-vis d'eux-mêmes, ne plus les laisser croire à leur déchéance irrémédiable et fatale, leur persuader que, pour être estimés et respectés à l'égal des meilleurs, ils n'avaient qu'à vouloir devenir respectables, enfin les *éduquer*, s'adresser autant qu'elle le permettait à leur intelligence en

passant par leur cœur. Quoique moyenne et souvent endormie, l'intelligence était chez eux capable d'étonnants réveils et combien de cœurs, qui semblaient à jamais durcis par les épreuves, étaient au contraire attendris plus facilement que ceux des heureux, et fondaient à la première avance!

Comme Vincent jugeait que la mendicité, qui nourrit la paresse et encourage tous les vices, était le plus grand obstacle au salut des pauvres, il la leur interdisait, sous peine de retrait d'aumônes, et il défendait à ses fidèles de leur donner. Sa bonté ne désarmait pas sa rigueur. Il connaissait admirablement sa clientèle, son caractère, la façon de la traiter. Personne, mieux que lui, n'en a fait l'analyse. Autant il savait, quand il le fallait, rendre hommage à ses vertus, autant il n'ignorait rien de ses défauts, de ses roueries, de ses bassesses. La misère des pauvres ne l'empêchait pas de voir clairement leurs laideurs. Il les plaignait, mais sans trop s'apitoyer au dehors, surtout devant eux. Il ne les embellissait pas pour se procurer le plaisir un peu vain d'en avoir fait des êtres à part et des modèles dans leur genre. Non, sans illusion ni mésestime, il les tenait pour ce qu'ils étaient, ni plus ni moins : des infortunés. Toujours accessible à la charité, ne reculant pas devant ses flots, s'y mettant jusqu'au cou, il ne consentit cependant jamais à ce qu'elle le submergeât. Il voulait, par crainte d'en devenir le jouet ou l'épave, en rester le pilote.

Mais, que cette apparente indépendance de sentiment, qui aurait pu faire croire à de la froideur, abritait au contraire d'attention et de sollicitude! Tout ce qui a été accompli depuis son temps jusqu'au nôtre, dans l'ordre de la philanthropie, pour améliorer le sort de l'humanité souffrante, il en est le créateur. Toutes les grandes idées fondamentales, non seulement des œuvres qui lui sont personnelles, mais de celles qui, en dehors de ses directives religieuses, ont été créées par des laïques, depuis deux siècles, c'est lui le premier qui les a conçues. On n'a fait que le copier, sans jamais trouver mieux. Le jour où, préoccupé des errants qu'il voyait, brisés de fatigue et de faim, coucher à la belle étoile, il voulut leur assurer, au moins pour quelques heures, un semblant de foyer, et où il décida « qu'un asile leur serait ouvert dans lequel on leur donnerait à souper et à coucher et le lendemain deux sous *en les renvoyant* », il fondait tout simplement l'*Hospitalité de nuit.*

Ah! sans doute, aujourd'hui, elle a des dortoirs à parquets, des lits, des calorifères, des lavabos, du gaz et de l'électricité. C'est très bien. Mais, tout de même, c'est lui, Vincent de Paul, qui est pour la plus grande part dans ce luxe et ces résultats dont peut-être, d'ailleurs, fut-il le visionnaire. Il a contribué au progrès en le devançant. Il l'a amorcé.

Le fils du laboureur, l'ancien berger de Pouy, sut bien profiter aussi des leçons de son enfance. Ayant observé que les œuvres des villes auraient beaucoup de peine à vivre et à se perpétuer, si elles n'étaient pas soutenues par celles des campagnes, il engagea les confréries de ces dernières à se pourvoir de troupeaux, à acquérir le plus possible de vaches et de moutons dont la vente leur serait d'un très bon bénéfice et qui ne coûteraient rien à nourrir, si on les menait paître « à la vaine pature », comme c'était alors l'usage. « Les brebis, spécifie-t-il en éleveur entendu, seront marquées de la marque de l'Association et renouvelées tous les cinq ans. »

Pour se procurer d'une autre façon des ressources dans les villes, c'était aussi bien simple. Il préconisait la création « d'ateliers » où les enfants d'abord, et tous les hommes valides ou convalescents trouveraient à choisir et à apprendre un métier selon leur aptitude et gagneraient ainsi leur vie. Là encore, M. Vincent émettait bien avant nous l'idée pratique et moralisatrice de *l'Hospitalité par le travail.*

LA GRANDE HORREUR DES HOPITAUX

Aussi attentif à ce qu'il avait l'air d'oublier loin de lui qu'à ce qui l'absorbait sur place, il se trouvait cependant partout à la fois. Que ce fût par lettres ou par la bouche de ses envoyés, il parlait où il n'était pas, il présidait aux réunions, bien que son fauteuil de paille y fût vide. A tout instant, à tout propos, se manifestait sa présence au milieu de ceux qui le devinaient. Du matin au soir il n'était absent de rien, même la nuit, où il semblait, fantôme amical et rassurant, répondre par un furtif passage auprès de leur lit, à l'appel de ceux qui le priaient. Son ombre paisible habitait les murs, les rideaux, traversait les sommeils. Et puis, tout à coup, elle le livrait en personne au fond des caveaux humides, sous les toits rompus des greniers, dans les sombres ruelles ranimées et éclairées aussitôt qu'il y

tâtonnait, et à l'hôpital enfin, où sa main levée pour bénir arrêtait les blasphèmes.

Ces hôpitaux, on ne peut se faire une idée, quoi que l'on imagine, des fournaises de douleur et d'horreur que c'était. La peste sévissait à Paris de façon courante. Elle ne le lâchait pas. Pendant tout le XVIe siècle, elle l'avait rongé. Fléau constant du royaume, elle montrait pour la capitale une prédilection singulière, « calamité, comme l'avait autrefois marqué en traits de feu le grand Ambroise Paré, déchaînée par l'ire de Dieu, furieuse, tempestive, ennemie mortelle des hommes et bêtes, plantes et arbres ». Par peste, on entendait toutes les maladies. Montaigne, atteint de la coqueluche, a décrit dans ses *Essais* la panique de sa maison et de sa famille égarée : « Soudain, qu'un de la troupe commence à se douloir du doigt, toutes maladies sont prinses pour peste. » Ainsi les fièvres pernicieuses ou bénignes, tout ce qui était susceptible de se gagner ou qu'on croyait l'être, aussitôt prenait dans les bouches ce nom terrible. Était-on indisposé, on passait pour pestiféré. L'absence totale ou l'insuffisance de voirie propageait, avec une rapidité foudroyante, les infections. Partout des cloaques, des fumiers, « des charongnes mortes », des ordures puantes, les immondices en tas, se desséchant ou se liquéfiant. Pas de fosses d'aisances et des égouts obstrués et fétides. Des cimetières, trop petits, ou vite remplis, surtout ceux plus recherchés autour des églises. Depuis tant d'années de morts violentes, mystérieuses, on avait enterré n'importe où, souvent en hâte, la nuit, dans des cours, des caves, des jardins, le long des routes, et si peu profondément que la pioche, quand on creusait plus tard le sol pour y planter ou y bâtir, en arrachait des ossements, même des lambeaux de cadavres encore en putréfaction...

Aussi quel air que celui de Paris ! « air pollué et souillé, qui corrompt nos esprits et nos humeurs, engendrant peste mortifère », écrit Abraham de la Framboisière, un des médecins de Henri IV et de Louis XIII. Et il résume son ordonnance en ces trois mots catégoriques, *Cito*, *longe*, *tarde*, avertissant quand on voit poindre la Maudite de « tost partir, bien loing fuir, tard revenir ». Sans doute des mesures de protection étaient recommandées, mais on ne les observait pas. En avait-on les moyens et le temps ? On se bornait à des conseils impos-

sibles à suivre. Il eût fallu entre la Faculté et la Police une étroite entente, aboutissant à une organisation de salubrité générale... Au lieu de cela, les soins d'entretien et de nettoiement de la voie publique étaient tour à tour livrés avec incohérence à des entrepreneurs cupides, ou imposés aux habitants qui s'en acquittaient plus mal encore que les concessionnaires, et même pas du tout. Et puis les médecins alors, sauf de rares exceptions, manquaient du courage professionnel et simplement de la conscience que nous admirons chez ceux d'aujourd'hui.

Ce gros mot de peste, qui n'aurait dû émouvoir que le populaire, exerçait aussi sur eux une influence néfaste. Il les détraquait. Les malades n'étaient plus seulement des dangers, mais des ennemis. On ne les soignait qu'en tremblant. On les pansait en détournant la tête, en retenant son souffle. Il faut lire dans les traités du temps toutes les précautions dont s'entouraient ceux qui osaient les approcher. C'était, par en dessous, « une chemise trempée dans des sucs, des huiles, et sept poudres différentes, et par-dessus un vaste habit de maroquin que le mauvais air pénètre très difficilement ». En outre, une gousse d'ail dans la bouche, de l'éponge dans le nez et des bésicles sur les yeux. On juge combien ces manières qui suaient la terreur étaient propres à relever le physique et le moral des pauvres victimes, voyant ceux dont elles attendaient la guérison épouvantés autant sinon plus qu'elles!

L'intérieur des hospices était loin de présenter l'aspect agréable et cossu des estampes d'Abraham Bosse avec leurs lits carrés à colonnes, à baldaquins bourgeois et à pommeaux d'étoffe où, bien calés dans des oreillers rebondis et sous des draps que la gravure étale d'une blancheur éblouissante, les malades sourient aux gens de qualité qui leur rendent visite en parlant « *phœbus* ». Rien ne ressemblait moins à ces riants et ragoûtants tableaux d'école hollandaise que les salles des hospices, d'une telle hideur qu'on n'y avançait qu'avec l'envie de reculer et de s'enfuir. Où donc ces bons lits à l'ange? Où ces beaux bassins de cuivre godronnés et posés à terre, au creux desquels trempaient sur le flanc, des flacons qui semblaient de vins à rafraîchir? Où donc ces bois luisants, cette lingerie d'église, ces parquets à miroirs pour refléter la pavane des robes?... Des couches disloquées, branlantes, des draps immondes, troués, poissés de bave et de crachats, de crasse et de poussière et plus

durs que voiles de barque ; et des pots cassés, des vases d'étain, de plomb, jamais récurés, des bois pleins de punaises (il y en avait bien au Louvre et jusqu'en le lit du Roi!), d'ignobles pansements déroulés, traînant partout, coulés à terre sur un plancher maculé selon le temps d'une boue humide ou sèche, et où, à moins de patauger parmi les épluchures, les flaques d'eau sale et de déjections, le pied cherchait comment se poser sur la pointe; enfin, sous les lambrequins, et dans la pénombre des rideaux déchirés, mangés aux vers, les pauvres... pauvres calamiteux, étalant leurs plaies, leurs difformités, et montrant aussi à nu, sur des visages qui déjà n'avaient plus rien d'humain, l'angoisse d'une âme ardente à rester malgré tout dans ce débris de corps ou n'aspirant plus qu'à s'en évader.

Ne pensez pas que nous exagérions, comme l'on dit, à plaisir. D'un rapport officiel sur le spectacle qu'offraient par exemple les salles de l'Hôtel-Dieu, il résulte que fiévreux, blessés, femmes enceintes, accouchées, galeux, varioleux, y étaient confondus dans le voisinage de la salle des morts et de celle où les dissections se faisaient. On venait en ce plus bas des mondes, on y souffrait, on y râlait ce qu'on avait de vie, on y mourait, et on y était dépecé *sans changer de place*, en communauté. Les lits destinés à deux personnes en recevaient six, entassées, étirées tête bêche trois à la tête et trois aux pieds, ainsi contraintes, pour y pouvoir tenir, de rester sur le flanc, jamais sur le dos. Ah! c'est là qu'il était tué, le sommeil! Se figure-t-on le supplice de ces martyrs encaqués, collés les uns contre les autres, sans distinction d'âge et de condition, atteints de maux affreux et différents qu'ils se communiquaient, mêlant leurs haleines empestées, leurs sueurs et leurs pleurs, toutes les misères de leurs corps, bues et gardées par les draps où elles s'épandaient, sans parler des désespoirs, des colères, des haines qui s'emparaient de ces êtres liés les uns aux autres et en arrivant à force de gêne et d'exaspération à se griffer, à se mordre, à se battre. On en trouvait parfois d'étranglés, d'assassinés. La température de ces lits surchauffés, qu'ils fussent de plume ou de paillasse, était indicible. On se contentait de n'ouvrir et remuer ces couches que de temps en temps, dans les salles mêmes, au milieu des malades qu'elles empoisonnaient. Les transportait-on dans les cours pour les aérer, qu'elles semaient aussitôt l'infection dans cette traînée à travers les escaliers et les corridors.

Autre chose. Quand il fallait opérer des malades, on ne se bornait pas à en faire, en leur présence, les effrayants préparatifs : l'opération se pratiquait sous leurs yeux, et il suffit de réfléchir à la façon rudimentaire dont s'exerçait alors la chirurgie pour comprendre l'épouvante de ceux qui étaient forcés d'en subir l'intolérable vue. Il y avait aussi les *pouilleries*, nom assez significatif infligé au vestiaire des hommes et des femmes. Ces pouilleries renfermaient les hardes des galeux et de tous les contaminés, mêlées indistintement aux vêtements propres et non gâtés des autres malades. Et il y avait encore...

A quoi bon poursuivre? Arrêtons-nous devant les dernières horreurs dépassant celles que nous nous excusons d'avoir paru étaler avec trop de complaisance. Mais il était utile et même nécessaire qu'il en fût ainsi, — car la pitié, hélas! a souvent besoin du dégoût, — que nous vous soulevions le cœur et vous fassions frissonner pour vous faire bien voir et toucher les choses telles qu'elles étaient, tandis que deux lignes distinguées, sans rien de pénible et jetées vite en passant comme un voile sur ces laideurs, vous auraient laissés ignorants, insensibles et peut-être incrédules. En vous montrant crûment la vérité, en ne vous en montrant même qu'une partie, nous vous avons encore ménagés... et cependant trompés, car ce sinistre tableau, le réquisitoire officiel, dressé si vigoureusement et dont je n'ai choisi que quelques traits, savez-vous de quand il date? De 1788, époque à laquelle il fut rédigé par le chirurgien Tenon et imprimé par ordre du Roi. Alors, et c'est là que j'en voulais venir, si, à cette époque-là, on n'en était tout de même plus pour ce qui regardait la médecine, la chirurgie, l'hygiène, les soins des malades, au même point obscur et arriéré qu'en 1617, et si l'on admet qu'en un pareil espace de temps il était impossible que de ce côté, de sérieux progrès n'eussent été réalisés, on en arrive à se demander, plein d'angoisse, quel devait être, par comparaison avec celui de la fin du XVIIIe siècle passant pour raffiné, l'état des hôpitaux de Paris au début du XVIIe, plus de cent cinquante ans avant! Quoi? C'était donc pire? La pensée se détourne et ne veut plus savoir, l'esprit se refuse à reconstituer...

Eh! bien, c'était *là dedans* que Vincent venait, qu'il entrait, tous les jours, à toute heure, et comme il était, sans se changer. Ah! il ne prenait pas de précautions! Il n'avait

pas d'habit de maroquin, ni de lunettes, de masques ni de gants! Il n'aurait plus fallu que ça! Les malades d'abord ne l'eussent point permis. Ils voulaient le voir, bien voir ses joues, ses yeux profonds et malicieux, son gros nez, sa bouche, son front veiné, en sueur, toute sa bonne figure enfin, et voir aussi ses mains, déjà plus vieilles que lui, qui commençaient à s'abîmer à leur service. En ces géhennes, l'aumônier se sentait de son côté, aussi heureux et aussi soulagé que ceux qu'il assistait. Il laissait même entendre ensuite aux personnes trop promptes à le plaindre et à l'admirer qu'il éprouvait, auprès des malheureux des villes, une jouissance spéciale et si différente de celle que lui procuraient les malheureux de la campagne, qu'elle devenait un délassement, une récréation. Il disait cela et il le pensait, ce qui n'empêchait pas qu'un beau matin, pris tout à coup de regrets et d'inquiétude en ressongeant à ses chers villageois, il partait les retrouver avec un même entrain.

ET L'HORREUR PLUS GRANDE DES PRISONS

Il n'avait pourtant pas, dans les hôpitaux de Paris, touché, comme il le croyait, le fond de la souffrance humaine. Attiré par ce titre sonnant si haut de Général des galères que portait M. de Gondi, le désir lui vint d'approcher les criminels placés sous l'autorité de ce seigneur, son ami. C'était là un genre de misérables qu'il se reprochait parfois de ne pas connaître encore, d'avoir négligés et qui lui manquaient. Il se fit conduire aux cachots de la Conciergerie et du Châtelet où, avant de les envoyer dans les ports de mer, on les tenait enfermés. On les lui ouvrit, presque à regret, comme si l'on avait honte de ce qu'il allait y voir et que l'on pressentît l'état de douleur dans lequel il en sortirait.

Cette première visite devait, en effet, laisser à Vincent un souvenir qui ne le quitterait jamais.

Il y avait deux sortes de prisons : les unes souterraines, sombres, vertes d'humidité et moisies de salpêtre, aux voûtes basses de crypte et de sépulcre; les autres, au jour, un peu éclairées, mais laissant voir alors la rocailleuse et terrible épaisseur des murs, les stalactites immondes qui en pendaient, tout l'arsenal des portes à verrous, des gonds, des serrures, des guichets, des barreaux aussi épais que ceux des cages de lions,

et glacées en outre par les vents, la neige et les rafales de pluie qui, s'engouffrant dans les fenêtres sans carreaux, les traversaient l'hiver. Dans ces deux prisons, les forçats, rongés de vermine, étaient entassés les uns sur les autres, et tous chargés de chaînes qui, en anneaux aux chevilles et en carcans au cou, les tenaient, comme de méchants chiens, attachés à la muraille, chaînes si courtes qu'ils pouvaient à peine bouger. La lourdeur des anneaux, leur étroitesse, la hauteur et le poids des carcans en faisaient une torture. Les hommes, de la tête aux pieds, étaient à demi nus, couverts de plaies qui les vêtaient plus que leurs guenilles. Il y en avait de tout âge, des jeunes et des vieux, et certains de ces jeunes semblaient des vieillards. Quelques-uns portaient de longs cheveux gris, emmêlés, englués, traînant sur leurs épaules, et des barbes blanches jusqu'au ventre, mais de ces chevelures et de ces barbes d'une luxuriance de misère, comme devait en avoir Job, et comme il n'en croît, dans les catacombes du crime, qu'au front et au menton des captifs oubliés ; et cependant, même déchus, déshonorés par la vermine qui les possédait, ils gardaient un air vénérable. Leurs compagnons les aidaient et les respectaient ainsi que des aïeux. Ces cachots de l'ancienne France avaient leurs patriarches.

En revanche, la plupart étaient des hommes dans toute la force de la jeunesse et de la virilité brutales, hommes du peuple et de la lie, avec des têtes sauvages, des fronts bas, des mâchoires féroces, et des membres de bronze, musclés comme ceux des lutteurs, qui semblaient les rendre capables, s'ils l'avaient voulu, de briser leurs fers ; et il fallait bien qu'ils fussent ainsi, puisqu'ils étaient spécialement destinés au service des galères, d'une exigence surhumaine. Ces malheureux ne se comportaient pas tous, dans leur abjection, de la même manière. Il y avait ceux qui pliaient, terrassés par leurs chaînes, et ceux qui les secouaient comme des ours, ceux qui se laissaient mourir de faim, et ceux qui croquaient leur paille et qui auraient dévoré leur semblable, et puis ceux qui chantaient, ceux qui hurlaient, ceux qui écumaient de rage ou bien poussaient d'épouvantables rires. Pas un seul qui pleurât. Aucun ne priait. Tous blasphémaient. Quelques-uns, frappés de folie, se fendaient la tête sur la pierre ou se mutilaient pour ne pas servir. Ils demeuraient ainsi des semaines, des mois...,

davantage, sans que personne s'occupât d'eux, n'ayant pour compagnie que les hordes de rats qui venaient leur fouiller les pieds, les chauves-souris descendant le soir des voûtes pour voleter sur leur visage où se posaient aussi, à la nuit, les araignées épineuses grosses comme des châtaignes... Enfin, l'enfer, l'enfer.

La première fois qu'apparut Vincent à ces damnés, ils ne comprirent d'abord pas. D'où venait cet homme en noir, sans épée, sans clefs, sans bâton? Un prêtre? Comment, même à son habit, l'auraient-ils deviné? La plupart, d'ailleurs, n'en avaient jamais vu, ou il y avait si longtemps qu'ils ne savaient plus ce que c'était. Du passé, de l'avenir, il n'existait rien pour eux que leur présent, obscur, et peut-être éternel. « Que leur voulait-il donc « ce nouveau »? Ne serait-ce pas, — soupçonnaient quelques-uns aussitôt contractés de haine, — un geôlier supérieur, plus dur que celui que nous abhorrons? Alors, que va-t-il nous faire? » Ceux qui n'étaient pas prostrés le scrutaient, farouches. « Ou bien, se demandaient-ils encore, serait-ce simplement un de ces visiteurs gâtés, favorisés, un de ces personnages de cour, curieux de notre bassesse et friands d'en jouir? »

En effet, les forçats recevaient parfois, quoique de loin en loin, la visite de gens de qualité ayant fini par obtenir cette permission difficile. En riches atours, ils arrivaient, seigneurs bien campés et grandes dames, un couple ou deux, avec un valet de police et tout animés de s'offrir cette « partie ». Elle ne durait jamais longtemps. Les condamnés qu'irritait leur luxe ainsi qu'une bravade, les recevaient mal. Quand ils ne les obsédaient pas avec effronterie de leurs requêtes, de leurs plaintes, ils les insultaient en leur argot, raillant « la moustache en satyre » du cavalier, « son petit manteau à la clistérique » et sa barbe « en queue de renard », sans ménager les dames qui, elles du moins, pouvaient, sous le masque, en rire ou en rougir.

Avec Vincent, c'était tout autre chose. Impossible de le moquer, encore moins de l'offenser. Il commandait l'étonnement d'abord, et tout de suite le respect. Ils lui trouvaient presque, à leur idée, un air de connaissance. Il portait de mauvais habits, de gros souliers poudreux qui n'étaient pas « à pont-levis ni à bousfettes ». On aurait dit un pauvre. Avant de parler, il souriait et il tendait les mains. Jamais on ne leur

avait fait ce cadeau d'un sourire et de mains si franchement offertes. Mais quand, de ces lèvres amènes sortit une voix qui les appelait « mes amis, mes enfants », et que ces mains venant à eux, toutes nues, sans effroi, sans dégoût, touchèrent les leurs, les serrèrent, et qu'elles se mirent ensuite à panser leurs plaies, à enlever doucement la vermine attachée à leur chair... avant d'en être heureux, ils furent stupéfaits. Quelques-uns même, à la fois si confus et si méfiants, qu'ils résistaient et se dérobaient aux soins de ces mains merveilleuses. Et puis, tout d'un coup vaincus, ils s'y abandonnaient dans une langueur ineffable. Ils croyaient rêver. Mais non : c'était bien une réalité, n'y eût-il eu pour la prouver, — en dehors de la présence du prêtre et de ses consolantes paroles, — que la vue des paniers pleins jusqu'aux bords de pains et d'aliments qu'il leur avait fait apporter et qu'il leur distribuait. Et le plus fort, observaient-ils, c'est qu'il restait, qu'il ne paraissait pas du tout pressé de s'en aller aussitôt les paniers vidés, qu'il avait l'air de se trouver très bien chez eux, les questionnant, leur demandant leur nom, s'informant de leur pays natal, de leurs parents, de leur ancien état, de leur santé..., enfin causant avec eux « comme s'il avait tout son temps ». Il s'asseyait sur leur grabat, sur leur billot de pierre, à même la paille pourrie, et là, tout en maniant leurs chaînes et les soupesant, pour les alléger au moins une seconde, il les exhortait à l'obéissance, au courage, au pardon, à la bonté, leur montrant sur la croix qu'il tirait alors de sa ceinture, l'image de Celui qui avait souffert de bien autres souffrances qu'eux, et enduré de bien autres supplices que tous les prisonniers et tous les forçats du monde ! quoique Lui, pourtant, fût l'Innocence même !

Et il leur disait que s'Il avait été flagellé, et crucifié comme ils le pouvaient voir, et percé de ces gros clous, c'était pour sauver tous les hommes, et surtout les coupables comme eux, pour les racheter. C'est ainsi qu'Il les avait sauvés, pour toujours ! Ils l'étaient ! « *Vous l'êtes !* » leur assurait-il. Ces pauvres gens, à qui on n'avait jamais dit cela, étaient si saisis en l'apprenant, qu'ils voulaient voir de près la croix et la toucher. Vincent la leur mettait en mains. Ils se la passaient, les uns simplement curieux, les autres impénétrables, et un grand nombre indifférents. Quelques-uns s'en emparaient dans un geste de vol qui semblait de l'amour, avec des yeux ardents

de convoitise. « Est-ce de l'or? demandaient-ils en désignant le Christ en métal, dont le corps reluisait. — Non, c'est du cuivre, disait Vincent, mais il vaut plus et m'est plus cher que l'or de tous les galions ! » Et quand un hargneux refusait la croix, proférant des menaces, le saint ne s'en émouvait pas, pensant : « Il la prendra plus tard. »

Dès sa première visite, en moins d'une heure, il conquit ces rebelles, il amollit ces cœurs pétrifiés. Quand il les quitta en promettant de revenir, il vit briller dans leurs yeux de bêtes fauves un éclair de joie qui mettait sur le mur de leur face un rayon de soleil : et cette joie n'était pas seulement l'expression d'une gratitude immédiate, elle était faite aussi de confiance et d'espérance. Alors que jamais ils ne revoyaient deux fois les rares visiteurs qui s'aventuraient jusqu'à eux, ils étaient sûrs aujourd'hui que celui-là reviendrait, et sans les faire attendre. Ils ne se sentaient plus seuls et abandonnés. Ils avaient un ami. S'ils avaient pu savoir lequel ils venaient de gagner!

Vincent était sorti de ces cachots, bouleversé. Après les horreurs des hospices qu'il croyait bien ne pouvoir être égalées nulle part, voilà que celles des prisons les dépassaient. Incontinent il se précipite chez M. de Gondi, et tout vibrant encore de son émotion, il lui dit, en flots de douleur, tout ce qu'il a vu. Il fait mieux; malgré sa répugnance aux grands mots et à leurs excès, il lui décrit, il lui peint dans les termes les plus vifs, les moins voilés, l'affreux tableau qu'il aura toujours sous les yeux, et s'enhardissant jusqu'à engager le général, comme s'il lui adressait déjà pour le passé un reproche indirect : « Ah ! monseigneur ! faites attention que ces pauvres gens vous appartiennent. Comme vous êtes leur maître sur terre, vous en répondrez devant Dieu. Ils ont mérité, je ne le nie pas, le châtiment qui leur est réservé ; mais il est, d'ici là, de votre charité et aussi de votre honneur, d'en prendre plus de soin, de ne pas permettre qu'ils soient ainsi sans secours, sans consolation. Pitié pour eux ! »

Cette apostrophe ne pouvait manquer de toucher M. de Gondi. L'abominable état des troupes de condamnés dont il était, comme le lui avait rappelé Vincent, le maître absolu, le seul disposant, il le soupçonnait, même il le connaissait, et, quand il lui arrivait par hasard d'y songer, il en éprouvait autant de peine que de honte, car il était juste et avait du cœur.

Il autorisa sur-le-champ l'aumônier à prendre toutes les mesures qu'il estimerait les plus efficaces pour améliorer le sort de ces malheureux; et, en agissant ainsi, il ne se contentait pas de donner satisfaction à leur avocat et de soulager sa triste clientèle, il se soulageait lui-même. Empêché par sa grandeur de descendre à ces bandits, de paraître même leur témoigner une humanité que tous croiraient de la faiblesse, il était bien aise de les savoir dans les mains si bonnes de M. Vincent, meilleures que les siennes! Le saint avait pour habitude, en face d'un devoir qui lui paraissait souverain et urgent, de ne jamais calculer jusqu'où celui-ci pourrait l'entraîner. C'est ainsi qu'en plaidant auprès du général la cause des galériens, il ne voulut pas regarder dans quoi il se lançait. Il suivit, comme en tout, l'élan de sa bonté sans la marchander. Pensant n'avoir dans la circonstance à s'occuper que de répondre à un besoin momentané, il entrevit, seulement après, la profondeur d'un nouvel horizon. Par une grâce d'état de son pieux génie, le moindre bien qu'il découvrait à faire prenait aussitôt en lui et hors de lui toute son extension, s'épanouissait et se traduisait par tous les résultats de son futur possible. Il n'avait pas la charité bornée ni capricieuse. Elle était de grande envergure et il la suivait sans vertige. A peine fut-il en possesssion des pouvoirs obtenus de M. de Gondi qu'il traça vite son plan.

Puisqu'il s'était déclaré le protecteur des forçats et qu'on lui permettait d'exercer en plus auprès d'eux la charge d'intendant, ses visites, si fréquentes qu'il les fit, à présent ne lui suffisaient pas. Ces ignobles caveaux, dont il avait pour eux l'horreur et la nausée, il n'en voulait plus. Il fallait que *ses* prisonniers le fussent au moins *chez eux*. Il mit donc une grande et saine maison du faubourg Saint-Honoré en état de les recevoir, et dès qu'il les y eut installés, il entreprit, dans les conditions qu'il souhaitait, non seulement de les soigner, et de leur rendre moins dur leur régime, mais, après les avoir consolés, il s'avisa de les instruire, de les relever, de les transformer. Au lieu de prétendre leur faire accepter, même chrétiennement, la plénitude de leur déchéance, il se piqua de l'atténuer et de la réduire à son minimum. « Plus de damnés dans l'autre monde ni de maudits dans celui-ci! » Son but, en un mot, était d'essayer de persuader à ces parias qu'ayant été sauvés par le Galiléen, les galériens, s'ils le voulaient, pouvaient l'être aussi

par eux-mêmes, par leur repentir et leur docilité, et devenir, quoique sous les fers, des hommes ayant cessé aux yeux de Dieu, et à ceux de lui, Vincent, qui le représentait, d'être des criminels... des hommes qui seraient admis les mains libres dans le royaume sans tempête, et y monteraient, en récompense, la barque miraculeuse de Pierre qui vogue toute seule, où on ne rame pas.

Tentative insensée, disait-on autour de lui, que celle de croire amender des voleurs, des assassins tombés aux derniers degrés du vice et de la dégradation. Vincent pourtant y réussit. L'effet de sa vertu sur ces gangrenés qui semblaient incurables, outrepassa même ses espérances. Il n'avait eu qu'à paraître pour les exorciser. Ces hommes, des monstres d'insensibilité, ayant versé le sang et jamais une larme, étaient secoués de tremblements à la simple vue de leur grand aumônier, et en l'écoutant, ils pleuraient autant qu'ils avaient fait pleurer. Tous étaient remués. Beaucoup se repentaient. Plus d'un se convertit. On ne parlait que de cela dans Paris et à la Cour, en criant au miracle; et comme la mode se mêle à tout, même à l'exercice du bien qu'elle aime présider, c'en fut une un moment d'aller visiter les prisons, afin de constater de près les beaux résultats « de ce M. Vincent ». On y affluait, et un peu trop à l'ennui de l'ancien berger, s'apercevant non sans malice que la charité pouvait avoir, elle aussi, ses moutons de Panurge. Habile cependant à ne rien négliger, pour ses entreprises, de tout ce qui était susceptible de les servir, il profita de ce bruit, quoiqu'il ne l'aimât guère, pour élargir son dessein, le répandre dans tous les milieux, en faire une chose attachante et, en même temps qu'utile, éveillant la sympathie, une œuvre enfin de pitié populaire. Mme de Gondi, Mme de Maignelais, les grandes dames de la société, tous ceux qui le connaissaient et ceux aussi qui ne le connaissaient pas encore, étaient accourus vers lui, fiévreux de l'aider par tous leurs moyens. On lui offrait de l'argent sans qu'il en demandât. L'évêque de Paris approuvait son idée et la recommandait à ses diocésains; enfin il avait créé un mouvement dont il se réjouissait, mais qu'il ne parvenait à régler qu'avec beaucoup de peine. Cependant M. de Gondi, passionné dès le début autant que Vincent pour cette entreprise d'humanité, y mettait une sorte de point d'honneur et d'orgueil personnel. L'œuvre de ces

galériens, c'était pour lui, leur général, comme une question de famille. Il voulait, de Paris, l'étendre en province à tous les bagnes. L'affaire était mûre pour obtenir son couronnement : la consécration du Roi Louis XIII la lui accorda, en octroyant à son fondateur, par brevet authentique de sa main, le 8 février 1619, *la charge d'aumônier Réal aux gages de 600 livres par an, et aux mêmes honneurs et droits dont jouissent les autres officiers de la marine du Levant, voulant Sa Majesté que le dit de Paul, en la dite qualité de Réal, ait dorénavant égard et supériorité sur tous les autres aumôniers desdites galères.*

Cet acte considérable, en faisant du modeste prêtre un personnage presque officiel, plaçait sous sa juridiction non seulement les forçats des prisons de Paris mais ceux de tous les bagnes de France. Il apparut donc aussitôt à l'aumônier « réal » « que le premier devoir de sa charge nouvelle était de visiter sans retard ces autres dépôts de condamnés ». Oui, mais se rend-on compte des fatigues et des difficultés de toute sorte que présentait un aussi long parcours. Tous les bagnes du royaume! Quelle tournée redoutable! Et pourtant Vincent, après l'avoir préparée, l'entreprit avec joie, comme le plus beau des voyages. Le Roi lui avait donné des sujets, ceux dont personne ne voulait, qui n'étaient jugés bons à vivre que comme *chiourme* et menés à la dure sous le gourdin et sous le fouet... eh bien, puisque c'était là son peuple à lui, innombrable et réprouvé, son peuple d'esclaves, il courait le voir, en prendre possession, s'en faire reconnaître, il avait faim et soif de lui porter le pain et le vin de son avènement.

Il partit.

AUX GALÈRES ! AUX GALERES !

La route que faisait Vincent, à petites journées (il commençait à n'être plus jeune), les forçats, eux aussi, la faisaient; plus vivement, sinon en même temps que lui, du moins aux époques où avait lieu, d'après les règlements, le départ de la chaîne. Il eût été heureux de les accompagner. S'il s'en privait, bien malgré lui, c'est que cela se fût mal accordé avec le caractère officiel de sa haute fonction.

De Paris aux ports de mer où ils étaient affectés, les forçats

allaient à pied, la chaîne au cou, pesant pour chacun cent cinquante livres, et n'ayant pour toute nourriture qu'une livre et demie de pain par jour et de l'eau souvent croupie comme boisson. Ils étaient encadrés d'archers munis, en dehors de leurs armes, de nerfs de bœuf et de bâtons. Ces gardes, avant le départ, avaient pour habitude de dépouiller les prisonniers, de les mettre nus entièrement, quelle que fût la saison, et de les tenir ainsi une heure ou deux pendant lesquelles ils fouillaient à fond leurs vêtements, empochant tout ce qu'ils y trouvaient. Ensuite, on leur rendait ces hardes, lacérées, durcies en hiver par le froid, et « Hop! au pas, mes drilles! » Ceux qui ne pouvaient marcher, ou suivre assez vite, étaient bourrés de mousquetons. Il y avait bien des chariots pour les éclopés, les malades, mais ceux-ci préféraient se taire, parce que, sans cela, ils recevaient aussitôt une double ration de coups qui leur étaient donnés à cette fin de bien s'assurer qu'ils disaient vrai, et ne simulaient pas les impotents, pour se faire voiturer. Quand on arrivait le soir aux étapes, on les poussait tous, soit dans des écuries, soit en plein air, le long des murs où ils étaient cramponnés par leur chaîne, et au bas desquels, autant que cela leur était possible, ils se laissaient choir, brisés de fatigue, pour y dormir à même le sol, sur les immondices des chevaux et du bétail. Cependant, d'une façon générale, ils disaient qu'ils aimaient bien ces ordures, parce que, surtout en hiver, cela leur tenait chaud. Certains s'y enfonçaient exprès jusqu'au menton. Le lendemain, ils repartaient dès l'aube. Ceux qui, à bout, se se voyaient obligés de requérir les chariots, n'obtenaient cette faveur qu'après avoir passé par l'épreuve du nerf de bœuf. On leur détachait les pieds de la grande chaîne, et pour les mettre sur les voitures, sans même arrêter celles-ci ni les ralentir, on les traînait à terre, par l'autre chaîne de leur carcan, ainsi que des bêtes mortes, jusqu'au véhicule où on les jetait et les lançait à la volée. Ils y tombaient, comme des sacs, sur les ridelles de bois hérissées de gros clous.

Les forçats parvenaient ainsi au Havre de Grâce, à Dunkerque, à Calais, le plus grand nombre à Marseille, dans un état d'épuisement impossible à décrire et couverts de gale et d'une vermine dont ils n'avaient jamais eu, pendant le trajet, le temps ni les moyens de se débarrasser. « Elle pullulait sur nous, a raconté un de ceux qui l'avaient endurée, qu'il nous

eût fallu des heures pour l'ôter de nos corps à pleines mains. » Marseille était le lieu principal désigné pour la grande chaîne. A peine arrivés, les condamnés prenaient rang sur la trentaine de galères qui occupaient ce port. Maintenant embarqués, les voilà donc rendus au terme de leur voyage, mais non à celui de leurs souffrances. Une vie nouvelle, sans qu'ils sachent quand elle finira, va commencer pour eux, si terrible, que par moments, ayant perdu mémoire du passé, ils regretteront l'ancienne. Et cependant...

Mais qu'était-ce que ces galères? Apprenons-le. Il le faut. Autant que Vincent qui ne les connaît pas, et est appelé par ses fonctions à constamment y monter, nous avons besoin d'être instruits sur elles. Nous ne cédons pas à une vaine curiosité ni au goût du pittoresque. Avant tout, nous songeons à notre saint. C'est son intérêt qui nous pilote. Or, il nous paraît utile, pour apprécier dans leur plénitude tous les mérites et tous les sacrifices de l'aumônier général, de montrer sous ses vraies couleurs le théâtre où ils sont à présent à la veille de s'exercer.

Ses vraies couleurs, avons-nous dit. C'est qu'en effet ce mot de galère en fait éclater et ondoyer un bouquet d'un disparate étrange qui éblouit, et qui trouble. On voit étinceler des ors et serpenter des oriflammes, s'allumer au bout de hampes de velours des lanternes d'église, et se cambrer des torses de chimères, des figures de proue que viennent fouetter dans le vent les pavillons marins écaillés de fleurs de lis. Et on voit se lever, se tendre, se courber des rangées de dos nus, jaunes, bruns, noirs, baveux d'écume et luisants de sueur, bleuis par la bastonnade, et rayés en tous sens par le cuir des lanières. Fifres et hautbois... vous entendez des airs de danse, des musiques, et de durs coups de sifflet, des grincements de dents et de rames; les bois, les os craquant à chaque effort. C'est l'honneur et l'horreur « l'un sur l'autre » et à l'étroit, que tout sépare et pourtant réunit ici, sur cette embarcation fine et robuste, à la fois puissante et légère, la plus haute noblesse et la plus basse canaille accouplées en quelque sorte, et voisinant sans que l'esprit puisse les diviser. On pense aux deux en même temps. Le même cri les évoque : « Aux galères! » l'implacable arrêt de la Justice, la malédiction poussée par le cruel peuple à la face des condamnés au passage des chaînes, l'injure courante de la rue, le méchant souhait craché au cours de la

moindre dispute : « Aux galères! » comme on avait dit dans le temps jadis : « A Monfaucon! Au bûcher! » comme on dira plus tard : « A la lanterne! » Et puis l'autre, le : « Aux galères! » éclatant, empanaché, pompeux, sonnant d'orgueil, proclamant la gloire du Roi et Sa puissance sur les mers, les privilèges de Sa maison, la convoitise de Ses gentilshommes si enivrés de pouvoir répondre aux belles : « Moi, madame, où je sers? Aux galères! » Mais, où naturellement cette dualité s'avérait la plus rigoureuse et la plus frappante, c'était, en dehors des mots, dans le réel, sur le navire.

Un long bâtiment, étroit et plat, de 125 à 160 pieds de longueur sur 18 à 30 de large et bas de bord, surtout dans son milieu occupé par les rameurs et n'étant élevé que de trois pieds au-dessus de l'eau, telle se présente à première vue la galère, avec ses deux mâts barrés en travers de grandes voiles latines, le plus souvent carguées. A la proue, l'artillerie : cinq pièces. A la poupe, le *carrosse*, là où, sous un tendelet fait de soie, de brocart et de velours, suivant que le lui permet sa fortune, se tient le capitaine. De la poupe à la proue s'étend, dans l'axe du navire, un long conduit légèrement surélevé qu'on appelle la *coursie* ou le *coursier*. Ce passage qui sert pour la manœuvre des voiles et la promenade incessante des officiers, est comme la rue de la galère; et de chaque côté de cette rue, en un autre passage nommé le *courroir*, ménagé le long des bords, se tiennent assis, joyeux ou rogues, les soldats. Les bancs des rameurs, fixés perpendiculairement à la coursie et au bord même du navire, sont garnis d'un sac en peau de vache bourré de laine. Au-dessous du banc, il y a un marchepied sur lequel un des pieds du galérien, le gauche, est enchaîné; l'autre trouve un point d'appui, la rame une fois mise en mouvement, sur une planche plus en avant que la banquette et qu'on appelle la *pédagne*. Chaque rameur n'a à sa disposition que dix-huit pouces d'emplacement, et c'est dans l'intervalle des deux bancs que le forçat dort, broyé, à même le bois.

Voilà ce qui se trouve sur le pont, ou *la couverte*; et quant à l'intérieur, divisé en onze chambres, nous n'avons pas à en parler. Mais ce dont nous ne pouvons nous dispenser de donner un aperçu, c'est la terrible façon dont peinaient dans leur service les forçats. Composée de 250 hommes, la *chiourme*, à cinq galériens sur chacun des vingt-cinq bancs garnissant de chaque

côté les flancs du navire, était, comme nous l'avons dit, enchaînée jour et nuit. Les cinq galériens du même banc m .nœuvraient ensemble une seule et même rame, car ces rames de soixante pieds de long, soit dix-sept mètres, étaient d'un poids qui rendait leur maniement très difficile et réclamait autant de force que d'adresse. La totalité des rameurs composait *la vogue*. Cette *chiourme*, entre elle et les officiers avec qui elle n'avait, quoique vivant tout contre leur grandeur, pas plus de contact que si des immensités les eussent séparés, cette chiourme était surveillée et commandée par le *comite*, chef en premier, qui se tenait toujours debout à la poupe, près du capitaine, et deux sous-comites, l'un au milieu de la *coursie*, l'autre près de la proue, chacun de ces drôles ayant au poing un nerf de bœuf, un fouet ou un bâton. Mais, direz-vous, pourquoi trois engins? Un seul n'eût-il pas suffi? Non. Il ne fallait pas, les coups à distribuer étant nombreux, continuels, qu'ils fussent tous et toujours de la même nature, qu'ils fissent le même mal et les mêmes plaies, car alors, ou bien les forçats n'auraient pu à la longue les endurer, ou bien ils auraient fini par y être insensibles, ce qui, dans les deux cas, était contraire au bon ordre des choses.

Un lieutenant et un sous-lieutenant, avec le pilote, officier considérable, étaient, après le capitaine, chargés de commander. A leur suite venaient, moins importants que le comite et les sous-comites, l'*argouzin* et les *sous-argouzins* qui ferraient et déferraient les forçats, les faisaient raser, fouetter, estrapader et, s'ils avaient la chance de mourir, enterrer; puis l'*écrivain*, le *majordome*, le *sirurgient*, les *canonniers*, la *maestrance* et le *prestre de la gouallère* « *qui doit avoir la candeur et bonté que requiert sa profession et être docte et charitable et dilligent d'assister tant les gens de liberté que les pauvres forssats, car toutes les asmes sont également chères à Dieu* ». Il avait aussi, bien entendu, à veiller aux confessions et à célébrer les divins services, — sauf sur mer, où jamais on ne disait la messe.

Mais voici qu'une galère va sortir. Le capitaine, donnant l'ordre de *voguer*, que lancent d'abord le *comite* puis les *sous-comites* avec le sifflet d'argent suspendu à leur cou, aussitôt tous les galériens, assis sur les bancs un pied sur la banquette, l'autre sur la pédagne, se lèvent, étendent les bras, avalent de l'air, allongent leur corps tant que faire se peut et *battent*, tous

ensemble. Action de trois temps. Le premier, pour se dresser de dessus le banc, le deuxième, étant ainsi, pour pousser à fond la rame vers la poupe et le troisième pour se laisser retomber comme plomb sur le banc en se renversant à tous reins du côté de la proue. C'est alors que la *pale* de la rame plonge en velours dans la mer et fait force sur l'eau. La précision de la *vogue* est telle que les cinquante rames semblent n'en faire... n'en font qu'une. Ordre parfait. « *Abreva!* » Cadence large et suavement vigoureuse. La régularité d'une horloge et d'un solide cœur bien accroché dans une ample poitrine. Aucune hâte, aucune fièvre. Pas de saccades ni d'à coups, de jaillissements maladroits, de frappe molle ou brutale. Au ras des flots où elle pèse à peine, la galère bondit et file ainsi qu'un grand poisson volant qui glisserait, toutes nageoires dehors, pour se jouer et s'enivrer à la surface.

Au lieu d'une seule, imaginez alors quatre, cinq, six, sept, dix, un groupe, une bande de ces galères, quand elles partaient, prenant comme on disait « leur caravane » avec, en tête, la plus belle de toutes, la Réale, celle que montait justement en 1620 M. de Gondi, « pour aller donner la chasse en pays barbaresque aux corsayres qui ravageaient les côtes d'Espagne, et l'année suivante en 1621 sur la mer Océane ».

A la sortie du port, la foule inonde les quais. Fenêtres et balcons plient sous des grappes humaines. Un signal. Les honneurs rendus, les cloches, le canon, le délire du peuple et la joie des femmes, des enfants hissés à tous les mâts, perchés sur les toits des maisons. Sous leur tente, là-bas, en rade, à portée de mousquet, les capitaines, les officiers debout, qu'on distingue galonnés d'or, habit rouge à grandes poches, saluant de loin, levant le chapeau à nœud noir, ou tenant l'esponton élégamment comme une canne. Quelques-uns braquent des lunettes. Le reste, sur les bateaux, n'est que pavois, draperies, un étourdissement d'étoffes, tous les parements de taffetas, damas et boucassin de pourpre ou d'un blanc de neige, et de toutes formes, lâchés dans l'air, s'y ébattant, les bandières, les gaillardets, timbrés des armes du Roi, les flammes pendant du bout des antennes jusque sur le plancher de la galère qu'elles balaient de leur double pointe à franges d'or. Enfin, soutenant d'un mât à l'autre et de vergue à vergue tous ces tissus gonflés ainsi que des voiles, ajoutez un entrecroisement de cordelières, de

cordons de soie, de houppes et de glands, fouettant l'air comme des frondes, ou balancés comme des encensoirs.

Tant qu'on n'était pas sorti du port, et qu'on restait en vue de la ville en fête, la manœuvre gardait ses belles façons de cérémonie, sa bienséance de gala. Mais aussitôt au large, une fois l'escadre éloignée et affranchie des yeux qui ne voulaient que du spectacle et auxquels on venait largement d'en donner, tout changeait sur la galère et y prenait soudain sa vraie figure de bagne. Ayant assez de la parade, les officiers quittaient la pose et rentraient s'allonger sous la tente ou dans la chambre du Conseil. Le *comite* et ses *valets* étaient maintenant les seuls grands personnages. Maîtres du *coursier*, ils régnaient. C'était leur bon temps. — « A nous la grêle! » pensaient de leur côté les forçats dont le poil déjà se dressait. — « Augmentez la vitesse! » Elle atteignait rapidement celle d'un cheval de poste, et, pour l'obtenir, les bâtons et les nerfs de bœuf, assénés à tour de bras, tombaient sur les dos, ces dos impersonnels, passifs, numérotés, qui de la nuque aux reins en frissonnaient et vibraient comme des tambours. « *Arranque!* Accélérez! » ordonnait le capitaine. A ce mot avertissant qu'il fallait voguer « avec toute sa force », un redoublement d'énergie farouche, enragé, tendait la chiourme, et si l'on ose dire, la *déchaînait*, lui rendant un instant pour ce nouvel effort la souplesse et la liberté de ses membres rompus. Pour se donner du courage ou s'empêcher d'exhaler sa colère, il lui arrivait de crier entre les ahans, de hurler, de chanter, de rire en folie, de se tordre... Alors retentissait le terrible : « Tap en bouche! » A leur cou, les forçats portaient un morceau de liège épais qu'on leur faisait prendre entre les dents comme un bâillon pour les empêcher de parler. Ils redoutaient entre tous ce supplice et cependant ils étaient tellement matés qu'à la seconde ils se bâillonnaient et sans tricherie, pour raboter la mer à présent en silence. Leurs jurons et leurs blasphèmes à ravaler les étouffaient, mais ils ramaient. Jamais ils ne ramaient si bien. Ils connaissaient d'ailleurs que cela ne pouvait durer longtemps, car ils auraient fini par suffoquer. Ils prenaient donc patience. Ah! qu'il leur en fallait!... Et pourtant, si dur que fût en mer leur sort, ils le préféraient mille fois au régime des cachots.

Ici, du moins, ils respiraient, au grand jour, dans la lumière et le vent, et la nuit, aux étoiles. Ils avaient bien la morsure

et la brûlure du soleil, mais aussi sa chaude caresse. Le fouet des argousins les faisait moins souffrir à l'air libre qu'entre les murs d'une prison. Et puis ils voyaient du ciel et des cieux lointains, dont plus d'un gardait la nostalgie, et ils bougeaient, ils remuaient. Ils s'agitaient, et tout autour d'eux grondait, se démenait aussi. Les fureurs de la mer les satisfaisaient et les soulageaient comme une image et un écho des leurs. Bondissante elle les emportait vers la bataille et l'inconnu. Elle seule semblait les comprendre. En les couvrant de son écume, elle les lavait, les assainissait, les fortifiait. Leurs mouvements, même réglés et imposés, disciplinés sous la trique, leur donnaient par instants une espèce d'ivresse où ils se figuraient avoir la liberté. Chaque coup de rame réussi, parfait, profond, désespéré, était pour eux comme un élancement vers elle, la délivrance, un envol qui les en approchait. *Voguer*, c'était ne pas penser, s'évader un peu, avancer... vers quelque chose, en s'y ruant... au large. Ils se courbaient, mais pour se redresser. Ils peinaient, ils vivaient une horrible vie, mais ils vivaient!

D'eux et de tout cela, que voyait-on cependant du dehors? Presque rien. Autant dire rien. Le soubassement où ils étaient, entre les flancs du navire, et leur position d'esclaves toujours pliés en deux, les tenaient, avec aussi leurs chaînes de fer, attachés à la partie inférieure où ne pouvaient que difficilement aller les chercher les regards. Il n'y avait, et à divers degrés, pour les bien voir entièrement, que ceux qui étaient sur le bateau et les y dominaient : le capitaine et ses officiers, le comite et les sous-comites. Or, le capitaine et ses lieutenants pour lesquels ils n'existaient pas, pour qui ces gueux étaient moins que des chiens, des bêtes à l'attache, un simple rouage animal dont le fonctionnement relevait des subalternes qui en avaient la corvée... comment auraient-ils consenti à abaisser leurs yeux si fiers et une seule minute leur haute et puissante pensée vers la tourbe entassée sous leurs pieds? C'était déjà bien trop qu'ils fussent obligés d'en subir, malgré eux, le voisinage immonde!... Ah! loin de chercher à les voir, ils s'appliquaient à les éviter, à les oublier. C'était leur vermine à eux tant ils en avaient de dégoût. Et le comite? Une terreur! « A son commandement, prescrit un article, il faut que la chiourme tremble. » Il surveille, il guette, il frappe. Il est lui-même surveillé, il ne doit pas avoir un instant d'inattention. Très peu

de repos et jamais complet, toujours coupé, harcelé. « Défense en naviguant de dormir la nuit. » Que dire ensuite des sous-comites ? De leur douceur ?

Ils en savaient sans doute plus long sur *leurs* forçats que le capitaine et ses officiers, mais ce que tous en somme ils connaissaient d'eux le mieux, était-ce les visages ? Non. C'était les dos ; ces dos sur lesquels ils étaient entraînés à lancer le nerf de bœuf, ces dos familiers ayant chacun leur physionomie de musculature, leurs particularités de cicatrices, et sur lesquels ils mettaient le nom de l'homme, aussi vite et aussi sûrement que sur sa face. Les plaies de ces échines étaient pour eux les traits d'une figure. Celle-ci comptait à peine. Avec leurs crânes rasés où on ne laissait au sommet qu'une touffe de cheveux, et leurs mêmes longues moustaches, ils se ressemblaient d'ailleurs presque tous, qu'ils fussent à demi nus ou vêtus de la casaque de cordillet et du bonnet rouge, car c'était, sur la galère, la note dominante, aussi bien chez les officiers qu'à la chiourme. Ici, de soie et là, de laine..., chacun son rouge, mais la couleur, la livrée de tout l'équipage. Alors, comment, en ces conditions, aurait pu se trahir au dehors, en quoi que ce fût, la personnalité de ces gens, tellement méprisés qu'ils ne passaient plus pour des hommes, qu'on ne les regardait pas, et qu'il leur était même interdit, comme à des lépreux, « de regarder dans le service le chef qui leur parlait » ? Voilà pourquoi, sur la galère, on ne voyait donc, et on n'en connaissait, on n'en admirait, on n'en saluait que le haut, l'or, le brillant, le claquant, le glorieux, le faste et les chimères...

Eh bien ! le reste qu'*on ne voyait pas*, le bas, la suée, le sang et le pus, les fers, la souffrance et la haine, la *vogue* enfin, l'autre rouge, c'est tout cela, surtout cela, que Vincent voulut voir.

VINCENT A LA CHIOURME

Dès son arrivée dans un port, il se fait conduire au quai où mouillent les galères, il y monte, et le voilà qui, descendant du *coursier*, se faufile, de rang en rang, parmi les forçats, sans crainte ni honte de les coudoyer. Il les contemple chacun, de tout près, *les yeux dans les yeux*, car il demande, lui, il prie qu'on le regarde, afin qu'il puisse ainsi pénétrer mieux jusqu'au

fond des âmes, jusqu'à cette « cale, où il sait que sont les vivres ».

Ces hommes n'y comprennent rien. Ils attendent. « Que nous veut-il ? » Vincent les interroge. Il fait plus : il les écoute ! Et quelle patience! Leurs plaintes ? il les accepte. Leurs rebuffades? il les subit. Puis il se penche... et il s'émeut. Il a vu « les chaînes ». « Ah ! mes pauvres enfants! C'est donc cela vos fers ? — Oui ! Tenez ! Pesez ! » Et on les lui montre, on les lui tend avec la complaisance et l'orgueil de l'esclave. Leur pensée se devine : « Hein ? Qui donc, en dehors de nous, porterait pareil poids? Personne au monde ! Personne! Quelle force il faut! C'est que nous sommes les forçats, nous! les *galériens!* » Vincent approuve, admire, il soulève les fers et il les baise! A ce coup les hommes sont tout saisis et se font des signes... « Baiser des fers! et les fers d'un forçat! pendant qu'il est dedans ! Non ! cela ne s'est jamais vu ! *Il* se moque! ou bien *il* est fou ! » Pourtant ce baiser du prêtre à leurs chaînes, il leur semble que c'est à eux qu'il a été donné. Et puis, comme si Vincent avait conscience que cela ne suffit pas, il les caresse et les embrasse aussi, les enchaînés, avec des mots d'une douceur qui les fait défaillir...

Quelques-uns, parmi les plus scélérats, qui n'ont jamais pleuré, sentent couler, pour la première fois, se demandant si ce n'est pas du sang, des larmes chaudes sur leurs joues et ils voient « Monsieur l'aumônier des galères » qui pleure aussi avec eux. Sont-ils en train de manger, il goûte à leur pitance et boit dans leur écuelle l'eau saumâtre qu'il trouve bonne. Arrive-t-il en pleine bastonnade, il crie : « Arrêtez!... » Il demande grâce et l'obtient. D'ailleurs, jamais, une fois qu'il est là, on n'oserait, devant lui, battre et même punir d'un châtiment mérité un de ses « enfants ». Il le sait bien ; et eux aussi le savent. Ils voudraient donc le retenir, mais ils n'en ont pas besoin, car, dans la même pensée, il reste à leur tenir compagnie le plus longtemps possible ; et il ne les quitte qu'en leur promettant de revenir bientôt. Du haut du *coursier*, il regarde encore les cent, les deux cents terribles visages qui rayonnent de sa lumière. Il va présenter maintenant ses humbles devoirs au capitaine et aux officiers, mais sans oublier un instant pour cela ceux qui tourmentent son cœur, dont il est l'autre capitaine et a « la vogue d'âme ».

L'entretien, bref ou long, ne porte que sur eux. Il les recommande. Le capitaine est en général un personnage humain, capable de bonté. Pour ce qu'elle lui coûte de dessous sa tente, et surtout en paroles! Mais le comite et les sous-comites, voilà les durs, les rocs à entamer. Vincent y parvient. Il les attire à part, en confidence, il leur prend les mains qu'il garde et chauffe dans les siennes, et eux aussi, il les embrasse, la tête sur leur épaule. De même qu'il a, tout à l'heure, en bas, touché les fers, il touche ici, en haut, le gourdin et le nerf de bœuf, mais ne les baise pas. Seulement, il soupire : « Ah! mes amis! Tâtez donc ce bois de chêne! Ces gros nœuds! Et ce fouet! Ces lanières! Comme c'est dur et coupant! Que cela doit faire de mal!... » Il engage au moins les argousins à plus de douceur : « Pas si fort, allons! Et puis, ça vous fatigue! » Mais c'est au comite, au plus important de tous qu'il s'attache avec ardeur : « Je vous en prie, *mon homme*, ménagez ces pauvres gens! ayez pitié d'eux! Est-ce dit, *mon homme*? » Et en se servant lui-même ainsi, gentiment, du nom que les forçats doivent donner au comite, Vincent ne manque pas de lui observer que c'est à dessein qu'en ses ordonnances le Roi a choisi ce terme amical afin qu'il crée entre la chiourme et ses surveillants un petit lien familier, que d'une part il donne confiance au forçat, et que de l'autre il rappelle aux gardiens d'être vraiment sans méchanceté, *leur homme* et non leur bourreau.

Ceci se passait de 1620 à 1623, à l'époque héroïque où les escadres de galéasses, de galiotes, de brigantins, faisaient sans répit une chasse enragée aux caramoussets, aux polacres, aux tartanes, à tous les bateaux du Grand Turc, où, sur les mers sillonnées en tous sens par les flottes de Gênes et de Venise, les galions chargés pour aller au Levant, les caraques de Portugal et les roberges d'Angleterre... étaient partout respectés et salués nos étendards au retour de la victoire. Pas de jours alors « où ne fulminât le canon avec diligence, » où abondamment « ne fumât la mousqueterie ». Il y avait souvent tant de morts sur le pont qu'aussitôt on les faisait couvrir, leur vue effrayant les soldats nouveaux « mal accoutumés à cette muzicque ».

M. de Gondi avait à cœur, chaque fois qu'il le pouvait, de prendre en personne pour ces expéditions « la commodité de ses galères », montant alors la sienne, la Réale aux couleurs

du Roi. En 1620, avec six galères d'Espagne, il fait une course en Barbarie. De même en 1621 ; et on le signale en 1622, au siège de la Rochelle. Alors se pose à nous une question pressante.

M. Vincent fut-il de ces campagnes ? Certainement non, car s'il y avait pris part, quelque soin que sa modestie eût mis à le cacher, on en aurait la trace. Mais, cela dit, nous pensons que l'on se tromperait en s'imaginant que le saint, toujours si attentif à justifier ce beau titre d'aumônier général des galères, ne quitta pas la terre ferme. Il semble impossible que, soucieux comme il l'était de se rendre compte de tout par lui-même, il n'ait pas voulu, au moins de temps en temps, voir de près ramer sa chiourme, et se faire *de visu* une exacte idée d'une galère en marche. Il ne craignait pas la mer, ni les pirates ; elle et eux étaient pour lui de vieilles connaissances. Il s'embarqua donc et *vogua*, n'en ayons aucun doute.

Il fit bien plus. L'histoire est fameuse dans le monde entier : on ne doit pourtant pas craindre de la redire. Vincent à son arrivée à Marseille n'avait pas voulu y être reçu avec les honneurs attachés à la dignité de sa fonction, préférant garder l'*incognito* pour juger plus sûrement de l'état des choses. Un jour, allant de côté et d'autre sur les galères pour voir comment tout s'y passait, il aperçut un forçat qui se désespérait parce qu'on venait de l'arracher à sa femme et à ses enfants que son absence allait condamner à la dernière misère. Comment aider ce pauvre homme? Anxieux, désolé lui-même autant que le forçat, il cherche par quels moyens il pourrait le secourir. Il n'en voit aucun. Alors éclairé tout à coup par l'arc-en-ciel d'une idée divine, il conjure l'officier de ce canton de lui laisser prendre la place du forçat. L'officier surpris, intimidé, ou lui aussi peut-être ému, y consent, accepte l'échange. Aussitôt les fers sont dérivés et mis tout chauds encore aux jambes du saint qui s'asseoit sur le banc et empoigne la rame au milieu des galériens étonnés de ce dévouement et qui s'en font avec joie les complices. Le forçat délivré, à la fois fou de reconnaissance envers son sauveur inconnu et qui n'ose pourtant pas la lui témoigner par crainte de tout perdre, est entraîné par les siens, comme si déjà il était ingrat, tandis que Vincent, soulagé par son départ, tire et pousse en silence avec ses quatre voisins de bord, la rame de 17 mètres...

Ah! qu'il devait être heureux et même aussi, que l'on nous pardonne ce mot, amusé de sa réussite! La malice gasconne avec laquelle il prenait volontiers plaisir à envisager le bien qu'il faisait pour l'atténuer à ses yeux comme à ceux d'autrui, le rapetisser, en retirer tout semblant de mérite, eut là beau jeu à s'épanouir dans son cœur. « Voilà! pensait-il simple et bonhomme en faisant *ses trois mouvements*. Après avoir déjà porté la chaîne au pays de Tunis, je croyais de ce côté-là en avoir fini. Je raisonnais mal. Ces vieux fers, le bon Dieu me les rapporte. Il veut qu'ayant été autrefois esclave, pour un temps, je sois aujourd'hui pour un autre, forçat, sans doute afin que j'apprenne, aumônier des galères, ce que c'est qu'être galérien. Cette rame, c'est ma croix qu'il me donne à porter. Qu'elle soit bénie! Vogue! » Et la galère glissait bien. *Abreva!* Les oriflammes dansaient. Sous la tente des officiers, le fifre riait au tambour. Alors, représentez-vous Vincent, martyrisé par les bracelets à ses chevilles et coiffé du sale bonnet rouge, offrant à toute minute, ainsi courbé, son dos nu à la tentation, à la distraction du cruel comite et des sous-comites qui pouvaient, du haut du coursier, le cingler d'un de ces terribles coups de fouet qu'ils distribuaient au hasard... qu'il eût reçu disant *amen* sans se trahir. Cela navre et fait trembler.

Ce fait inouï, nous ne l'ignorons pas, a été rejeté comme controuvé ou impossible, par des auteurs même remplis pour Vincent de la plus fervente admiration. Il nous paraît à nous cependant véridique, ainsi que l'ont déclaré de leur côté maints autres biographes du saint ayant creusé la question. « Ce fut seulement, dit un d'entre eux, au bout de quelques semaines, que Vincent fut reconnu ; il ne l'eût pas été de sitôt sans la comtesse de Joigny qui, inquiète de ne point recevoir de ses nouvelles, entreprit des recherches auxquelles il lui devenait alors difficile d'échapper. On se souvenait encore à Marseille de cet événement lorsque les prêtres de la Mission y furent établis, plus de vingt ans après. »

A cette judicieuse déclaration faite, il y a un siècle passé, par M. Collet, instituteur de la Congrégation de la mission et des Filles de la Charité, s'ajoute l'opinion d'un des derniers et des plus autorisés historiens de saint Vincent, l'abbé de Broglie, à qui l'*impossibilité matérielle*, alléguée par la plupart des contradicteurs, paraît sans fondement : « Il suffit, dit-il,

pour être désabusé sur ce point, de lire dans la correspondance de Colbert, si bien analysée par Pierre Clément, les dépêches relatives aux galères du Roi et aux forçats qui les montent. On y verra que, trente ans après l'époque qui nous occupe, après Richelieu, Mazarin, en pleine gloire et grandeur de Louis XIV, jeune, puissant, sous l'administration vigilante et réparatrice de Colbert, il est constaté par les documents officiels qu'on ne se faisait aucun scrupule de garder sur le banc des galériens des condamnés ayant fini leur peine, un an, deux ans et même plus, jusqu'à vingt ans au delà de leur condamnation, suivant les besoins du service! Après cela, — et, nous le répétons, les pièces des archives en font foi avec une naïveté qui étonne, — on avouera qu'à ce moment de confusion qui suivit la régence de Marie de Médicis, pendant la guerre de Trente ans d'une part, et les derniers restes de la guerre civile de l'autre, il n'y a rien de surprenant à ce que le fait dont nous parlons ait été possible, d'autant plus que la substitution fut un acte brusque, tout d'impulsion subite, suivi d'effet sur-le-champ, mais de peu de durée. »

Et puis, pourquoi d'ailleurs rechercher tant de preuves? quand la plus grande, on pourrait dire la seule qui compte à nos yeux, nous est fournie par Vincent lui-même? Un des membres de la Mission s'étant enhardi à lui demander un jour, à la fin de sa vie, si les plaies dont il souffrait aux jambes depuis plus de quarante ans ne venaient pas des fers qu'il avait dû supporter pour avoir pris la place d'un forçat, le bon Vincent se contenta de sourire et, détournant la conversation, négligea de répondre. Avec quelle chaleur indignée ne s'en fût-il pas défendu, si le fait avait été faux! Il lui répugnait de l'avouer, et de le nier ne voulant pas mentir. Alors il sourit et se tut. Mais ce sourire et ce silence le *condamnent*. Ils sont le plus émouvant des aveux.

HENRI LAVEDAN.

(A suivre.)

FORTUNES ET REVENUS
DEPUIS QUINZE ANS

I

La richesse, au cours du XIXe siècle, avait beaucoup plus augmenté que la vie n'avait enchéri. Le contraire s'est produit depuis quinze ans : le *pouvoir commercial* du franc a baissé beaucoup plus que son *pouvoir social;* autrement dit : les fortunes françaises n'ont pas haussé dans la proportion où le franc a perdu de sa valeur.

Le « pouvoir commercial », c'est le rapport de l'argent *avec les choses,* la quantité qu'il en peut acheter suivant le mouvement des prix; le « pouvoir social », c'est le rapport de l'argent *avec les hommes,* la comparaison des fortunes entre elles suivant les époques. Dire que le « prix de la vie » a doublé de 1800 à 1900, cela veut dire qu'une somme de 5000 francs, en 1800, procurait en moyenne autant de marchandises que 10000 francs en 1900. Mais cela ne veut pas dire que 10000 francs de revenu, en 1900, correspondaient à 5000 francs de revenu en 1800; parce que, d'une date à l'autre, la « richesse » ou l'aisance relative des particuliers ayant beaucoup plus que doublé, les pluri-millionnaires d'il y a vingt ans étaient douze fois plus nombreux que les richissimes d'il y a un siècle, et, sans avoir augmenté dans la même proportion, l'effectif des individus ou des familles qui disposaient annuellement de 10000 ou 20000 francs était certainement six ou sept fois plus fort sous la présidence de M. Loubet qu'à la fin du règne de Napoléon Ier.

Par elles-mêmes, la hausse et la baisse du « pouvoir commercial » de l'argent, — ce qu'on appelle communément le « prix de la vie, — n'ont pas de rapport avec le « bien-être »; elles ne

signifient rien autre chose, sinon que ces métaux sont plus ou moins abondants, plus ou moins offerts que les marchandises, contre lesquelles ils s'échangent sous forme de monnaie.

Et, par exemple, si la masse énorme d'or et d'argent extraite au XIXe siècle avait servi à évaluer un stock de marchandises *semblable à celui de l'ancien régime*, les prix de toutes choses auraient décuplé; certaines eussent été peut-être *vingt fois plus chères*. Si au contraire l'accroissement innombrable, *durant le féerique XIXe siècle*, de tous les produits utiles à l'humanité avait dû être payé par un chiffre immuable de kilos de monnaie, les prix fussent tombés à rien : quelques grammes d'or ou d'argent auraient suffi en 1900, pour satisfaire dix ou vingt fois plus de besoins que cent ans auparavant.

Mais comme, durant ces cent années, les marchandises et les métaux précieux qui servent à en chiffrer la valeur se sont multipliés parallèlement; comme, en présence d'un stock d'argent et d'or qui grossissait sans cesse, — la production des mines d'argent, qui n'excédait pas 350 000 kilos par an au XVIIe siècle et 620 000 au XVIIIe, fut de 4 millions de kilos par an en moyenne depuis 1861 jusqu'à 1900 et dépassa 5 millions à partir de cette date, et que, quant à l'or, dans les seules dernières vingt années du XIXe siècle il en fut mis en circulation trois fois plus que pendant les deux cents ans qui suivirent la découverte de l'Amérique : 4 500 000 kilos de 1880 à 1900 contre 1 600 000 de 1493 à 1700; — comme, en face de ce ruissellement de métal blanc et jaune, surgirent, durant la même période, par centaines de millions de kilos, des matières nouvelles ou nouvellement accrues pour manger, se vêtir, se chauffer, s'éclairer, voyager, s'amuser, etc.; entre les deux plateaux de la balance, — marchandises et monnaies, — ces dernières, gonflées d'ailleurs des billets de banque et du crédit sous toutes ses formes, finirent par être plus lourdes, de sorte qu'il fallut payer deux francs, en 1900, ce qui coûtait en moyenne un franc cent ans plus tôt.

Entre parenthèses, dans l'intervalle, l'argent du riche avait beaucoup plus perdu de sa valeur que l'argent du pauvre : les gages de la « bonne à tout faire » avaient quintuplé, ce dont l'ouvrier ne souffrait pas; le pain au contraire n'avait pas enchéri, ce dont le bourgeois cossu ne profitait pas, parce que le pain représente le centième de son budget.

Voilà le « pouvoir commercial », arithmétique, qui compare surtout les dépenses; et voici le « pouvoir social » qu'influencent plutôt les recettes et qui se mesure par les mœurs : l'effort gigantesque par lequel l'Industrie, fille de la Science, avait suscité cette masse de produits, triplé les aliments, décuplé les tissus, centuplé l'éclairage et mille fois accru la locomotion, avait, en grossissant les capitaux de profits et d'épargnes lentement cristallisés et agglomérés, changé l'étiage de ce qu'on appelait précédemment « l'aisance » et la « richesse ».

Les chiffres qui, dans l'opinion et le langage, désignaient ces catégories, avaient peut-être quintuplé, sextuplé. Ils avaient haussé plus que la fortune *globale* de la nation, bien que celle-ci, d'après les successions déclarées, eût passé de 46 milliards de francs en 1826, à 70 milliards en 1850, à 136 milliards en 1869, à 204 milliards en 1900. Encore faut-il observer que les sommes ci-dessus s'appliquent indistinctement à la propriété foncière et mobilière, et que cette dernière, qui ne figurait que pour 2 milliards dans l'avoir total des Français en 1851, était passée à 25 milliards en 1880 et à 73 milliards *déclarés* en 1900.

De fait, elle s'élevait à 110 milliards et c'était surtout en biens meubles, en « valeurs », que consistaient les placements de cette nouvelle aristocratie pécuniaire, celle des entraîneurs et organisateurs du travail national, dont la hiérarchie s'étageait, au sein de notre démocratie politique, sur des bases beaucoup plus larges, avec des degrés beaucoup plus distancés, entre les capitaines de l'usine ou du comptoir, qu'entre les anciens parvenus du fonctionnarisme monarchique ou du féodalisme militaire.

II

Qu'est-il advenu de cette « fortune acquise », prise en bloc, et de chacune des fortunes individuelles qui la composaient, depuis le 1er août 1914? Jusqu'ici, quand la vie enchérissait, cela tenait à une *surabondance* d'or et d'argent; c'est au contraire, dans le cas présent, la *disparition* de ces métaux précieux qui a changé la valeur du mot « franc »; mais il n'importe. Puisque cette valeur est aujourd'hui cinq fois moindre qu'il y a quinze ans, toute fortune qui n'a pas quintuplé nominalement en francs, a baissé.

En 1913, les 9 600 000 maisons des villes et des champs, — dont 60 000 qualifiées plus ou moins arbitrairement de « châteaux, » — et les 137 000 usines dont se composait la propriété bâtie sur le sol français, représentaient en « revenu net », inférieur d'un quart à la « valeur locative », une somme de 2 milliards 700 millions, correspondant en capital à 65 milliards.

Pour la propriété rurale, les 50 millions d'hectares évalués en 1880 à 91 milliards, avaient, comme on sait, très fortement baissé jusqu'à 1900. Quoiqu'ils fussent en hausse depuis le commencement du XXe siècle, ils n'étaient encore appréciés qu'à 62 milliards de valeur vénale en 1908-1912, mais pouvaient avoir atteint 65 milliards au moment de la déclaration de guerre.

Les 110 milliards de valeurs mobilières consistaient en 26 milliards de rente française, voisine du pair, 59 milliards correspondant à l'impôt annuel de 4 pour 100 prélevé sur le revenu des valeurs soumises au fisc, et 25 milliards environ de fonds d'État et titres étrangers possédés en France par nos concitoyens. Le tout faisait un total de 240 milliards, supérieur *d'un quart* au chiffre des successions taxées, mais qui n'est certainement pas exagéré.

Il existe en effet plusieurs autres sortes de biens, tels que le numéraire, dont la France possédait en 1913 pour 7 milliards monnayés; le mobilier, depuis les bijoux et les objets d'art du riche jusqu'à l'outillage agricole du cultivateur, que l'on ne peut guère estimer moins de 10 milliards; le bétail, évalué à 6 milliards, enfin la valeur des fonds de commerce, des marchandises en magasin, la propriété littéraire ou artistique. Si l'on voulait faire état de ces sources multiples, et les joindre aux capitaux fonciers, aux actions ou obligations, ce serait, semble-t-il, de 25 ou 30 milliards que s'accroîtrait le total de la fortune de 1913.

Mais, en revanche, il faudrait déduire des milliards de biens meubles ou immeubles les valeurs possédées en France par des étrangers. Il en faudrait déduire surtout les capitaux *additionnés plusieurs fois* : par exemple, au recensement des propriétés foncières ne devraient pas être compris les gares et le sol appartenant aux chemins de fer, puisque les actions et obligations des compagnies figurent au total des valeurs mobilières; or, parmi

les titres de chemins de fer, il en est qui font partie du portefeuille des sociétés d'assurances. Il existe donc quelques doubles emplois ; la somme en est certainement inférieure à celle des biens dont nous n'avons pas voulu tenir compte. Mais, comme il s'agit ici de constater des évolutions sociales, pour en tirer des leçons, mieux vaut, afin d'offrir des conclusions inattaquables, rester en deçà des statistiques légales, plutôt que d'être suspect de les pousser à l'extrême.

La fortune des Français étant de 240 milliards en 1913, *pour être équivalente* à ce qu'elle était il y a quinze ans, où le « franc » valait cinq fois plus qu'aujourd'hui, elle devrait s'élever à 1 200 milliards. Quelle est-elle en réalité?

Mettrons-nous à profit, pour obtenir des renseignements approximatifs, les chiffres fournis par l' « annuité successorale », c'est-à-dire par le total des successions soumises chaque année au paiement des droits d'enregistrement? En multipliant cette annuité par 35, coefficient dont on s'est servi jusqu'à ce jour dans presque toute l'Europe et dont l'administration française fait usage dans ses statistiques, parce qu'il représente le laps de temps moyen au bout duquel une fortune change de mains, on obtenait avant la guerre un chiffre de 187 milliards, inférieur de 22 pour 100 environ à notre évaluation pourtant fort modérée de 240 milliards.

Cette différence s'explique, non seulement parce qu'il n'était pas tenu compte dans ce calcul des donations entre vifs, — comprenant les dots, partages anticipés, etc., — qui eussent grossi le total, mais aussi parce que les biens de l'État, des départements et des communes, ceux des sociétés et institutions de mainmorte, qui ne tombent pas sous l'application de la loi successorale, n'y figurent pas, et parce qu'enfin, d'une génération à l'autre, bien des titres au porteur se transmettent sans souci des formalités et des gens de loi.

En effet, sur 700 000 décès qui se produisent annuellement en France, si l'on déduit les individus âgés de moins de vingt ans, qui, pour la plupart, ne possèdent pas encore de fortune personnelle, il reste 550 000 adultes susceptibles de laisser un héritage. Le nombre des successions étant de 380 000, l'écart de 170 000 montre que le tiers environ des défunts de vingt ans et au-dessus demeure ignoré du fisc.

Ce qui ne veut pas dire que ce tiers ne possède absolument

rien ; mais simplement que son avoir, de chiffre modeste et de nature peu voyante, est difficilement appréciable. *Les très petites successions sont surtout immobilières*, parce qu'il ne peut être fait de mutations foncières et de transferts de propriété qu'après accomplissement des formalités légales.

Or il existe en France 20 millions de cotes foncières, — dont 6 millions et demi pour les maisons et 13 millions et demi pour les terres. — Non pas qu'il y ait 20 millions de propriétaires; la plupart figurent aux rôles de l'impôt direct en plusieurs communes et le nombre des Français couchant sous un toit leur appartenant ou possédant un morceau du sol, est estimé à 8 millions. Mais, sur les 13 millions et demi de « propriétés non bâties », suivant la désignation officielle, il y en avait, en 1913, 6 millions et demi de moins de 50 ares et 2 millions de 50 ares à 1 hectare de superficie. Et, sur les 6 millions et demi de « propriétés bâties », il s'en trouvait, avant la guerre, 3 millions d'un revenu inférieur à 35 francs, et 1 400 000 rapportant de 35 à 70 francs.

Ce sont ces millions de logis ruraux ou semi-ruraux, c'est le morcellement de nos labours, de nos prés, de nos vignes françaises entre des mains innombrables, qui constitue principalement l'effectif des *13 millions et demi d'héritiers* auxquels notre administration de l'enregistrement donnait l'investiture. Tandis qu'en Angleterre, *à la même date*, le chiffre des successions n'atteignait pas *3 millions*. Et cette énorme différence tenait, non pas à ce que chez nos voisins de Grande-Bretagne la déclaration des successions inférieures à 2 500 francs n'était pas obligatoire, mais à ce que chez eux, où la propriété était alors très compacte, il n'existait pas, comme chez nous, près de 8 millions de petits héritages, — la plupart fonciers, — au-dessous de 2 000 francs.

Notons en passant que l'écart de 22 pour 100 entre les successions déclarées et le capital présumé, que nous avons constaté dans la France de 1913, était à la même époque de 33 pour 100 en Angleterre. Les revenus anglais, tels qu'ils résultaient des rôles de l'*Income tax*, montaient à 15 milliards de francs, lesquels, capitalisés à 4 pour 100, correspondaient à un patrimoine de 375 milliards. Cependant l'annuité successorale, multipliée comme en France par le coefficient 35, ne donnait pour les capitaux anglais qu'un total de 247 milliards, d'où une

différence d'un tiers; soit que l'administration britannique fût moins rigoureuse, soit que la fortune anglaise, plus mobilière et par suite plus liquide que la nôtre, fût par là même plus difficile à atteindre.

III

Comparons maintenant le *chiffre global* des fortunes d'avant-guerre avec celui de la dernière année dont les statistiques aient été dressées par l'administration : le total qui montait, avons-nous dit, à 187 milliards, ou, *passif déduit*, à 174 milliards de francs, ne s'élevait, *au 1er janvier 1926* qu'à 343 milliards; il n'aurait même pas doublé. Quant au *nombre des successions*, il accuse, pour le temps présent, une légère hausse de 155 000 sur l'époque d'avant-guerre : 13 510 000 au lieu de 13 355 000.

En présence d'une valeur de 343 milliards en 1926 contre 174 avant la guerre, pour le total des fortunes, c'est-à-dire d'un accroissement de 100 pour 100 seulement, la première pensée est que la dissimulation porterait sur des chiffres proportionnellement plus élevés qu'autrefois; bien que les lois nouvelles, afin de la prévenir, à mesure qu'augmentaient les impôts sur les transmissions par décès, aient en même temps créé toute une série de mesures de contrôle. Mais la médiocrité du chiffre officiel tient aussi à d'autres causes, que nous examinerons tout à l'heure.

Tel qu'il est, il ne laisse pas de suggérer des observations intéressantes si nous en pénétrons le détail : l'augmentation du capital déclaré n'a pas été uniforme dans toutes les classes; la richesse s'est répartie en un plus grand nombre de mains et les capitaux se sont largement répandus parmi le peuple.

En effet, tandis que les minuscules héritages, — au-dessous de 2 000 francs, — qui avant la guerre se partageaient entre 7 800 000 têtes, voyaient tomber leur effectif actuel à 4 580 000, le chiffre des successions de 2 000 à 10 000 augmentait au contraire d'un million de personnes. De sorte qu'au plus bas degré de l'échelle, parmi cette foule réduite en nombre de plusieurs millions et enrichie en francs de plusieurs milliards, la *part de chacun a augmenté* de 65 pour 100.

La *part moyenne* est restée assez sensiblement la même dans le groupe de 10 000 à 250 000 francs, qui se partage aujourd'hui

166 milliards; seulement ici, tout au contraire du groupe précédent, *le nombre des fortunes a triplé* : de 1 800 000 à 4 millions et demi; fortunes modestes, les quatre cinquièmes d'entre elles, entre 10 000 et 50 000 francs, ne dépassant guère 20 000 francs; les plus favorisées, au nombre de 975 000, possédant une centaine de mille francs. *Fortunes récentes* aussi, ayant remplacé celles d'une partie de l'ancienne « petite bourgeoisie », dont les capitaux mobiliers ont été rongés ou anéantis par la guerre.

Quant aux tranches supérieures, celles des fortunes de 250 000 francs à 2 millions, ou supérieures à ce dernier chiffre : leur *montant global* était, il y a quinze ans, de 78 milliards et demi; il est aujourd'hui de 143 milliards. Ce n'est même pas un doublement; mais *le nombre* au contraire a plus que doublé des gens entre lesquels ce total se répartit, de sorte qu'il y a deux fois plus de fortunes moyennes ou grosses, et que chacune, prise isolément, a légèrement diminué.

Ainsi l'effectif de la population capitaliste est resté le même, mais l'attribution des capitaux a varié : les fortunes supérieures à 2 millions, qui représentaient avant la guerre près de 15 pour 100 du montant total des successions et 13 pour 100 présentement, sont au nombre de 10 780 au lieu de 5 185 naguère. La moyenne, dans cette catégorie, n'est que de 4 140 000 francs au lieu de 5 054 000 francs il y a quinze ans. Les fortunes de 250 000 francs à 2 millions, au nombre de 174 000 aujourd'hui au lieu de 90 000 avant la guerre et possédant ensemble 27 pour 100 de l'avoir global au lieu de 30 pour 100 précédemment, sont en moyenne de 559 000 francs au lieu de 583 000.

Quant aux patrimoines compris entre 10 000 et 250 000 francs, s'ils n'ont pas vu grossir leur lot individuel, quoiqu'ils absorbent 48 pour 100 du total des héritages, — au lieu de 41 pour 100, — c'est qu'ils *se sont multipliés de 14 pour 100 à 33 et demi pour 100 de l'effectif*. Au contraire, la classe la plus modeste, — au-dessous de 10 000 francs, — a vu diminuer de 85 à 65 pour 100 le nombre des part-prenants, d'où accroissement de plus de moitié du capital de chacun.

Si nous avons ainsi exposé avec quelques détails, les résultats que fournit la statistique récente des successions, nous ne prétendons pas en exagérer la valeur, — l'administration de l'enregistrement elle-même ne se fait là-dessus aucune illusion,

— et ce n'est pas seulement la dissimulation, encouragée par le taux excessif des droits, qui tend à réduire le montant déclaré ; c'est que, jusqu'à 1927, la valeur officielle des terres n'avait pas été réappréciée, que la propriété bâtie, celle des villes tout au moins, vivait depuis 1914 sous un régime qui, sans l'avoir aboli en droit, en a suspendu l'exercice ; c'est aussi que la *nouveauté* de certaines richesses les soustrayait aux regards du fisc, et qu'enfin la baisse de beaucoup de valeurs anciennes atténuait la hausse nominale d'un petit nombre de titres favorisés.

Mais, tout en faisant la part de ces causes multiples, comme elles agissent sur toutes les fortunes indistinctement du haut en bas de l'échelle, le mouvement des successions *indique nettement une diffusion, plutôt qu'une concentration* du capitalisme, un accroissement du *nombre* des fortunes moyennes plutôt que du *chiffre* des grosses fortunes.

IV

Quant au chiffre global de la fortune française, si tout le monde est d'accord pour trouver trop faible celui que nous fournit l'annuité successorale, dans quelle mesure convient-il de le majorer ? Si le premier est inexact, quel serait donc le chiffre exact ? Notre ministère des Finances, dans un mémoire fort détaillé, destiné au gouvernement des États-Unis pour lui exposer, l'an dernier, « la capacité de paiement de la France », dressait un tableau de prix, *en dollars*, des principales valeurs françaises, au cours de la Bourse de Paris, par rapport à leur *prix d'émission* au pair.

Quoique ce dernier fût lui-même très inférieur aux cours pratiqués en 1913, pour la plupart des bonnes valeurs alors cotées bien au-dessus du pair, néanmoins les actions de nos principaux établissements de crédit, de nos chemins de fer, de nos compagnies d'assurances, de nos charbonnages et de nos grandes sociétés industrielles, *évaluées en dollars*, accusaient des pertes qui variaient de 40 à 80 pour 100 de leur capital. Pour les obligations, la perte moyenne était de 79 pour 100 ; le revenu avait baissé dans des proportions analogues.

Évaluées en francs, l'ensemble des valeurs mobilières françaises, cotées ou non cotées, atteignait, il est vrai, 314 milliards ;

mais cette richesse apparente est faite de nos dettes : sur ces 314 milliards, plus des deux tiers, — 221 milliards, — représentent les fonds d'État, bons de la Défense ou du Trésor, rentes perpétuelles anciennes ou nouvelles, tous les emprunts issus de la guerre. Les actions ou obligations privées, y compris celles des chemins de fer et du Crédit foncier, ne figurent dans cette somme que pour 93 milliards ; tandis que leur total de 1913, — en francs-or, — si nous le multiplions par 5 pour avoir son équivalent actuel, devrait correspondre à 300 milliards de francs-papier.

Encore le chiffre de 93 milliards de francs n'était-il atteint que grâce à la plus-value de certaines industries, valeurs d'électricité surtout et de matériel de construction, dont le capital avait augmenté de 300 et 400 pour 100, tandis que celui des titres à revenu fixe était, — même en francs-papier, — inférieur d'un tiers à celui de 1910.

Le revenu a subi une dépréciation analogue : le dividende des actions du Nord est tombé, de 12 dollars 60 en 1913, à 3 dollars 60 ; ceux de l'Orléans et du Paris-Lyon-Méditerranée, de 10 dollars 30 à 2 dollars 50 ; celui du Crédit lyonnais, de 11 dollars 30 à 3 dollars 20 ; celui de la Banque de France, de 56 dollars à 14. Et comme l'impôt, cruel bien que nécessaire, vient à son tour ronger diversement ces revenus amaigris, suivant qu'ils sont au porteur ou nominatifs, si l'on compare, à quinze ans de distance, celle des valeurs à change qui a le mieux supporté la révolution monétaire, l'action du Canal de Suez, on constate que le dividende de *deux actions* d'aujourd'hui, *impôts déduits et exprimé en or*, est inférieur aux 180 francs de l'action de 1913, avant dédoublement.

Plus difficile à chiffrer est l'avoir des Français en valeurs étrangères ; on l'estimait naguère au miminum à 25 milliards. Les valeurs de pays neutres, prêtées durant la guerre par nos concitoyens au Trésor, et rachetées par lui, n'ont pas atteint le chiffre que l'opinion leur a attribué (1). Calculé en francs-or,

(1) En voici la liste, que nous ne croyons pas avoir été publiée jusqu'ici, avec le montant qu'elles atteignaient, en *capital nominal*.

Couronnes danoises . . .	51 790 500	Florins	18 171 200
— norvégiennes .	64 763 000	Francs suisses	155 064 000
— suédoises . . .	147 168 220	Pesetas espagnoles	381 941 200
Livres sterling	19 954 900	Pesos argentins or	22 162 400
Francs français	125 369 200	— papier . .	31 235 025

majoré de 25 pour 100, le montant approximatif reçu par les cessionnaires dut être de 2 milliards 200 millions. L'État, ayant gardé les titres en portefeuille plusieurs années, se trouva réaliser lors de la vente un profit assez important, mais qui n'entrait pas dans les poches privées.

Au contraire, beaucoup de pertes furent éprouvées par les capitalistes français, — sans parler des 13 milliards de fonds russes, — sur le Turc, l'Autriche-Hongrie 4 milliards, les Balkaniques 2 milliards, le Mexique ; tandis que les capitalistes anglais, qui possédaient plus de cent milliards de francs au dehors, étaient surtout intéressés dans les affaires américaines, canadiennes, argentines ; par exemple, en 1914, 900 000 actions de l'*United States Steel Corporation,* — le trust de l'acier, — appartenaient à des sujets britanniques, 100 000 seulement à nos compatriotes.

Parmi les valeurs étrangères qui circulent en France, les unes, abonnées au timbre, dont la liste est publiée deux fois par an par le service de l'Enregistrement, représentent en capital *nominal,* multiplié par la hausse des changes : 1° pour les actions, 26 milliards de francs-papier ; 2° pour les obligations, 5 milliards. De ces 31 milliards les Français, à l'estime de l'administration, ne possèdent pas plus de 60 pour 100 ; mais ils possèdent en outre des valeurs déposées dans les banques de divers pays, qui sans doute compensent et au delà les 12 milliards et demi de francs-papier que les étrangers peuvent détenir en valeurs cotées aux Bourses françaises.

Le mouvement des fonds atteint de nos jours une telle amplitude et emprunte tant de voies qu'il est téméraire de risquer un chiffre, pour ce qu'on nomme les « avoirs » des étrangers en France et des Français à l'étranger. Non seulement ce chiffre varie fort d'une année à l'autre, mais il comprend aussi des éléments très divers.

Ainsi, depuis le mois d'août 1926, il est entré en France 25 milliards de francs, dont, — les banquiers et agents de change les mieux à même d'être renseignés sont d'accord *sur cette proportion,* — 60 à 65 pour 100 représentent de l'*argent étranger* et 35 à 40 pour 100 de l'*argent français.* Mais, dans les 8 à 9 milliards d'argent français, la plus grande partie consistait en *crédits* flottants, rapatriés par nos industriels et nos commerçants, et en *revenus* privés que leurs possesseurs,

durant la période redoutable des fluctuations du change, avaient laissé s'accumuler au dehors. Ces rentrées, à l'estime générale, n'ont guère entamé le capital français hors de nos frontières. De même le capital étranger, introduit en France depuis un an, peut-il être, pour la plus grande part, considéré comme un fonds de roulement de la spéculation internationale, sujet à repartir comme il est venu.

Mais, dans le chapitre des placements fixes, ce n'est pas seulement une partie des 31 milliards de valeurs abonnées en France qui se trouve en mains étrangères; nombre de titres français figurent dans les actifs des banques et dans les portefeuilles des particuliers d'Amérique et d'Europe. D'après une liste détaillée, une seule banque des États-Unis en détient pour 70 millions de francs, consistant en 2000 actions de la Banque de France, autant du Crédit lyonnais, de la Banque de Paris, du Comptoir d'Escompte, 500 à 800 du Crédit foncier, du Suez, de Saint-Gobain, des chemins de fer du Nord et d'Orléans, etc.

Quant aux « valeurs non abonnées » dont le chiffre est connu par l'impôt de 25 pour 100 sur le coupon qu'elles payent au fisc français, on en peut évaluer le capital à 30 milliards de francs. Celles-là sont, bien entendu, possédées exclusivement par nos compatriotes.

Mais les deux catégories ensemble (31 + 30) ne donnent encore qu'un total de 61 milliards de francs-papier : tandis que 25 milliards de fonds étrangers d'avant-guerre, en francs-or, multipliés par 5, pour avoir leur équivalent actuel, correspondraient aujourd'hui à 125 milliards de francs-papier. Il est à noter que notre évaluation de 25 milliards de francs-or était un minimum que beaucoup trouveront inférieur à la réalité, puisque des statisticiens officiels ont avancé, pour l'année 1913, le chiffre de 45 milliards! Il est vrai qu'en 1906, on estimait à 11 milliards le total des investissements étrangers en France.

Nous n'avons pas à considérer, pour l'appréciation du capital français actuel, les sommes laissées en France par les touristes étrangers, compensées, dit-on, par des exportations françaises de capitaux.

Outre qu'il s'agit là d'une hypothèse assez problématique, les sommes ainsi dépensées figurent dans la *balance annuelle des comptes*, parmi beaucoup d'autres sources d'importation et

d'exportation occultes ou semi-occultes : telles que les versements faits au dehors par les 200 000 ouvriers étrangers travaillant en France, les frets, les emprunts faits par l'État et les sociétés françaises à l'étranger, les paiements faits par l'Allemagne, etc., etc.

D'ailleurs, sur le *nombre* des voyageurs entrés en France (600 000 en 1913, 900 000 en 1925), si les Compagnies de chemins de fer et de navigation fournissent des données à peu près exactes, il n'en est pas de même sur la *durée* de leur séjour et la dépense qu'ils ont pu faire. En tout cas, le profit que la France aurait encaissé de ce chef ne s'est pas accru dans la proportion que l'on suppose : en 1913, l'excédent des dépenses des touristes étrangers en France sur celles des touristes français dans les pays voisins du nôtre, était évalué à 450 millions de francs-or, correspondant à 2 milliards 250 millions de nos francs-papier ; et, d'après des statistiques récentes, au cours de l'année 1925, le séjour sur notre sol de 150 000 Américains, de 325 000 Anglais et de 75 000 Espagnols, aurait laissé en dollars, livres sterling ou pesetas, quelque 3 milliards 200 millions : soit *un* milliard-papier de plus qu'il y a quinze ans.

V

Si les mêmes valeurs françaises, évaluées en 1913 à 60 milliards de francs-or, ne valent aujourd'hui que 93 milliards de francs-papier, ce ne sont pas évidemment leurs possesseurs qui auraient été capables, *avec cette plus-value nominale de 23 milliards*, d'en *prêter plus de 200 à l'État*. Ce n'est donc pas entre leurs mains que se trouvent les titres de rente et les fonds publics de toute sorte qui représentent 60 pour 100 de la nouvelle fortune mobilière. Pour souscrire, il fallait les billets de banque que des affaires lucratives procuraient aux industriels et commerçants de diverse taille, tandis que les propriétaires fonciers les troquaient contre des terres ou des maisons.

De ces maisons, dont le revenu était immobilisé par décret, la hausse fut d'abord assez lente : on aurait peine à croire, si le fait n'était révélé par une enquête administrative effectuée en 1926, que l'augmentation moyenne des prix d'adjudication d'immeubles à Paris, pour la période 1920-1925, n'était, par rapport aux prix d'avant-guerre, que de 74 pour 100. Depuis

lors, la législation sur les loyers étant devenue plus élastique, la valeur vénale de la propriété bâtie a plus que doublé.

Mais les ventes prestigieuses de certains hôtels des Champs-Élysées, ou d'immeubles de grand rapport dans le voisinage des Boulevards, la hausse même des quartiers d'élection de la mode, ne doivent pas nous faire croire que les maisons de Paris vaillent aujourd'hui, — en or, — autant qu'en 1914, c'est-à-dire que, dans leur ensemble, elles aient quintuplé. Jamais d'ailleurs, au temps passé, ni au cours du XIX[e] siècle, le mouvement des prix n'a été le même dans les diverses parties de la capitale.

Il est telle maison qui ne trouverait pas preneur à son prix d'il y a cent ans. De 1860 à 1910, où le revenu des maisons parisiennes avait passé de 400 à 900 millions de francs-or, la valeur locative s'était élevée dans le quartier de Chaillot à sept fois, et dans celui de la Porte Dauphine à quatorze fois ce qu'elle était précédemment ; mais, dans certains arrondissements du centre, elle avait à peine doublé ; aux environs du Temple (III[e] arrondissement) elle n'avait augmenté que de *huit pour cent*. Par suite de disparités analogues dans les villes de province, il apparaît que la propriété bâtie est simplement supérieure de 250 pour 100 de francs-papier à ce qu'elle était il y a quinze ans en francs-or ; qu'elle a par conséquent baissé de moitié.

Dans la propriété rurale il faut distinguer les exploitants et les propriétaires ; les premiers ont réalisé des fortunes, en certaines provinces s'entend et pour certaines cultures, — les viticulteurs, par exemple, avaient fait, avec la seule récolte 1917, près de 3 milliards de profit supplémentaire, tous frais payés, à celui des années d'avant-guerre ; — le bétail et ses dérivés, beurres et fromages, ont enrichi des régions entières. Le profit des céréales fut plus tardif ; les cours néanmoins avaient décuplé l'an dernier ; ils atteignent encore sept fois ceux de naguère. Mais la progression n'a pas été la même pour toutes les natures de sol.

Dans le domaine forestier, le bois d'œuvre et par conséquent les futaies ont beaucoup enchéri ; il n'en a pas été de même du taillis ; la hausse des labours n'a pas été générale : si les départements du Nord, de l'Aisne, la Beauce, la Bretagne, la Normandie ont été exceptionnellement favorisés, la Bour-

gogne, la Franche-Comté surtout, souffrent du manque de main-d'œuvre. La hausse des grosses fermes est moindre que celle des petites; aux prix actuels, l'importance du capital d'exploitation qu'il est nécessaire d'engager arrête souvent les preneurs. En certaines régions, — le Lot-et-Garonne, la Haute-Garonne, — des dizaines de milliers d'étrangers, la plupart Italiens, achètent et labourent la terre délaissée par les Français; pourtant, l'hectare de bonne vigne, dans le Midi, vaut couramment 35 000 francs.

Quoiqu'il soit difficile, au milieu de semblables disparités, de formuler une appréciation, il est admis par tous que l'on ne saurait évaluer, *globalement*, à plus du triple la hausse de la propriété rurale.

De sorte qu'au total, mobilière et foncière, la fortune française représenterait environ 730 milliards, au lieu des 1 200 auxquels devraient correspondre (multipliés par 5) les 240 milliards d'avant-guerre. Nul ne saurait prétendre, en semblable matière, poser des chiffres absolus, puisque la cote des valeurs, comme le prix des maisons et des terres, est dans un mouvement constant et, disons-le, susceptible de hausse dans l'avenir avec le maintien d'une sage administration.

Il n'en est pas moins vrai que *la guerre a changé la part de la fortune acquise*, et par conséquent du revenu issu de cette fortune, *dans le total des recettes françaises*. On s'est fait sur l'importance de ce qu'on nomme le « capital », sur la rente qu'il procure et sur la place qu'il tient dans les revenus généraux de la nation, des illusions qu'une étude attentive des chiffres peut servir à dissiper.

Si nous rapprochons les renseignements que nous fournit « l'impôt général sur le revenu » du montant détaillé des successions, nous remarquons que, sur 766 000 contribuables jouissant de 10 000 à 20 000 francs par an, 105 000 seulement tirent ce revenu de leur *capital*; sur 355 000 déclarant de 20 000 à 50 000 francs par an, 48 000 seulement possèdent un *capital* correspondant; la tranche de 50 000 à 100 000 francs comprend 72 000 familles, dont 20 000 « capitalistes » seulement et, sur les 27 000 qui jouissent de 100 000 à 250 000 francs, le nombre des purs rentiers est de 8 610. Même dans la catégorie supérieure à 250 000 francs, où figurent 8 000 personnes, il n'en est pas plus de 2 180 qui possèdent un capital productif de ce revenu.

De sorte qu'en résumé, sur les 1 227 000 familles payant l'impôt pour un revenu global *supérieur à 10 000 francs*, il n'en est que 184 000 *en tout* qui obtiennent ce revenu d'une fortune d' « oisive », ou supposée telle, bien qu'en fait elle ne le soit pas; pas plus d'ailleurs que ceux qui la possèdent.

En effet, le calcul qui précède est surtout théorique : parmi les « rentiers » *de moins de 10 000 francs*, il en est un grand nombre inscrits aux rôles de l'impôt global, parce qu'ils joignent au produit de leurs coupons ou de leurs fermages, soit les appointements d'une fonction publique ou privée, soit les bénéfices d'un commerce ou les honoraires d'une profession libérale. Il est d'ailleurs un nombre également grand de budgets supérieurs à 10 000 francs qui demeurent ignorés de l'impôt.

VI

Ce qu'il importe de retenir, c'est que, même parmi cette élite qui figure aux rôles parce qu'elle vit richement ou dans l'aisance, c'est *une toute petite minorité* qui tire cette aisance ou cette richesse de son « capital ».

L'administration des contributions directes a, plusieurs fois depuis dix ans, voulu distinguer *les sources* de ce « revenu global ». Sa plus récente statistique nous apprend que les bénéfices industriels et commerciaux représentent plus de 32 pour 100 du total ; les traitements publics et privés 34 pour 100, les honoraires des professions non commerciales, de l'exploitation agricole, des charges et offices ensemble, 8 pour 100, et les produits des capitaux, — fonciers ou mobiliers, — 26 pour 100.

Telle est la part du « capitaliste » dans le revenu de ce qu'on pourrait appeler la « classe » riche, ou du moins privilégiée d'un impôt spécial. Il possède seulement *le quart du revenu* de cette classe. Dans l'ensemble des recettes nationales, autant qu'il est possible de les chiffrer mathématiquement, la part proportionnelle du capital, son importance relative, a décru davantage encore. L'inflation, issue de la guerre, lui était funeste, comme on l'a vu plus haut, puisque son revenu, en francs-papier, triplait à peine, tandis que le prix de la vie quintuplait. Les bénéfices des fermiers, des commerçants et industriels, et surtout les salaires des travailleurs manuels, haussaient au contraire plus que le franc n'avait baissé.

Peu d'entreprises avant 1914 pouvaient se flatter d'un bénéfice dépassant 7 pour 100 ; après la guerre, une marge de 12, 14 pour 100 et plus parut normale à la plupart de nos industriels ; la notion du prix de revient semblait perdue ; chacun achetait à n'importe quel taux et gagnait toujours. Le carnet de commandes était garni pour huit mois, pour un an, voire pour quinze mois. Dans le commerce de détail, le rapide passage des fonds d'une main à l'autre, accompagné le plus souvent de hausses formidables, témoignait de l'enrichissement des possesseurs qui se succédaient ainsi. Depuis un an, le retour aux pratiques normales de la vie des affaires a pour conséquence une réduction des profits, où l'on se plaît à voir une « crise ».

Cependant, s'il était possible de comparer les 23 milliards de « bénéfices industriels et commerciaux », déclarés l'an dernier par 1 500 000 contribuables, avec le chiffre encaissé par les mêmes catégories de personnes en 1913, — qu'aucun impôt à cette époque ne révélait, — on constaterait sans doute que les revenus de cette nature étaient alors sept ou huit fois moindres. Et il en serait de même pour les « bénéfices de l'exploitation agricole », qui échappent à toute statistique, parce que sur cinq millions de cultivateurs 350 000 seulement sont touchés.

Le chapitre des « traitements » fait, mieux que tout autre, ressortir par les chiffres quelles ont été, depuis quinze ans, les destinées des gros et petits fonctionnaires. Avant 1914, l'échelle des appointements payés par l'État allait de 800 francs à 25 000. A compter du 1er janvier 1928, le traitement de base a été porté à 8 000 francs et le traitement maximum à 75 000. Le premier est décuplé, le second est triplé.

Le facteur rural qui touchait 1 100 francs en 1914, le douanier qui recevait 1 200 francs, le garde des Eaux et forêts qui n'était payé que 800 francs, débutent aujourd'hui à 8 000. Les retraites ont suivi le même mouvement : celles des instituteurs, qui étaient de 1 600 francs en 1914, seront l'an prochain de 11 250. Pour l'ensemble du petit personnel la majoration est pratiquement de 6 à 8 fois, pour le personnel moyen de 4 à 5 ; elle ne dépasse pas 3 pour le haut personnel, que l'État est d'ailleurs menacé de perdre, parce que des situations plus lucratives sont offertes aux sujets d'élite dans l'industrie privée.

Pour le travail manuel, en même temps que la journée de huit heures en réduisait la durée, sa rémunération était, en moyenne, sextuplée et, dans certains métiers où les salaires étaient exceptionnellement bas auparavant, — jardiniers, relieurs, brocheuses, — dans toute la main d'œuvre des textiles, la hausse était de 7 et 8 fois le taux d'avant-guerre. Et elle était telle pour des salariés qui ne supportaient pas le renchérissement de la vie, témoin les domestiques des deux sexes, aux champs et à la ville.

Les statistiques de l'impôt ne fournissent à cet égard aucun renseignement, parce que le travailleur manuel est exempt d'impôt direct, *en droit* le plus souvent, *en fait* toujours. Mais il est clair que les 10 millions et demi d'ouvriers, qui gagnaient une quinzaine de milliards par an avant la guerre, c'est-à-dire la moitié du revenu national, se partagent aujourd'hui 60 pour 100 et plus de ce revenu accru : de 90 à 95 milliards sur les 160 milliards environ que peut atteindre le total des recettes françaises.

Après les salaires ouvriers viennent, par ordre d'importance, les 22 milliards et demi de bénéfices commerciaux et industriels, les 12 milliards de traitements et appointements des fonctions publiques et privées (supérieurs au maximum exempt), les 2 milliards et demi de bénéfices agricoles des 350 000 gros agriculteurs connus du fisc, un milliard et demi d'honoraires des professions libérales et des charges et offices ministériels ; ce sont en tout quelque 134 milliards de revenu du *travail*, sous toutes ses formes, en regard de quelque 27 milliards de revenu du *capital*.

Les Français vivent donc beaucoup plus du fruit de leur travail que de la rente de leurs capitaux. D'autant plus que, s'il y a peu de « capitaux », il y a moins encore de « capitalistes », *au cas où nous réserverions cette qualité aux individus vivant du seul revenu de leurs capitaux.*

En voici la preuve : des 34 milliards déclarés à l'impôt global sur le revenu, 9 milliards à peine proviennent de rentes mobilières ou foncières. Neuf milliards, c'est-à-dire *le tiers au plus* des 27 milliards qui constituent le total de la rente des capitaux français appartiennent au groupe d'un million et demi de familles, riches ou aisées, qui jouissent *par diverses sources* d'un budget de 7 000 francs au moins, et sont à ce titre soumises à l'impôt global.

C'est donc que les deux autres tiers de la rente du sol ou des valeurs, — 18 milliards sur 27, — appartiennent à de petits propriétaires, petits rentiers, petits détenteurs de coupons ayant en tout pour vivre moins de 7 000, — ou moins de 10000, s'ils ont des charges de famille, — et qu'on ne saurait sans ironie qualifier de « capitalistes ».

Ils le sont cependant et beaucoup le sont de fraîche date, ayant profité des hauts salaires pour mettre de l'argent de côté. Car, s'il est vrai que l'opinion et le parti que l'on nomme « socialiste » semblent gagner du terrain, il n'est pas moins vrai que l'effectif des « capitalistes » augmente de jour en jour. Ils forment aujourd'hui la majorité de la nation : ils l'ont bien fait voir en juillet 1926 ; dans cinquante ans peut-être, ils représenteront la généralité des citoyens dont le travail, pour être rémunéré par un salaire d'appoint, comme celui de centaines de milliers de « bourgeois » actuels, n'en sera pas moins productif.

De pareilles contradictions entre ce qui se dit et ce qui se fait, entre la politique voyante et bruyante et les évolutions silencieuses de la vie sociale, sont de tous les temps et de tous les pays. Le régime sanglant du bolchévisme russe, qui a pour programme essentiel le « communisme », n'est-il pas en train d'instaurer tout doucement et sans le vouloir, par le bail emphytéotique de portions de terres louées pour quatre-vingt-dix-neuf ans aux paysans, ce que le gouvernement des tsars n'a jamais pu établir, malgré les efforts de Stolypine : la petite propriété personnelle dans les champs ?

En France, où les orateurs peuvent parler, où les journalistes peuvent écrire, il est plaisant et doux d'entendre recommander comme un enviable idéal d'avenir, celui d'un peuple exempt d'impôts, entretenu par un groupe de riches délestés de leurs tonnes d'or ; il est pourtant utile parfois de compter nos milliards nationaux. Nous voyons mieux ainsi comment ils naissent, d'où ils viennent et où ils sont.

GEORGES D'AVENEL.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

QUATRIÈME PARTIE (1)

L'ÉVEIL SENTIMENTAL

J'eus, cette année-là, une rentrée assez triste.

Mes amis Barotte et Ceccaldi avaient quitté le lycée : ce dernier, reçu à Saint-Cyr ; l'autre, devenu « taupain » dans un grand lycée de Paris. Plus de camarades avec qui je pusse sympathiser! De nouveau, j'étais seul!... Au fond, je me fusse accommodé bien volontiers de cette solitude. « Qu'on me laisse tranquille! » Dès ma plus tendre enfance, cette supplication a toujours été sous-entendue dans toutes mes paroles comme dans tous mes silences. Mais cela était contraire à la coutume. Quand on ne jouait pas, — et j'avais horreur de jouer, — on devait faire partie d'un groupe, avoir ses camarades attitrés. Dans cette cour des grands, où les liaisons remontaient déjà à plusieurs années, tous les groupes étaient à peu près clos. On n'admettait que rarement de nouvelles recrues. J'avoue d'ailleurs, que, si la plupart m'eussent repoussé, je n'avais moi-même d'inclination pour aucun. Et cependant, c'était pour moi une question d'amour-propre de faire partie d'une bande. Rester seul dans un coin de la cour, équivalait à la pire déconsidération, presque à une note d'infamie. Alors, à qui me raccrocher?... En désespoir de cause, je dus me rabattre encore une fois sur ce fou de Legay, mon unique refuge dans les mauvaises passes.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1927, du 1er et du 15 janvier 1928.

J'en étais honteux. L'année précédente, j'avais cyniquement lâché Legay pour Ceccaldi et Barotte, et voici que je revenais, l'échine basse, solliciter humblement sa compagnie. Legay ne me cacha point son ressentiment. Il accueillit, avec sa rudesse habituelle, mes avances et mon repentir. Il me rabroua et m'humilia publiquement, de telle sorte que mon premier mouvement fut de tourner les talons, sans demander mon reste. Mais encore une fois, où fuir? Où me réfugier? Je vis que je devais abdiquer toute fierté, et me résigner à boire le calice jusqu'à la lie. Je commence d'abord par me révolter, et, finalement, je trouve toujours dans les hérédités d'une race profondément disciplinée, assez de sagesse pour me soumettre à l'inévitable. En dépit de toutes les rebuffades, je me raccrochai donc à Legay. Je me dis que c'était un mauvais moment à passer. J'en avais subi bien d'autres! Et puis je sentais que, dans toute la cour, Legay était le seul avec qui j'eusse quelque communication, à cause de ce don étrange qu'il possédait d'inventer des types et de vivre dans l'imaginaire. Nous avions quelques souvenirs communs. Je savais d'avance qu'il finirait par me tolérer, parce qu'il avait besoin de l'auditeur complaisant que j'étais pour lui.

Mais ce fut dur, au début, très dur même, d'autant plus que Legay avait pris une supériorité sur moi : lui, il avait trouvé un camarade! Tout de suite, il me le fit comprendre, et il en abusa pour me rudoyer. Désormais, ils étaient deux contre moi... L'année d'avant, il s'était acoquiné avec un autre fol de son espèce, un certain Baudot, élève de rhétorique, un peu en retard dans ses études : il avait au moins dix-huit ans. Ce Baudot, fils d'un petit propriétaire des environs, rejeton de toute une lignée de vieux vignerons du Barrois, était déjà un pochard fieffé : à chaque sortie, il rentrait ivre, après avoir couru tous les cabarets des faubourgs. Ce bon toqué de Legay s'était épris immédiatement de cet ivrogne en herbe. Il en avait fait une nouvelle incarnation de son type de *Maginot*, le cabaretier poivrot, aux caves profondes et inépuisables. Il ne l'appelait plus que Maginot, ou tout simplement, Ginot, et tous deux, excitant mutuellement leur verve, passaient leurs récréations à évoquer des scènes de soûleries épiques, où le pinaud de Bar coulait à pleins bords. Ces propos bachiques, ces facéties et joyeusetés paysannes, me dégoûtaient fortement. Mais, avec ces

deux maniaques, impossible de les esquiver ou de détourner la conversation. J'étais obligé d'écouter ces divagations avec un rire adulateur. Tristement, pendant des récréations entières, j'escortais ces deux singuliers ivrognes : l'un imaginaire, et l'autre de fervente intention.

D'ailleurs, à ce moment-là, j'avais des soucis plus graves : soucis d'avenir, qu'il fallait bien regarder courageusement en face. Les conversations que j'avais surprises pendant les vacances entre mes parents, leurs exhortations et leurs réticences mêmes continuaient à m'inquiéter sourdement. Je devinais que c'était pour moi, — et pas seulement pour moi, hélas! — une question vitale que d'entrer à Normale supérieure. Il me fallait y arriver le plus tôt possible, brûler toutes les étapes qui n'étaient pas absolument indispensables. Ma famille pourrait-elle seulement soutenir, jusque-là, les frais de mes études?... Sans en parler à personne, j'avais pris une grande résolution, qui était de sauter la seconde, et de faire tout de suite ma rhétorique. Pour cela, j'avais travaillé avec acharnement pendant mes vacances, avalé force manuels et pioché mes auteurs... Quand je me crus suffisamment préparé, j'avouai à mes parents cet audacieux projet. On en écrivit au proviseur, juge suprême en la matière. L'excellent M. Bergerot s'opposa nettement à mes intentions et à celles de ma famille : s'avisant que je pouvais être un lauréat du Concours général, et par conséquent une bonne réclame pour son lycée, il me signifia que j'eusse à passer par la filière comme les autres. D'ailleurs, un futur candidat à l'École normale ne pouvait se donner une culture assez solide ni assez complète. Je fus donc obligé de faire ma seconde. Ce me fut un grand chagrin et une espèce d'humiliation, comme si tout mon labeur des vacances eût été jugé inutile autant que présomptueux. En outre, je m'exagérais le danger de ce retard : à de certains moments, me rappelant certains propos entendus à la maison, j'avais une peur si angoissante de ne pouvoir achever mes classes! Des impatiences et des révoltes me soulevaient...

Ma consolation fut de retrouver, en seconde, M. Brun, qui avait été, l'année d'avant, mon professeur de troisième. J'avais, à cet égard, quelques illusions. D'abord, le charme de la nouveauté s'était évanoui. Le confesserai-je? Je ne trouvais plus M. Brun aussi éblouissant que l'année précédente. Lui-même

avait bien ralenti son zèle. Il ne préparait plus que mollement l'agrégation. Et, s'il fallait en croire les cancans des externes, il se laissait corrompre par les délices de Bar, et fasciner par les splendeurs de la vie mondaine. Un jour même, le bruit courut qu'il avait été invité chez les « Dupont de Savonnières!... » Ces Dupont de Savonnières, gros industriels des environs, donnaient alors, dans la ville, le ton des élégances. Être invité chez eux était une manière de distinction très enviée et très recherchée. Quelle apparence qu'un petit professeur de lycée eût été admis dans un milieu si reluisant et si fermé? D'autant plus que ces Dupont de Savonnières étaient considérés comme des bonapartistes impénitents! C'eût été une mauvaise note, pour un fonctionnaire, que d'avoir les moindres relations avec des « réactionnaires » de cette espèce... Eh bien! c'était la pure vérité. M. Brun lui-même, en un sourire irrésistible et triomphant, nous en fit l'aveu : il avait dansé chez les Dupont de Savonnières! Brillant valseur, il se prodiguait dans tous les bals et sauteries. Souvent, il nous arrivait en classe, un peu vanné et les yeux brouillés de sommeil, pour s'être couché à deux heures du matin. Ces débauches n'échappaient point à l'œil vigilant de M. le censeur Falk, ni à la jalousie de M. Bergerot, qui, lui, n'était pas invité chez les Dupont de Savonnières! Mais M. Brun passait pour être protégé par des personnages influents. Comment oser sévir contre un godelureau, qui avait des connaissances si brillantes et, sans doute, si redoutables?...

Il nous parlait souvent, non sans une petite pointe de vanité, du sous-préfet de Commercy, qui était, pour lors, M. Lozé, futur sénateur, préfet de police et ambassadeur à Vienne. M. Lozé avait le goût de la littérature. Il faisait faire par M. Brun des conférences à Commercy, et il le conviait à la sous-préfecture. Un jour, notre professeur nous dit avec une négligence feinte, mais radieuse :

— Je vais vous lire quelques pages d'un livre que m'a prêté le sous-préfet de Commercy...

C'était un roman d'André Theuriet, alors dans sa fraîcheur. Je ne me rappelle plus quel en était le titre. Mais il y était question du Bois de la Vierge et de l'admirable région forestière qui environne Bar-le-Duc. C'était la première fois que j'entendais célébrer ces beautés du terroir : Theuriet m'ouvrait les

yeux à des spectacles que j'avais dédaignés ou négligés jusque là. Mais, je l'avoue, le fait que je devais cette révélation au sous-préfet de Commercy ajouta beaucoup à l'agrément de cette lecture. Et j'en conçus plus de considération pour M. Brun, ami d'un tel personnage. Peu à peu, M. Brun se revêtait, pour moi, d'un prestige tout nouveau, celui des élégances mondaines. Décidément, comme disaient mes camarades, il était du dernier « galbeux » ! J'étais fier d'un tel professeur, — et je me proposais bien d'en rabattre le caquet à ma tante Joséphine qui méprisait si fort les universitaires. Cela me poétisait une carrière, où je m'engageais sans grand enthousiasme, mais avec un sentiment de pressante nécessité.

Et justement, parce que j'avais le sentiment de cette nécessité, j'aurais voulu pouvoir m'intéresser à ma classe. C'était bien difficile. Malgré toute ma bonne volonté, je n'arrivais pas à me passionner pour les classiques français qui composaient notre programme. Il en était de même pour les auteurs grecs et les auteurs latins, où, pourtant, je découvrais, parfois, tel détail pathétique ou pittoresque qui me ravissait : cela m'arrivait beaucoup plus rarement avec les français. J'étais un romantique éperdu et, sans doute, incorrigible. Mon professeur essayait bien de combattre ces admirations désordonnées, mais, — je le devinais, — sans grande conviction. Quand je lui citais un vers de Hugo ou de Leconte de Lisle, il écrasait ces déplorables modernes sous une phrase méprisante de son maître, au lycée Charlemagne, — le majestueux M. de la Coulonche, qui, cependant était, lui aussi, secrètement, un romantique. Je n'avais aucun respect pour le jugement de M. de la Coulonche... D'autres fois, quand j'avais lu, en classe, à haute voix et d'affilée, cinquante alexandrins de *Cinna* ou d'*Iphigénie*, il m'arrivait, perdant le fil du discours et cédant à un morne ennui, de m'arrêter brusquement, l'air désespéré. Sur quoi, M. Brun, qui bâillait, se grattait la barbe, qu'il avait belle, et ne pouvait se tenir de lâcher :

— Ah ! c'est mortel !... mortel !

J'étais bien de son avis.

Je ne suis jamais revenu complètement sur cette impression première. Il y a comme cela, dans nos classiques, de vastes espaces, sablonneux et déserts, où l'on cherche vainement une oasis. A cette époque-là, je puis dire que Corneille et Racine

m'étaient complètement inintelligibles. Molière lui-même, pourtant si vivant, si coloré, je ne le goûtais qu'à demi : cette gauloiserie, cette épaisseur de bon sens me rebutait. J'ajoute qu'on ne faisait rien pour m'en donner le goût et me rendre cette littérature accessible. Nos professeurs, gâtés par toutes les contagions ambiantes, n'y comprenaient pas grand chose, eux non plus, — ou, s'ils aimaient et goûtaient vraiment les classiques, ils ne savaient pas nous communiquer leurs admirations. Chez la plupart de nos contemporains, le cœur n'y était pas. On aimait ailleurs. Pour moi, il n'y avait que la lyre et les ivresses romantiques.

Je commençais à me blaser sur les Hugo et les Lamartine, — et même sur les poétesses et poètes du lieutenant-colonel Staaf. Mon ami Hette, étroitement surveillé par M. le Censeur, ne me faisait plus passer aucun bouquin. Alors, je dus me contenter des maigres rogatons que m'offrait notre bibliothèque. Je me mis à lire les critiques : Sainte-Beuve, Nisard, Saint-Marc Girardin, Villemain et les autres. Je les détestais tous, mais je les lisais quand même; je les fouillais avec acharnement, jusque dans leurs notes et appendices, parce qu'ils me parlaient de mes chers romantiques. Je dédaignais Nisard qui me paraissait complètement fermé à tout ce que j'aimais; j'abominais Saint-Marc Girardin que je traitais de cuistre : j'avais horreur de cet esprit mesquin, de cette critique vinaigrée et tatillonne. Mais quoi? tout en éreintant *Lucrèce Borgia* ou *Notre-Dame de Paris*, il me parlait de Victor Hugo : je n'en demandais pas davantage. Je le lisais avec colère, protestant, à chaque ligne, contre ses dénigrements. Bien entendu, je lui préférais Sainte-Beuve, que je sentais plus ouvert, plus intelligent, et qui promenait ma curiosité à travers des régions inconnues. Je broutillais inlassablement à travers les *Lundis* et les *Portraits*, en quête d'un article sur un contemporain, d'une allusion quelconque à un de mes poètes préférés. Mais quelle douleur de le voir malmener mes favoris! Je m'attristais de tant de sévérités pour *Graziella* ou pour *Raphaël*, que je continuais à adorer. Quant aux autres grands critiques ou professeurs de ce temps-là, les Villemain et les Cousin, toutes ces gloires de Sorbonne, j'avoue que je n'ai jamais pu en lire plus de deux pages. *Le Vrai, le Beau et le Bien* me fut un soporifique irrésistible. Le fameux *Cours de littérature* de Villemain, avec

ses allusions politiques et ses tirades à effet, me parut un breuvage complètement éventé...

Je me hâte de proclamer que je n'ai pas la prétention, en ces lignes forcément hâtives et superficielles, de prononcer sur chacun d'eux un jugement définitif. Qui sait même ce que j'en penserais aujourd'hui, si j'avais le temps de les lire sérieusement? Je ne doute pas qu'il n'y ait beaucoup de bien à en dire, même de ceux qui m'ont semblé les plus ennuyeux. Et je suis bien loin de nier qu'on ne puisse découvrir, dans ce qui m'apparaissait comme du fatras ou de la logomachie toute pure, une foule de choses fines, justes, ou même profondes. J'essaie, en ce moment, de retrouver mes impressions de lycéen, mes réactions en face de ces défenseurs attitrés du classicisme. Je constate que je restais farouchement romantique, que l'éducation que je me donnais à moi-même était toute romantique et que mes pédagogues d'alors ne faisaient rien pour corriger ou modérer ces tendances, ou que, s'ils le tentaient par hasard, ils se montraient maladroits ou impuissants.

Je me demande même si la littérature classique, dans ce qu'elle a de plus solide, est bien faite pour les adolescents et même pour les jeunes gens. Les classiques sont, en général, des réalistes, des observateurs probes, qui se piquent avant tout d'exactitude et de raison. Pour profiter de leur expérience, souvent un peu sèche ou un peu chagrine, il faut soi-même avoir déjà beaucoup vécu. Et pour comprendre et goûter leur art, si aristocratique et, par certains côtés, si particulier, si spécial à une époque, il faut toute une culture et toute une éducation esthétique. Avec le romantisme, au contraire, l'enfance et la jeunesse sont de plain pied. C'est une littérature de jeunes gens. L'autre est une littérature de vieillards ou d'hommes mûrs. Et pourtant les classiques ont été jeunes. Ils ont plu à toute une jeunesse, — jeunesse disparue, dont les engouements et les amours nous sont, la plupart du temps, incompréhensibles. Ce qu'il y a de certain, c'est que, sur les bancs du collège, je ne comprenais rien à un art et à une littérature qui me paraissaient très loin de moi. A part certaines tirades vertueuses ou héroïques, certains « morceaux » d'éloquence et enfin une rhétorique qui, chez nous autres Latins, est presque une façon congénitale de penser, — tout me passait par-dessus la tête.

Je n'en déplore pas moins que les guides m'aient manqué

pour pénétrer dans ces hautes régions, qui semblent banales et ouvertes à tous et qui, cependant, sont d'un accès si difficile. Certes, à l'âge où j'étais alors, je ne pouvais recevoir qu'une faible partie de la sévère leçon de nos anciens : toute cette somme d'expérience humaine est à peu près perdue pour un adolescent. Mais je regrette qu'on n'ait pas tenté au moins d'en faire parvenir quelque chose jusqu'à moi et surtout qu'on ne m'ait pas donné, dès ce temps-là, de bonnes habitudes d'esprit. En pleine fougue romantique, le contre-poids classique m'a manqué.

Le contre-poids historique aussi! Je vivais dans une humanité singulière, celle des lieux communs de la rhétorique classique, ou encore celle des romanciers et des dramaturges romantiques. Nul enseignement ne corrigeait ni ne complétait pour moi cette vision d'une humanité trop idéalisée ou faussée à plaisir. N'ayant que peu de goût pour les classiques, c'est donc presque uniquement avec les héros grandiloquents et écervelés de Hugo que je liais compagnie. Nul doute qu'il ne m'eût été salutaire de confronter ces fantômes avec des êtres réels et, par exemple, avec l'humanité de l'histoire. Eussé-je mieux compris la leçon des historiens que celle des moralistes ou des sermonnaires du grand siècle? On en peut discuter. Mais je persiste à croire qu'il m'eût été bon d'en être, au moins, averti. Oui, j'aurais voulu qu'on me dît alors : « Vous voilà tout emballé par *Marion Delorme* et par *Le Roi s'amuse*! C'est de votre âge. Mais sachez, dès maintenant, que cela ne tient pas debout. Le François I[er] et le Richelieu véritables sont de bien autres gaillards et qui, à de certains points de vue, commandent le respect et même l'admiration. Vous ne pouvez pas encore en juger ni bien pénétrer de telles âmes. Épuisez l'illusion, livrez-vous à votre folie, à condition toutefois de vous dégriser un jour et d'essayer de voir les choses et le monde tels qu'ils sont. Nous allons même, dès à présent, vous y aider!... » Mais on ne me disait rien de semblable. On nous mettait entre les mains de secs résumés qui, pendant de longues années, m'ont inspiré un vrai dégoût de l'histoire. Et pourtant personne n'a plus aimé le passé que moi, n'a été plus avide de le connaître et de le comprendre. Mais je veux le passé tout entier, comme je veux la réalité tout entière, c'est-à-dire sentie et illuminée jusque dans son tréfonds par une âme de

poète. Je dois avouer pourtant que certains de ces auteurs de manuels essayaient d'animer un peu et de colorer à nos yeux cette aride chronologie qu'était alors l'enseignement historique. J'ai gardé un souvenir reconnaissant au vieux Victor Duruy, à cause de certaines phrases émues que j'ai lues autrefois dans ses manuels. Mais c'étaient de petits points d'eau perdus dans la désolation des sables. Ces pédagogues n'avaient à aucun degré le sens de la réalité vivante. Le passé leur était lettre close. Je ne sentais pas alors que tout cela était faux, que l'histoire officielle est un tissu de mensonges intéressés, combinés par l'esprit de parti pour la plus sûre domestication des intelligences. Mais cette histoire officielle me choquait dans les principes et les sentiments profonds que j'apportais de mon foyer et de mon milieu natal. Et du moment que c'était ennuyeux, oui! prodigieusement ennuyeux, toutes ces raisons faisaient que je me détournais avec dédain de ces affreux petits bouquins, comme des cahiers de cours qui les complétaient. En ce temps-là, l'histoire ne m'intéressait pas, et l'on ne faisait rien pour m'y intéresser.

On ne m'apprenait ni ce que c'était que ma province, ni ce Barrois, ni ce Bar, dont je rencontrais, à chaque pas, les vieux monuments et dont je traversais les charmants paysages sans même les voir, — ni enfin cette France pour laquelle on nous imposait la corvée de l'exercice militaire et pour laquelle on nous répétait que nous devions mourir. Le patriotisme était toujours dans toutes les bouches, mais comme une formule obligatoire et vaine, dont nous commencions à soupçonner le creux. Nous devinions que le vrai patriotisme était autre chose que ce charlatanesque battage électoral. D'ailleurs, à force d'appuyer sur cette corde, elle se fatiguait, et elle ne rendait plus.

Je me souviens qu'en cet été de 1881, des dépêches triomphales furent placardées dans la cour des grands. C'était le moment de l'expédition de Tunisie. On nous annonçait la prise de Sousse, de Sfax et de Gabès, l'entrée des troupes françaises à Tunis et à Kairouan. Dans une allocution familière, notre proviseur, M. Bergerot, crut devoir nous commenter ces glorieux événements. Malheureusement, cette éloquence administrative ne trouva parmi nous aucun écho. Alors, on était complètement hypnotisé par l'Alsace-Lorraine. Et puis l'atmosphère

morale devenait de plus en plus défavorable. Elle était contraire aux grandes émotions nationales comme aux idées hardies et généreuses. Peu de gens comprenaient, à cette époque, ce que représentait, pour la France, cette conquête de la Tunisie. C'est pourquoi je me rappelle avec plaisir, avec un vif sentiment d'estime pour son auteur, cette petite allocution patriotique de M. Bergerot sur l'entrée des Français à Tunis. Cet homme avait, de temps en temps, d'heureuses inspirations comme celle-là et il était plein de bons sentiments. Mais son entourage l'annihilait. La peur de se compromettre paralysait ses velléités d'indépendance ou d'initiative. Et il se sentait surveillé par des agents occultes, qui commençaient à rôder dans l'ombre autour des pauvres fonctionnaires et surtout des chefs d'administration.

Ainsi, nulle influence salvatrice ou excitatrice ne me venait du dehors : j'étais livré à moi-même et à toutes les suggestions décevantes et déraisonnables de mes lectures romantiques. Du catholicisme non plus rien ne me venait qui pût me prémunir, me réconforter ou m'élever. Dans son cours d'instruction religieuse, notre aumônier, le bon abbé Hubin, continuait à nous parler de Flavius Josèphe et de Sérapion d'Antioche et, quand nous le lui permettions, de disserter sur les preuves extrinsèques de l'authenticité des Évangiles. Cet enseignement trop spécial nous laissait plus indifférents que jamais. Moi-même je n'arrivais pas à m'y intéresser. Ma foi s'en allait. Peu à peu, le sentiment religieux s'affaiblissait en moi, devenait voisin du néant. Néanmoins, cette année-là, je fis encore mes pâques, mais par routine, sans nul élan d'âme ni d'esprit. Et je crois bien que ce fut la dernière fois, — du moins pour une très longue période.

En même temps, j'étais travaillé par une souffrance obscure qui diminuait mes forces de résistance aux influences délétères et qui empêchait l'essor de mes puissances spirituelles. C'était une souffrance de tous les instants, la plupart du temps à demi inconsciente, qui résultait de mon inadaption persistante à mon milieu. Je n'avais pas de véritables amis, pas d'affection auprès de moi, nul guide qui se préoccupât de comprendre ma vraie nature et mes vrais besoins. Et je souffrais toujours de la faim, du froid, de la discipline. Mais est-on jamais heureux ? Quand l'a-t-on été vraiment ? Le mirage du

souvenir nous abuse. Les minutes heureuses ne nous paraissent si belles que parce qu'elles se détachent sur un fond de souffrance uniforme et continue. A ces causes de malaise s'ajoutaient les troubles profonds de la croissance. Je n'en savais rien. Je constatais seulement en moi une sentimentalité grandissante, mêlée d'une sourde inquiétude, dont je ne pouvais discerner les origines physiologiques.

***

Et c'est alors qu'un grand événement bouleversa ma vie. Oui, ce fut une grande date pour moi. Je lus Alfred de Musset.

J'avais quinze ans. J'étais mûr pour le lire. Toutes mes aspirations vagues d'adolescent me précipitaient vers cette pâture.

Comment ai-je pu réussir, en dépit de la surveillance de nos maîtres, à me procurer un Musset? Depuis le départ de mes camarades Ceccaldi et Barotte, personne, dans la grande cour, ne s'intéressait plus à la poésie... Si, pourtant! il y avait une petite bande où on lisait des vers, mais sans les aimer, comme moi, pour eux-mêmes : uniquement parce qu'on y trouvait un excitant sensuel. Un garçon tout à fait étrange, au moins aussi fol que Legay, Dujardin de Montier-en-Der, faisait partie de cette bande. Sans doute que leur commune folie les rapprochait. De temps en temps, Legay et Dujardin s'abordaient, s'acoquinaient et, pendant des récréations entières, faisaient assaut de divagations et d'imaginations burlesques. C'est ainsi qu'à la suite de Legay j'entrai en contact avec ce petit groupe, qui comprenait, outre Dujardin, le fils d'un médecin vosgien, qui, disait-on, avait soigné autrefois Napoléon III, personnage considérable dans la région, conseiller général et futur député : Lehart, de Vittel. Il avait pour intime ami un adolescent blondasse et criblé de taches de rousseur, dont le grand talent était d'imiter à la perfection le bêlement de la chèvre : sur quoi, Legay l'avait surnommé Petit-Biquet, nom qui fut immédiatement adopté par toute la cour. Enfin, un gros garçon, à figure poupine et apoplectique, Payot, de Robert-Espagne, complétait ce quatuor un peu fermé. J'appris bientôt de Payot lui-même qu'il lisait Alfred de Musset. J'en fus quelque peu surpris : Payot, dans ses allures et dans son encolure, n'avait rien d'un amateur de vers. Élève de rhétorique, plus âgé que moi d'au moins trois ans,

il se donnait déjà comme un coureur de mauvais lieux. Et c'est pour cela, disait-il, que Musset était son poète. Ces raisons ne me touchèrent point. Je ne vis qu'une chose : c'est que ce mortel fortuné détenait un Alfred de Musset ! Or, j'étais impatient de connaître ce poète défendu, dont je n'avais lu, dans mon Merlet, que les *Stances à la Malibran* et, peut-être, quelques fragments des *Nuits*... Et voici que Payot, — qui l'eût cru ? le gros Payot de Robert-Espagne, — pouvait satisfaire ma fringale lyrique ! Il cachait ce volume en étude, dans son casier, sous ses manchettes de lustrine. Je suppliai Payot. Le lendemain, à la récréation du matin, il me glissait le livre abominable et délicieux.

Autant que je me rappelle, c'était un dimanche de sortie, — un dimanche de mai. Par exception, il faisait un soleil radieux : du moins, je le veux croire. Mon imagination exigeait le soleil pour une telle lecture. Je ne sortais pas, comme d'habitude, aucun correspondant ne se souciant de moi. Mais cela m'était bien égal ! Avec Alfred de Musset, j'étais sûr d'avoir une plus belle sortie, infiniment plus belle, que mes camarades. M. Morin, notre pion, se douta bien que, ce matin-là, je devais me livrer, derrière mes dictionnaires, à quelque débauche littéraire. Mais le cher garçon, qui m'était secrètement indulgent, n'en voulut rien manifester. Il me laissa tout à mon ivresse : ce fut vraiment, pour moi, le rêve d'un matin de printemps.

Comme s'il était là sur ma table, je revois le volume que m'avait prêté Payot, — un assez fort bouquin, relié en toile verte. Il comprenait les poésies complètes de Musset, en deux tomes d'une édition déjà ancienne, qui avait dû être achetée autrefois par le père de Payot, du temps qu'il était étudiant. Car Payot avait chipé le livre dans la bibliothèque paternelle. J'en parle ainsi, avec ce luxe de détails et avec une réelle abondance de cœur, parce que, après mon vieux Merlet, ce bouquin m'a valu des heures d'émotions inouïes. Dans la crainte qu'il ne me fût confisqué par le maître d'étude, — et je savais tout ce que je risquais en pareil cas : c'était la mise au séquestre pour toute une journée, punition que l'on considérait alors comme infamante, peut-être même le renvoi du lycée, — dans cette crainte, qui empoisonnait mes joies, je me hâtai de recopier le livre, du moins les morceaux qui me plaisaient le

plus, sur un gros cahier d'écolier, d'apparence grisâtre et tristement pédagogique. Cela ne me suffit pas. Par un raffinement de prudence, j'appris tout Musset par cœur. Comme cela, personne ne pourrait me le ravir! Et, ce faisant, j'étais tout fier d'imiter Racine adolescent, qui, dans un coup de passion analogue à la mienne, ayant lu le roman de *Théagène et Chariclée*, livra lui-même à ses maîtres le volume désormais inutile. Je venais de recueillir ce beau trait dans Sainte-Beuve... Eh bien! moi aussi, je ferais comme le « petit Racine »! Et je me voyais déjà apportant mon gros cahier gris à M. le censeur Falk en lui déclarant, d'un ton héroïque : « Monsieur, vous pouvez le prendre! Je le sais tout entier par cœur!... »

Ce fut un nouvel enchantement qui dura trois mois, une véritable débauche de cœur et d'imagination. J'avoue pourtant qu'il se mêlait un remords obscur à ces jouissances littéraires. Je ne pouvais pas m'empêcher de les trouver coupables. J'étais choqué, scandalisé par certains mots un peu gros, certaines images un peu chaudes de Musset. Une délicatesse de conscience, formée ou développée par l'éducation chrétienne, ne s'oblitère pas comme cela tout d'un coup. Je pense même qu'elle ne meurt jamais. Et puis je me reprochais de gaspiller ainsi mon temps à des lectures frivoles, alors que la préparation de mes examens futurs, le souci vital de mon avenir, auraient dû m'interdire toute espèce de divertissement.

Mais la fascination de la littérature était plus forte que tout. Je calmai mes scrupules, en me disant que je m'imposerais double tâche pour rattraper le temps perdu. Hélas! les besognes de la vie, — je parle de la mienne, — sont inexorables. J'ai dû *voler* presque tous mes plaisirs. N'importe à quel prix, n'importe par quels moyens, je les ais eus tout de même. Si pressé que je sois par des circonstances ou des nécessités impérieuses, je ne résiste pas au besoin de m'abstraire des tâches les plus absorbantes pour *être à moi*, ne fût-ce qu'une minute, pour me recueillir, m'émouvoir, contempler ou rêver. Je crois que, même sur le gril de Guatimozin, je saurais me ménager encore un petit lit de roses.

Qu'est-ce donc que j'aimais tant dans Musset? Il me semble que j'en aimais tout ; que, de lui, je finissais par tout accepter. Dès la première page, je fus conquis. Je me souviens : cela s'ouvrait par les *Contes d'Espagne et d'Italie* : Don Paëz, Portia,

Les Marrons du feu... Et quel début ! comme cela sonnait aux oreilles d'un petit lycéen courbé sous la discipline !...

> Je n'ai jamais aimé, pour ma part, ces bégueules,
> Qui ne sauraient aller au Prado toutes seules,
> Qu'une duègne, toujours, de quartier en quartier
> Talonne, comme fait sa mule au muletier...

Cette insolence, cette crânerie de jeune homme qui ne respecte rien, cette bravoure soldatesque et quelque peu cynique, comme tout cela flattait mes instincts de révolte et d'indépendance ! J'aimais ce grand frère inconnu de me donner un si fier exemple. Mais surtout je lui savais gré de m'introduire dans le monde du plaisir, de lever pour moi un coin du voile sur des voluptés ignorées et qui me paraissaient recéler un infini de jouissance et de poésie. J'étais comme le soldat, imaginé par don Paëz, qui, épiant la bonne fortune de son camarade, regarde par le trou du volet et aperçoit « *une chambre tigrée*, — de candélabres d'or ardemment éclairée... à terre, une mandore, — qu'on venait de quitter et frémissant encore... » Ah ! cette chambre « tigrée » de la place San Bernardo, a-t-elle fait travailler mon imagination ! Je n'ai jamais su ce que cela voulait dire, pour une chambre, que d'être « tigrée ». Mon ignorance ajoutait encore à l'inquiétant mystère de ce nid de délices. Naïvement, je le voyais tapissé de peaux de tigres. Et celle qui l'habitait, la belle Juana elle-même, ne pouvait être qu'une tigresse d'amour... Et puis cette mandore frémissante, négligemment jetée sur les coussins ! Il me semblait que c'était le symbole même de la poésie de Musset : un violon prodigieusement sensible et déchirant, tour à tour moqueur et sentimental, qui mêle aux sanglots les badinages et les blasphèmes.

Je goûtais moins les pièces à prétentions philosophiques. Mais celles où le poète raille la sottise et la bassesse de ce qu'il appelle « l'humanitairerie », où il stigmatise les ignobles instincts démagogiques de son siècle, ces pièces-là, du moins certains passages, éveillaient en moi des sentiments encore confus, mais qui ne demandaient qu'à grandir. Et surtout ses invectives contre « la sociale », contre « tout ce qui porte l'homme à se mettre en troupeau ». Sa haine de l'hypocrisie,

son appétit farouche de liberté, — et l'orgueil d'être seul, de ne jurer sur les paroles d'aucun maître :

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre!

L'individualiste intransigeant que j'ai toujours été, le Latin épris d'indépendance, ou qui ne veut obéir qu'au maître de son choix, commençait à prendre conscience de lui-même sous l'inspiration de Musset. Mais ce que j'ai aimé par dessus tout, aimé jusqu'à la folie, c'est le Musset sentimental : *A quoi rêvent les jeunes filles*, et surtout un morceau, qui a disparu des éditions plus récentes, mais qui figurait dans le volume que m'avait prêté Payot, une espèce d'élégie intitulée *Lucie*. Ces vers-là, je les ai sus tout de suite par cœur, sans même me donner la peine de les apprendre, — dès la première lecture, — et, aujourd'hui encore, après tant d'années, je pourrais les réciter d'un bout à l'autre. Lamartine m'avait fait une impression plus profonde, il avait ému les parties hautes de mon être et de mon esprit. Mais personne, jusque-là, n'avait ébranlé à ce point toutes les puissances de mon âme, ni enchanté ainsi mon imagination, en flattant toutes les aspirations de mon cœur lourd d'adolescent :

Un soir, nous étions seuls. J'étais assis près d'elle.
Elle penchait la tête, et, sur son clavecin,
Laissait, tout en rêvant, flotter sa blanche main

. . . .

Les marronniers du parc et les chênes antiques
Se berçaient doucement sous leurs rameaux en pleurs...
Nous étions seuls, pensifs, et *nous avions quinze ans!*

Et, tout de suite, les fameux vers de *Rolla*, répondaient en écho :

Quinze ans, ô Roméo, l'âge de Juliette,
L'âge où vous vous aimiez, où le vent du matin,
Sur l'échelle de soie, aux chants de l'alouette
Berçait vos longs baisers et vos adieux sans fin...

On peut sourire, aujourd'hui, de cette phraséologie romantique. Elle a enivré des générations. Pour moi, cette poésie fut la grande fête de mes quinze ans. Je ne puis pas m'en souvenir sans attendrissement et sans un retour d'exaltation. L'effet produit sur moi fut irrésistible : effet double, — effet

trouble et troublant surtout. Ce n'était plus le pur lac de Lamartine, — « le doux lac de Némi qu'aucun souffle ne ride », — c'était l'étang aux profondeurs ensorcelantes mais pleines de pourritures cachées. Ces vers suscitaient en moi un mirage d'amours candides et de pureté impossible :

Doux mystères du toit que l'innocence habite...
Qui fis hésiter Faust au seuil de Marguerite,
Candeur des premiers jours, qu'êtes-vous devenus?

Et, d'autre part, ils stimulaient, sans que j'en eusse clairement conscience, mes premiers émois sensuels et, en même temps, ils irritaient des curiosités trop précoces et qui en devenaient malsaines. Je rêvais de Juliette, et de Marguerite, mais plus souvent de ce Don Juan, coureur de bouges et hanteur de tavernes, qu'on voit :

Portant sa lèvre ardente à la prostituée,
Avant qu'à son balcon done Elvire éplorée
Dans la profonde nuit croyant encor le voir
Ait cessé d'agiter sa lampe et son mouchoir...

* * *

Peu à peu, c'est ce dernier penchant qui l'emportait. Je glissais au libertinage, — du moins au libertinage d'esprit. Musset ne me suffisait plus. Je cherchais d'autres pâtures à mes curiosités sournoises. C'est vers cette époque-là que mon ami Hette parvint à me faire tenir une édition populaire de *la Vie de Bohême*, de Mürger.

Cette brochure, d'un format un peu grand, se prêtait mal aux lectures clandestines. Si M. Morin, notre pion, ne s'aperçut de rien, il y mit vraiment beaucoup de bonne volonté. Le fait est que je pus lire ce livre assez tranquillement, à l'étude du soir, dans un atlas de géographie. Je m'en délectai. Je le dévorai d'un coup. Cette charge de rapin, avec ses invraisemblances et son comique un peu gros, ce milieu déjà légendaire pour nous autres lycéens de la Troisième République, ce Quartier Latin du temps de Louis-Philippe, avec ses grisettes, ses artistes d'estaminets et ses étudiants de quarantième année, cette bohême conventionnelle ne me dérouta pas trop et ne me scandalisa point. Entre ces platitudes et les sublimités lamartiniennes où je me complaisais, Musset avait fourni la transition. Mardoche,

Suzon, les abbés des *Marrons du feu* m'avaient conduit à Rodolphe, à Schaunard, à Musette et à Mimi Pinson. Enfin cette *Vie de Bohême* devint pour moi une véritable passion, que je fis partager à Legay : c'était le seul genre de littérature où nous pussions communier. Son génie gouailleur, son goût pour la caricature trouvaient à s'y satisfaire. Nous en parlâmes dans la bande Dujardin-Payot. Ceux-ci, avec un sourire supérieur, nous déclarèrent qu'ils avaient lu beaucoup plus fort. Et même Lehart et son ami Petit-Biquet se moquèrent fort de mon ignorance, lorsque je leur avouai que je ne connaissais ni *Daphnis et Chloé*, ni les *Contes* de La Fontaine. Eux, ils en détenaient des exemplaires commodes à fourrer dans une poche, de petits livrets à couverture bleue appartenant à une collection, alors très populaire et courante, qu'on appelait la « Bibliothèque à cinq sous ». Ils me passèrent, l'un après l'autre, les livrets en question, qui à cette époque-là, dans les milieux collégiens, jouissaient d'une effroyable et attirante réputation d'obscénité.

Je ne compris rien à *Daphnis et Chloé*. Cela me parut prodigieusement ennuyeux, sans doute par la faute du traducteur, — et puis surtout, parce que cette idylle pour vieux messieurs ne disait rien à un enfant de mon âge et que je n'étais pas au point pour en savourer le ragoût. Quant à La Fontaine, ce fut une déception complète. Je m'étais imaginé des choses abominables et je tombais sur des histoires qui me paraissaient les plus anodines du monde et dont les sous-entendus polissons, comme les grâces réelles et le charme de style, m'échappaient. Mais la punition fut terrible. M. Morin, notre pion, qui, sans en avoir l'air, me surveillait du coin de l'œil, jugea que, cette fois, je passais la mesure. Avec un ricanement sarcastique, il me confisqua le scandaleux petit livret à couverture bleue et me dénonça à M. le censeur Falk. Celui-ci, incontinent, me condamna à une journée de séquestre. Immédiat, le châtiment tomba sur moi comme la foudre. Un garçon, agitant un trousseau de clés, vint me chercher en étude pour me mettre au cachot...

La prison ! pour moi !... Un gouffre se serait creusé sous mes pieds que je n'eusse pas été plus épouvanté, plus écrasé de remords. M. Falk, à cette occasion, me fit un sermon si pathétique, me représenta, en termes si véhéments, l'infamie de ma conduite, que je me considérai comme un grand

coupable. Et pourtant, pauvre gamin, je n'avais rien compris ni à *Daphnis et Chloé*, ni aux *Contes* de La Fontaine ! Qu'est-ce qu'il y avait donc de si répréhensible, de si effroyable dans ces tristes petits livres?...

Mais j'étais bien obligé de m'avouer que, si je n'avais trouvé aucun mal dans ces lectures, j'en avais certainement cherché, — et cela de propos délibéré. Là était mon crime ! On m'avait donc justement puni ! J'en eus tout de suite la conviction si poignante que la mort seule me parut capable d'expier un tel forfait. Je songeai sérieusement à me tuer et, tout à coup, saisissant le couteau de table qu'on m'avait apporté, à l'heure du déjeuner, avec un morceau de bouilli et un quignon de pain sec, je le passai légèrement sur mon poignet, comme pour m'ouvrir les veines... Mais l'idée me vint aussitôt que cela me ferait peut-être très mal, que, d'ailleurs, c'était une chose défendue aussi et enfin que, si je songeais à me suicider, c'est parce que j'avais lu, dans *Rolla*, une histoire de suicide. Je n'étais qu'un vil imitateur ! Mon humiliation, ma contrition redoublèrent. Je sombrai dans un chagrin, dont je fus long à me remettre et qui, plusieurs jours après ma sortie du séquestre, m'exposa aux risées de mes camarades.

***

J'avais donc gardé une extrême sensibilité de conscience. C'étaient les leçons de « mes abbés » de Briey, la sévère et presque inhumaine morale de notre curé, M. l'archiprêtre Schwob, qui, de loin, me protégeaient contre la contagion sensuelle. Je ne me doutais pas de tout ce qui bouillonnait autour de moi, dans cette cour des grands, parmi ces garçons cloîtrés, dont certains allaient avoir vingt ans. Je vivais, sans en être touché moi-même, dans une atmosphère de fièvres juvéniles. J'étais la salamandre dans le brasier. Ou, si j'étais gagné par la contagion, je n'en avais pas conscience et cela se tournait en littérature. C'est seulement beaucoup plus tard, que je me suis rendu compte des dangers que j'avais alors côtoyés, et de toute cette fermentation de désir qui affolait mes condisciples plus âgés ou plus développés.

Nos imaginations franchissaient les grilles du lycée. Certaines silhouettes féminines, entrevues aux jours de promenade ou de sortie, nous poursuivaient en étude et en récréa-

tion. On ne parlait que d'*elles*. Certains en étaient positivement amoureux. Et l'ardeur de ces vaines passions était d'autant plus forte que les objets de nos flammes, comme on disait au grand siècle, étaient plus rares ou plus inaccessibles. Toutes ces aspirations platoniques ou ces convoitises sensuelles convergeaient vers trois ou quatre divinités, sans plus : celles qui s'affichaient, qui causaient même un peu de scandale, ou qui, à leur insu, s'offraient à nos admirations. Bar-le-Duc, ville pudique, ne contenait qu'un très petit nombre de beautés de ce genre. Les professionnelles se réduisaient à deux inséparables, que nous appelions le Litre et la Chopine, parce que l'une était haute comme une perche à houblon et que l'autre, petite et tassée, n'arrivait qu'à mi-corps de sa compagne. Régulièrement, le dimanche, quand, pour la promenade, nous remontions, en rangs, la rue de la Rochelle, nous croisions le Litre et son amie la Chopine, toutes deux modestement parées et évoluant, avec une discrétion vraiment touchante, au milieu des groupes d'officiers et de bourgeois endimanchés. Ces demoiselles faisaient les délices de la garnison et de MM. les fonctionnaires. Elles y mettaient une telle réserve et une telle pudeur, que cela en devenait presque édifiant. Avec quels frémissements, quels rires étouffés, nous nous poussions du coude, lorsque nous les frôlions sur le trottoir! Du plus loin qu'on l'apercevait, on se signalait le Litre, que sa haute taille rendait visible d'un kilomètre...

Mais nous réservions tous nos enthousiasmes pour une jeune fille étrange, véritable personnage de roman, un peu toquée, un peu détraquée par le célibat et qui finit par se jeter franchement dans la galanterie : c'était Marthe de C..., la fille d'un ancien conseiller à la Cour de Metz, laquelle révolutionnait alors Bar-le-Duc par ses excentricités. Marthe était de bonne et ancienne famille. Elle appartenait encore au « monde », mais ses allures, ses propos, qu'on se répétait, ses toilettes surtout qui exagéraient de façon criante les modes les plus osées, ahurissaient et scandalisaient les bonnes gens de la ville. Toutes les sous-préfectures ont leur Marthe de C... Celle-ci semblait s'évertuer à braver et ameuter contre elle l'opinion publique. On se racontait qu'un jour de fête, elle avait pénétré effrontément dans un bal populaire et s'était mise à polker avec un ouvrier. Si habitués qu'ils fussent à ses

caprices, ses adorateurs ordinaires en étaient suffoqués :

— Eh bien, quoi? dit Marthe d'un petit air voyou, je fais du Zola!

Et les deux poings sur les hanches, comme une danseuse de barrière, elle se tortillait dans sa robe collante et rejetait sur sa nuque son petit chapeau à brides...

Après cela, est-il besoin de dire que toute la grande cour du lycée était amoureuse de Marthe de C...

Dujardin seul faisait exception à la commune folie. Il avait son Iris à lui. J'étais le confident de sa passion : c'était une belle Juive, éblouissante de fraîcheur, aux yeux immenses et vagues, aux paupières meurtries et lourdes d'ombres voluptueuses, aux narines et aux lèvres de l'incarnat le plus éclatant : une bouchère de la rue de la Rochelle! Avec sa manie de donner des noms, il l'appelait Zorobabel!... Zorobabel Albustroff! Je vois encore l'enseigne peinte en rouge de la boucherie Albustroff. Le jeudi, à l'heure de la promenade, quand nous passions devant cette boucherie, Dujardin me montrait son idole trônant au comptoir, au milieu des bêtes égorgées, avec ses grands yeux vides et ses lèvres humides, presque aussi saignantes que les gigots et les aloyaux qu'on découpait devant elle. Et Dujardin me disait d'un ton mi-blagueur, mi-pâmé : « Regarde ma Zorobabel rubiconde!... N'est-ce pas qu'elle est belle! » Pour cette bouchère il composait des sonnets et des stances, que notre camarade Hette, le Mercure galant de la grande cour, était chargé de faire parvenir à la farouche Dulcinée. Mais Zorobabel demeurait incorruptible. Dujardin, bien entendu, n'en obtint jamais de réponse, pas même un coup d'œil. Il en fut longtemps inconsolable...

J'étais bien loin de telles ardeurs. Je vivais toujours parmi les fantômes romantiques évoqués par Musset. Devant Juliette et Marguerite, et surtout devant cette Lucie aux blanches mains qui, durant les nuits d'été, faisait chanter les touches du clavier d'ivoire, cette sœur idéale de mes quinze ans, dont j'étais éperdument épris, qu'était-ce que ces vulgaires créatures, dont s'occupaient mes camarades? Zorobabel, malgré ses beaux yeux, me paraissait du dernier commun. Et Marthe de C..., elle-même, malgré ses élégances tapageuses qui m'éblouissaient, me choquait par ses allures de fille. Non, non! mes divinités à moi appartenaient à un autre monde! Elles

habitaient plus haut !... Et pourtant il me fallait bien arriver à définir le « vague objet de mes vœux », à incarner sous les traits d'une mortelle ma Béatrice céleste. Et c'est ainsi que je m'amourachai lointainement d'une de mes cousines de Metz, blonde aux yeux bleus, bien plus âgée que moi et qui me traitait en gamin. Elle aussi aimait Musset. Avant que je l'eusse découvert, elle m'avait récité, un jour, la fameuse tirade du *Pélican*. Nous échangeâmes des lettres. Je la bombardai de déclarations en vers, je l'enguirlandai de strophes élégiaques et lyriques. Bientôt mes lettres restèrent sans réponse. Sa famille avait dû s'épouvanter de l'exaltation de mes sentiments, ou elle-même s'en scandaliser, car elle était fort prude.

Quoi qu'il en soit, je ne savais plus vers quelle Lucie diriger mes adorations. Alors je m'inventai, d'après Musset toujours, une Italie et une Espagne imaginaires, où j'installai, dans des palais de marbre et dans des alcôves « tigrées », mes impossibles amoureuses. Déjà, ces terres de soleil et de volupté me fascinaient. Mon romantisme a toujours été méridional. Insensiblement, l'idée me vint d'apprendre l'italien, comme pour me rapprocher davantage de ces pays de rêve. J'achetai une grammaire italienne et, en étude, j'étalai ce livre, que j'affectais de piocher avec ferveur. Une telle fantaisie me valut les moqueries de mes camarades. Car, à cette époque, en fait de langues étrangères, il n'y avait de sérieux que l'allemand. Mais cela me valut aussi l'amitié tout à fait inattendue d'un de mes condisciples qui, jusque là, ne m'avait témoigné que du dédain et même de l'aversion. C'était un garçon du nom de Carhaix, Breton à tête dure, si buté dans ses sentiments qu'il se serait fait tuer plutôt que d'en démordre. Fort comme un bœuf, il n'était pas très intelligent, mais sa sombre obstination, sa puissance de volonté, ses résistances irréductibles et surtout ses poings formidables inspiraient une sorte de respect. Ce Carhaix était un fanatique, — de ceux qui deviennent à l'occasion des héros ou des martyrs. Avec cela, fantasque, sujet à des lubies et à des engouements inexplicables. C'est ainsi qu'il s'était mis un beau jour à faire de l'espagnol. Ce dilettantisme le rapprocha de moi qui faisais de l'italien. Nous causâmes. Il avait un petit nombre d'idées auxquelles il tenait férocement et qui se réduisaient à des amours et à des haines également intransigeantes. Par dessus tout, il

détestait la République : je fus étonné qu'on pût haïr si fortement une chose dont je n'avais encore qu'une idée confuse. Là-dessus, il me révéla qu'il était noble et qu'il s'appelait en réalité : de Carhaix. Et, pour me le prouver, il tira d'un calepin une carte de visite qu'il me mit sous les yeux :

— Tiens! me dit-il avec rudesse : voilà la carte de mon père!

Ayant pris le carton, j'y lus avec stupeur, sous un blason naïvement étalé : « Vicomte Adhémar de Carhaix, — chef cantonnier, — Sermaize-les-Bains. » Je n'en revenais pas. Cela m'inspira tout de suite pour ce garçon une considération mêlée de pitié. Je ne me demandai pas à la suite de quels revers, de quels drames peut-être, ou encore de quelles déchéances, ce vicomte était devenu cantonnier. Je ne compris pas non plus l'étrange orgueil de caste ni la protestation insolente que trahissait le libellé de cette carte. Mais je m'expliquai par là, — d'abord que Carhaix fût boursier, et ensuite tout ce qui grondait de rancunes et de fureurs rentrées dans cette âme sauvage. Toutefois cette confidence ne m'expliquait point pourquoi Carhaix faisait de l'espagnol et voulait m'entraîner à en faire avec lui. Je ne le sus jamais et, au surplus, je ne me souciai point de le savoir. Peut-être que si j'avais pu déchiffrer ses arrière-pensées, j'en eusse été effrayé. A mes yeux, cette soudaine passion de Carhaix pour l'espagnol, c'était un de ces caprices un peu fous comme il en avait souvent. Un même caprice m'entraînait vers l'italien. Chez moi, c'était de la sentimentalité amoureuse qui ne savait comment s'exprimer et se satisfaire.

Car je rêvais toujours à ma cousine aux yeux bleus. Quand je revins chez mes parents pour les vacances, je l'y retrouvai. Elle me manifesta une froideur qui me désespéra. Néanmoins j'étais sans cesse occupé d'elle. Un jour qu'elle était absente, j'entrai furtivement dans sa chambre, et que vis-je?... sur la toilette, un bâton à papillottes (car, en ce temps-là, on portait encore des anglaises) et, enveloppant le bâton à papillotes, une de mes déclarations les plus enflammées, un poème où j'avais mis tout mon cœur et toute ma littérature, une adjuration que je croyais irrésistible autant qu'admirable. Et voilà le cas que la cruelle en faisait!...

(*A suivre.*)

LOUIS BERTRAND.

CHATEAUBRIAND HISTORIEN[1]

LES *ÉTUDES HISTORIQUES* ET LA CRITIQUE

« Sous le rapport sérieux, écrit Chateaubriand dans les *Mémoires d'outre-tombe*, j'ai complété le *Génie du Christianisme* dans mes *Études historiques*, un de mes écrits dont on a le moins parlé et qu'on a le plus volé. » Ce jugement, qui aurait dû donner à réfléchir à maint critique, n'est pas loin d'être l'expression même de la vérité.

Il y a en effet une sorte de préjugé général contre les *Études historiques* : le livre passe pour une besogne de librairie, hâtivement bâclée par un écrivain « à court d'argent » et qui utilise sans vergogne « l'œuvre de collaborateurs inexpérimentés ». Au moment où l'ouvrage parut, je ne relève guère qu'un assez bon article de Charles Magnin dans *le National*. Nisard, toujours si superficiel dans ses sévérités sentencieuses, ne mentionne même pas cette œuvre considérable d'un écrivain qu'il avait jadis si dévotement admiré. Sainte-Beuve n'a que quelques mots dédaigneux pour l'effort historique de Chateaubriand : « Détourné par les circonstances et par son ambition, écrit-il, il ne put de ce côté achever aucun corps d'ouvrage, et ne donna que des fragments, — des fragments brusques et saccadés, semés de lumières brillantes. » Vinet, plus respectueux, rend à peu près la même note : il « salue l'historien », mais ne s'arrête pas devant le « monument d'ailleurs inachevé, tronqué, où rien, si ce n'est le style, n'a reçu les derniers soins de l'ouvrier, où le porphyre massif émerge du milieu des gravois, où des colonnes hautaines attendent en vain l'entablement qui

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1927.

leur fut promis ». Villemain n'est guère plus élogieux : il parle de « corvée tardive », admire la beauté et la grandeur du sujet, mais regrette que l'auteur « ne s'y soit pas renfermé, à l'âge de sa plus grande force et de sa plus vive ardeur ». « Pourquoi, dit-il, cette œuvre, si digne de couronner une glorieuse vie d'étude, n'a-t-elle été pour l'historien lui-même que l'exécution hâtive d'un engagement forcé ? » Renan est plus dur encore : « M. de Chateaubriand, écrit-il, qui avait une intuition si vive des temps et des races, fut arrêté sur le seuil de la grande histoire par l'insuffisance de son instruction. » Émile Faguet lui-même passe les *Études historiques* sous silence. Je ne vois guère que Brunetière qui ait pressenti l'intérêt et la haute valeur du livre : « Les *Études historiques*, écrit-il, sont pleines de vues générales et originales, d'érudition même; et il est étrange que l'analyse en tienne ordinairement si peu de place dans l'examen des œuvres de Chateaubriand. » C'est la justesse et la vérité mêmes et il serait bien à souhaiter qu'une étude approfondie d'un homme du métier mît cette évidence définitivement en lumière.

Il faut dire, à la décharge des critiques, que Chateaubriand en personne est un peu responsable du peu de cas qu'ils ont fait de son livre. Les plaintes qu'il formule dans son *Avant-Propos* et sa *Préface* sur « sa méchante fortune », sur les « engagements » qu'il a été « obligé de contracter », sur cette « publication dont il n'est pas le maître » et qu'il « ne peut suspendre », sur « sa vie qui manque à son ouvrage », et sur « les débris » qu'il y a « entassés », toutes ces déclarations maladroites, même corrigées par d'autres, à la fois plus justes et plus habiles, n'étaient point faites pour inspirer confiance aux lecteurs et pour les dissuader de croire qu'en composant ses *Études historiques*, Chateaubriand s'était simplement « mis aux gages des libraires ».

CIRCONSTANCES DE COMPOSITION ET DE PUBLICATION

Telle n'était pourtant point l'exacte vérité. D'abord, que Chateaubriand ait eu toujours le goût de l'histoire, et même une réelle vocation d'historien, c'est ce dont témoignent, entre autres choses, maintes pages de l'*Essai sur les révolutions*, du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs*. Il l'avait si bien senti

lui-même que, dès 1809, à la fin des *Martyrs*, nous l'avons vu, il annonçait sa très ferme intention de se tourner du côté des recherches historiques. En 1811, à la fin de l'*Itinéraire*, il renouvelait le même engagement. Et ce n'étaient point là vaines promesses et paroles en l'air. A plus d'une reprise, dans sa *Correspondance*, il manifeste son désir de « commencer ses grandes recherches sur l'histoire » et il indique l'état de son travail. Ce travail était déjà fort avancé quand l'Empire croula. L'abbé Pailhès a démontré que les six *Discours* qui en formaient l'imposante introduction étaient entièrement achevés; il conjecturait que la suite, celle qui s'intitule *Analyse raisonnée de l'histoire de France*, était rédigée jusqu'à l'avènement de Hugues-Capet. Sans pouvoir affirmer que cette partie de l'œuvre fût tout entière écrite *ne varietur*, et même en admettant que bien des pages fussent à l'état d'ébauches ou d'esquisses, je crois que Chateaubriand avait poussé beaucoup plus loin ses recherches, jusqu'au règne peut-être de Philippe VI de Valois. De sorte que les trois quarts de l'ouvrage, tel du moins que nous le possédons aujourd'hui, auraient été ou complètement rédigés, ou tout au moins ébauchés sous l'Empire.

Que plus tard, pressé d'en finir, pour tenir tous ses engagements, il ait moins fouillé et moins développé qu'il n'aurait voulu primitivement le faire, les parties qui lui restaient encore à écrire, c'est ce qui est vraisemblable, et ce qui, aussi bien, ressort de quelques-unes de ses déclarations. Mais il n'en est pas moins vrai que la majeure partie de l'œuvre, — et le style même en témoigne, — est contemporaine des *Martyrs* et de l'*Itinéraire*, et donc date de la grande époque de Chateaubriand, et que faire de ce livre, l'un des plus spontanés et des plus volontaires du poète du *Génie du Christianisme*, une pure et simple « besogne de librairie », c'est se méprendre grossièrement et sur l'œuvre et sur l'auteur.

Avec la Restauration commence la vie politique de Chateaubriand. Il renonce, ou à peu près, aux lettres : il est pris tout entier par l'action, par « l'histoire vivante ». Je ne suis d'ailleurs pas sûr que, durant ces quinze années de vie publique, à ses moments de loisir, il ne soit pas, de temps à autre, revenu à l'étude du passé. Mais, entre temps, il avait entrepris la publi-

(1) *Correspondance*, t. II, p. 373. A Mme de Duras, 19 juin 1813.

cation de ses *Œuvres complètes*, lesquelles devaient s'achever par deux volumes « contenant les discours qui servent d'introduction à son *Histoire de France* ». Rendu à la vie privée en 1829, par la chute du ministère Martignac, il travailla pendant dix-huit mois, à raison de « dix, douze et quinze heures par jour » à l'achèvement de ses *Études historiques*. L'ouvrage parut, en quatre volumes in-octavo, au mois de mai 1831. Au lendemain d'une révolution, dans tout le tumulte de l'organisation d'un régime nouveau, qu'il détestait et qui lui était mesquinement hostile, le moment était bien mal choisi pour une publication de ce genre. Chateaubriand qui, pour chacun de ses livres, avait, à un si haut degré, le sens de l'opportunité, se rendait très nettement compte combien cette fois les circonstances lui étaient défavorables, et sa *Préface* porte la trace de son amertume et de ses regrets.

Il est infiniment probable en effet que si les *Discours*, — qui forment un tout, et qui étaient achevés, — avaient paru sous l'Empire, ils eussent été accueillis avec une extrême faveur. La faveur a été moindre sous la monarchie de Juillet; surtout, elle a été plus silencieuse. Mais quand Chateaubriand a l'air de croire qu'il s'est « livré puérilement à la composition d'un ouvrage dont personne ne parcourra une ligne », il se trompe. Les *Études historiques* ont si peu passé inaperçues, qu'elles ont eu, en seize ans, seize éditions, dont quatre en dehors des *Œuvres complètes*. Ce n'est assurément point là le succès du *Génie du Christianisme*, et même des *Martyrs* : ce n'est pas l'insuccès que l'auteur paraissait craindre.

LE DESSEIN DES « ÉTUDES »

Une vaste *Histoire de France* jusqu'à la mort de Louis XVI, précédée de quatre grands discours préliminaires qui eussent conduit les événements depuis les origines gauloises jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois : tel paraît avoir été le dessein primitif de Chateaubriand en composant les *Études historiques*. De cet immense programme, la dernière partie, celle qui, allant de Philippe VI à Louis XVI, devait être l'essentiel dans la pensée de l'auteur, a été, faute de temps, considérablement abrégée ; le reste semble bien avoir été exécuté conformément à ses intentions premières, mais avec une répartition un peu

différente : les deux premiers discours en sont devenus six; et les deux autres portent simplement pour titre : *Analyse raisonnée de l'histoire de France*. L'*Histoire de France* proprement dite présente une ordonnance moins symétrique. Les pages consacrées à Philippe VI et à Jean II sont accompagnées de « fragments » que sans doute Chateaubriand aurait su fondre dans une rédaction plus développée, mais qu'il n'a pas eu le courage de sacrifier; puis, de Jean II à Louis XVI, reprend l'*Analyse raisonnée de l'histoire de France*. Cette disposition, qui peut prêter aisément à la critique, accentuait l'impression d'inachèvement que Chateaubriand, avec une franchise peut-être excessive, prenait comme à tâche de donner à ses lecteurs. « Je travaillais depuis bien des années, nous dit-il, à une histoire de France dont ces *Études* ne présenteront que l'exposition, les vues générales et les débris. Ma vie manque à mon ouvrage : sur la route où le temps m'arrête, je montre de la main aux jeunes voyageurs les pierres que j'avais entassées, le sol et le site où je voulais bâtir mon édifice. »

Dans tous les ouvrages de l'esprit, ce sont les vues générales qui surtout importent. En nous livrant les siennes, et en réduisant à cela son principal effort, Chateaubriand, en somme, nous a donné tout l'essentiel de sa pensée. Nous connaissons assez le grand artiste qu'il était pour savoir que si, comme il le dit, la vie n'avait pas manqué à son ouvrage, il aurait su écrire une œuvre fortement composée et harmonieusement construite, et qui, peut-être, eût découragé Michelet d'en entreprendre une semblable. Faisons-lui donc grâce des qualités d'exécution qu'il n'a pas eu le loisir de déployer entièrement, et à travers les parties achevées et les parties abrégées de son œuvre, essayons d'en ressaisir le dessein général.

Ce que Chateaubriand a visiblement tenté, dans ses *Études historiques*, c'est de nous donner, l'une soutenant l'autre, et l'une conduisant à l'autre, une philosophie de l'histoire des Origines chrétiennes et une philosophie de l'histoire de France. Il a voulu opérer une sorte de synthèse des connaissances et des méthodes historiques de son temps et de l'amas des faits connus dégager une interprétation hautement satisfaisante pour l'esprit de l'humaine destinée.

Avant lui, deux philosophies de l'histoire se trouvaient en présence et en opposition : l'une, dont le *Discours sur l'histoire*

universelle est la plus magnifique espression, installe le christianisme au cœur de l'histoire humaine : tout y conduit et tout en découle. Tout, dans la vie de l'humanité ancienne, dans la chute et la succession des Empires, tout a été disposé et aménagé pour que, à un certain moment du temps, et dans un certain endroit de l'espace, le Christ pût paraître, remplir sa mission, accomplir les prophéties. Révéler le Christ aux peuplades qui ne le connaissent pas encore, se conformer exactement à sa doctrine, « qui a, d'abord, toute sa perfection », voilà désormais l'unique objet, la loi idéale de l'activité humaine. Toute différente est la conception que développe ou que suggère Voltaire dans son *Essai sur les mœurs*. Parmi bien des erreurs, des calamités et des crimes, l'humanité porte en elle-même le moyen d'améliorer sa condition : qu'elle s'affranchisse de la superstition, même et surtout de la superstition chrétienne, source funeste de tous ses maux, qu'elle obéisse aux prescriptions de la raison : les heureux progrès matériels et moraux qu'elle a réalisés dans cette voie lui sont un sûr garant de ceux qu'il lui reste à accomplir.

Ni l'une ni l'autre de ces deux philosophies ne saurait satisfaire Chateaubriand. A l'une et à l'autre il reproche de mutiler et de déformer la vérité de l'histoire. Voltaire nie puérilement la réalité du fait et du besoin religieux, et il méconnaît l'excellence civilisatrice du christianisme ; mais, d'autre part, Bossuet condamne l'humanité à une sorte d'automatisme et de piétinement sur place dont elle ne saurait s'accommoder. « Bossuet a renfermé les événements dans un cercle rigoureux comme son génie ; tout se trouve emprisonné dans un christianisme inflexible. L'existence de ce cerceau redoutable, *où le genre humain tournerait dans une sorte d'éternité sans progrès et sans perfectionnement*, n'est heureusement qu'une imposante erreur. » Il est parfaitement vrai que le christianisme est le centre de l'histoire et le rouage essentiel de la vie humaine. Mais le christianisme n'est pas une vérité toute faite qu'il s'agit d'apprendre et d'appliquer ; le christianisme est un ferment ; il est un principe de progrès indéfini et de perfectionnement spirituel ; il s'enrichit de tout ce que l'humanité, dans tous les ordres, sous son impulsion ou en dehors de lui, a réalisé de bon et de beau. Ainsi conçu, il échappe aux objections que le XVIIIe siècle a accumulées contre lui : il est vraiment la loi

idéale de l'activité humaine. Chateaubriand a accompli ce miracle de réconcilier Bossuet et Voltaire, de « rectifier » l'*Histoire universelle* par l'*Essai sur les mœurs*.

Comment ce progrès s'est-il réalisé, ou se réalisera-t-il ? Par la réconciliation, par l'intime pénétration mutuelle des « principes générateurs des faits », des trois vérités essentielles, la vérité politique, c'est-à-dire l'ordre et la liberté, la vérité philosophique, c'est-à-dire l'indépendance de l'esprit de l'homme, la vérité religieuse, c'est-à-dire la connaissance d'un Dieu unique manifestée par un culte. Ces trois vérités se sont souvent combattues dans le passé ; elles tendent de plus en plus à s'unir. Exposer ces oppositions, ces conflits, ces alternatives de défaites et de victoires, ces efforts vers l'union et la réconciliation progressive : tel est l'objet des *Études historiques*.

Cet esprit de conciliation qui inspire sa philosophie générale, Chateaubriand l'a porté dans sa méthode, dans ses procédés d'investigation et d'exposition. Au moment où il écrivait, trois écoles historiques se disputaient la faveur publique : l'école narrative, l'école fataliste, l'école philosophique. Chacune de ces écoles, d'après lui, partait d'une idée juste qu'elle faussait en l'exagérant, et qu'il y avait donc lieu d'adopter, tout en la rectifiant et en la complétant. « La perfection, écrit-il, serait de marier les trois systèmes : l'histoire philosophique, l'histoire particulière, l'histoire générale ; d'admettre les réflexions, les tableaux, les grands résultats de la civilisation, en rejetant des trois systèmes ce qu'ils ont d'exclusif et de sophistique. »

Et, conformément à ces principes, Chateaubriand va exposer la chute de l'Empire romain, la formation des nations modernes, et en particulier de la nation française.

LA VALEUR HISTORIQUE DU LIVRE

Il est assez difficile, dans l'état actuel des choses, de déterminer avec précision la valeur proprement historique du grand ouvrage de Chateaubriand. Tant qu'un historien de métier n'aura pas consacré à cette enquête l'étude approfondie, minutieuse, autorisée, qu'elle mérite, nous en serons réduits, sur ce point, à des conjectures ou à de simples impressions personnelles. Mais on peut au moins tâcher de bien poser les ques-

tions, et, sous bénéfice d'inventaire, essayer d'y brièvement répondre.

La première serait de savoir ce que valait, pour l'époque où il écrivait, la documentation de Chateaubriand. Était-elle de première ou de seconde main ? N'a-t-elle rien négligé d'essentiel ? Si l'on se reporte aux citations et aux notes, il semble bien que l'auteur des *Études historiques* ait dépouillé consciencieusement les textes anciens qui sont à la base de toute recherche touchant les premiers siècles du christianisme, et qu'il en ait tiré un judicieux et, souvent, ingénieux parti. Si peut-être il n'a pas poussé jusque dans le dernier détail les scrupules et les exigences de la « science » historique moderne, que d'ailleurs son œuvre de synthèse ne comportait pas, il a très bien vu et très bien senti que le premier devoir de l'historien était de recueillir des faits, aussi nombreux, aussi significatifs, et, comme il le dit finement, aussi « complets » que possible, bref, que toute histoire digne de ce nom sera à base d'érudition, ou ne sera pas. Et l'un des premiers parmi les historiens du XIXe siècle, il s'est efforcé de prêcher d'exemple.

Rassembler des faits ne suffit pas ; il faut que ces faits soient solidement établis et sérieusement contrôlés ; l'une des opérations les plus délicates de la besogne historique consiste dans la critique des témoignages. A cet égard particulièrement, on voudrait, pour apprécier l'effort de Chateaubriand, l'avis motivé d'un spécialiste. On entrevoit qu'il n'accepte pas sans vérification préalable les affirmations des anciens auteurs, qu'il discute à l'occasion leurs allégations, qu'il se tient au courant des dissertations érudites. Assurément, dans cette voie, il laissera beaucoup à faire après lui, et il y aurait quelque puérilité à le transformer en un Fustel de Coulanges. Mais le propre de la critique étant de se dévorer elle-même, il ne faut pas juger les devanciers par leurs successeurs, et dans la multiplicité des problèmes que soulève l'étude du passé, savoir, suivant le mot de Pascal, « douter où il faut », est un art dont nul ne saurait se flatter d'avoir épuisé les secrets : il suffit, et tel paraît bien avoir été le mérite de Chateaubriand, d'être en garde contre les solutions trop simplistes et de faire à un sage scepticisme sa juste part.

Les matériaux de l'histoire une fois réunis, il s'agit de les mettre en œuvre et d'en composer des ensembles qui donnent

une idée exacte et vivante des temps révolus. Ici l'érudition et la critique ne suffisent plus : l'art intervient, qui choisit, abrège, devine, groupe et recompose. Ici, Chateaubriand se retrouve avec toutes les qualités d'artiste évocateur que nous lui connaissons. Il a su mener de front l'exposition successive des faits, la description des mœurs et le développement des idées. Toujours épris de pittoresque, de réalité concrète et colorée, il a multiplié les portraits, les détails précis et qui peignent, les tableaux largement brossés. Voici, par exemple, Julien l'Apostat :

Julien avait des vertus, de l'esprit, et une grande imagination : on a rarement écrit et porté la couronne comme lui. Il détestait les jeux, les théâtres, les spectacles ; il était sobre, laborieux, intrépide, éclairé, juste, grand administrateur, ennemi de la calomnie et des délateurs. Il aimait la liberté et l'égalité, autant que prince le peut ; il dédaignait le titre de seigneur ou de maître... De grandes imperfections balançaient dans Julien ses éminentes qualités ; il gâtait son caractère original en copiant d'autres grands hommes, et semblait n'avoir de naturel que sa perpétuelle imitation. Il s'était surtout donné pour modèle Alexandre et Marc-Aurèle : *sa mémoire envahissait ses actions* ; *il avait fait entrer son érudition dans sa vie...* Ses actes de clémence étaient peu méritoires : le dédain y ayant plus de part que la générosité. Léger, railleur, pétulant, questionneur sans dignité, d'une loquacité intarissable, il eût été cruel, s'il se fût laissé aller à son penchant...

Et voici, par contraste, celui de saint Jérôme :

Saint Jérôme est une autre grande figure de ces temps, mais d'une tout autre nature : orageux, passionné, solitaire, regrettant le monde dans le désert, le désert dans le monde ; voyageur qui cherche partout un abri et qui se surcharge de travaux, comme il se couvre de sable, pour étouffer ce qu'il ne saurait étouffer ; matelot naufragé, pèlerin sauvage et nu qui apporte ses douleurs aux lieux des douleurs du Fils de l'homme, et qui, courbé sous le poids des jours, peut à peine rester au pied de la croix...

Voici encore un portrait de Louis XI, qui est bien vigoureusement buriné :

Ce personnage, unique dans nos annales, ne semble point appartenir à la série des rois français : tyran justicier aux mœurs basses, chéri et méprisé de la populace ; faisant décapiter le connétable, et emprisonner les pies et les geais instruits à dire par les Parisiens :

« Larron, va dehors ; va, Perrette » ; *esprit matois opérant de grandes choses avec de petites gens;* transformant ses valets en hérauts d'armes, ses barbiers en ministres, le grand prévôt en « compère », et deux bourreaux, dont l'un était gai et l'autre triste, en « compagnons » ; *regagnant par sa dextérité ce qu'il perdait par son caractère;* réparant comme roi les fautes qui lui échappaient comme homme ; brave chevalier à vingt ans, et pusillanime vieillard ; expirant entouré de gibets, de cages de fer, de chausses-trappes, de broches, de chaînes, appelées les « fillettes du roi », d'ermites, d'empiriques, d'astrologues ; mourant après avoir créé l'administration, les manufactures, les chemins, les postes ; après avoir rendu permanents les offices de judicature, fortifié le royaume par sa politique et ses armes, et vu descendre au tombeau ses rivaux et ses ennemis...

Mais si vivant et pittoresque qu'il soit, un historien n'est vraiment complet que si de son œuvre une philosophie se dégage, une interprétation générale des faits. Chateaubriand ne s'est pas contenté, « avant d'entrer dans l'histoire particulière de nos pères », de « peindre ces trois mondes coexistants confusément : le monde païen ou le monde antique, le monde chrétien, le monde barbare, espèce de trinité sociale dont s'est formée la société unique qui couvre aujourd'hui la terre civilisée ». Il s'est élevé au-dessus des événements particuliers qu'il retraçait; il s'est efforcé d'en retrouver et d'en définir la loi.

CHATEAUBRIAND ET LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

Cette loi du développement de l'histoire moderne, il l'a formulée dans une très belle page qui éclaire et résume toutes ses recherches historiques :

Les barbares, écrit-il, avaient à peine paru aux frontières de l'Empire que le christianisme se montra dans son sein. La coïncidence de ces deux événements, la combinaison de la force intellectuelle et de la force matérielle, pour la destruction du monde païen, est un fait où se rattache l'origine d'abord inaperçue de l'histoire moderne. Quelques invasions promptement repoussées, une religion inconnue se répandant parmi des esclaves, pouvaient-elles attirer les regards des maîtres de la terre? Les philosophes pouvaient-ils deviner qu'une révolution générale commençait? Et cependant, ils ébranlaient aussi les anciennes idées : ils altéraient les croyances, ils les détruisaient dans les classes supérieures de la société, à l'époque où le christianisme sapait les fondements de ces croyances, de ces idées, dans les

classes inférieures. *La philosophie et le christianisme, attaquant le vieil ordre de l'univers par les deux bouts, marchant l'un vers l'autre en dispersant leurs adversaires, se rencontrèrent face à face après leur victoire.* Ces deux contendants avaient pris quelque chose l'un de l'autre dans leur assaut contre l'ennemi commun; *ils s'étaient cédé des hommes et des doctrines;* mais quand, vers le milieu du ive siècle, il fallut, non partager, mais assumer l'empire de l'opinion, le christianisme, bien qu'arrivé au trône, se trouva en même temps revêtu de la force populaire; la philosophie n'était armée que du pouvoir des tyrans : Julien livra le dernier combat et fut vaincu. Brisant de toutes parts les barrières, les hordes des bois accoururent se faire baptiser aux amphithéâtres, naguère arrosés du sang des martyrs. *Le christianisme était alors démocratique chez la foule romaine, chez les grands esprits émancipés, et parmi les tribus sauvages :* le genre humain revenait à la liberté par la morale et la barbarie.

En d'autres termes encore, le fait essentiel, « le fait dominateur » de l'histoire de l'humanité, c'est l'apparition du christianisme. Ce n'est pas là une vue sentimentale, ou mystique, une construction de l'esprit : c'est un fait qui s'impose à tous les regards, sauf ceux qu'obnubile encore le préjugé d'un philosophisme suranné. « Soit qu'on le regarde avec les yeux de la foi ou avec ceux de la philosophie, le christianisme a renouvelé la face du monde. » Il a été le grand principe de regroupement des sociétés modernes, que la décadence romaine et les invasions barbares menaçaient d'une sorte de dissolution universelle, d'une régression vers l'animalité primitive. Quelles sont ses origines? Comment est-il né? Comment s'est-il constitué, répandu, développé? Comment, des circonstances mêmes qui auraient dû entraver sa diffusion et consommer sa ruine, a-t-il su tirer de nouveaux moyens de propagande et d'action? Ce sont là les questions capitales qui se posent à propos des premiers siècles de notre ère, et auxquelles il convient de subordonner toutes les autres. Y répondre d'une manière satisfaisante, c'est déterminer le sens des grands événements de l'histoire; c'est proprement la tâche de l'historien philosophe.

Centre de ralliement de toutes les forces saines qui s'agitaient confusément dans le monde antique, le christianisme a triomphé de toutes les forces adverses de corruption et de décadence qui ruinaient la vieille société gréco-romaine. Il a réalisé l'union des trois vérités, religieuse, politique et philoso-

phique. Il s'est assimilé la philosophie antique : platonisme, aristotélisme, stoïcisme ont été absorbés par lui dans leurs éléments essentiels, dans leurs principes féconds et durables. Il a fondé sur des bases indestructibles la liberté humaine, supprimé l'esclavage, organisé le véritable ordre politique. Héritier légitime de toutes les traditions spirituelles, plus ou moins pures, qui étaient répandues dans le monde, il a inauguré le culte pur, il a rétabli dans ses droits, constitué en dignité la religion véritable. Sous son action souveraine, se sont combinés les divers éléments dont l'assemblage constitue la vie sociale, et le moyen âge est sorti de cette opération féconde.

Mais le christianisme, à son tour, a exagéré son propre principe ; il a visé au despotisme. En luttant contre les hérésies, il s'est insurgé contre toute initiative intellectuelle ; il a fini par opprimer l'indépendance de l'esprit. Celui-ci a voulu réagir, et comme il arrive dans toutes les réactions, s'est laissé entraîner à des excès condamnables : la Réforme, puis l'Encyclopédie se sont dressées contre la tradition catholique, et, sous prétexte de défendre le juste principe de la liberté spirituelle, ont abouti à un individualisme forcené, à une sorte d'anarchie destructrice de toute autorité religieuse. D'autre part, le régime politique qui avait peu à peu succédé à l'organisation féodale s'était lui aussi laissé entraîner au delà de ses justes bornes : la royauté sagement modératrice et organisatrice de saint Louis était devenue la monarchie absolue et souvent arbitraire de Louis XIV et de Louis XV. De ces ruptures d'équilibre et de ces abus de pouvoir était née la Révolution française, qui, un moment, sembla devoir emporter tout l'ordre ancien. Au sortir de cette crise, il s'est produit un nouveau regroupement des forces constitutives de toute société humaine, et les trois « vérités » essentielles se sont réconciliées : l'idée chrétienne, épurée par l'épreuve, a repris son ascendant sur les consciences ; l'idée philosophique, dégagée des partis pris et des chimères, s'est soumise aux leçons de l'expérience ; en politique enfin, après bien des erreurs et des tâtonnements, on en vient de plus en plus à vouloir l'ordre dans la liberté.

Plus large, plus souple, plus compréhensive que celle de Bossuet, moins étroitement partiale que celle de Voltaire, cette philosophie de l'histoire a peut-être le tort d'être un peu trop exclusivement française, en ce sens qu'elle place la France au

centre du monde, et qu'elle juge les événements de l'histoire moderne d'après ce qui s'est passé en France. Or, si important que soit le rôle joué par la France dans l'histoire universelle, il serait difficile de prétendre que tout ce qui s'applique à elle s'applique également bien aux autres peuples de la planète : ni l'histoire d'Angleterre, par exemple, ni celle de Russie ne justifieraient entièrement les vues générales que l'étude de la nôtre a inspirées à Chateaubriand, à bien plus forte raison, celle de l'Inde, de la Chine ou du Japon. D'autre part, il ne semble pas que l'auteur des *Études historiques* ait suffisamment tenu compte d'un double facteur qui, de plus en plus, va conditionner l'évolution des sociétés humaines : à savoir la science et la démocratie : il est vrai qu'en 1830 on était excusable de ne pas prévoir toute l'importance prochaine et capitale que, dans l'histoire de la civilisation contemporaine, vont prendre ces nouveaux éléments d'action.

Ces réserves faites, il reste que l'essai de synthèse que nous propose Chateaubriand témoigne de beaucoup d'ingéniosité et de pénétration. Il ne fait pas violence aux faits ; il en explique assez bien la suite et l'enchaînement ; il répudie les excès et les étroitesses des systèmes antérieurs ; il en accueille les parties solides et positives. Il a l'intelligence hospitalière et conciliatrice ; il reprendrait volontiers à son compte le mot du philosophe que les systèmes sont vrais en ce qu'ils affirment et faux en ce qu'ils nient. Bossuet et Voltaire encore une fois se trouvent réconciliés dans une conception plus haute. Le dogmatisme théologique du premier ne s'oppose plus à l'empirisme rationaliste du second. La révélation est admise et ses titres à notre créance apparaissent justifiés par l'histoire ; mais, en même temps, la notion du progrès est acceptée, et l'étude des faits semble légitimer une partie au moins des espoirs que la philosophie du XVIIIe siècle avait fondés sur elle. Chateaubriand a définitivement renoncé à cette idée profondément pessimiste du cercle infranchissable dans lequel l'humanité tourne sans trêve, qui formait le fond de sa philosophie à l'époque de l'*Essai sur les révolutions* : il ne dénie plus à l'effort humain le pouvoir de rompre le faisceau des fatalités extérieures, d'insérer quelque chose d'inédit dans la trame des événements successifs. Mais, à la différence d'un Condorcet, par exemple, il ne professe pas la théorie un peu puérile de ce que l'on

pourrait appeler le progrès rectiligne, suivant laquelle chaque génération l'emporterait nécessairement sur la génération précédente, simplement parce qu'elle la suit dans le temps. Il admet, parce qu'il les constate, des points d'arrêt et de rebroussement dans la ligne du développement humain; il croit à des périodes de décadence, et, comme nous dirions de nos jours, à des « régressions »; en un mot, sa pensée est toute proche de la nôtre, et quand nous appliquons à l'histoire les conceptions évolutionnistes, nous ne faisons bien souvent que suivre et développer les directions indiquées par Chateaubriand.

L'IDÉE CHRÉTIENNE DANS LES *ÉTUDES HISTORIQUES*

« Le christianisme n'est point le cercle inflexible de Bossuet, écrivait-il; *c'est un cercle qui s'étend à mesure que la société se développe;* il ne comprime rien; il n'étouffe rien; il ne s'oppose à aucune lumière, à aucune liberté. » Nous avons là, en raccourci, l'idée centrale, l'idée maîtresse des *Études historiques*, celle qui rattache directement l'ouvrage à la thèse essentielle du *Génie du Christianisme*, dont il est, en quelque sorte, l'illustration par les faits.

Sur la question de la transcendance du christianisme Chateaubriand est extrêmement bref; il ne s'embarrasse point d'une longue métaphysique. Il dira simplement : « La vérité religieuse est la connaissance d'un Dieu unique manifestée par un culte. Le vrai culte est celui qui explique le mieux la nature de la Divinité et de l'homme; par cette seule raison le christianisme est la religion véritable. » A ceux qui seraient tentés de trouver ces considérations un peu brèves, il répondrait sans doute que, simple historien, il n'a point pour mission d'examiner les titres philosophiques de la religion chrétienne; il l'étudie dans l'histoire; il la prend comme un fait dont il suit les vicissitudes et les conséquences. « Après avoir prêché l'Évangile, Jésus-Christ laisse sa croix sur la terre : c'est le monument de la civilisation moderne. Du pied de cette croix, plantée à Jérusalem, partent douze législateurs pauvres, nus, un bâton à la main, pour enseigner les nations et renouveler la face des royaumes. » Ce sont les premières lignes du premier *Discours*, et c'est le point de départ de toute l'enquête historique.

Et l'historien suit à la trace la diffusion, d'abord souterraine, puis de plus en plus visible, de la religion nouvelle. Il la montre se propageant d'abord dans les milieux populaires, puis se révélant aux élites, et enfin s'imposant aux puissants du jour. Il recueille, analyse et commente les témoignages, dégage et coordonne les faits révélateurs, et nous fait assister presque année par année à la propagation de la foi chrétienne dans cette société où la brutalité et la corruption des mœurs, l'instabilité gouvernementale, la superstition, le scepticisme moral et religieux exercent de tels ravages, qu'elle nous apparaît en pleine décadence, proie facile et tentante qui s'offre aux barbares envahisseurs. A ce premier stade de son développement, deux grands dangers, qui auraient pu être aisément mortels pour toute autre doctrine, menaçaient le christianisme naissant : la persécution et l'hérésie. La persécution, bien loin d'en arrêter les progrès, ne fit que donner à la religion nouvelle, avec la sanglante consécration du martyre, un élan, une impulsion, une force persuasive qu'elle n'aurait pas eus sans cette suprême épreuve. L'hérésie, les hérésies plutôt, furent plus difficiles à vaincre et à extirper, et il fallut plusieurs siècles de controverses et de luttes ardentes pour en venir à bout. Enfin, au sortir de toutes ces épreuves, l'Église triomphante s'installe avec Constantin sur le trône impérial : elle est le pouvoir spirituel des temps nouveaux. Ayant fait la conquête de la société païenne, elle sera la seule force organisée que trouvera devant lui le flot des barbares ; elle leur résistera, les civilisera et les convertira.

Des débris de l'ancien monde, du mélange des peuples et des races est sortie une société nouvelle dont le christianisme formera l'armature intérieure. Contrairement à ce qu'on pensait au siècle précédent, l'époque pendant laquelle s'est constituée et s'est développée cette société d'un type entièrement inédit, le moyen âge, est une grande époque de l'histoire. Comme toutes les époques de l'histoire humaine, elle a eu ses tares et ses misères ; mais plus que beaucoup d'autres, elle a obéi à un constant idéal. Grâce au christianisme, elle s'est élevée, dans l'ordre moral et religieux, à une hauteur que l'humanité n'avait encore jamais atteinte ; et c'est encore le christianisme qui, dans le naufrage du monde antique, a sauvé tout ce qui méritait d'en être conservé, notamment cette fleur de civilisa-

tion littéraire et artistique que la rudesse barbare avait failli étouffer.

« Les couvents, écrit Chateaubriand, devinrent des espèces de forteresses où la civilisation se mit à l'abri sous la bannière de quelque saint : la culture de la haute intelligence s'y conserva avec la vérité philosophique qui renaquit de la vérité religieuse. La vérité politique, ou la liberté, trouva un interprète et un complice dans l'indépendance du moine qui recherchait tout, disait tout et ne craignait rien. » Conservation des manuscrits de l'antiquité profane et chrétienne, transmission des connaissances scientifiques, grandes découvertes, encouragements aux arts, à « tous les arts », dans toutes les provinces de la vie spirituelle, le catholicisme a fait sentir sa salutaire influence. « La musique, la peinture, la gravure et surtout l'architecture ont des obligations infinies aux gens d'Église... L'architecture que nous appelons mal à propos gothique dut en majeure partie sa gloire, dans le XIIe et le XIIIe siècle, à des clercs, des abbés, des moines et des hommes affiliés aux établissements ecclésiastiques. » Pour prix de tous ses services, l'Église vit alors s'accroître sa toute-puissance, et il est indéniable qu'en plus d'une circonstance elle abusa de son autorité et empiéta sur le droit d'autrui. Mais il faut reconnaître que, « démocratique » et « plébéienne » par son origine et son organisation, elle fut le plus souvent un bienfaisant contrepoids et un frein singulièrement efficace à l'arbitraire, à la tyrannie, à la brutalité des « puissants de la terre ». On ne saurait mettre en balance les abus de pouvoir du clergé séculier et régulier, et même du Saint-Siège, avec cet immense bienfait social que fut l'abolition de l'esclavage, et dont l'Église fut l'unique ouvrière. D'autre part, on lui doit la constitution de ce quelque chose d'unique dans l'histoire, qui s'appelle la chrétienté, cette expression admirable de la conscience européenne. La chrétienté a réalisé la grande œuvre des croisades, guerres de représailles des peuples de l'Occident marchant à la conquête d'un tombeau. « Des mœurs pleines de splendeur et de naïveté, des crimes et des vertus, des croyances ardentes, des faits héroïques, des souvenirs merveilleux, d'immenses résultats matériels et moraux, scientifiques et politiques, voilà ce que représentent les croisades. » Et si l'on joint à tout cela la naissance et le développement de la chevalerie, cette fleur exquise d'une société

fondée tout entière sur la conscience et sur l'honneur, on voit combien a été considérable et combien a été bienfaisant dans la formation du monde moderne l'apport propre du christianisme.

Le moyen âge avait vu naître des hérésies, mais peu durables. « Les hérésies ne furent que la vérité philosophique, ou l'indépendance de l'esprit de l'homme refusant son adhésion à la chose adoptée. » En ce sens, elles eurent un effet salutaire : « elles conservèrent un droit naturel et sacré, le droit de *choisir*. » La Réforme eut une tout autre importance : elle « devint, dès son origine, une affaire d'État, et divisa sans retour la cité ». « Ce fut, à proprement parler, la vérité philosophique qui, revêtue d'une forme chrétienne, attaqua la vérité religieuse. La Réformation servit puissamment à transformer une société toute militaire en une société civile et industrielle; ce bien est immense, mais ce bien a été mêlé de beaucoup de mal, et l'impartialité historique ne permet pas de le taire. » Le christianisme, de par son origine, avait été démocratique; la Réforme fut aristocratique : « de race princière et patricienne, elle ne sympathise pas avec la foule. » De là bien des conséquences qui ne sont pas toutes à l'avantage du protestantisme. « Sous le rapport religieux, la Réformation conduit insensiblement à l'indifférence ou à l'absence complète de foi : la raison en est que l'indépendance de l'esprit aboutit à deux abîmes : le doute et l'incrédulité. » Elle a, de plus, « ressuscité le fanatisme catholique qui s'éteignait ». Enfin son zèle iconoclaste a failli consacrer l'avènement d'une barbarie nouvelle; elle a « rétréci le génie dans l'éloquence, la poésie et les arts »; et cela est si vrai que, « dans les diverses branches de la religion réformée, cette communion s'est plus ou moins rapprochée du beau, selon qu'elle s'est plus ou moins éloignée de la religion catholique ». « Rebelle à l'autorité des traditions, à l'expérience des âges, à l'antique sagesse des vieillards, le protestantisme se détacha du passé pour planter une société sans racines. » Il n'est d'ailleurs pas vrai qu'il ait fondé la liberté politique; il n'a fondé que la liberté philosophique; celle-ci n'a conduit à la liberté politique qu'en France, « vraie patrie de la catholicité ».

Survivant à toutes les révolutions des empires et des doctrines, le christianisme a traversé les siècles et s'est maintenu inaltérable. Que doit-on penser de son état présent et de son

avenir? A cette question, qu'il avait déjà posée à la fin de son *Essai sur les révolutions*, Chateaubriand répond maintenant d'une tout autre manière. « Le christianisme est la synthèse de l'idée religieuse; il en a réuni les rayons : le panthéisme est l'analyse de la même idée, il en disperse les éléments. » Même philosophiquement parlant, le panthéisme ne saurait prétendre à remplacer le christianisme. « Religieusement parlant, on est obligé de conclure de ces investigations impartiales, *qu'il n'y a rien après le christianisme*. » « Le christianisme n'a point d'héritier dans notre siècle. » « Mais si le christianisme tombe comme toute institution que l'homme a touchée et à laquelle il a communiqué la défaillance de sa nature, si le temps de cette religion est accompli, qu'y faire? Le mal est sans remède. » — « Je ne le pense pas, répond fermement Chateaubriand. Le christianisme intellectuel, philosophique et moral a ses racines dans le ciel, et ne peut périr; quant à ses relations avec la terre, il n'attend pour se renouveler qu'un grand génie. On aperçoit très bien aujourd'hui la possibilité de la fusion des diverses sectes dans l'unité catholique; mais la première condition pour arriver à la recomposition de l'unité, c'est l'affranchissement complet des cultes. » Et Chateaubriand insiste à plusieurs reprises sur cette idée, qui évidemment lui tient au cœur, d'un prochain renouvellement du catholicisme. « Les antipathies entre les diverses communions n'existent plus, dit-il encore... Tout tend à recomposer l'unité catholique; avec quelques concessions de part et d'autre, l'accord serait bientôt fait. » Mais il faut, pour cela, que la religion catholique cesse d'être « une religion soldée » : « tant qu'elle ne retournera pas au pied et à la liberté de la croix, elle languira dégénérée. »

Le *Génie du Christianisme* avait été une apologie esthétique de la religion chrétienne. Les *Études historiques* ne sont pas exclusivement, elles sont surtout une apologie historique.

INFLUENCE ET PORTÉE DE L'ŒUVRE

Est-il vrai, comme l'a prétendu Chateaubriand, que les *Études historiques* soient « un de ses écrits dont on a le moins parlé et qu'on a le plus volé »? En tout cas, c'est l'un de ces livres dont l'influence, peut-être plus secrète que visible, s'est

exercée, au moins indirectement, même sur ceux qui ne l'ont point pratiqué.

D'une manière générale, la vive impulsion que, par le *Génie du Christianisme* et par *les Martyrs*, Chateaubriand avait donnée aux recherches historiques, ses *Études* l'ont redoublée, précisée, amplifiée. Augustin Thierry, Guizot, Barante, Michelet, Thiers et Mignet, qui lui devaient, au moins en partie, l'éveil de leur vocation, et dont il avait du reste utilisé copieusement les travaux, et même les formules (1), se sont sentis encouragés, par cet illustre exemple, à persévérer dans leur effort. Le génie conciliateur de Chateaubriand les a mis en garde contre les dangers de l'esprit de système ; il leur a prêché à tous, par la théorie et par l'exemple, le véritable esprit historique : érudition, étude patiente des faits rigoureusement contrôlés et critiqués et soumission au fait, alliance nécessaire de l'art et de la philosophie, de l'évocation pittoresque et des vues générales. Plus qu'aucune autre, l'école historique moderne est redevable à Chateaubriand. Et son influence ne s'est point bornée aux seuls historiens de profession ; elle ne s'est point confinée dans les limites d'un genre ; elle s'est étendue à la littérature générale. Poètes, romanciers, critiques, philosophes, se sont inspirés de son esprit et de ses directions. Si l'on a pu appeler le XIXe siècle le siècle de l'histoire, nul doute que l'auteur des *Études historiques* n'en soit le principal responsable.

Sur quelques points particuliers, il semble que son influence ait été encore plus nettement décisive. La réhabilitation du moyen âge, à l'égard duquel le XVIII[e] siècle avait fait preuve d'une si inintelligente injustice, si elle n'est pas l'œuvre exclusive de Chateaubriand, lui est due pour une très large part. Érudits, historiens et écrivains d'imagination se sont mis, à son appel, à étudier une époque que l'ignorance et le parti pris affectaient de traiter avec un souverain mépris, et dont ils ont retrouvé les titres et mis en lumière la réelle grandeur. Ici encore, avant les romantiques, Chateaubriand a été le principal

(1) « Le fief, écrit Chateaubriand (*Études ou Discours historiques*, tome III, éd. Ladvocat des *Œuvres complètes*, tome V *bis*, p. 374), était la confusion de la propriété et de la souveraineté. » C'est du Guizot : « La fusion de la souveraineté avec la propriété, je veux dire l'attribution au propriétaire du sol, sur tous les habitants de ce même sol, de tous ou presque tous les droits qui constituent ce que nous appelons souveraineté et ne sont aujourd'hui possédés que par le gouvernement, le pouvoir public. » (*Histoire de la civilisation en France*, 32[e] leçon.)

initiateur. Augustin Thierry et Guizot étaient depuis longtemps ses disciples; les meilleures parties de l'*Histoire de France* de Michelet procèdent manifestement de son inspiration; les jugements d'Auguste Comte sur le moyen âge rappellent curieusement les siens; et les célèbres pages de Taine sur la conscience et l'honneur font si bien écho à certains développements des *Études historiques* qu'on pourrait les en croire directement issues.

Enfin, Chateaubriand a mis en un si vigoureux relief l'importance du facteur religieux dans la « suite » de l'histoire moderne, qu'il en a comme imposé l'étude à tous ceux qui sont venus après lui. Comme jadis à Bossuet, le fait chrétien lui est apparu comme le fait capital de l'histoire universelle; plus il a, dans le détail des événements et des textes, étudié le passé, plus cette vérité a revêtu à ses yeux le caractère d'une aveuglante évidence ; et il y a si fortement insisté, qu'il a bien fallu mettre à l'épreuve ses allégations. Les travaux sur les origines chrétiennes, sur le développement des idées, des controverses et des institutions religieuses se sont multipliés à la suite de ses écrits d'histoire. Renan, qui n'a jamais perdu une occasion de décocher à son illustre devancier les pointes de son ironie, n'a peut-être jamais lu les *Études historiques*; sans les *Études historiques*, cependant, sans les préoccupations qu'elles ont fait naître, aurait-il eu seulement l'idée de ses *Origines du christianisme*? Et l'on peut se poser la même question pour quelques-uns des écrits d'Ernest Havet et de Gaston Boissier. Dans un tout autre camp, l'impulsion donnée a été encore plus féconde. L'idée s'est fait jour, — et sans doute Bossuet l'avait déjà eue, mais Chateaubriand a été bien inspiré de la reprendre et de la populariser, — l'idée s'est fait jour, parmi les écrivains les plus orthodoxes, que l'histoire la plus exacte, la plus impartiale, était, au fond, la meilleure des apologétiques. Et ils ont travaillé en conséquence. S'ils ne sont pas ingrats, ils peuvent faire à Chateaubriand l'honneur d'avoir inspiré leur activité.

VICTOR GIRAUD.

(*A suivre.*)

COMMENT SE TRANSFORME
LA PRESSE ANGLAISE

L'humoriste canadien, Stephen Leacock, comparant la presse anglaise à celle des États-Unis dans sa *Découverte de l'Angleterre* (1), a tracé deux tableaux absolument opposés. Le journal américain, d'après lui, est fait pour être lu « par un homme pendu aux poignées d'un assourdissant métro-express, par un homme avalant un déjeuner sur un comptoir, par un homme debout sur une seule jambe, par un homme qui se fait faire la barbe en deux minutes, par un homme qui va se faire arracher des molaires par un dentiste ». Le journal anglais, tout au contraire, « est destiné à être lu tranquillement, appuyé contre le sucrier, par un homme qui prend lentement son *breakfast* dans un coin tranquille de club, ou par un banquier retiré des affaires, plongé dans un fauteuil de cuir, presque endormi, ou encore par un curé de campagne assis dans un fauteuil d'osier sous une véranda ».

Certes, des piliers du journalisme anglais comme le *London Times*, le *Liverpool Post*, le *Birmingham Evening Mail* ou tant d'autres, évoquent encore par leur apparence extérieure le souvenir d'une époque révolue. Le journal anglais coûtait autrefois très cher. Il était l'apanage d'une petite bourgeoisie aisée, paisible, oisive, l'accessoire de luxe que les voisins venaient emprunter au vieux notaire, comme on fait aujourd'hui à la campagne pour une échelle double ou une tondeuse mécanique

(1) Stephen Leacock, *My Discovery of England*, 1922.

à gazon. Il reflétait assez bien la physionomie de cette société qu'un siècle de luttes industrielles a tant modifiée. Depuis, l'esprit de tradition, aussi vivace dans les goûts du public anglais que dans les habitudes des journalistes eux-mêmes, a permis de subsister dans leur forme désuète, et souvent de prospérer, à ces représentants d'un autre âge qui peuvent justement donner une impression d'immobilité, de stagnation absolue.

Mais si, depuis cent ans, les façades sont souvent demeurées semblables, de nouveaux bâtiments, derrière, furent ajoutés. Sous des dehors immuables, des courants de vie intense circulent. A l'étude on découvre aisément des forces vives qui travaillent, non sans résistance, il faut l'avouer, à une transformation progressive du journalisme. Leur orientation générale, sans doute, est difficile à dégager, car nous sommes à une période de transition où leurs manifestations diverses se heurtent. Si l'on excepte, en effet, la transmission électrique des photographies, qui n'est pas encore mise au point, aucun événement récent, soit dans l'emploi des procédés techniques, soit dans l'organisation d'ensemble des journaux, n'est probablement destiné à marquer une étape aussi décisive vers des formes nouvelles que le fut, par exemple, l'emploi de la machine à vapeur par le *Times* à partir de 1814. Pourtant, la lente évolution présente, qui procède par petits sauts impossibles quelquefois à enregistrer individuellement, s'opère à la fois dans une multitude de compartiments et tend à donner à la grande presse anglaise un visage différent de celui qu'elle offrait avant la guerre.

LA GRANDE PRESSE D'AVANT LA GUERRE

Deux facteurs essentiels avaient contribué à faire éclore, dans la seconde moitié du siècle dernier, la « grande presse », parente riche de la presse politique qui figura longtemps avec le parlementarisme comme un des principaux titres de gloire de l'Angleterre. Ce fut d'abord la disparition des différentes taxes qui frappaient les journaux : l'impôt sur les annonces, aboli en 1853 ; le droit de timbre supprimé en 1855; le droit sur le papier, abandonné en 1861. Alors, les quotidiens se multiplièrent à Londres et dans la province. Ils étaient quatorze en

1846; on en compta plus de deux cents en 1910. Puis, la diffusion de l'enseignement primaire donna naissance à un vaste public capable de lire couramment. A la suite de l'*Education Act* de 1870, une population scolaire largement accrue se transforma, vingt ou trente ans plus tard, en une massive clientèle nouvelle. Le *Daily Mail*, le premier, en entreprit la conquête à partir de 1896. Ce fut le point de départ d'une formule neuve : le journal à l'usage du grand public.

Dès ce moment, le cadre dans lequel va se développer la presse anglaise est tracé. Son rôle est de vulgariser, plus que de conseiller ou de critiquer. Mais comme ses tendances restent encore nettement politiques, Alfred Harmsworth, le futur lord Northcliffe, pour attirer la clientèle féminine au journal quotidien trop sérieux, tente une audacieuse innovation : il fonde un *Daily Mirror*, dont toute la rédaction est confiée à un cénacle de dames. Les résultats sont désastreux; des dizaines de milliers de livres sterling sont englouties. Mais le Napoléon de la presse tire de cette expérience coûteuse un enseignement inappréciable : il découvre le goût marqué du peuple pour les images. Aussitôt il transforme son journal en un *Daily Mirror* illustré où les premières photographies voisinent avec les dessins au trait. Cette apparition en 1903 du journalisme illustré est le progrès le plus saillant, dans ce domaine, au début du xxe siècle. A la suite des succès du nouveau *Mirror*, d'autres feuilles se créent, qui se signalent comme lui par leur petit format, par l'abondance des photographies, par la condensation des nouvelles en quelques paragraphes et la disparition des articles de fond. Leur caractère, comme celui des grands journaux populaires, est essentiellement primaire.

La guerre, on l'imagine sans peine, affecta beaucoup la presse anglaise. A bien des égards, ses effets furent durables, mais le plus net sans doute fut d'habituer l'ensemble de la population, au cours de ces années si pleines d'événements tragiques, à acheter et à lire au moins un journal chaque jour.

Aussi, dans la période actuelle, voyons-nous une presse en grande partie destinée à une clientèle populaire de niveau médiocre, une presse qui a dépassé son ère de grande et rapide croissance et cherche à se stabiliser. Certes, il n'est pas possible d'affirmer que le point de saturation du marché anglais

soit atteint : qui sait si l'avenir ne découvrira pas aux journaux de nouvelles couches sociales à exploiter ? Mais on peut constater que les gains de la plupart des quotidiens proviennent maintenant des pertes de leurs concurrents. Il semble qu'après le grand développement des soixante années d'avant guerre, un tassement soit en train de se produire. A la phase de conquête succède la phase d'organisation. Quels sont les principes qui dirigent cette organisation du terrain conquis par la grande presse ?

LES TENDANCES DIVERSES D'APRÈS GUERRE

Certaines données sur les conditions économiques du journalisme contemporain éclairent ce problème. Dans une large mesure, les grands journaux des pays modernes sont des entreprises commerciales qui vendent aux lecteurs des nouvelles et des articles, aux commerçants de la publicité. Leur diffusion considérable parmi les classes les plus modestes de la population a été partout favorisée par le coût minime de l'exemplaire. Tantôt par souci de propagande politique, tantôt pour secouer la concurrence de maisons rivales, le prix de vente du numéro a été abaissé. Il résulte de cette surenchère qu'aujourd'hui, dans la plupart des cas, le journal est vendu sensiblement au-dessous de son prix de revient.

Des Français peuvent s'étonner qu'il en soit ainsi en Angleterre où le lecteur le paie un ou deux *pence* (cinquante centimes ou un franc). C'est en effet une somme assez considérable en regard du prix moyen français de vingt-cinq ou trente centimes. Mais les frais sont plus élevés en Angleterre où les journaux paraissent sur douze ou seize pages et quelquefois davantage, emploient du papier meilleur, ont des services d'information plus étendus, paient de plus hauts salaires. Si l'on songe que les commissions aux intermédiaires et dépositaires rognent en outre un quart ou un tiers du prix de détail, on conçoit que le journal reçoive du lecteur pour chaque exemplaire moins que cet exemplaire ne coûte à produire. L'écart est généralement plus faible en France qu'en Angleterre, plus fort aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, il cause dans les caisses du journal anglais un déficit chronique que la publicité doit compenser.

Mais on ne peut pas vendre de la publicité à l'aune comme du drap. Longtemps, les journaux anglais ont commis l'erreur de louer leurs colonnes en ne tenant compte que des dimensions de l'annonce et du nombre d'exemplaires qu'ils prétendaient tirer. Pourtant, la publicité ne rapporte que dans la mesure où les lecteurs y prêtent attention, surtout dans la mesure où, influencés par elle, ils sont capables d'acheter les produits annoncés. Ainsi les administrateurs de journaux anglais, à l'exemple de leurs confrères des États-Unis, ont-ils été amenés à considérer le pouvoir d'achat de leurs lecteurs. Telle est la raison profonde pour laquelle ils portent à la clientèle féminine un intérêt si grand qu'il constitue en vérité un trait caractéristique de l'époque contemporaine.

On a tenu outre-Manche un raisonnement simple. L'instruction publique est obligatoire pour les deux sexes. Les femmes sont donc en principe aussi capables que les hommes de lire le journal quotidien. Elles sont aussi plus nombreuses. A la suite des pertes de la guerre et d'une émigration masculine prépondérante vers les colonies, leur « excédent » est d'environ deux millions. Quant à leur pouvoir d'achat, il s'est accru considérablement après la grande émancipation qui a accompagné la catastrophe de 1914-1918. Combien de jeunes filles et de femmes travaillent aujourd'hui pour gagner leur vie ou satisfaire leur désir d'indépendance! De plus, la femme n'achète pas seulement pour ses besoins propres : elle fait aussi les emplettes nécessaires au ménage et détermine souvent le choix de l'homme dans ses achats personnels. Et l'on commence à prendre pour un axiome, que plus une annonce touche de femmes, plus elle promet d'être rémunératrice.

Pour fixer les yeux des femmes anglaises sur l'alléchante publicité qu'on leur destine, il n'a pas été nécessaire de renouveler la tentative malheureuse de lord Northcliffe et de créer pour elles seules des journaux quotidiens. Il suffisait d'amender les journaux des hommes pour les leur rendre attrayants. Cette adaptation du journalisme au goût des femmes anglaises avait déjà commencé dans une faible mesure avant la guerre. Mais c'est seulement après l'armistice qu'elle a pris une grande ampleur et sa réelle signification. Elle fut favorisée d'ailleurs par des circonstances toutes fortuites. Avec le retour aux calmes travaux de la paix, les tirages risquaient de baisser.

Pour les maintenir, on devait naturellement songer à la clientèle qui avait été jusqu'alors la moins sollicitée. Or, à ce moment précis, l'extension du droit de vote aux femmes pour récompenser leurs services de guerre, vint stimuler chez beaucoup d'entre elles le désir de se tenir au courant des affaires publiques. La politique les poussa brusquement en nombre vers les grands journaux dont les directeurs conclurent au triomphe de l'orientation nouvelle et l'accusèrent. Ainsi le mouvement de féminisation des journaux qui, dans d'autres conditions, aurait pu échouer ou se faire très lentement, prit un grand essor et devint général.

La page féminine, rare autrefois, paraît maintenant régulièrement. Avec ses dessins de mode, ses recettes de cuisine, ses paragraphes sur le home et les enfants, elle est devenue une des rubriques les plus importantes. Même des journaux sévères, comme le *Morning Post*, ou le *Daily Telegraph*, qui n'ont pas l'habitude de flatter les goûts populaires ni d'entretenir leurs lecteurs de frivolités, sacrifient à la nécessité d'intéresser leur clientèle féminine. Celle-ci a toutefois imposé aux journaux à gros tirage des transformations bien plus considérables : pour elle, ils ont adopté une présentation moins compacte, un ton plus léger ; à cause d'elle, dit-on, achèvent de disparaître les longs éditoriaux et les graves articles de fond. Ce qui l'intéresse, en effet, dans les événements, est moins leur signification profonde que leur côté pittoresque, sensationnel ou romantique. Les mondanités, les « potins », occupent maintenant dans les colonnes beaucoup plus de place. Moins souvent, les grands hommes d'État ou les écrivains célèbres sont invités à commenter les problèmes mondiaux ; ce sont les champions sportifs ou les acteurs en renom, dont on préfère recevoir les confidences domestiques.

Il est des gens qui regrettent que certains journaux anglais tendent, maintenant, à ramener leurs considérations à la hauteur modeste des ménagères ou des demoiselles de magasin. Pourtant, c'est grâce à leurs conquêtes féminines, qu'ils sont entrés plus avant dans le foyer familial, et qu'ils sont à même de remplir plus complètement la mission civilisatrice, éducatrice du peuple, que beaucoup leur reconnaissent.

Une autre préoccupation d'ordre administratif a inspiré aux journaux anglais une pratique étonnante, qui consiste

à distribuer gracieusement des polices d'assurances à tout venant. Jamais, avant ces années dernières, on n'avait vu combler les « fidèles lecteurs » de pareils cadeaux. M. Smith ou M. Jones, sans qu'il ait à débourser la moindre somme, est assuré par son journal contre les risques d'accidents; la personne de sa femme a même récemment été englobée dans la protection ainsi généreusement prodiguée. Les indemnités, en cas d'invalidité, sont souvent très élevées. Le journal verse à la compagnie d'assurances les primes dont le lecteur est dispensé; celui-ci doit seulement, pour en bénéficier, prendre tous les jours le même journal au même marchand. Par ce moyen, les grands quotidiens se sont assuré, au début, beaucoup de clients nouveaux qu'ils prenaient à leurs concurrents. Maintenant que tous offrent sensiblement les mêmes avantages, l'assurance gratuite ne sert plus à stimuler la vente, mais à la stabiliser. Elle trouve là cependant une justification encore très suffisante. Quiconque s'est une fois rendu compte des pertes énormes provoquées par les « invendus », comprendra l'importance de ce procédé : il réduit les fluctuations et les déplacements de la clientèle, et permet de ramener le chiffre de tirage plus près du chiffre de vente effectif. En outre, le chef de publicité peut ainsi garantir à ses annonceurs une proportion minima de clients stables, sûrs de voir tous les placards successifs d'une campagne de longue haleine. Ainsi, le cadeau n'est pas aussi désintéressé qu'il le paraît. Il présente seulement cette particularité de ne rien coûter à personne. Il est pris sur les bénéfices que rend possibles une exploitation méthodique du journal considéré comme entreprise industrielle et commerciale.

Le rédacteur en chef anglais, grâce aux développements de la publicité, dispose de plus de pages que son confrère français. Depuis longtemps, il en a profité pour faire de son journal un organe d'informations plus universel et plus complet. Nos quotidiens font office de journal général que beaucoup de lecteurs complètent à l'occasion, selon leurs goûts et leurs besoins, par un quotidien financier, sportif, théâtral, militaire ou autre. Le journal anglais donne, à côté des nouvelles générales, une extraordinaire abondance d'informations intéressant plus spécialement l'un ou l'autre des groupes divers formant sa clientèle. Aussi, a-t-on vu depuis la guerre s'enfler considérablement, à la rédaction, le personnel spécialisé. On y voit mainte-

nant, à côté de l'expert militaire et de l'expert naval, le rédacteur chargé de l'aviation. Il n'y a plus un ou deux rédacteurs sportifs, mais un certain nombre de spécialistes chargés respectivement des courses de chevaux, du tennis, de l'athlétisme, de la boxe, ou même, depuis quelque temps, des courses de chiens. Dans le domaine scientifique, la diversification est encore bien plus grande : la place prise par le rédacteur chargé de la T. S. F. est particulièrement digne de remarque. Il n'est pas jusqu'aux nouvelles religieuses qui ne soient réservées à un ou plusieurs collaborateurs appartenant à des fois diverses. Ces spécialistes, le plus souvent, ne sont pas des amateurs apportant à leur gré des notes rémunérées à la ligne. Ils font partie du personnel régulier du journal, reçoivent un salaire mensuel ou hebdomadaire, et sont censés consacrer tout leur temps au service du journal. Cet accroissement du personnel a sensiblement élevé les frais de rédaction, et rendu l'existence particulièrement difficile aux journaux d'opinion.

Il n'est donc pas étonnant de constater, comme le font avec assez d'amertume les vieux journalistes, que le rôle politique du journal anglais soit en décadence. Aux anciens jours, sa principale mission était de suivre, toujours, de guider et d'inspirer, quelquefois, jusque dans ses détails, l'action du gouvernement. Sans doute il n'a pas encore, comme le journal américain, perdu toute influence politique, mais celle-ci s'est déplacée. Aux heures graves, dans les périodes de crise, il n'est pas rare que des premiers ministres consultent les propriétaires des grands journaux populaires. L'attitude de ces potentats décide souvent du sort d'un parlement, d'une élection générale. Mais l'ingérence directe du journal dans le cours des événements politiques ne se produit qu'exceptionnellement. L'étude minutieuse, au jour le jour, des affaires de l'État est encore poursuivie, comme dans l'ancien temps, par le *Times* et le *Daily Telegraph* dont la haute tenue, l'ampleur et la rigueur des informations sont l'honneur de la presse anglaise. Quelques journaux contrôlés par des groupes politiques, tels que, par exemple, le *Daily Herald*, la *Westminster Gazette*, le *Daily Chronicle*, consacrent eux aussi une attention soutenue aux événements qui affectent le plus leurs partis ou leurs patrons. Mais tous les journaux populaires, ceux du matin, comme ceux du soir, en dehors d'une information sommaire et hâtive, ne

tiennent vraiment leurs lecteurs au courant des questions publiques qu'au moment où elles prennent un caractère d'actualité sensationnelle. Sans doute, de grands organes comme le *Daily Mail* font encore des campagnes politiques. Mais elles sont alors menées beaucoup moins dans les colonnes éditoriales que dans la partie réservée aux informations. La thèse n'est pas présentée comme une opinion fondamentale, raisonnée, désintéressée de la direction, mais plutôt comme une leçon se dégageant des faits rapportés. Le procédé, qu'on désigne sous le nom de « reportage coloré », consiste à jeter le faisceau lumineux de la publicité sur une actualité plus ou moins artificiellement créée. Mais à tout moment, particulièrement avant de s'engager, la direction étudie avec soin quelles pourront être les réactions du public et n'entreprend généralement que les campagnes qui promettent d'être populaires.

Le gros public ne prend donc pas à la lecture des journaux l'habitude de se faire, des choses, une opinion raisonnée. Il se contente de recevoir des événements une *impression*, qui lui tiendra lieu de *réflexion*. C'est pourquoi on ne saurait voir autrement que comme un danger possible pour l'Angleterre la formation de trusts de presse aux buts inavoués. Il est parfaitement légitime et normal que se forment des trusts horizontaux, englobant une série de journaux répartis dans des villes différentes. Il doit en résulter une exploitation plus économique et le public finit par en bénéficier. De même les trusts verticaux, englobant des usines de pulpe de bois, des fabriques de papier, des services photographiques, des agences d'informations, des journaux, des revues, etc., ne soulèvent pas d'objections fondamentales. Ils existent aux États-Unis où ils ne constituent pas, en fait et jusqu'à nouvel ordre, un péril sérieux pour l'indépendance de l'opinion publique. Mais, en Angleterre, on voit des groupes financiers, fortement engagés dans d'autres entreprises, contrôler des journaux avec un capital minime. Ils forment souvent une société-mère, qui, à son tour, possède la majorité des actions à vote effectif d'une ou de plusieurs sociétés fabriquant du papier, publiant des journaux, des magazines. Lorsqu'ils détiennent ainsi la direction d'une chaîne de publications populaires, précisément dans des districts où se trouvent leurs exploitations minières, industrielles ou autres, ils sont à même d'exercer une influence considérable

sur l'opinion et par elle sur les autorités du lieu où sont leurs attaches. Il ne manque pas de gens pour considérer comme funestes ces coalitions de puissances. Quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'on professe à cet égard, il faut constater que le mouvement de concentration tend à se développer depuis quelques années et que les avantages d'une exploitation plus rationnelle, qui doit entraîner la disparition de nombreux petits journaux indépendants, favorise nettement la constitution de trusts régionaux ou nationaux.

L'ESPRIT OFFENSIF DES JOURNAUX DE LONDRES

Mais parmi les ferments actuellement à l'œuvre pour transformer la presse anglaise, il en est un dans lequel les autres se trouvent contenus et qui suffirait presque à résumer toute l'évolution actuelle du journalisme anglais : c'est la rivalité acharnée entre la presse de Londres et la presse de province. Le phénomène qui frappe l'esprit dès l'abord, quand on observe l'ensemble du problème, est l'importance du tirage des journaux de Londres, évalué à six ou sept millions d'exemplaires. Si l'on admet qu'il s'en vende en moyenne chaque jour un par quatre ou cinq habitants, il est évident que la population de Londres et de sa banlieue, — sept à huit millions d'âmes, — ne suffit pas à consommer une aussi formidable quantité de papier. Une bonne partie en effet, la plus grande quelquefois, en est expédiée vers le reste de l'Angleterre, en Écosse et même en Irlande. A Birmingham, par exemple, les feuilles de Londres trouvent plus d'amateurs que les deux journaux de la ville réunis. Le *Daily Mail* a plus de lecteurs à Liverpool qu'aucun des journaux paraissant sur place. L'intrusion des organes de la métropole dans des régions de province qui étaient autrefois le domaine exclusif des journaux locaux : telle est la cause de cette rivalité.

Le succès incontestable des journaux de Londres trouve des explications nombreuses. Londres, capitale de l'Empire, est la source des plus importantes nouvelles intéressant le royaume. Londres, grande ville cosmopolite, dégage une atmosphère prestigieuse que ne peut pas refléter la feuille locale. Les journaux de Londres ont un personnel de journalistes mieux payés, plus familiers avec les goûts du grand public, plus habiles à

rédiger et à présenter les articles destinés à lui plaire. Enfin la plupart d'entre eux ajoutent à ces avantages une bonne organisation administrative et commerciale. Mais la vente d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne de certaines marques d'automobiles, de cigarettes, de marmelade, de chocolat ou de whisky a acquis une influence déterminante sur les destinées des journaux anglais. Car ce sont ces produits de grande consommation qui leur fournissent la majeure partie de la publicité sans laquelle ils ne pourraient pas compenser leurs frais énormes. Perdant sur la vente de l'exemplaire au public, ils n'iraient pas solliciter ces lointains lecteurs, s'ils ne pensaient rétablir leur situation par le bénéfice additionnel que doit leur procurer la vente du sous-produit, les annonces. Et il faut souligner comme un trait capital que, si tant de ces produits alimentaires ou manufacturés, dont les noms deviennent obsédants à force de réclame, ne s'écoulaient pas à Cardiff, à Plymouth, à Edinburgh, aussi bien qu'à Londres, nous ne verrions pas les formidables journaux londoniens rayonner à travers tout le pays.

Cette irradiation de la presse de Londres dans toutes les Iles Britanniques est un fait récent qui ne doit rien au hasard. Elle est le résultat d'habiles préméditations et d'efforts persévérants. Les administrateurs des journaux londoniens ont calculé sans peine que plus ils pourraient élever leur chiffre de tirage, plus ils pourraient hausser leurs tarifs de publicité. Un autre avantage appréciable s'attache à cette politique de tirages élevés. Beaucoup d'annonceurs anglais n'ont pas encore appris, comme les Américains, à analyser la publicité qu'ils achètent aux journaux, à discuter le pouvoir d'achat respectif des différentes catégories de lecteurs que leur annonce va toucher. Ils se proposent de créer une demande aussi générale que possible de leur produit, et ne se préoccupent guère de savoir si les lecteurs qu'ils auront convaincus seront à même de se le procurer facilement, s'il existe une correspondance exacte entre les zones de distribution de leur article et les zones de vente du journal. Ils n'exigent pas de savoir où sont répartis les lecteurs, et se laissent facilement impressionner par un chiffre de tirage global. Aussi les journaux à tirage très élevé reçoivent-ils souvent des contrats que leurs concurrents plus faibles n'ont jamais pu obtenir.

Les journaux de Londres cherchent d'autre part à couvrir tant bien que mal l'ensemble du territoire pour se présenter comme le véhicule naturel et suffisant des annonceurs qui veulent faire une campagne de « publicité nationale ». On désigne sous ce nom la publicité faite par de grandes firmes pour l'écoulement de leurs produits dans toute la Grande-Bretagne et on l'oppose à la publicité locale faite par de petits commerçants ou détaillants. C'est parce qu'il « circule » dans toutes les régions de la Grande-Bretagne que le *Daily Mail* dont le tirage oscille entre 1 700 000 et 1 800 000 réussit à vendre cent soixante-quinze mille francs (£ 1 400) sa première page d'annonces, cent vingt mille francs (£ 1 000) ses pages intérieures et, en dépit de ces chiffres élevés, trouve assez de publicité nationale pour paraître tous les jours sur vingt pages.

Le succès prodigieux de ce journal, sous la direction de Lord Northcliffe, avait été comme une révélation pour la presse anglaise. A son exemple, aujourd'hui, la plupart des journaux de Londres s'efforcent de devenir des journaux nationaux. En cela réside un des principaux caractères de l'évolution actuelle. Pour la plupart, ils cherchent à pousser leur vente vers le Nord, dans les régions industrielles et peuplées des Midlands et du Lancashire, vers l'Écosse, vers le Pays de Galles, vers l'Irlande. Mais le lecteur anglais demande des nouvelles abondantes et fraiches. Or, quatre heures de chemin de fer séparent Londres de la vallée de la Mersey. Pour effacer cette distance et servir sur la table du *breakfast*, comme ses concurrents locaux, un journal contenant intégralement toutes les informations de la nuit, le *Daily Mail*, en 1909, a installé des presses, des linotypes, une rédaction, à Manchester. Il fait depuis lors, sur place, une édition du Nord de tous points semblable à celle de Londres. A son exemple, le *Daily Chronicle* publie maintenant et depuis plusieurs années déjà, une édition du Nord à Leeds. Le *Daily News* en fit une pendant quelque temps, à Manchester, mais n'étant pas de taille à soutenir la trop coûteuse concurrence du *Daily Mail*, il abandonna l'entreprise. Tout récemment, le jeune et déjà puissant rival du *Daily Mail*, le *Daily Express*, s'engagea dans l'aventure avec impétuosité. Son propriétaire, lord Beaverbrook, le 4 janvier 1927, acheta à Manchester un immeuble abritant une ancienne fabrique de corsets ; les travaux d'aménagement commencèrent

le 5 ; en deux mois, les ouvriers avaient installé l'équipement complet d'un journal et, le 16 mars, il en sortait une édition du Nord du *Daily Express*.

La production d'un même journal en double exemplaire à trois cents kilomètres de distance, exige une organisation compliquée et onéreuse. Toute la première copie, les « flans », — ou empreintes sur carton-pâte des articles divers, des clichés de publicité, des dessins humoristiques et de certaines photographies qui paraîtront le lendemain, — doivent être envoyés chaque jour par train spécial : une locomotive et un wagon. Par des fils télégraphiques privés ou loués à l'abonnement, toutes les dépêches, tous les éditoriaux sont transmis, en quelques secondes, des bureaux de Londres à ceux de Manchester. Des indications minutieuses sur la mise en page, le caractère, les titres, lient le rédacteur en chef de l'édition du Nord qui ne peut modifier l'ordre de sa première page, — la vitrine du journal, — sans en avoir référé à Londres. Les nouvelles locales sont données dans une page intérieure ; rarement les juge-t-on assez importantes pour figurer « en devanture ». Pourtant, après quatre mois d'expérience, le *Daily Express* se flattait d'avoir atteint, dans le Nord, une vente supérieure de cinq fois à celle qu'il y avait avant de créer son édition de Manchester.

Les journaux illustrés, qui accordent moins de place aux nouvelles et davantage aux photographies, s'efforcent d'étendre leur zone de vente en faisant, à Londres même, des éditions spéciales pour les grandes régions qu'ils touchent et dans lesquelles sont montées en épingle des photographies d'intérêt local.

Ainsi l'on voit, d'un côté, les journaux ordinaires apporter tous leurs soins aux informations, colorer leurs nouvelles, leurs récits divers d'un esprit typiquement anglais et donner un caractère national à toute leur copie; de l'autre, les quotidiens illustrés courtiser la province en prenant alternativement des visages ornés de couleur locale. Mais les uns et les autres, malgré les différences des méthodes employées pour plaire au public, ambitionnent avant tout de s'assurer une plus grande part de publicité nationale.

LA RÉSISTANCE DES JOURNAUX DE PROVINCE

Les quotidiens, qui s'étaient multipliés dans les villes de province au cours de la seconde moitié du siècle dernier, ressentirent vivement cette concurrence croissante des journaux de Londres. Les journaux du matin furent les plus affectés. Un certain nombre disparurent. D'autres subsistent et prospèrent, mais ce n'est pas sans lutter âprement.

L'enjeu de la bataille, c'est toujours la publicité. Les marchands de la ville, le grand magasin, le pharmacien de la Grand'Rue, l'agent d'automobiles, le théâtre, les cinémas, sont les annonceurs naturels du journal local : leur clientèle se recrute uniquement dans le cercle limité de ses fidèles. Le journal national n'a pas une « circulation » assez concentrée pour que les détaillants puissent en attendre un rendement élevé. Un trop grand nombre de ses lecteurs, dispersés aux quatre coins du territoire, n'auront jamais l'occasion d'apporter leur pratique à l'annonceur local. Si les principales villes de Grande-Bretagne, comme celles d'Amérique, pouvaient fournir un volume de publicité locale suffisant pour faire vivre la presse locale, les journaux de Londres ne se présenteraient pas comme des adversaires aussi redoutables : les domaines de chacun tendraient à se circonscrire. Les journaux locaux ne regarderaient la publicité nationale que comme un appoint agréable, mais non indispensable. C'est peut-être le sort que l'avenir leur réserve. Mais telle n'est pas encore la situation. Les petits détaillants anglais ont un esprit de routine difficile à surmonter ; peu ont foi dans la publicité. On ne vulgarise pas en Angleterre comme aux États-Unis les principes élémentaires sur le rôle et les résultats de la publicité. D'ailleurs, à côté des énormes placards que les annonceurs nationaux prennent dans les journaux, le petit cliché que le débutant risque timidement, n'obtient souvent pas la visibilité, par suite le rendement qu'il avait peut-être imaginé, et il reste incrédule. Actuellement, la publicité locale est loin, dans bien des cas, de fournir la moitié de la publicité totale insérée dans les journaux de province. Pour un temps assez long encore, il est vraisemblable que la publicité nationale sera pour eux, non un revenu superflu, mais un morceau de pain quotidien. Leurs récents

succès les encouragent d'ailleurs à poursuivre leurs efforts pour obtenir davantage de cette catégorie de publicité : ils en publient aujourd'hui beaucoup plus qu'avant la guerre.

Mais quelles que soient les phases de la concurrence dans le domaine des affaires, la rivalité dans l'art de plaire aux lecteurs promet de durer. A cet égard, le plan de défense des grands journaux de province contre l'invasion de leur domaine par les feuilles londoniennes est caractéristique de l'époque actuelle. On pourrait dire, d'un seul mot, qu'ils tendent de plus en plus à devenir des journaux locaux.

Non pas que systématiquement, dans leur esprit ou dans leurs méthodes, ils soient provinciaux, au sens péjoratif du terme. Ils suivent en fait d'assez près les innovations de la grande presse de Londres. Ils publient les plus importantes des informations étrangères, ils tiennent fort honorablement leurs lecteurs au courant de la politique de l'Empire et des événements mondiaux. Mais, délibérément, ils rapportent avec plus de soin et d'ampleur toutes les nouvelles de leur région, leur font une place d'honneur. Car dans ce domaine les journaux de Londres ne sont pas les plus forts. Ayant une vente moins concentrée, ils ne peuvent pas « couvrir » la province avec le même détail, sans courir le risque d'ennuyer une majorité de leurs lecteurs. Un réseau de correspondants leur permet bien de recueillir et de publier toutes les nouvelles locales offrant un intérêt général. Mais il reste une clientèle nombreuse, dans chaque comté, curieuse de tous les petits faits qui animent la vie de province.

D'autre part, le journal local bat celui de Londres dans le domaine des illustrations photographiques qui justement gagnent chaque jour davantage les faveurs populaires. Grâce au télégraphe et au téléphone, il est possible au journal de Londres de recevoir rapidement les dépêches de ses correspondants de province. Mais il faut un bien plus long délai pour faire parvenir des photographies. Le journal régional, sur place, a tout l'avantage. Il peut plus facilement faire rayonner ses photographes selon les besoins du moment, « boucler » ses pages plus tôt avec des illustrations plus fraîches. Actuellement, le journal provincial trouve dans sa page de photographies un appoint des plus sérieux. Il est significatif que le *Courier*, de Liverpool, pour mieux protéger son territoire contre la concur-

rence extérieure, ait pris l'audacieuse initiative, il y a dix-huit mois, de se transformer en illustré quotidien, avec quatre pages au moins de photographies, la plupart d'intérêt régional.

Telles sont les forces en présence. D'un côté, sont rangés les « managers » de Londres qui considèrent tous les habitants de Grande-Bretagne comme s'intéressant sensiblement aux mêmes questions politiques, ayant la même attitude envers les éternels problèmes de la vie : le gagne-pain, les plaisirs, l'argent. Ils font des journaux que les mineurs de Galles lisent avec la même satisfaction que les ouvriers d'usine de Manchester ou les dactylographes de Londres. De l'autre côté, se trouvent les directeurs de province qui comptent sur les influences profondes de la famille et du milieu, professent qu'après lui-même ce qui intéresse le plus un homme, c'est ce que fait son voisin. Encourageant la curiosité naturelle de leurs compatriotes pour les affaires de leur paroisse, de leur ville, de leur région, ils font des journaux où le lecteur étranger à la province ne trouve guère à glaner, mais qui dégagent une nette atmosphère de terroir.

LES POSSIBILITÉS D'AVENIR

Autant qu'on peut juger d'une situation aussi complexe que celle du journalisme anglais, il est vraisemblable qu'aucun des deux adversaires ne réduira l'autre. Ce n'est pas en tout cas la valeur théorique des deux formules en présence qui déterminera la solution du conflit. Des facteurs économiques et techniques seront plus décisifs.

Jusqu'à présent, et dans l'ensemble, les pertes paraissent avoir été plus sensibles du côté des journaux de province, puisqu'un certain nombre d'entre eux ont dû disparaître. La transmission électrique des photographies, en réduisant les délais actuels d'expédition, pourrait, si elle était perfectionnée et généralisée, les priver en outre d'un de leurs plus sérieux avantages. Mais si l'on analyse de plus près l'état de la presse de province, on constate aisément que si les journaux du matin sont directement menacés par la concurrence de Londres, ceux du soir sont en progrès. Faute d'assez de temps pour recueillir et présenter les nouvelles du jour et les distribuer tôt dans la soirée en province, les feuilles du soir de Londres ne peuvent prétendre à un rayonnement considérable. Sans doute, les journaux pro-

vinciaux du soir subissent le même *handicap* et ne peuvent pas pénétrer profondément dans la campagne comme leurs confrères du matin, qui disposent de plusieurs heures de la nuit pour effectuer leurs livraisons. Mais ce n'est pas un inconvénient grave en Angleterre où la population, surtout urbaine, est concentrée en de grandes agglomérations qui fournissent à elles seules un marché suffisant pour un journal. Tandis que dans les villes de province anglaises, il ne semble plus y avoir de place que pour un seul journal du matin prospère, ceux du soir y sont appelés à plus de succès.

Le journal de Londres agit comme un ferment. Agréable à lire, il donne le goût de la lecture. D'autre part, comme il ne satisfait pas complètement son lecteur provincial, à qui il n'offre que peu de nouvelles régionales, celui-ci les cherche dans la feuille locale du soir, achetant ainsi deux journaux chaque jour. Et comme la presse de Londres, depuis trente ans, a réussi à transformer en lecteurs réguliers des masses de gens qui auparavant n'achetaient un journal que de loin en loin, il est fort possible que la presse locale, finalement, bénéficie du succès de sa rivale. L'on verrait ainsi s'accentuer le mouvement de ces dernières années, la presse du matin devenir une presse nationale, la presse du soir une presse régionale.

A tout moment un facteur nouveau peut surgir qui bouleversera ces pronostics. Mais d'ores et déjà, à s'en tenir aux résultats acquis, il est manifeste que la presse de Londres favorise une uniformisation croissante des idées, des goûts, des habitudes à travers tout le royaume. La responsabilité n'en incombe pas tout entière aux journaux, puisque leur diffusion ne serait pas possible s'il n'existait déjà de grands marchés de produits fabriqués d'un bout à l'autre du pays. Mais ils tendent à accentuer ce mouvement économique en favorisant, par la publicité qu'ils transportent, la consommation de ces objets standardisés. Dans des sphères plus élevées de l'esprit, leur influence nivellatrice est manifeste. Elle aboutit à effacer les distinctions sociales, les particularités locales. En cela elle ne contribue pas peu à compléter l'unification politique du pays. Il n'est pas extravagant de penser que si la presse de Londres avait été aussi lue en Irlande qu'elle l'est par exemple dans le pays de Galles, les événements de ces dernières années auraient pu prendre une autre tournure. La presse nationale

anglaise a consolidé la cohésion de l'âme nationale britannique.

D'autre part, grâce à l'émulation de la presse londonienne, se poursuit l'émancipation de la province anglaise. Combattant subtilement l'influence et le prestige de Londres, mais encourageant son imitation déguisée, le journal local stimule la vie régionale, réveille et rajeunit des populations dont l'élan menaçait de se ralentir. Avec son aide, souvent avec son patronage, quelquefois à son instigation, la ville de province prend volontiers des airs de petite capitale et s'ouvre plus largement aux souffles de la vie moderne.

Journal de province et journal de Londres se signalent d'ailleurs par des traits communs : leur évolution récente tend à en faire des entreprises industrielles plus perfectionnées. Et cette industrialisation, les mettant plus que jamais à la portée de toutes les bourses et de tous les esprits, élargit leur fonction sociale. Ils tiennent une place grandissante dans la vie de la nation. En raison de leur publicité, ils sont maintenant un élément non négligeable de l'activité économique du pays. Combien de grands magasins, d'usines, de maisons de commerce se trouveraient embarrassées, si brusquement disparaissait ce véhicule principal de leur réclame! Leur rôle dans les affaires publiques est peut-être plus effacé qu'autrefois; pourtant, aux heures de crise, il n'est pas moins décisif à cause du poids dont ils pèsent encore sur l'opinion publique dans sa phase de cristallisation. Mais c'est dans l'existence quotidienne des individus qu'ils étendent chaque jour leur influence impalpable, insoupçonnée et formidable. La famille, l'école, l'église, les partis, les clubs, les associations exercent encore sur l'Anglais contemporain, avec une autorité variable, une pression inconsciente qui l'empêche de tomber complètement sous la tutelle des journaux pour la conduite de sa vie privée. Mais, touchant à tous les domaines de l'activité humaine, ils s'interposent entre lui et le monde extérieur, formant une muraille de papier sur laquelle, à l'inverse du prisonnier de Platon, il aime à voir se profiler l'ombre des passants.

PIERRE DENOYER.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE
AU TRAVAIL

En ouvrant cette chronique du travail des académies et sociétés savantes de province, en août 1922, la *Revue* désirait rendre un juste hommage à des efforts multiples, étendus à travers tout le pays, souvent profonds, toujours désintéressés, et qui forment l'un des traits essentiels du beau visage de la patrie.

Mais elle espérait bien aussi attirer sur ce labeur grandissant l'attention bienveillante de ses confrères, voire celle de la grande presse, afin que l'hommage rendu fût aussi large que l'effort de ces éminentes Compagnies, gardiennes des vertus spirituelles de la race.

Maintes informations de nos confrères les plus diligents, nous donnent à penser que ce résultat est en train de se réaliser. Nous le constatons avec joie, parce que cette attention générale au travail des académies ne pourra que leur apporter de nouvelles forces, stimuler leur activité, si précieuse pour l'existence particulière de nos provinces, et rendre ainsi plus équilibrée et plus puissante la vie totale de notre France.

* * *

La préhistoire est d'actualité... Elle a occupé une place prépondérante dans les travaux des académies pendant ces derniers mois. Le Congrès des Sociétés du Sud-Ouest, réuni à Dax, autour de la vieille *Société de Borda*, nous a donné, par la voix de l'un des maitres de la préhistoire, M. Xavier de Cardailhac, des études fort

attrayantes sur la station acheuléenne de Duhort-Bachen, dans les Landes, sur les étapes de l'industrie solutréenne depuis le paléolithique jusqu'au néolithique, sur les tumulus de Lourdes à Dax, qui paraissent s'échelonner sur la longue période du néolithique à l'âge du fer et qui prouvent une tenace tradition de certains rites d'inhumation. Dans le même Congrès, M. Jean Cazedessus, nous parle de la Grotte du Tarté, dans la Haute-Garonne, qui paraît dater du vieux Magdalénien.

La *Société de Statistique d'Histoire et d'Archéologie* de Provence, qui fêtait son centenaire, publie une belle étude de M. H. de Génin-Ricard, sur le sanctuaire préromain de Roqueperluse, établi d'ailleurs sur des fondations mégalithiques, et notamment un dolmen.

Dans le bulletin de la *Société du Saumurois*, le chanoine Verdier décrit, sans aucune prétention, un « Kjokenmoding », — restes de repas, — qu'il a découvert à la pointe de la Torche, dans le Finistère, et où se sont accumulés les restes de nos aïeux préhistoriques depuis vraisemblablement le paléolithique jusqu'à l'âge du bronze.

Enfin il n'est pas jusqu'à la vieille *Société des Antiquaires du Centre* qui ne nous entretienne à la fois de découvertes gallo-romaines, si fréquentes dans notre sol, au domaine de Beauregard, commune de Mareuil, par une note du colonel Thil, et par la voix de son président, des fameuses fouilles de Glozel, en rappelant que les « graffiti » de Neuvy et les « moules » de la collection Roubet, pour ne parler que de monuments régionaux, donnèrent lieu jadis « à des controverses analogues ».

La préhistoire est évidemment une science charmante, et même, par l'imprécision du temps comme par l'absence des inscriptions, un heureux mélange de science et de poésie. On comprend très bien que les savants imaginatifs, qui restent d'aimables poètes, s'y donnent rendez-vous et s'y ébattent librement dans le pré immense et fleuri des hypothèses. Mais pourquoi finissent-ils par s'y défier à la manière des héros d'Homère? Combien nous agrée davantage cette conclusion du modeste chanoine Verdier à l'étude sur les « Kjokenmodinger » bretons que nous venons de citer : « Ainsi la terre, sur laquelle s'agitent les vivants, est un immense linceul où dorment, dans l'ombre, les mondes disparus, et chaque découverte projette dans cette ombre un mince, un très mince filet de lumière. »

Cette voix du pays de Saumur nous rappelle à la sagesse et au labeur des Compagnies de province.

* * *

L'*Académie de Besançon* a entendu deux fortes études de M. Maxime Druhen sur les lettres de Mlle de Lespinasse à Suard et Guibert, et de M. Hosotte sur le général comtois de l'épopée impériale, Philippe Guye. Ce sont deux excellentes contributions à l'histoire de ces époques.

Dans les bulletins de la *Société des Sciences morales, Lettres et Arts de Seine-et-Oise*, qui est d'une belle activité, et qui s'occupe tout spécialement de l'histoire de Versailles, la ville du Roi-Soleil, M. S. Mercet continue l'historique de la charmante *Maison des Italiens*, au Grand-Montreuil, acquise par le comte d'Argenson, puis par la comtesse de Marsan, gouvernante des Enfants de France, et qui deviendra, avec les admirables plantations de Jussieu et de Le Monnier, le Petit-Trianon. M. Raguar Josephon nous dit les commencements du Grand-Trianon, sous Louis XIV, la plantation de ses jardins par Le Nôtre ou Mansart. Et M. G. Vauthier nous donne une intéressante étude sur Durameau (1733-1796) qui peignit le plafond du ravissant Théâtre de Gabriel, au château. On sait que l'installation de l'Assemblée nationale a gravement masqué et parfois détérioré ce beau théâtre, aux proportions et aux peintures charmantes, et qui possède une scène aussi vaste que celle de l'Opéra-Comique. Puisqu'aussi bien nous n'avons plus d'Assemblée nationale et que la salle du Congrès est ailleurs, pourquoi ne rétablirait-on pas cette salle de noble style, avec le plafond de Durameau, qui s'éteint dans les « réserves » ?

Le bulletin de l'*Académie de Metz* contient, avec *le Reclassement de Metz*, du général de Lardemelle, légitime revendication d'une grande situation détruite par l'occupation allemande, un éloge, par M. de la Chaise, du chanoine Collin, le grand et cher patriote lorrain, qui fut, là-bas, pendant quarante-quatre ans, l'organisateur de la défense de l'âme lorraine française.

La *Société de Borda*, à côté des études de M. de Cardailhac, nous offre une intéressante étude de M. P. Coste, sur les vingt-quatre premières années de Vincent de Paul, qui allait devenir l'admirable apôtre de toutes les charités. Nous y trouvons encore *la Formation du département des Landes*, par M. Marcel Gouron ; une étude de l'histoire de Dax, fort bien documentée, et qui n'est qu'un des chapitres de l'*Aquitaine historique et monumentale* de M. L. Dufourcet ; et même, par la publication d'un « livre de boucherie », les prix de

matières alimentaires à Dax, en 1664. Un dîner confortable y coûtait alors 8 sols !

L'active *Société des Lettres, Sciences et Arts de Bayonne,* avec des études générales comme celle de M. P. Lespès sur *la Migration et l'hibernation des hirondelles,* continue de curieux travaux sur le Pays basque et la ville de Bayonne, comme ces *Pastorales à sujets tragiques,* de M. Hérelle, qui sont l'un des grands divertissements du pays, et qui, nées dans la Soule, vers le xvᵉ siècle, œuvres de prêtres en général, se sont répandues dans tous les cantons basques. M. Saroinhandy publie, dans un autre fascicule, avec de nombreux commentaires qui indiquent une parfaite connaissance du sujet, toute la belle *Pastorale de Roland.*

Le bulletin du *Musée basque,* toujours édité avec grand soin, nous informe du développement de ce musée, grâce à l'activité et au goût sûr du commandant Boissel.

La *Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes* publie dans ses annales, une savante note de M. Paul Helbronner, de l'Académie des Sciences, sur sa formidable opération géodésique de jonction des Alpes et de la Corse, une étude du général Toulorge sur le gigantesque effort des États-Unis pendant la guerre de Sécession (1861-1865). Elle pose ensuite, par la plume de son président, le colonel Ch. Gautier, la question : « Sommes-nous vraiment des Latins ? » Le colonel suit ici les déductions de l'illustre historien des Gaules, M. Camille Jullian, qui a retrouvé sur notre sol les influences phéniciennes, grecques, et celles de toutes les invasions nordiques : « En fait, il faudrait maintenant, pour régler la question de nos origines, faire une recherche semblable sur ce que nous devons aux Germains. Cette étude nous montrerait également que ces derniers ne nous ont apporté que des traits accessoires et que pas plus que les Latins, il n'ont créé de modification sérieuse dans notre mentalité antérieure. Si bien que, en dépit de l'influence de notre éducation latine, nous arrivons à reconnaître avec M. Camille Jullian que notre génie national est avant tout issu de la Gaule antique affinée par le Christianisme. C'est donc tout simplement le génie français, car c'est dans le vieux sol de la patrie qu'il a puisé les qualités de fond et de forme qui constituent son incontestable grandeur. » Sans doute, mais les Latins nous ont donné une langue, et même deux, celles d'oc et d'oïl. Et si la langue ne fait pas la nation, elle indique toutefois une influence incomparable du latinisme.

*
* *

L'*Académie de Mâcon* a fêté, à la fin de l'été, avec une sorte de piété filiale, la grande mémoire de Lamartine, par un pèlerinage à tous les lieux, de Monceau à Saint-Point, qui offrirent leurs paysages aux méditations de ce noble esprit. M. Georges Lecomte, au nom de l'Académie française, de sa Bourgogne natale et de sa ferveur lamartienne, nous dit l'indéracinable amour de la France pour son poète.

Dans la région voisine du Bourbonnais, la Société d'émulation, que préside M. Capelin, a fêté avec non moins de reconnaissance le charmant, fougueux et artiste poète de cette province, Théodore de Banville. Et les meilleurs esprits de là-bas, du très savant linguiste Antoine Meillet à MM. Jacques Chevalier et Valéry Larbaud, obéissant au rappel du sol natal, vinrent apporter leurs branches de laurier au poète des étoiles.

Et c'est encore un hommage à un grand écrivain régional, le romancier Ferdinand Fabre, qui nous vient de la *Société Archéologique, Scientifique et Littéraire de Béziers* par la plume précise du Docteur Coulouma. Celui-ci retrace d'abord avec une particulière aisance les paysages de la belle vallée de l'Orb et des Cévennes qui fournirent leur cadre aux meilleurs romans de Fabre; il retrouve non moins facilement les parents, les relations et le milieu qui servirent de modèles aux principaux personnages de ces œuvres. On a ainsi la matière vivante ou pittoresque qui, sous le souffle de l'artiste, va se transformer et s'animer dans cette suite d'ouvrages vivaces et de haute conscience, parfois si tourmentée, qui se nomment *les Courbezon, Julien Savignac, le Chevrier, l'abbé Tigrane, Mon oncle Célestin, Barnabé, Xavière*, pour ne citer que les principaux. M. Coulouma examine en critique averti la substance et la belle forme de ces œuvres, et il nous semble bien près de confirmer le jugement de Jules Lemaître : « Je ne serais pas surpris que l'œuvre de Ferdinand Fabre demeurât comme l'un des monuments originaux du roman contemporain. » Il a d'ailleurs une admiration particulière pour cette œuvre en ce qu'elle reconstitue avec piété et fidélité les communs paysages cévenols. Et cet hommage de là-bas n'aurait pas été le moins précieux à l'auteur.

La *Fédération des Sociétés normandes*, où coule le sang hardi et actif des vikings, ne se borne pas aux communications intellec-

tuelles. Réunie, cette année, à Évreux, elle a ajouté à ses travaux savants sur l'archéologie, les sciences, les arts et les métiers, dans le cadre du riche domaine régional, l'étude des manifestations, comme les expositions et les échanges, qui peuvent rendre plus étroites les relations régionales et même les relations avec la terre d'origine, la Scandinavie. Elle organisa ainsi avec l'assistance de l'éminent ministre de Norvège, le baron Wedel-Jarlsberg, une soirée norvégienne qui eut un plein succès.

Non moins active, la *Société du Saumurois*, à côté d'études historiques et préhistoriques, comme celle que nous avons citée, s'occupe encore de science en publiant une belle étude de M. Jean des Cilleuls sur le *Plancton* (microorganismes) de nos rivières, et aussi de problèmes pratiques, comme les débuts de la Chambre de commerce de Saumur, par le commandant Rolle, et par le major Marcenac, *l'Exploitation et l'utilisation locales des laines au Maroc*. L'auteur, s'il décrit surtout les coutumes indigènes, ne manque pas de remarquer en passant combien nos méthodes françaises donneraient de meilleurs résultats. Et on reste quelque peu perplexe en constatant que la France, obligée d'acheter pour près de trois milliards de francs de laine chaque année, va la chercher sur tous les marchés du monde, et notamment en Australie, où l'élevage si étendu du mouton se fait presque entièrement sur des confins désertiques analogues aux immenses confins de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc, qui pourraient produire toute la laine dont nous avons besoin.

Ces travaux des académies, — et nous sommes obligés d'en passer, — ne manquent pas d'attirer l'attention des populations vers ces grands problèmes économiques d'où dépend la prospérité du pays. Ils sont propres à servir efficacement, par des études claires, les entreprises pratiques futures, et nous paraissent rentrer tout naturellement dans la mission des académies, guides bénévoles et autorisées de l'intelligence de leurs régions.

C.-M. SAVARIT.

REVUE LITTÉRAIRE

ROMANS NOUVEAUX

Il est devenu rare de découvrir, parmi les abondantes publications contemporaines, des livres de bonne humeur, ou même sans humeur. Notre littérature est tourmentée. Elle exprime surtout l'inquiétude, la difficulté de vivre; elle se complaît dans la recherche de l'exceptionnel; au besoin, elle se penche avec curiosité et parfois avec attendrissement, sur les anomalies et les monstruosités; elle a peu le souci de l'équilibre physique et moral, de la discipline et de l'harmonie.

Par une de ces rencontres où le hasard s'amuse, les deux dernières études parues dans la collection des biographies ont pour sujet Baudelaire et Gœthe, le poète de la sensibilté subtile et le représentant de la sérénité intellectuelle. La plupart des romans dus à la nouvelle génération sont écrits sous le signe baudelairien. Dans le monde chaotique de l'après-guerre, où tant de choses que nous aimions sont voilées, les êtres n'ont pas encore trouvé leur place: ils sont en mouvement, et souvent même en tourbillon; ils semblent se fuir eux-mêmes; ils cherchent fébrilement où se tenir, sans souffrir. Toute une littérature traduit la prédominance du sensible et de l'instinctif, l'importance attachée aux sensations, le besoin du changement et de l'ailleurs, les entreprises incertaines et morbides qui aboutissent à l'évasion par l'extravagance, les drogues, la folie et la mort.

Dans un ouvrage récent, fort intéressant par de curieuses analyses, mais arbitraire et contestable par le dessein général, M. Julien Benda raconte que Tolstoï étant officier et voyant, lors d'une marche,

un de ses collègues frapper un homme qui s'écartait du rang, lui dit : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables? Vous n'avez donc pas lu l'Évangile? » A quoi l'autre répondit : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires? » M. Julien Benda juge cette anecdote symbolique, et il y voit l'opposition durable du spirituel et du temporel. Si ce classement des dispositions de l'esprit répondait encore à la réalité, ce serait simple et ce serait bien beau. M. Julien Benda néglige une troisième catégorie, celle des humains qui ne se réfèrent ni à l'Évangile ni aux règlements militaires. On a le regret de constater qu'à notre époque elle est très nombreuse. De là le désordre général. Il est accru par la confusion des méthodes : on voit des partisans d'une doctrine spirituelle en vouloir assurer le succès par les procédés propres aux règlements militaires; on voit aussi les partisans des règlements militaires les édulcorer sous l'influence des doctrines spirituelles. Mais on voit surtout des esprits en deshérence qui sont dépris de toute règle.

Au cours de son livre sur les tendances contemporaines, M. Julien Benda appelle « trahison des clercs » l'attitude des écrivains qui préfèrent aux données générales et abstraites de leur conscience les maximes réelles qui répondent aux problèmes de leur époque et de leur pays. Historiquement, on pourrait longuement discuter sur cette conception. Y a-t-il eu jamais une pensée pure, détachée de toute considération de temps et d'espace? La politique a-t-elle à tous les âges prétendu être autre chose que le souci de la cité, telle qu'elle était à une date précise? La connaissance de l'homme et de l'âme a-t-elle jamais été un jeu transcendant, qui n'ait pas pour fin la morale et le perfectionnement de la société civile? La Bruyère, il est vrai, a écrit : « Il ne manque à l'oisiveté du sage qu'un meilleur nom et que méditer, parler, lire et être tranquille s'appelât travailler. » Mais il n'a pas dit que le sage dût se désintéresser de son temps, ni que la méditation fût essentiellement étrangère aux questions pratiques : lui-même dans son livre a prouvé le soin qu'il prenait de la société contemporaine.

Il y a toujours eu des clercs pour se consacrer aux problèmes éternels, et d'autres pour considérer les affaires séculières. M. Julien Benda aime mieux les premiers que les seconds : c'est bien naturel, mais est-ce une raison pour accabler ceux qui n'ont pas son suffrage ? Si les deux doctrines ont eu leurs adeptes au cours de l'histoire, c'est peut-être qu'elles étaient utiles l'une et l'autre, qu'elles se limitaient et qu'elles se complétaient. Il serait autrement grave qu'il n'y en eût

plus du tout. La mode veut présentement qu'on oppose Maurice Barrès et Anatole France, qui font tous deux partie du patrimoine français. Ils ont l'un et l'autre leurs adversaires, qui s'efforcent de secouer leur influence. J'imagine que M. Julien Benda a fait son choix. N'accordera-t-il pas qu'il y aurait quelque chose de pire que ce combat : ce serait qu'il ne fût pas possible et que notre littérature fût privée de ces deux écrivains illustres. Une discipline, même contestée, est supérieure à l'absence de toute discipline, qui est proprement l'anarchie. C'est parfois ce vertige du désordre que donne de nos jours une partie de la littérature romanesque.

* * *

Rassurons-nous tout de suite en constatant que paraissent dès maintenant un certain nombre de livres, à la fois très modernes, et très adaptés aux conditions permanentes de l'art de penser et d'écrire (1). Dans nos temps de littérature compliquée, on est tout étonné et ravi de rencontrer un homme d'esprit qui consent à raconter une histoire. C'est, je crois, la cause principale du succès de M. Maurice Bedel. Son *Jérôme 60° de latitude nord*, qui a obtenu au mois de décembre dernier le Prix Goncourt, a le charmant mérite de ne rien vouloir prouver. On a reproché à M. Maurice Bedel d'avoir procédé à une peinture hâtive de la Norvège, et d'avoir, en la personne de son héroïne, Uni, offensé toutes les Norvégiennes. Il est bien douteux que l'auteur ait eu tant d'ambition. Il a lu Jean Giraudoux et Paul Morand, et il a appris en les lisant que la fantaisie moderne jonglait avec tous les peuples. Il a écrit, dans un style net, un récit spirituel, délicat et sensible, où il y a de la grâce, de l'ironie, et même parfois des éléments poétiques. On y voit comment une jeune Norvégienne et un Français, tout en ayant du goût l'un pour l'autre, sont incapables de se bien comprendre. La série de leurs rencontres, de leurs malentendus et de leurs explications forme un conte. Pourquoi voudrait-on que M. Maurice Bedel fût nécessairement un auteur à consi-

(1) *Jérôme 60° de latitude nord*, par M. Maurice Bedel (N. R. F.). — *Rencontres avec Richard Wagner*, par M. Alexandre Arnoux (Grasset). — *Les Hommes de la route*, par M. André Chamson (Grasset). — *Maïténa*, par M. Bernard Nabonne (Crès). — *Voyage aux îles de la Société*, par M. André Doderet. — *Le Pays neuf*, par M. André Beucler (N. R. F.). — *Escale*, par M. Pierre Humbourg (N. R. F.). — *Merlin*, par M. Jean Prévot (N. R. F.). — *Les Portes du désir*, par M. de Montherlant (Grasset). — *Lettres Espagnoles* de M. Jacques de Lacretelle (N. R. F.). — *Vasco*, par M. Marc Chadourne (Plon). — *Adrienne Mesurat*, par M. Julien Green (Plon). — *Le Chant du Bienheureux*, par M. Jacques Chardonne (Delamain et Boutelleau). — *Nuit d'orage*, par Georges Duhamel (Mercure de France), *le Paradis des nègres* (Kra).

dérations? Pourquoi aurait-il prétendu faire surgir de son anecdote toute une philosophie sur la Norvège, toute une psychologie de la France et en outre toute une métaphysique de l'amour? Il a tiré simplement de ce qu'il a vu et de ce qu'il a imaginé une histoire divertissante, et c'est une grande sagesse chez un romancier.

Si vous tenez absolument à ce que ce récit ait une morale, je vous révélerai qu'il en a en effet une, vieille comme le monde : c'est que les êtres humains ont beaucoup de peine à communiquer entre eux, et que chacun admet difficilement que son prochain soit différent de soi. Cette complexion fait de l'univers une solitude en commun, qui entraîne des illusions charmantes, et de pathétiques déceptions, mais il en est ainsi depuis Adam et Ève, et il serait vain d'insister. M. Maurice Bedel s'en est bien gardé : c'est une des qualités de son livre que d'être aimable et de ne pas nous obliger à remuer de grands problèmes.

On goûtera pour des raisons analogues l'ouvrage de M. Alexandre Arnoux qui a pour titre : *Rencontres avec Richard Wagner*. Ce n'est pas un roman, ce n'est pas un conte. C'est la confidence pleine d'aisance, de naturel et de vie d'un écrivain qui aime la musique. Tout le mérite du livre est dans son mouvement. Il faut beaucoup de personnalité, et de bonne grâce, pour retenir durant deux cents pages un lecteur, en lui racontant des impressions et des souvenirs sur les concerts et les représentations musicales : il y faut aussi une sorte de supériorité. M. Alexandre Arnoux est certainement un des écrivains les plus originaux de sa génération. Il donne cette sensation si plaisante d'être un artiste qui vit pour lui et qui écrit pour lui. Pas de concessions à la mode dans ses livres; pas de souci des conventions ni du succès. S'il a été un des premiers à découvrir la poésie du monde mécanique et à considérer les machines et l'électricité comme une matière possible de la littérature, c'est que tel était son penchant. Il s'exprime bien, d'une manière directe et simple, parfois un peu familière, ce qui lui donne de la couleur. Son livre est plein d'entrain, jusque dans l'amertume; c'est l'œuvre d'un homme qui prend intérêt à l'univers. Pour nous relater l'histoire de son apprentissage musical et sa découverte de Wagner, il suit le chemin qui l'amuse le plus. Il ne craint pas les détours, le temps perdu à muser ici et là. Mais que de jolis détails, de petits tableaux rapides, de réflexions savoureuses!

Dans tout l'ouvrage passe un sentiment plus résigné que triste

de la fuite du temps. L'auteur rappelle l'époque où, tout jeune encore, il s'éprenait de la musique. « Wagnérien ! dit-il, que cet adjectif est rococo ! Il a rejoint troubadour, le second Empire, le préraphaélisme, l'impressionnisme, le *modern style* et les verres de Gallé... Les poètes avaient alors de la barbe, des cheveux et pas de muscles ; l'art n'était pas hygiénique et aseptisé ; le corps humain résistait moins qu'aujourd'hui ; sa beauté demeurait cachée et ses maladies secrètes. La littérature embellissait tout... Notre jeunesse a plus tard renversé les conventions séculaires, et introduit un certain cynisme dans un monde bourgeoisement asphyxié, un peu engourdi, économe d'argent, de vouloir et d'actes, mais si prodigue de pensées subtiles... »

Plus loin, il évoque la grande faveur de Wagner et il dit : « Le monde de l'opéra italien pâlissait en moi, perdait ses fraîches couleurs. La vieillesse des fictions commence dans l'esprit des fils. Les pères croient les transmettre et les ensevelissent : de là peut-être la mélancolie des enfants et leurs accès de tristesse : trop de sentiments meurent en eux... » A son tour, Richard Wagner jadis triomphant paraît un peu oublié. Et l'auteur, qui sait le changement de toutes choses qu'apporte le temps, se plaît à penser que de nouveau et plus tard des générations jeunes retourneront à lui. « Quand reviendra-t-il ? Dans cinquante années peut-être. Alors le monde fêtera sa seconde naissance. Il apparaîtra aussi frais que Mozart la saison dernière, aussi gaillard que Sébastien Bach, refoulant ces vieux podagres, Honegger, Auric. Je ne serai plus là... » Mais c'est cette vie sans cesse renouvelée du souvenir qui compte le plus pour l'œuvre des artistes.

M. Alexandre Arnoux fait cette remarque ingénieuse et profonde, qui donne bien une idée de la qualité de son livre : « Fin de septembre... Voici les longs soirs immobiles, les livres, les atlas, la vie tubulaire des radiateurs, les travaux de grande patience et de genre économe. Les concerts recommencent : adieu la musique. Quand on l'écoute, elle n'est plus là ou pas encore : on ne l'entend qu'en espérance ou en souvenir. »

*

M. André Chamson est l'auteur d'un roman déjà connu qui s'appelait *Roux le Bandit* et qui était remarquable par la force du récit, le sens vigoureux de la nature, l'art des paysages. Il a publié ensuite un petit essai intitulé *l'Homme contre l'histoire*, que j'ai déjà signalé ici et qui est une contribution précieuse à l'étude des idées qui animent les nouvelles générations. Son dernier ouvrage, *les Hommes de la Route*, a les mêmes qualités de vigueur que les précédents. Il marque

même que l'auteur a acquis plus d'aisance, plus de maîtrise de soi, une science de choisir et une simplicité de moyens qui confèrent à son livre une belle robustesse. L'histoire racontée par M. André Chamson, est celle de la construction d'une route. Elle se passe dans le pays grandiose et sévère des Cévennes, pays de pierres et d'herbes rases, de hautes montagnes boisées et solitaires, de torrents et de vallées qui portent les noms sonores d'Aulas, d'Arphy, de Salagosse et de la Baraquette. M. André Chamson connaît bien la région; il l'admire et il l'aime; il en parle bien, avec l'enthousiasme un peu sombre qu'elle inspire, avec une poésie un peu sauvage, mais violente et chaude, lumineuse et tumultueuse, vagabonde et exaltante.

Tout le livre nous dit l'immense effort des hommes qui construisent la route, et les conséquences de ce labeur sur une population modeste et travailleuse. Il n'y a pas d'inquiétude dans ce roman-là. Sa netteté et sa vigueur viennent précisément de la certitude simple avec laquelle tout le monde y prend de la peine, suit les lois de la condition humaine, et remplit sa destinée. Par quel scrupule l'auteur n'a-t-il pas voulu que la scène se passât de nos jours? Peut-être a-t-il obéi à un souci d'exactitude historique, et la route à laquelle il s'intéresse a-t-elle été réellement construite sous le second Empire. Peut-être a-t-il craint que le tableau, tel qu'il nous le peint, représentât un état d'esprit social dont il n'est pas sûr, et a-t-il voulu, en le plaçant dans le passé, lui donner une valeur générale, en faire comme le symbole sans date du travail éternel. Il y a un passage de son livre où il a l'air de nous inviter lui-même à ne pas nous attacher à la date, et à voir dans ses héros les images de l'industrie humaine : « Les équipes, écrit-il, riaient et s'acharnaient à bousculer ces landes, ces forêts, ces rocailles stériles. Une longue bande de terre s'aplatissait et s'allongeait, comme pour se soumettre, devant des hommes bruns coiffés de feutres noirs, des hommes trapus en bras de chemise, au col ouvert, sans cravate, avec des poitrines noires, des hommes agiles en lourdes braies de velours soutenues par une tayole rouge ou bleue; des hommes solides, chaussés de gros cuir, — des hommes semblables à ceux qui, véridiques, aux minces pieds droits des cathédrales, fauchent les moissons, enfournent le pain, mènent les saisons et les années, des hommes au costume sans âge, faits pour les grands travaux, amis du soleil et de la pluie, et marchant durement sur les pierres dures, au milieu d'un cortège d'étincelles. » Voilà le ton du livre : on y aimera ce qu'il y a de vérité humaine, de sens de la vie paysanne, de santé physique et morale.

L'ouvrage de M. Bernard Nabonne, *Maïténa*, est aussi un roman paysan, mais d'une tout autre nature. M. Bernard Nabonne a le bonheur d'être un jeune vigneron, qui a le goût des lettres, ce qui est une excellente condition pour écrire. Il habite dans le sud-ouest une région ensoleillée. Il y vit une grande partie de l'année, et il n'y perd pas son temps. Il s'occupe de ses affaires ; il regarde ce qui se passe autour de lui, et j'imagine qu'il doit aussi rêver un peu, car il est poète à sa façon. Il connaît fort bien le Béarn et le pays basque, qui composent le décor de *Maïténa*. On a besoin en vérité de ce chaud paysage pour admettre l'histoire assez violente qu'il nous raconte. C'est le récit d'une vengeance, que médite lentement une femme basque dont le mari a été tué, et qu'elle finit par exercer sans exaltation, comme si c'était un événement fatal et indifférent, qui la délivre d'un tourment. Il y a un peu de recherche dans l'arrangement des scènes, un peu de littérature dans la manière dont la volupté, le sang et la mort servent de motifs, mais M. Bernard Nabonne a des éléments poétiques dans l'esprit ; il sait raconter ; il est clair et harmonieux ; il écrit d'un style exact et sobre, qui était déjà d'une qualité très appréciable dans son précédent livre, *la Butte aux cailles*, et qui est plus ferme encore dans ce roman campagnard et pathétique. La figure de Maïténa, le personnage principal, n'est jamais peinte longuement, mais indiquée par une série de notations, elle finit par se dégager très nettement ; belle fille qui a une sorte de candeur animale, de pureté d'âme, sinon de corps, et d'instinct obscur et puissant qui lui sert de volonté. Les créatures représentées par M. Bernard Nabonne sont imparfaites : elles sont même coupables. Mais on leur sait gré de l'être humainement, et de commettre des péchés qui en somme pourraient devenir l'étoffe de leurs vertus.

Je voudrais au moins signaler, ne pouvant tout analyser, la satire ingénieuse et subtile de M. André Doderet, *Voyage aux îles de la société*, livre tout rempli de remarques fines et de délicate ironie; — le petit roman philosophique de M. André Beucler, *le Pays neuf*, fantaisie spirituelle, et toute pénétrée de sagesse avec un air chimérique; — le récit pittoresque et prenant de M. Pierre Humbourg, intitulé *Escale*, — et le *Merlin* de M. Jean Prevot, qui n'est pas un roman pour les jeunes filles, et qui raconte avec une gaîté grasse et crue les aventures d'un jeune garçon auquel il doit être beaucoup pardonné, puisqu'il veut bien, tout enfoncé qu'il est dans ses erreurs, être normal et de bonne humeur. Ces livres sont de qualité très diverse : ils ont tous ce trait commun, qui n'est pas si banal de nos

jours, de ne pas être accablés de tristesse, de ne pas maudire l'existence, et de tenir compte des conditions de la vie terrestre, sans prétendre en trouver de nouvelles.

* * *

La série des ouvrages tourmentés serait beaucoup plus longue à énumérer. Un thème général dans la jeune littérature, c'est la difficulté des êtres à s'adapter. La vie leur est inhospitalière : ils essaient moins de lutter que de changer de place, et dans le changement, ce qui leur plaît, c'est moins l'espérance si faible d'être mieux que la petite secousse représentée par l'instant éphémère où l'on passe d'un point à un autre. Au premier degré de l'inquiétude, il y a le désir du voyage. Au dernier degré, il y a la recherche de l'extraordinaire. Et entre les deux, il y a toutes les nuances de l'incertitude, de la tristesse, de l'angoisse. Ces dispositions sont fortement marquées dans des ouvrages très différents. On en trouve l'expression lyrique dans les *Portes du désir*, de M. de Montherlant, l'interprétation analytique dans les *Lettres espagnoles*, de M. Jacques de Lacretelle, la représentation sombre dans les récits dramatiques de M. Julien Green (*Adrienne Mesurat*) et de M. Bernanos (*l'Imposture*).

En voici trois exemples particulièrement caractéristiques. Dans *Vasco*, M. Marc Chadourne nous conte l'aventure d'un jeune Parisien qui décide, en 1919, de délaisser une existence dont il est dégoûté pour courir le monde et se renouveler lui-même. Il s'embarque, il débarque, un peu moins rapidement que je ne le dis. Le livre est inégal : il a des parties bien venues et même puissantes, il a aussi des longueurs. Philippe commence par s'ennuyer à Tahiti, car on a beau changer de lieu, on ne change pas d'âme, comme le remarquaient déjà les stoïciens, bien longtemps avant les enfants du siècle. L'imprévu et le fantasque surgissent sous la forme de Plessis, aventurier douteux, d'allure libre et cynique, indifférent et détaché, ardent tout de même à ses heures, d'aplomb. Il est ce que Philippe voudrait être, au moins de temps en temps. Mais Philippe est différent, il est sensible, il a beau multiplier les aventures, elles le blessent sans le modifier. Il s'obstine, il atteint à une sorte de folie, il rêve de vivre dans une léproserie, et finit par fuir épouvanté ; il reprendra le bateau pour la France. Il y a là une suite de péripéties, d'aspirations et de visions, compliquées par le climat océanien, qui expriment fortement le malaise du héros à la recherche de sa propre libération. On doute qu'après ce pénible voyage

Philippe rapporte une personnalité solide et agrandie, mais M. Marc Chadourne en a rapporté un livre qui a de la couleur et qui a eu du succès.

M. Jacques Chardonne, auteur de l'*Épithalame*, a écrit un bref ouvrage, tout en raccourcis psychologiques, qui s'appelle le *Chant du Bienheureux*. Titre mystérieux, car rien n'est plus triste, d'une tristesse consciente et glacée, que l'histoire du héros, Pierre Baraduc. Fils d'un père faible et bon et d'une mère nerveuse, Pierre, dès son adolescence, veut fuir. Ni l'Angleterre, ni l'Afrique, ni Marseille, n'arrivent à le fixer. A son retour, il est aimé de la fille d'un riche voisin de campagne et il l'épouse. C'est le prologue. Ce que peut être la vie de ces jeunes gens, on le devine. Pierre n'est cependant ni sot, ni paresseux, ni anormal. C'est un pauvre, en ce sens qu'il ne peut donner son cœur à rien. Il n'a aucun goût pour l'existence conjugale ; il s'intéresse à peine à ses enfants ; il se ruine ; il refait sa fortune ; il a une maîtresse intelligente et bonne qu'il détache de lui par le pouvoir étrange qu'il a de glacer tout ce qui l'environne. Sa femme, qu'il oblige au divorce, se suicide. Il retourne en Afrique, où son fils vient le voir pour une journée : car, pareil au père, l'enfant a besoin de changement et d'occupation. Il reste à Pierre à faire le malheur de sa fille : il n'y manque pas, et la détourne d'un mariage auquel elle tient. Et il finit sa vie en écrivant sa lamentable histoire.

Ce sujet singulier, mais pas beaucoup plus singulier que *Vasco* ou *Adrienne Mesurat*, est traité avec sobriété, et avec une intelligence scintillante qui fatigue comme la lumière des lampes électriques à haut voltage. L'auteur est moins un romancier qu'un écrivain passionné pour l'analyse. Il suit le jeu des émotions, des joies, des infortunes, des contradictions continuelles de l'esprit le plus surveillé, avec une rigueur chirurgicale. Les pages sur l'instinct, le développement et la décadence d'un grand homme d'affaires sont originales et remarquables. L'ensemble du livre est déconcertant, douloureux, lassant parfois par l'appel constant fait à la connaissance intellectuelle, même quand il s'agit du cœur. Mais on ne le lit pas sans apprendre beaucoup sur les différentes formes du tourment et du besoin d'évasion, qui sert de sujet à tant de livres : *Vasco*, c'est l'évasion dans le monde exotique ; *Adrienne Mesurat*, c'est l'évasion dans la folie ; *le Chant du Bienheureux*, c'est l'évasion dans la contemplation du malheur et dans la cruauté morale. Le livre est écrit avec soin, avec patience, avec amour : il n'est pas d'un abord plaisant, mais

à la longue il a une sorte d'intensité, qui tient à son excès même, et à un romantisme douloureux de la fatalité.

M. Georges Duhamel a étudié dans la *Nuit d'orage* un cas bien curieux. Il ne s'agit plus d'âmes inquiètes par nature. Il s'agit d'âmes bien trempées, que l'inquiétude du siècle envahit malgré elles. De là dans tout le livre, selon un rythme alterné, tantôt une atmosphère de lucidité tout intellectuelle, tantôt une atmosphère de mystère oppressant. Deux jeunes savants, le mari et la femme, tous deux descendants de savants illustres, formés aux plus sûres disciplines scientifiques, ont acquis au cours de leurs recherches un fétiche nègre, sorte de porte-malheur, auquel ils n'attachent aucune importance. Ils le gardent par indifférence, ou par mépris d'esprits forts. Peu à peu cependant, ils en sont préoccupés sourdement, mais n'en parlent jamais. La femme un jour éprouve d'étranges malaises ; elle est en danger. Tous les médecins consultés déclarent qu'ils sont impuissants à la guérir. La malade n'a rien ; mais elle n'en dépérit pas moins. Est-ce le fétiche qui est cause de leur misère ? Tous deux en ont l'idée d'abord obscure, puis harassante. Par orgueil ils se taisent, mais par méthode ils réfléchissent. Là où régnait la sérénité scientifique se développent des zones d'ombre. Que sait-on ? La femme et le mari « font » une crise de superstition. La tentation de détruire le fétiche est grande. L'homme résiste, la femme aussi. Et ce combat dans les ténèbres, cette opposition de la logique et du mystère fait penser aux récits d'Edgar Poe. Un jour que la femme est plus malade, l'homme se décide et va chercher le fétiche pour le détruire. L'objet maléfique a disparu. La femme guérit. Le mari troublé songe à reviser ses idées et ne sait plus que croire, quand il retrouve le fétiche qui a glissé derrière le tiroir d'une commode. Va-t-il parler ? A quoi bon ? L'expérience qu'il vient de faire lui a révélé beaucoup de choses sur la nature humaine : « si le merveilleux n'est pas dans la nature, il est en nous, et c'est assez. C'est terrible. »

Le voyage dans l'inconnu se termine par un retour au point de départ. Mais ce sont les êtres eux-mêmes qui ne se retrouvent pas pareils. L'évasion, en ce cas, n'a pas été volontaire : elle a été imposée par les circonstances et favorisée par l'ambiance. Elle n'en a pas moins eu lieu et elle laisse des traces graves. Le héros est meurtri. Le monde ne sera plus jamais pour lui ni pour aucun homme de sa génération ce qu'il était auparavant. Plus généralement, il a été bouleversé par la guerre et par tout ce qu'elle implique. « Si je regarde autour de nous, dit le personnage principal, si je cherche à

comprendre les jeunes hommes de notre clan, je les vois presque tous saisis de quelque louche ou absurde passion. Les plus simples, les plus sains s'enivrent de gloires animales : ils s'acharnent sur un ballon, boxent, courent, lancent le disque et ne reprennent haleine que pour répudier durement l'idéal de leurs aînés. D'autres se donnent à l'argent avec une fureur froide. D'autres dansent sous l'œil des nègres... Certains cherchent dans les bibliothèques l'explication de leur défaite. Tous remâchent des griefs. Tous reprochent aux hommes qui les ont précédés de n'avoir établi des lois que pour les transgresser, d'avoir souillé pour longtemps toutes les sources du savoir. » Un espoir reste cependant. « Je ne chercherai pas toujours seul, dit le héros. Mes enfants m'aideront peut-être en m'apportant d'autres devoirs. »

Sage parole philosophique. La vie continue; les lois humaines et divines finiront par reprendre leurs droits. Cette conclusion optimiste est celle des hommes qui demeurent attachés à la raison et aux traditions, qui ont confiance dans l'esprit humain et qui ne craignent pas l'effort. Hors d'elle, il n'est que la résignation aux désordres de l'instinct, et cette solution-là, elle aboutit, selon une phrase fantaisiste de Paul Morand, à concevoir le règne des nègres apparus avec une vitalité formidable à une période critique de la civilisation blanche, comme ces orchestres sombres qui, à la faveur de la nuit complice, sont prêts à conduire au son d'un tambour voilé d'un mouchoir rose les funérailles de l'Occident.

André Chaumeix.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra : *La Tour de feu*, drame lyrique en trois actes, de M. Sylvio Lazzari. — Théatre de l'Opéra-Comique : *Angelo, tyran de Padoue*, drame lyrique en cinq actes, tiré du drame de Victor Hugo par M. Charles Méré; musique de M. Alfred Bruneau.

La matière de la présente chronique étant « infertile et petite », nous vous demandons à peine quelques minutes.

La Tour de feu est une histoire bretonne et maritime. Personnages : le gardien d'un phare, sa femme, plus un mystérieux et noble étranger. Nous le primes d'abord pour un grand d'Espagne, et qui semblait vaguement échappé de *la Périchole*. Mais il est en réalité Portugais. Cela n'a d'ailleurs aucune importance. Le jour même de son mariage, la jeune et belle gardienne a subi le charme funeste de ce beau ténébreux de Lusitanien. Peu après il vient la rejoindre sur le rocher qui porte le phare, et rendez-vous est pris pour fuir ensemble, par mer et ce soir même. Mais une tempête éclate. Et laquelle! On ne se souvient pas d'un aussi mauvais temps en musique. Ayant surpris les signaux que fait sa femme au navire de l'amant attendu, le mari comprend son infortune. Tout entier à sa vengeance, oublieux de son devoir et de la sécurité de la navigation générale, il éteint le phare. Le bateau se brise, l'épouse se précipite dans les flots et l'époux, derechef égaré par le désespoir, rallume à pleine flamme la lampe, qui met le feu à la tour. Celle-ci, par imprudence, mais pour la facilité du dénouement, était en bois.

Jusqu'à la scène finale où tout le monde périt, on se porte mieux dans *la Tour de feu* que dans les deux précédents opéras de M. Sylvio Lazzari. *La Lépreuse* (en 1912) nous offrait un tableau, que dis-je, plusieurs, de l'horrible mal et de ses suites non moins affreuses. *Le Sauteriot* qui vint après (1920) faisait encore une part honorable à la maladie, à l'agonie et à la mort. Mais en dépit de

l'insalubrité des deux sujets, la musique de l'un et de l'autre ouvrage était saine, bien constituée ou conformée, et par là tout le contraire de telle autre, invertébrée et amorphe, qui ne se tient et ne se soutient pas. Et puis elle possédait, cette musique, je ne sais quelle puissance mystérieuse, un air de grandeur funeste et de funèbre beauté.

« Maitre, disait un jour à Cherubini l'un de ses élèves, dont on venait de jouer l'ouvrage, Maitre, vous ne me dites rien? » Et le malicieux Italien de lui répondre : « *Ma, ma,* c'est *ché* pendant deux heures, toi non *plous tou né* m'as rien dit. » Pour cette fois, la musique de M. Lazzari ne nous a pas dit grand chose. Elle nous a paru moins communicative et moins émouvante que naguère, moins pleine de sens et de sensibilité. Loin, très loin de s'épancher, ou de s'animer seulement, elle s'est épaissie et renfermée en soi. La pâte en est compacte, lourde, et ne lève presque jamais; grise la couleur, d'un gris terne et tirant sur le plomb plutôt que sur l'argent. De ces trois actes rien ne jaillit. Il y manque l'émotion et la vie. La chose pourtant ne commence pas mal. Sur la scène, à l'orchestre, flotte une douce et vraiment assez bretonne mélancolie. Des chœurs chantés et dansés ne sont pas indifférents. Au cours de la fête des noces, la musique collective est supérieure, et de beaucoup, à la musique individuelle. Et même pendant un moment, assez long, on a plaisir à les entendre se répondre et se mêler l'une à l'autre. Avant de s'embarquer pour la tour qui sera sa résidence, la jeune épousée adresse à ses compagnes, en guise d'adieux, une sorte de cantique, légende ou ballade, — la prononciation de l'artiste ne nous permet pas de préciser davantage, — où la voix seule et les chœurs forment un concert mélodieux, harmonieux, qui n'est pas sans beauté.

On avait beaucoup vanté d'avance la tempête finale. Elle remplit tout le dernier acte de visions cinématographiques et d'un assourdissant tapage. L'incendie consécutif est préférable, ayant quelque chose de plus musical, un peu plus, que l'ouragan. Les grands désordres des éléments, du feu, de l'air ou de l'eau, sont des sujets redoutables. Il faut être Beethoven ou Wagner pour en chercher la représentation, non pas dans l'abus du matériel sonore, mais dans l'esprit, ou le génie de la musique même.

Si nous avons su vous donner quelque notion, peut-être imparfaite, de la pièce, nous n'y avons réussi que grâce au programme, la déclamation lyrique devenant de plus en plus la forme inintelligible par excellence du langage humain. Ajouterons-nous que dans le rôle

de l'héroïne la voix de Mme Fanny Heldy parut quelquefois hésiter entre deux notes et procéder par quarts de ton, à l'antique? Eh! bien non. Après avoir vu, entendu dans *la Traviata* Mme Heldy, brillante et touchante également, c'est de cela, de celle-là seule qu'on aime à se souvenir.

Par un essor imprévu, M. Alfred Bruneau s'est élevé du réalisme d'Émile Zola au romantisme de Victor Hugo, mais pas au meilleur, étant celui d'*Angelo*. *Hernani*, *Ruy Blas*, n'ont certes rien de moins déraisonnable. Mais ils ont quelque chose de plus : les vers. Et lesquels! *Angelo tyran de Padoue* est en prose. On sait laquelle aussi.

Du podestat à la Tisbe :

« Et savez-vous ce que c'est que Venise, pauvre Tisbe? Venise, je vais vous le dire, c'est l'inquisition d'État, c'est le conseil des Dix. Oh! le conseil des Dix, parlons-en bas, Tisbe, car il est peut-être là quelque part qui nous écoute. Des hommes que pas un de nous ne connaît... des hommes qui ont dans leurs mains toutes les têtes. »

Restons sur cette image. Mais n'oublions pas non plus celle-ci : « Le jour où le lion de Saint-Marc s'envolera de sa colonne, la haine ouvrira ses ailes de bronze et s'envolera du cœur des Malipieri. » Malipieri! Où donc a-t-on déjà entendu ce nom-là en musique? Il m'en souvient : c'est dans *Haydée*, un opéra-comique, également vénitien, d'Auber, où le traître s'appelait Malipieri, « l'infernal Malipieri ». Il y avait là, soit dit en passant, une délicieuse barcarolle pour deux voix de femme : « *C'est la fête au Lido* », où la mélodie s'enveloppait des plus fines harmonies.

Ce n'est pas la première fois qu'est mis en musique *Angelo tyran de Padoue*. *La Gioconda* de Ponchielli fut jadis une imitation du drame. La musique en était vulgaire, toute en contrastes violents, sinon grossiers. Malgré cela, des qualités, grosses aussi, mais réelles : le sens du théâtre et du mouvement, la spontanéité, parfois la justesse de l'idée musicale et de l'accent, des élans, des éclats, et dans le dernier acte une invocation lyrique au suicide, la meilleure page de la partition. La voix splendide de Mme Litvinne, à ses débuts, y faisait merveille.

Il y a longtemps que nous avons l'ennui de ne pas beaucoup aimer les opéras de M. Alfred Bruneau. Après *Angelo*, nous contredire serait difficile et nous ne tenons pas à nous répéter.

CAMILLE BELLAIGUE.

THOMAS HARDY

Lorsque, la semaine dernière, ses quatre grands confrères, sir Edmund Gosse, John Galsworthy, Arnold Bennett et Bernard Shaw descendirent son léger cercueil dans un caveau du *Poets' Corner* à Westminster, il n'y eut aucun doute que l'Angleterre venait de placer là un de ses immortels.

La postérité avait commencé pour lui depuis longtemps (1). Son dernier roman datait de 1894. Il avait donné le premier en 1872, deux ans après la mort de Charles Dickens. Il survivait à toute sa génération. Il avait enterré même celle qui vint ensuite, celle d'Oscar Wilde et de Stevenson. Les changements du goût ne touchaient pas sa gloire. On sentait que ce solitaire avait bâti pour l'éternité.

Il vivait retiré depuis plus de trente ans dans son petit pays du Wessex, où se passent tous ses romans, dans une Angleterre agricole, une Angleterre très ancienne, demeurée inchangée au milieu de la grande île industrielle, dans cette contrée primitive, oubliée du monde comme certains coins de notre Vendée, et où se voient encore sur la bruyère de vieilles pierres sacrées, les mystérieuses colonnades druidiques de Stonehenge.

C'est ce pays qui revit à jamais dans la mémoire, pour quiconque a lu ces grands livres, *Jude l'obscur*, *Loin des foules*, *Tess d'Uberville*, *le Pays natal*: la lande d'Egdon Heath, « pareille à un fragment de nuit qui se serait installé là en avance sans attendre le crépuscule », et qui restera ainsi jusqu'au Jugement dernier ; les yeuses et les bois de chênes du Chase of Cranbourne, où la pauvre Tess « cessa d'être une jeune fille » ; les riantes vallées de Blackmoor où se passent les moments heureux de son amour, les landes désespérées de Flit-

(1) Voyez le bel article de M. Firmin Roz dans la *Revue* du 1er juillet 1906.

combe-Ash où elle cache son abandon; et tant de beaux types féminins, la douce Marty South ou l'énigmatique Eustacia, qu'on eût prise pour une déesse et qui, morte, avait sur la bouche la petite moue d'une personne « qui aime mieux se taire, de dégoût ».

Rien ne ressemble moins à des romans provinciaux, que ces livres dont l'auteur nous disait simplement que c'est ainsi que les choses se passent dans le Wessex. Dans ces histoires locales racontées dans une langue gauche et un peu terreuse, puisssante et embarrassée, d'une tenue sourde et sans sourire, le romancier s'élève au sentiment souverain de la tragédie antique : il avait retrouvé, pour peindre ses paysans, ces lois de la vie qui font la majesté d'Eschyle, l'idée de la destinée humaine et de la fatalité.

Cette idée domine plus que jamais l'immense épopée des *Dynastes*, espèce de fresque dramatique qu'il donna en 1907, et qui développe en vingt actes la gigantesque tragédie des guerres de Napoléon. Cet ouvrage extraordinaire est le pendant de *la Guerre et la Paix* de Tolstoï, et il est bien permis de trouver que le « sorcier du Wessex » s'y montre un penseur autrement fort que le grand seigneur russe. Ce poème où les figures historiques se mêlent aux êtres surnaturels, aux Esprits, aux Pitiés, aux chœurs des anges et des démons, comme dans les visions de Blake, demeure une des créations les plus grandioses de la poésie, depuis les *Histoires* de Shakspeare.

Dans ces dernières années, le patriarche des lettres anglaises, toujours vif et allègre, toujours merveilleusement au fait, jugeant avec lucidité la littérature nouvelle, se tenait à l'écart. Il n'écrivait plus que des vers, et, selon le conseil du sage, ne faisait plus que de la musique. Cet homme dont l'œuvre est si sombre, aimait la vie. Il en a ressenti mieux que personne la tristesse, « cette mélancolie qui est la sœur de la beauté, puisque la beauté doit mourir, et dont le temple même est le temple du bonheur ». Dans ce monde cruel et inintelligible, indifférent aux dieux, il enseigne la pitié, ne cesse de s'élever contre l' « inhumanité de l'homme », son inhumanité pour ses frères, pour la femme, pour la créature inférieure. Et la suprême leçon qu'il nous laisse est une leçon de courage.

La *Revue* se devait de saluer sa grande ombre.

LOUIS GILLET.

RÉCEPTION

DE M. ABEL HERMANT

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« Le jeune homme élégant, mince, fluet, que vous êtes resté ». C'est en ces termes que M. Henri-Robert, recevant sous la Coupole, le 26 janvier, M. Abel Hermant, l'a désigné aux applaudissements.

Le jeune homme, au-dessus de l'habit vert fermé jusqu'au col, élevait une figure poupine, où le sourire est fixé. La tête un peu renversée, il lisait d'une voix sonore, qu'il écrasait un peu au passage, les deux coins de la bouche retroussés. Il commençait ses phrases sur une note haute qui abaissait d'incise en incise; on eût dit que de belles personnes, correctes et parées, descendaient un degré solennel...

A sa droite, M. Henri de Régnier. A sa gauche, M. le maréchal Lyautey a été l'objet d'une ovation, quand M. Henri-Robert a appelé en témoignage « le glorieux soldat, mince et souple comme une lame bien trempée, qui a fait du Maroc une terre française ».

Le discours de M. Abel Hermant était très attendu. Il n'a pas déçu cette attente. Il a été, d'un bout à l'autre, parfaitement grammatical. Cette exactitude n'était pas uniquement faite pour le plaisir des amateurs de syntaxe, s'il en est. Le remerciement était un manifeste, dont l'intention restait visible, depuis le premier mot jusqu'au dernier.

M. Hermant disait à ses nouveaux collègues : « Vous êtes les gardiens du langage. Ce grand cardinal de Richelieu l'a voulu. Tel est votre office et telle est votre raison. Bien parler est un devoir, car celui qui n'emploie pas les mots propres fausse les âmes, comme

l'a dit Socrate. Pour nous, Français, bien parler est encore un devoir patriotique, car le langage français est la province la plus meurtrie de la France, et doit être restauré. L'Académie est une Église militante. »

C'est là ce qu'on appelle en politique prendre position, et il est rare qu'un nouveau venu le fasse avec tant de décision. Il faut reconnaître que la tactique était adroite. M. Hermant, au lieu de remercier ses collègues, les rappelait à leurs devoirs. Son discours est tout rempli d'allusions au maintien du bon usage, à la crise du français, à l'éducation des enfants, à l'esprit de tradition. Il n'a pas craint de renouer la plus désuète de toutes ces traditions, en faisant de nouveau l'éloge du chancelier Séguier, que les récipiendaires passaient sous silence depuis plus d'un siècle. Le cardinal de Richelieu a reçu l'encens deux fois, au début et à la fin. Enfin M. Hermant a glissé dans son discours, et dans l'exorde même, une dissertation sur l'emploi des mots qui ont une bonne acception et une mauvaise, comme est le mot « accueil », et il a voulu croire, non sans quelque malice envers ses nouveaux collègues, que ces mots-là, sans épithète, devaient toujours être entendus dans le meilleur sens.

Tout cela est parfaitement calculé. Si M. Hermant a composé un remerciement qui ressemble à l'allocution inaugurale d'un congrès de régents, ce n'est pas sans dessein. Il a mené ses nouveaux confrères sur son propre terrain, là où il fait figure de spécialiste. Il a tiré à soi l'Académie, renversé les rôles et pris rang. Pour un début, ce n'est pas mal.

Et Boylesve en tout cela? Car, après tout, il s'agissait de faire son éloge. On ne peut pas dire qu'il soit absent du discours de M. Hermant. On entrevoit par instants sa figure mélancolique. Il erre entre ces phrases bien faites, comme une ombre sans sépulture.

On ne peut même pas dire que M. Hermant ne lui ait pas rendu les honneurs funèbres prescrits par les rites. Un passage du discours, lapidaire comme tous les autres, devra être cité par les critiques qui auront la curiosité d'étudier Boylesve. « Il a fait de sa grande douleur un petit roman. Sa pudeur ombrageuse s'accordait toujours avec sa vocation de conteur. Il ne savait ni taire les émotions de sa sensibilité la plus intime, ni les exprimer sans tendre devant elles le voile transparent d'une fiction... » Des sentences si pénétrantes et si justes font regretter que M. Hermant n'ait pas fait de son prédécesseur un véritable portrait. Il s'est diverti à mainte digression. Il a visité la Haye-Descartes et il a reconnu qu'il n'avait rien à en

apprendre. Il s'est promené sans hâte dans des jardins de Touraine et d'ailleurs. Le pauvre Boylesve attendait toujours, son obole sous la langue, qu'il l'embarquât pour l'immortalité.

C'est que Boylesve est si peu un personnage de M. Hermant! Ceux-ci sont pittoresques, violents, ingénus et saugrenus. La parfaite correction du style rend plus sensible la fantaisie de leurs ridicules. Au contraire, Boylesve, quand il écrit, est la même réserve. Il a dit quel tour il aimait dans la confidence, et M. Hermant a cité la phrase: « J'aime qu'il me montre qu'il a vraiment senti, mais par quelque détour, ou bien à travers un voile tendu habilement. J'aime qu'il se laisse surprendre ou bien qu'il dise : *Ce n'est rien, ce n'est rien*, quand on voit qu'il pleure. » Cette discrétion japonaise, c'est tout l'auteur de *Mon amour*. Pour parler le style du jour, il est un refoulé. Il en a fait l'aveu dans une phrase : « Oh ! comme il faut que je me sache seul pour bien sentir, c'est-à-dire pour sentir si fort que la traduction rigoureuse en paraîtrait insensée! » Cet aveu précis fait sourire M. Hermant. C'est un sourire très fugitif, la durée d'une ligne. En craignant de passer pour un fou romantique, dit-il, Boylesve a montré moins de naïveté que de complaisance. Ce qui signifie que Boylesve n'était pas si sensible qu'il le croyait lui-même, et cela fait plaisir à M. Abel Hermant.

A cette harangue, si pure qu'elle ferait regretter le mauvais langage, M. Henri-Robert a répondu dans un style familier, avec beaucoup de sens et de raison. Il a très joliment défini l'œuvre de M. Hermant, la curiosité qu'il a d'observer des originaux et montré comment le tableau qu'il a fait des cours est une préface à l'histoire. Conçu suivant la plus certaine tradition académique qui veut que l'éloge s'agrémente de quelques traits piquants et vérités acides, ce discours plein de vie et de mouvement et admirablement lu, a obtenu le plus grand et le plus légitime succès.

Et M. Henri-Robert a prononcé un de ces mots qui remplacent toutes les critiques : « Vous nous offrez, a-t-il dit, un divertissement glacial. » Il est vrai qu'il a dit aussi : « Vous semblez un homme en état de légitime défense, cachant sous un sourire les irritations de sa sensibilité. »

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Pan-America. Pan-Europa. Société des nations. La guerre hors la loi. Ainsi se traduit sous nos yeux, en une recherche confuse et trop souvent déçue, la permanente aspiration des hommes et des peuples à l'unité et à la paix organisée. Pourquoi faut-il que tant de bonne volonté au service de si nobles tendances se heurte à tant d'obstacles et aboutisse si rarement, si fugitivement, aux résultats souhaités? Pourquoi les ambitions, les passions, la malice, parviennent-elles à se glisser parmi les plus généreux projets, à les déformer, à tel point que les plus désintéressés parmi les hommes sont aussi, — l'expérience nous l'enseigne, — ceux qui doivent craindre davantage d'être des dupes? Pourquoi la défiance apparaît-elle comme l'une des qualités nécessaires à l'homme d'État? C'est la loi de l'humaine condition : « L'homme n'est ni ange ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête. »

Au congrès des républiques d'Amérique, qui s'est ouvert le 16 janvier à La Havane, s'agit-il d'entente panaméricaine ou d'hégémonie des États-Unis? C'est précisément la question que l'on ne pose pas ouvertement, mais qui préoccupe tous les esprits. L'initiative des conférences panaméricaines appartient aux États-Unis. C'est en 1881 que James G. Blaine lança l'idée d'une sorte de fédération des républiques des trois Amériques. Le premier congrès se réunit à Washington en 1889. La session actuelle est la sixième. Du programme des travaux la politique était en principe exclue, mais elle restait sous-jacente, toujours présente sous le voile des intérêts économiques. L'ombre du président Monroe planait sur ces réunions; sa fameuse doctrine, adaptée et rénovée selon l'avantage de Washington, formait, entre ces États disparates par la langue, les

mœurs et les intérêts, un lien artificiel qui n'empruntait sa solidité qu'à la puissance des États-Unis. Le temps est passé depuis longtemps où les Républiques du Nouveau-Monde pouvaient redouter un retour offensif des vieilles métropoles et éprouvaient le besoin de se sentir les coudes en face de l'Europe. A l'abri de la doctrine de Monroe, c'est la suprématie du Nord qui s'est établie et qui se consolide. Sous prétexte de protéger l'indépendance des autres républiques, les Yankees sont intervenus, par les armes ou par l'ascendant de leur puissance, dans les affaires du sud pour les contrôler et les régenter.

Le fait d'habiter une portion du même continent qui allonge ses côtes, d'un pôle à l'autre, sur une immense étendue, ne crée, entre les États des deux Amériques, ni un voisinage ni une solidarité naturelle. Les rapports des Républiques latines du sud sont plus faciles et plus fréquents, le commerce plus actif avec l'Europe occidentale qu'avec les États-Unis; l'ouverture du canal de Panama a rapproché de l'Europe les républiques du Pacifique. Les métropoles intellectuelles, culturelles, religieuses, des grandes villes de langue espagnole et portugaise sont Madrid, Lisbonne, Rome et surtout Paris, où les Américains du sud trouvent une civilisation accordée à leurs goûts et à leur esprit. Entre les républiques du sud et les États-Unis, les relations n'ont guère d'autre objet que les affaires. Mais le roi-dollar fait son œuvre de conquête : le capital du nord est intéressé aux plus belles affaires du sud quand il n'en est pas le créateur et le maître. La politique n'a même pas besoin d'intervenir, encore moins la force; la puissance économique suffit pour établir une véritable suprématie du nord, que le sud rejette tant qu'il peut, mais qu'il est, dans une certaine mesure, contraint de subir.

Le programme du congrès de La Havane comporte l'étude et la discussion d'un projet d'union panaméricaine permanente, et c'est pourquoi il n'était pas attendu sans appréhension par les États sud-américains. La présence du président Coolidge lui-même, flanqué de quatre-vingt-trois hauts fonctionnaires, révèle l'importance que le gouvernement de Washington attache à cette session qui se tient à La Havane, c'est-à-dire dans la capitale d'une république latine dont l'indépendance théorique dissimule une sorte de protectorat habilement déguisé. Cette situation s'est manifestée dans le choix du Président qui est M. Coolidge, bien que la coutume soit de désigner le chef de l'État dans la capitale duquel siège le congrès. La tactique des États-Unis est d'éluder la discussion d'un statut de l'union pan-

américaine, car la plupart des États sont disposés à profiter de l'occasion pour affirmer et renforcer l'indépendance des petites républiques à l'égard des plus puissantes. Les spectateurs mal renseignés s'attendaient à voir se manifester un antagonisme entre le Mexique et les États-Unis dont les intérêts, au Nicaragua, sont en opposition et qui, il y a quelques mois, semblaient à la veille d'un conflit armé; mais les Yankees savent trouver, pour agir sur la politique du Mexique, des moyens ingénieux; le dollar et le pétrole entrent en jeu; il a suffi qu'un nouvel ambassadeur, M. Dwight Morrow, de la banque Morgan, vînt représenter les États-Unis à Mexico, pour que le farouche président Calles, persécuteur barbare du catholicisme, devînt moins rebelle aux inspirations politiques de Washington. Le moyen est plus pratique et comporte moins de risques que d'envoyer des soldats américains se faire massacrer par les guerillas; mais sans doute est-il moins définitif, car, en fin de compte, le nationalisme mexicain, belliqueux et mal endurant, tient en échec la puissance militaire et politique des États-Unis. Le dollar, subtil et multiforme, s'insinue partout à la faveur des différends qui séparent et parfois animent l'une contre l'autre les républiques latino-indiennes dont l'irréductible particularisme n'a jamais réussi à trouver une formule d'union; le nord parvient ainsi à imposer, du Groenland à la Terre de feu, un impérialisme, qui, pour n'être ni militaire ni juridique, n'en est pas moins dominateur (1).

Mais la résistance s'organise à mesure que les républiques du Sud prennent conscience de leur force, de leurs ressources et de l'originalité de leur civilisation. Au congrès de La Havane apparaissent les premiers signes de cet esprit d'indépendance et d'égalité démocratique qui grandit au sud du canal de Panama. Du discours inaugural de M. Calvin Coolidge, pourtant très modéré et nuancé, la seule phrase qui souleva les unanimes applaudissements des représentants de 22 républiques fut celle où il affirma : « la souveraineté des petites nations américaines est toujours respectée et le règlement des différends sans recourir à la force est caractéristique de leurs rapports. » Ce discours vaut d'ailleurs la peine d'être médité; il est, d'un bout à l'autre, une apologie de la civilisation européenne dans sa forme la plus parfaite, la plus définitive, qui est en train de se réaliser en Amérique sous l'égide de la grande Fédération des États-Unis. C'est pour ce grand objet que M. Coolidge convie tous les États du Nouveau-

(1) Voyez, sur toutes ces questions, le récent et intéressant livre de M. Louis Guilaine : *l'Amérique latine et l'impérialisme américain* (A. Colin, in-16).

Monde à réaliser l'union panaméricaine; elle n'implique d'ailleurs « aucun antagonisme à l'égard d'une autre partie du monde ou d'une autre organisation internationale ». L'Amérique est une terre de paix. Cependant, dit M. Coolidge, « nous avons tous éprouvé le besoin de défendre nos nationalités, convaincus que l'abandon déraisonnable de l'art militaire aboutit en fin de compte à une désintégration désastreuse du moral du pays. Mais c'est une chose de se préparer à défendre ses droits et c'en est une autre d'avoir recours à la force quand la raison devrait dominer. »

Mais la plupart des républiques américaines sont, en même temps, membres de la Société des nations; plusieurs d'entre elles siègent ou ont siégé au Conseil. Elles ont pris à Genève le goût d'un droit plus objectif, plus universel et, en même temps, d'une plus complète indépendance, d'une égalité plus effective. Dans quelle mesure la Société des nations aurait-elle compétence et surtout pouvoir pour garantir l'indépendance et les droits des petits États américains contre les abus de la force, d'où qu'ils puissent venir? On évite de poser la question, car les Américains du nord n'aiment pas entendre parler de l'enfant qu'ils ont renié; pourtant, elle hante tous les esprits. Il s'agit de savoir si la doctrine de Monroe, comme le professe M. Alvarez, le distingué jurisconsulte chilien, est le fondement d'un droit international particulier à l'Amérique et complètement distinct du droit européen (1). Plus ou moins clairement, les Latino-Américains sentent que la Société des nations apporte à leur indépendance une garantie tout au moins morale. M. Gustave Guerrero, président de la délégation du San-Salvador, aurait, dit-on, l'intention, avec la délégation mexicaine, de proposer au Congrès un projet de modification des statuts de l'union panaméricaine dans un esprit d'égalité entre les États et dans l'intention de réduire à de justes bornes l'influence des États-Unis. Le même M. Guerrero a déclaré que, à son avis, la Cour permanente de justice internationale de La Haye est mieux préparée que n'importe quel autre tribunal pour trancher les différends éventuels entre les républiques américaines ou entre celles-ci et d'autres États; les juges de La Haye, n'ayant aucun intérêt en Amérique, présentent les plus grandes garanties d'impartialité. Nous verrons dans quelle mesure ces préférences pourront se traduire par des actes. Sans que l'Europe le

(1) M. Alvarez est l'auteur d'un livre : *La réforme du pacte de la Société des nations sur des bases continentales et régionales*, dont le titre indique la tendance. (*Rapport à la 5e session de l'Union juridique internationale, 1926*).

cherche, il s'établit, dans l'Amérique du sud, une sorte de concurrence entre son influence et celle du capital américain. L'Europe attire les Latino-Américains et ne les inquiète pas; les États-Unis les inquiètent et ne les attirent pas. Les États-Unis, avec le Canada, constituent à eux seuls une Société des nations, car toutes les races du monde ont contribué à les peupler. Les républiques du sud forment avec celles du nord un autre type de société d'États spécifiquement américains; et cette Société n'est nullement incompatible avec celle, plus large encore, dont le siège est à Genève. Il ne semble pas, d'ailleurs, qu'il puisse sortir, du Congrès de La Havane, autre chose que d'intéressantes indications d'avenir.

Ces faits sont importants par eux-mêmes, car les destinées futures de l'Europe sont en partie liées à ses relations avec le Nouveau Monde. Mais, dans le moment présent, n'avons-nous pas aussi le droit d'y chercher une explication de l'attitude du gouvernement de Washington dans ses négociations avec la France? En détournant la proposition de M. Briand de son sens originel, en cherchant à en faire sortir une manifestation générale et d'ailleurs purement verbale contre tout recours à la guerre, le gouvernement de M. Coolidge ne se propose-t-il pas de faire pièce à la Société des nations et de rallier autour des États-Unis les républiques latines de l'Amérique? Ajoutons-y la préoccupation d'obtenir, en vue des élections qui s'approchent, un succès retentissant, et nous comprendrons mieux le sens et la portée réelle des notes qui nous viennent actuellement de Washington.

M. Briand a répondu, le 5 janvier, à M. Kellogg qui, à son tour, a adressé, le 11, à M. Claudel une nouvelle lettre à laquelle le gouvernement français a encore répondu le 21. Le désaccord porte essentiellement sur deux points. Avant d'élargir la négociation et de poursuivre la signature d'une déclaration « multilatérale », la France est d'avis que la déclaration soit signée d'abord, comme elle l'avait proposé en juin, par les États-Unis et la France seuls, en raison de leurs relations historiques. Le second point, qui est le plus important, concerne la définition de la guerre. C'est la guerre d'agression, et elle seule, que la France entend condamner. En vertu même du pacte de la Société des nations, la guerre peut devenir nécessaire, pour les États membres de la Société, dans les cas où le Conseil décide qu'il y a lieu d'y recourir et dans la mesure où il le juge indispensable. L'emploi des moyens de force, comme sanction du crime d'agression et comme moyen efficace de le prévenir, est

le fondement même de l'organisation de la Société des nations. La France, ni aucun des États membres de la Société, n'a le droit de s'interdire d'y recourir dans les limites prévues par le pacte. En outre, dans l'esprit et conformément à la lettre du pacte, la France a signé des conventions défensives avec plusieurs États de l'Europe centrale; elle entend rester fidèle à ses engagements. Enfin, en septembre 1927, l'assemblée de la Société des nations, sur la proposition de la Pologne, a adopté une résolution dans laquelle « les puissances ont été amenées à spécifier que l'action à condamner comme un crime international est la guerre d'agression, et que tous les moyens pacifiques doivent être employés pour le règlement des différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les États ». S'interdire absolument tout acte de guerre serait se condamner, selon le mot historique du grand juriste brésilien Ruy Barbosa, « à rester neutre en face du crime ». La négociation franco-américaine, tout en restant très amicale, s'engage ainsi dans une voie dilatoire. Il eût été préférable de ne pas l'ouvrir; mais l'essentiel, maintenant, est de ne pas la laisser dévier. Si elle doit échouer, il importe que ni l'opinion américaine, ni l'opinion française n'en puissent prendre ombrage et que, d'une divergence de vues ou d'interprétation d'intérêt secondaire, aucun nuage ne puisse sortir et troubler l'amitié séculaire des deux peuples. En attendant, on a le droit d'espérer que la convention d'arbitrage, qui vient à échéance le 6 février, pourra être renouvelée en temps utile.

Ce sont les représentants de l'Angleterre qui, à Genève, ont particulièrement insisté pour qu'il soit spécifié que la résolution proposée par la Pologne en septembre s'applique à la guerre d'agression; on comprendrait mal, dans ces conditions, comment certains journaux critiquent les réponses françaises à M. Kellogg, si l'on ne savait que, même au prix d'une palinodie, ils sont toujours empressés à flatter les États-Unis. Quant à la presse allemande, il serait plus adroit de sa part de ne pas s'élever contre la distinction nécessaire entre les guerres d'agression et les autres et de ne pas laisser transparaître son désir immodéré de voir la France renoncer à ses alliances défensives avec la Pologne et les États de la Petite Entente. Si la presse du Reich souhaitait que l'on mît en doute ses sentiments pacifiques, elle ne s'y prendrait pas autrement. Les Allemands ont peut-être, à leur point de vue, de bonnes raisons de désirer la disparition des alliances particulières, sauf sans doute de leur traité

de Rapallo avec les Soviets ; mais les Anglais, eux, n'ont d'autres raisons avouables que celles qui jaillissent de leur profond instinct d'insulaires opposés à toute organisation continentale.

C'est pourtant, en face de la puissance économique des États-Unis, à une organisation continentale européenne qu'aspirent les esprits clairvoyants de tous les pays. Pan-Europa sera sans doute plus difficile encore à réaliser que Pan-America, mais elle est aussi plus nécessaire. Le morcellement des anciens États, la multiplication des frontières et des barrières douanières, la répartition inégale des matières premières, font ressortir avec plus d'évidence la nécessité d'élargir les horizons économiques et politiques de chaque collectivité nationale. Il est caractéristique que les grands industriels allemands sont parmi les initiateurs les plus convaincus du mouvement paneuropéen. A la production américaine toujours grandissante ne suffit plus le marché intérieur ; elle viendra de plus en plus faire concurrence à la production du puissant groupe de l'Europe occidentale où dominent la France, l'Allemagne et la Belgique. Les Allemands ont fait, pendant et après la guerre, l'expérience de la vitalité de la France et de la fécondité de son génie ; ils connaissent leur propre force de production et d'organisation ; et il leur apparaît que l'association des énergies européennes, selon une formule qu'ils s'attendent à voir sortir du clair esprit français, serait seule de taille à tenir tête à la formidable usine américaine. Au congrès paneuropéen de Vienne, en octobre 1926, l'ancien chancelier, docteur Wirth, saluait en Napoléon le protagoniste de l'idée d'organisation européenne. Unité dans la diversité, coordination des efforts, coopération économique : tel serait le programme. Ce sont là des tendances qu'il est intéressant de signaler pour leur nouveauté et que l'expérience conseille d'étudier.

L'idée d'organisation européenne est à l'ordre du jour, parce qu'elle répond à un besoin. Le problème de la paix, tel que nous l'avons ici souvent défini, consiste à articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée. Parmi les petits et moyens États de l'Europe, la masse allemande, par comparaison, apparaît plus compacte et plus pesante ; elle cherche des marchés pour sa production, un terrain d'expansion pour son activité économique et le surcroît de sa population. Si une organisation européenne ne parvient pas à se constituer, l'Allemagne ira coloniser les vastes étendues de la Russie, exploiter ses immenses richesses naturelles, et formera avec elle un bloc redoutable par le nombre des hommes et par les

ressources de toute nature. En tout état de cause, l'Allemagne restera une puissante machine à produire et à consommer.

Toute tentative d'organisation continentale européenne se heurte à une question préalable : quelle sera la place, quel sera le rôle de l'Empire britannique? Entre les Amériques et l'Europe il constitue une unité à part, une Société de nations, dont la flotte anglaise forme le lien et qui tend à constituer une unité économique particulière, un organisme politique séparé et complet. Le gouvernement anglais, sous l'influence des Dominions, tend de plus en plus à limiter ses engagements continentaux; loin de consentir à en contracter de nouveaux, il interprète toujours au sens le moins large ceux que sa participation à la grande guerre l'a amené à prendre. Il ne veut en aucun cas se trouver lié par des contrats que le parlement britannique ne resterait pas libre d'interpréter et d'appliquer souverainement. Les engagements de Locarno eux-mêmes restent conditionnels, puisque l'Angleterre garde la faculté d'apprécier les cas dans lesquels sa garantie doit jouer. Elle rejette toute idée de participation à un « Locarno oriental ». L'Angleterre, en somme, tend à se détacher de l'Europe pour suivre ses Dominions. Gardons-nous de lui faire grief de ce qui lui apparaît comme une nécessité; mais agissons en conséquence et perdons l'espoir de la rattacher avec son Empire à une organisation européenne.

Le gouvernement britannique vient de publier un document qui éclaire, du point de vue que nous venons d'indiquer, sa politique : c'est le mémorandum destiné à servir de base au travail de la Commission de sécurité de la Société des nations qui doit se réunir le 20 février. M. Benès, président de cette Commission, a rédigé un questionnaire qui a été soumis à tous les gouvernements représentés, afin que, au cours de la prochaine session, on puisse éviter toute proposition qui se trouverait en opposition avec les intentions de l'un des États intéressés. C'est la réponse du Foreign Office à ces questions qu'il est édifiant d'étudier. Ses méthodes d'observation et de raisonnement s'inspirent de l'empirisme philosophique et s'opposent nettement au juridisme français. Tablant sur l'expérience du passé, l'Angleterre estime qu'il n'est pas possible de renfermer tous les cas qui peuvent se présenter en des formules rigides, mais qu'il convient de laisser une grande latitude à la libre initiative de chaque gouvernement dans chaque cas particulier. Par exemple, en ce qui concerne l'application de l'article 10 du Pacte, ce n'est pas au Conseil de la Société des nations, mais aux autorités constitutionnelles de

chaque État qu'il appartient de décider dans quelle mesure il est obligé d'assurer l'exécution de ses engagements généraux par l'emploi de ses forces militaires. Le Conseil, dans ses « recommandations », doit tenir compte de la situation géographique et des conditions spéciales des divers États dans les circonstances diverses qui se présentent. De même le Foreign Office ne veut pas que l'on cherche à établir par avance une définition de l'agresseur.

Cette souplesse d'interprétation, que tient à garder le gouvernement britannique, peut avoir des avantages; elle balance la tendance exagérée au formalisme juridique qui risque d'ankyloser la Société des nations; mais elle a aussi de graves inconvénients. En matière de sécurité, en effet, les États continentaux, qui peuvent être attaqués et envahis du jour au lendemain, ont besoin de savoir, avant toute réduction de leurs forces militaires, sur qui et sur quoi ils peuvent compter. Pour s'être dérobée à tout engagement préalable, l'Angleterre a manqué l'occasion de prévenir la guerre de 1914 : l'exemple donne à réfléchir. A lire le mémorandum du Foreign Office on voit que l'Empire britannique s'exclut lui-même de toute organisation européenne qui n'aurait pas pour théâtre et pour objet les régions auxquelles, par tradition, il s'intéresse, c'est-à-dire la Belgique et le Rhin, et, d'autre part, la Méditerranée. L'Empire britannique ne participera à aucune organisation, ne prendra aucun engagement, dans les régions où il n'a pas d'intérêts directs. De même, en matière d'arbitrage, il veut bien élargir quelque peu ses anciens traités qui excluaient, en fait, tous les cas susceptibles d'entraîner la guerre, mais le mémorandum précise qu' « aucun État ne peut admettre de soumettre à un tribunal international des questions qui relèvent exclusivement de sa souveraineté nationale ». Aussi n'a-t-il pas signé la clause facultative d'arbitrage obligatoire de La Haye. Il préfère des accords bilatéraux à des accords généraux d'arbitrage qui resteraient dépourvus de sanction obligatoire, car l'heure ne semble pas venue au gouvernement de Londres d'élaborer un système général de sanctions internationales, surtout de sanctions militaires. Il est dans le caractère des Anglais et dans la tradition politique de l'Empire britannique de rechercher, dans les relations internationales, ce qu'un philosophe français nommait « une morale sans obligation ni sanction ». Mais la France peut-elle s'en contenter pour reconnaître que sa sécurité est assurée?

Une occasion se présente d'expérimenter la valeur pratique de l'un des moyens que la Société des nations offre aux États pour

garantir leur sécurité : c'est l'affaire des cinq wagons de mitrailleuses saisis par les autorités autrichiennes à la gare de Saint-Gotthard, frontière de la Hongrie. Depuis le 31 mars 1927 a cessé, en Hongrie, le contrôle interallié ; c'est donc à la Société des nations que les États de la Petite Entente se sont adressés pour obtenir qu'une enquête soit faite. A maintes reprises, ces puissances ont été informées que la Hongrie, contrairement au traité, recevait fréquemment des armes et des munitions : voilà le cas de s'en assurer. La Hongrie, par l'article 147 du traité de Trianon, s'est engagée « à se prêter à toute investigation que le conseil de la Société des nations, votant à la majorité, jugerait nécessaire ». Le Conseil est régulièrement saisi. On ne voit pas comment il se déroberait à une sérieuse investigation, quels que puissent être les efforts de Londres pour arranger l'affaire à l'amiable, c'est-à-dire pour l'étouffer. Mais l'enquête sera-t-elle générale ou limitée aux wagons litigieux ? Dans le second cas, elle risque fort d'être insuffisante. Une enquête générale qui montrerait une Société des nations vigilante, prompte à remplir les devoirs qu'elle tient de sa charte, impartiale, ne manquerait pas, en créant un précédent, d'avoir un effet moral considérable pour l'établissement de la sécurité générale en Europe. Nous allons savoir ce que vaut, pour le contrôle du désarmement, l'organisme de Genève.

Au moment où reparaît la question du désarmement, disparaît, en Allemagne, l'homme qui a refait l'armée après la guerre et qu'un journal ne craint pas de comparer au baron de Stein. Le « ministre inamovible », M. Gessler, qui depuis 1920, sous treize ministères, était resté en fonctions, a donné définitivement sa démission. Raisons de santé, chagrins intimes, peut-être aussi, dit-on, dépit de voir son autorité amoindrie et son influence déclinante : peu importe. Aussi bien, toute la presse allemande reconnaît que l'œuvre du ministre démissionnaire est achevée. Il est remarquable que, des hommes qui ont présidé à la reconstitution de l'armée allemande, le premier, Noske, était socialiste, le second, Gessler, démocrate. M. Noske a pris en mains l'armée désorganisée par la révolution, contaminée par le communisme, découragée par la défaite, et il en a fait l'instrument grâce auquel le parti social-démocrate, allié au Centre catholique, a mis fin au règne éphémère du bolchévisme, restauré l'ordre dans l'État et assuré le vote de la constitution de Weimar. M. Gessler a achevé la liquidation de la vieille armée qui avait fait la guerre et, profitant de la faute capitale commise, à la requête des Anglais, dans la rédaction du traité de Versailles, il a organisé une armée de

métier, une armée de cadres ; il a réussi à sauver les apparences et, tout en respectant à peu près la lettre du traité, à faire, de la Reichswehr allemande, un excellent outil de guerre. Au point de vue technique, il a suivi les avis des généraux les plus qualifiés de l'ancienne armée, von Seeckt d'abord, puis von Heye. « Dans ce temps pauvre en personnalités, conclut la *Berliner Börsen-Zeitung*, Gessler fut une personnalité ; et ce qu'il a fait est une œuvre historique. »

Les journaux démocratiques, tout en rendant hommage au travail technique de M. Gessler, lui reprochent, non sans acrimonie, d'avoir, sous prétexte de soustraire l'armée à la politique, manqué l'occasion d'en changer l'esprit, de la démocratiser. Les nationalistes l'en louent, mais les social-démocrates s'en plaignent : « Ses huit années de ministère ont été un malheur pour la République », écrit le *Vorwärts*. A ces critiques M. Gessler répond : « Vous savez ce que j'ai fait ; vous remarquez sans doute ce que je n'ai pas fait ; mais pas un de vous ne sait ce que j'ai empêché. » A quoi M. G. Bernhard, dans la *Gazette de Voss*, riposte : « Nous croyons volontiers que Gessler a empêché beaucoup de bêtises. Mais, malheureusement, il a empêché aussi la démocratisation de l'armée allemande. » Le *Vorwärts* va jusqu'à dire : « ce qu'il a appelé *dépolitiser* l'armée a consisté, en pratique, à la *dérépublicaniser*, à lui donner une physionomie monarchiste. » A l'œuvre de M. Gessler, les journaux de gauche opposent celle de M. Severing qui aurait, selon eux, constitué en Prusse, avec des éléments identiques, une *Schupo* républicaine. Dans la Reichswehr, le recrutement démocratique des cadres est tari et le corps d'officiers tend à redevenir une caste militaire qui fait cause commune avec les associations antirépublicaines de droite. En somme M. Gessler a été, déclare M. Bernhard, « un paravent démocratique pour une armée reconstruite sans rien de démocratique ».

Le ministre démissionnaire est remplacé par le général Grœner, celui qui, à l'heure de la débâcle, supplanta Ludendorff et exigea l'abdication de Guillaume II. La retraite de M. Gessler n'est que l'un des symptômes des divisions profondes qui, à l'approche des élections, se manifestent dans les partis politiques et dans la masse du pays. Crise intérieure parmi les catholiques du Centre ; discussions très vives, à propos de la Conférence des États fédérés, entre unitarisme et fédéralisme ; formation d'une ligue pour la rénovation du Reich : ce sont là d'importants sujets sur lesquels nous aurons à revenir. L'Allemagne cherche sa voie ; l'Allemagne se cherche elle-même.

« Comment peut-on être Persan ? » Une telle question n'est plus de mise. Si tous les Parisiens ne savent peut-être pas exactement où est situé l'Afghanistan, aucun n'ignore que le Roi et la Reine de ce pays, qui ont fait leur entrée dans notre capitale le 25 janvier, sont des amis de la France et de sa civilisation. Entre la Perse, le Turkestan russe et l'Inde anglaise, les hauts plateaux d'Afghanistan constituent un bastion formidable, flanqué de chaînes gigantesques, peuplé de montagnards belliqueux et fiers. Longtemps l'Afghanistan a été disputé entre les influences anglaise et russe. Les accords de 1883 et de 1905 y établissaient une sorte de protectorat britannique; le gouvernement des Indes versait chaque année à l'émir d'Afghanistan une pension de 1 850 000 roupies. Lorsque fut assassiné l'émir Habiboullah, le 20 février 1919, son troisième fils, Amanoullah Khan, lui succéda; son premier acte fut de signifier au gouvernement de Calcutta la pleine indépendance de l'Afghanistan en refusant la subvention traditionnelle. En 1925, il se proclamait roi. Depuis le Bosphore jusqu'aux frontières de l'Inde, un mouvement de rénovation, de modernisation transforme les grands États musulmans : Turquie, Perse, Afghanistan. Le roi Amanoullah, qui fait instruire en France de jeunes Afghans, parmi lesquels son propre fils, qui a fait venir à Caboul des professeurs français, qui confie à des savants français le soin de diriger les recherches archéologiques, se propose, dans son voyage, comme un nouveau Pierre le Grand, d'étudier les méthodes de travail et d'administration des peuples occidentaux. Tandis que la Russie retourne à l'asiatisme, les États musulmans d'Asie s'européanisent; mais s'ils adoptent les armes, les outils, les méthodes de l'Europe, c'est afin de mieux sauvegarder leur propre indépendance. Sous l'impression énergique et réformatrice d'un souverain éclairé, l'Afghanistan est appelé à jouer un rôle important dans la rénovation de l'Asie. C'est pourquoi le roi Amanoullah a recueilli à Paris, avec les compliments officiels, les sympathies populaires.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

TROISIÈME PARTIE (1)

LE RETOUR

VALENTINE de Croisy venait d'arriver à Cimiez, accompagnée de sa fidèle Suédoise, cette Greta qui, depuis la mort presque simultanée de ses parents, ne l'avait jamais quittée, et pas même dans la maison de santé où elle avait désiré la suivre, où elle avait appris à la longue les soins à donner aux malades atteints de ces opiniâtres psychoses si lentes à guérir.

Bien qu'elle fût amaigrie, — ce qui allongeait sa haute taille, — elle n'avait point trop vieilli au cours de ces douze années de réclusion, comme si elle s'y fût reposée du surmenage de son cœur exalté. Elle avait dépassé de peu la quarantaine et, si elle ne recherchait pas ces artifices de toilette et de peinture par quoi les femmes de cet âge ont accoutumé de reculer jusqu'à ses plus extrêmes limites l'art de plaire, elle avait eu trop de séduction pour n'en pas maintenir les restes au prix de quelques soins exacts. Devançant la mode sans le savoir, elle avait dû couper ses beaux cheveux blonds, mais ils bouclaient encore par-devant et leur nuance, comme la blancheur lumineuse de la peau, contrastait avec les yeux sombres, couleur de la châtaigne mûre, que de longs cils ombrageaient. Elle s'habillait en clair, avec des écharpes dont elle

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier et 1er février.